

\$100,000, subséquemment offert et accepté en garantie, au lieu et place des trois millions et demie de titres des Etats-Unis ou de la cité de New-York.

Tout espoir d'un succès, qui fuyait toujours, était perdu, le gouvernement prit conseil, en décembre dernier, d'un avocat éminent de New-York, pour savoir quel recours en dommages il avait contre ce M. Nelson, qui s'était trouvé tout à coup dans une si grande pénurie d'argent, après avoir ébloui nos ministres en faisant miroiter tant de millions à leurs yeux ravis. Dans sa réponse, que mes honorables collègues peuvent lire dans les documents de l'emprunt, M. Coudert dit bien que le droit du gouvernement est certain, mais il ajoute les deux phrases suivantes très palpitantes d'intérêt :

“ Cependant c'est une question d'opportunité plutôt que de droit, s'il serait judicieux d'intenter une action contre lui dans les circonstances.

“ D'après les informations qui nous ont été fournies, et d'après la conduite de ces gens, il n'est pas probable que M. Nelson soit un homme d'une responsabilité financière considérable, et un jugement obtenu contre lui résulterait, je le crains, en une victoire sans profit.”

Le ministère peut chercher toutes les excuses qu'il voudra, il n'en reste pas moins acquis à l'histoire que, chargé d'une opération financière importante pour le compte de la province qu'il gouverne, il a la responsabilité d'avoir négocié cette affaire avec un homme incapable de la faire réussir, et cela sans prendre la peine sérieuse de se renseigner sur la situation véritable de cette personne.

On explique l'insuccès de cette opération par la mort de deux des principaux membres de ce syndicat. Les documents nous apprennent bien qu'un M. Ross et un autre sont décédés peu de temps après la signature du contrat à

Québec. Mais je n'y trouve rien qui nous assure que ces deux hommes étaient eux-mêmes en mesure de placer l'emprunt, ni qu'en réalité ils faisaient partie du trop fameux syndicat.

R.

La fatalité poursuivait-elle les négociateurs de l'emprunt, puisque deux de ceux que l'on nous dit s'en être occupés, ont été en quelques jours successivement foudroyés par la mort !

Dans de semblables circonstances, le ministère a pourtant dû devenir un peu superstitieux, et se dire qu'il était temps d'en finir avec une opération qui faisait autant de victimes.

M. Nelson a donné pour raison de n'avoir pas fait le dépôt convenu de titres à la Chemical Bank, la hausse très considérable de ces titres sur le marché dans l'intervalle. Je regrette que l'honorable trésorier ait répété cette excuse dans son discours du budget, sans au moins s'assurer si elle était vraie. J'ai constaté que cette excuse n'était pas fondée. J'ai fait un relevé des cours sur le marché de New-York, du 12 août au 14 septembre 1887, tels que publiés dans le *New-York Herald*, et j'ai trouvé qu'il n'y a pas eu cette hausse dans les cours des titres des Etats-Unis. Deux classes de titres étaient cotées, l'une à 107 et l'autre à 127, et il n'y a eu qu'une légère variation en plus ou en moins pendant cette période.

L'emprunt à New-York étant définitivement manqué, il fallait bien s'adresser ailleurs. On s'est hâté de conclure la transaction avec le Crédit Lyonnais. Cette fois du moins on traitait avec des gens sérieux, très capables de remplir les obligations qu'ils contracteraient. Mais les directeurs de cette puissante institution connaissaient le fiasco des négociations à New-York. Ils savaient que le gouvernement était acculé dans une impasse très difficile, et qu'il considérerait comme des sauveurs ceux qui viendraient à

sa rescousse. On en a profité pour obtenir du gouvernement des conditions plus avantageuses pour les actionnaires du Crédit Lyonnais. Je ne blâme pas ceux qui administrent les grandes affaires de cette institution. Ils ont fait le meilleur marché possible dans les circonstances. Ils n'ont que rempli leur devoir.

Quoique l'honorable trésorier ait dit contre le système de l'adjudication des titres aux plus hauts enchérisseurs, je prétends que le ministère n'aurait pas dû vendre les obligations de la province à prix fixe au Crédit Lyonnais ; qu'il aurait dû au contraire, lui faire placer ces titres sur le marché à un *minimum* déterminé, qui pouvait fort bien être fixé à 99, en se réservant le droit de faire profiter la province de la concurrence de ceux à la recherche d'un placement de première classe, au taux d'intérêt relativement élevé pour eux de quatre pour cent. Coïncidence assez curieuse, vendredi, le jour même où l'honorable trésorier se prononçait dans cette Chambre contre les emprunts publics par adjudication, le gouvernement fédéral employait avec le plus grand succès ce système pour l'emprunt canadien de \$20,000,000.

Lancé sur le marché de Londres à 3 pour cent d'intérêt et au *minimum* de 92½, cet emprunt a été souscrit trois fois, et par la concurrence des acheteurs les offres acceptées dépassent la moyenne de 95. De cette manière, le profit de 2½ pour cent et plus réalisé par la hausse produite par la course aux valeurs si sûres que le Canada offrait aux prêteurs, va à la caisse fédérale, au lieu que dans le cas de l'emprunt de Québec, le profit a été pour le Crédit Lyonnais, l'heureux négociateur, et non pour le trésor provincial. Les 2½ et 1270 pour cent de prime au-delà du *minimum* de 92½ fixé pour le récent emprunt fédéral, c'est un profit de \$510,000 pour les vingt millions de titres, réalisé par le ministère d'Ottawa au moyen du système de l'adjudication que l'honorable trésorier ici trouve si peu favorable

Vendus au Crédit Lyonnais au prix fixe de 99, et net de 96½, nos titres à 4 pour cent étaient lancés au pair sur les marchés de Londres et de Paris par cette institution le 14 janvier 1888. Le Crédit Lyonnais fixait ainsi à 100 pour cent le minimum auquel nos titres auraient pu être placés à l'enchère sur le marché. C'était un gain de 1 pour cent, puisqu'il les avait achetés à 99.

J'ai été bien étonné de la candeur avec laquelle l'honorable trésorier nous a donné, pour se justifier d'avoir fait l'emprunt à prix fixe, certaines informations sur la manière dont le Crédit Lyonnais a conduit, à son profit, le placement des titres sur le marché. Il nous a dit qu'un syndicat intéressé largement dans l'institution, avait enlevé la première souscription des titres, pour les lancer à la hausse et leur faire une excellente situation sur le marché. Il a ajouté, de plus, que le Crédit Lyonnais avait encore la plus grande partie de ces obligations en portefeuille. Mais comment se fait-il donc que l'honorable trésorier ne se soit pas aperçu qu'il donnait là les meilleures raisons possibles de le désapprouver d'avoir vendu les titres de l'emprunt provincial à prix fixe? Si j'avais eu des doutes auparavant, il m'aurait sans doute convaincu pour un qu'il avait eu tort. Mais que signifie l'acte de ce syndicat, qui aurait souscrit à une prime considérable pour l'institution elle-même qui plaçait les titres sur le marché, et le fait que bien qu'ils soient maintenant cotés jusqu'à 104, le Crédit Lyonnais garde encore ces titres en portefeuille, sinon que les possesseurs actuels de nos obligations savent bien qu'ils ont des valeurs qui seront, de jour en jour, de plus en plus appréciées sur le marché. Vous ne sauriez prétendre que le Crédit Lyonnais garde les titres de la province en portefeuille, parce qu'il ne peut pas leur trouver d'acheteurs.

Le Crédit Lyonnais, dont les ressources de crédit sont très grandes, ne s'est pas hâté de disposer de nos titres, parce qu'il savait fort bien que, poussés à la hausse par le



développement du crédit public qui a été la conséquence immédiate de la conversion de la dette anglaise, par les succès des opérations considérables que le gouvernement canadien et la compagnie du Pacifique devaient bientôt faire à Londres, il peut, en attendant encore, réaliser un profit plus grand que celui actuellement possible. Aujourd'hui le Crédit Lyonnais peut vendre ces titres à 104. C'est un profit de 5 pour cent sur le prix qu'il a payé. Cinq pour cent pour trois millions et demi, c'est un gain net d'une somme de \$175,000, dont le Crédit Lyonnais est assuré, mais que la province perd incontestablement par cette transaction. Et le Crédit Lyonnais n'est pas satisfait de cela, parce qu'il prévoit qu'il pourra faire plus prochainement, et il attend. J'avoue ma surprise de ce que l'honorable trésorier lui-même ait eu la complaisance de nous le dire, parce que c'est un fait dont assurément il n'a pas lieu de se féliciter.

L'honorable trésorier a fait des calculs pour nous prouver que, comparé aux cours de nos 5 pour cent sur le marché, le prix de 96½ net réalisé des titres de notre emprunt à 4 pour cent, représenté la valeur réelle de cette nouvelle classe de nos obligations provinciales. Mais il a oublié un point essentiel, et c'est pourquoi, n'ayant pas de base solide, sa comparaison tombe du coup. Il y a bien, en effet, une certaine parité dans les cours, si l'on ne tient compte que de la différence du taux de l'intérêt. Mais l'honorable trésorier doit savoir que la durée de l'existence d'un titre de première classe comme les nôtres sur le marché, entre pour beaucoup dans l'évaluation que le public acheteur en fait. Les nouvelles obligations de la province à 4 pour cent sont à quarante ans, tandis que nos 5 pour cent écherront par parties, dans 16 ans, dans 18, 20 et 24 ans. Le titre à 4 pour cent payable dans 40 ans, vaut proportionnellement beaucoup plus que celui du même pays à 5 pour cent, mais à une échéance de 20 ans. Il est si vrai que la durée y est pour

beaucoup dans les appréciations des valeurs sur le marché, que nos titres à 5 pour cent, et dont l'échéance est plus éloignée, sont toujours cotés plus haut que ceux dont l'échéance est plus prochaine. Il y a souvent une différence de  $1\frac{1}{2}$  à 2 pour cent entre les cours de ceux payables, en 1904, et ceux qui ne le seront qu'en 1912.

L'honorable trésorier a fait de longs calculs pour démontrer que son emprunt a été fait à de meilleures conditions que les précédents. Cette comparaison manque absolument de base. Vous ne pouvez pas raisonnablement comparer les résultats de ces opérations, sans comparer aussi les situations aux époques diverses où elles ont été faites. Il y a une bien grande différence entre les conditions générales du crédit public aujourd'hui, et celles de 1874, l'année de notre premier emprunt provincial. Alors le gouvernement canadien obtenait à peine 90 pour cent pour ses titres à 4% d'intérêt. Vendredi dernier il négociait à 95  $\frac{1}{20}$  un emprunt à trois pour cent ; c'est une hausse moyenne de 30 pour cent de notre crédit fédéral depuis 1874. La féconde politique de progrès des gouvernements conservateurs depuis la confédération à Québec comme à Ottawa, a beaucoup développé notre crédit provincial par la confiance dans notre avenir qu'elle a inspirée aux capitalistes à la recherche de placements sûrs et avantageux. C'est grâce à cette patriotique et intelligente politique que le gouvernement actuel a pu négocier avec le Crédit Lyonnais aux conditions que l'on sait, et qui ne sont cependant pas, comme je l'ai démontré, les meilleures qu'il pouvait obtenir dans les circonstances, avec la situation à cette époque de notre crédit public et celle du marché aux capitaux. L'honorable trésorier s'est donc mis en frais inutiles de comparaisons. Il aurait dû comprendre que la véritable question à juger, était s'il avait bien réellement fait la transaction la plus avantageuse alors possible. De ce que les propositions qui lui étaient faites étaient, pour les raisons que je viens d'expliquer, plus favo-

rables que celles obtenues en 1874, 1876, 1878, etc., il ne s'en suit pas qu'il était justifiable de faire un contrat d'après un principe qui a occasionné une perte considérable à la province, à l'avantage de ceux avec qui il négociait.

Le malheureux empressement du ministère à contracter un emprunt dont il n'avait pas un besoin immédiat, a aussi fait perdre à la province les avantages qu'elle pourrait actuellement retirer, et ceux plus considérables dans un avenir prochain, d'une opération sur le marché monétaire, — si elle était devenue nécessaire dans l'intérêt public, — à cause des conditions nouvelles du marché créées par la conversion de la dette anglaise et les transactions si brillantes du gouvernement fédéral et de la compagnie du Pacifique. Trente-cinq millions pour ces deux emprunts étaient demandés, et deux cents dix millions ont été pour ainsi dire spontanément offerts aux taux les plus favorables.

Je désapprouve aussi la manière dont l'emprunt a été fait, pour cette autre raison que j'aurais préféré l'émission d'annuités rachetables, capital et intérêts, en 30, 40 ou 50 ans, au lieu de l'émission de titres au terme de 40 ans qui a eu lieu. Pour le gouvernement fédéral, pour les colonies australiennes, et, en général, pour tous les pays qui ont à faire encore beaucoup de travaux au compte du capital, je conçois que le plus important n'est pas de s'occuper du rachat rapide de la dette publique, mais bien de pouvoir obtenir aux meilleures conditions possibles les capitaux nécessaires à l'exécution des grandes améliorations d'utilité générale. Mais je crois qu'au point où nous en sommes rendus dans notre province, la meilleure politique financière à suivre est de commencer à pourvoir au rachat, lent, si vous le voulez, mais graduel, de nos obligations provinciales. C'est pourquoi j'aurais été favorable à l'emploi du système des annuités terminables pour le nouvel emprunt, étant

donnée la nécessité de le contracter, ce que je pense avoir contesté avec succès.

Après nous avoir fait un bien sombre tableau de la situation à son avènement au pouvoir et des opérations de l'année terminée le 30 juin 1887, l'honorable trésorier est tout à coup devenu radieux lorsqu'il a abordé le sujet des opérations de l'exercice en cours. Quel est le secret de ce changement de ton ? C'est que pour l'année courante, le ministre actuel sera seul responsable de la gestion des finances de la province. L'honorable trésorier comprend que le rôle du pessimiste est fini, et qu'il est temps, pour la popularité du gouvernement, de commencer à peindre les choses sous les couleurs les plus brillantes et même les plus exagérées. Vraiment, je suis presque tenté de le féliciter de la souplesse avec laquelle il a fait cette difficile transition. Il est soudainement passé du découragement en apparence le plus complet, aux illusions les plus enivrantes sur le présent qu'il prétend avoir fait si heureux, et sur les perspectives de l'avenir prospère qu'il s'attribue le mérite d'avoir assuré à la province.

J'ai personnellement beaucoup d'estime pour l'honorable trésorier, et je ne voudrais pas lui causer le moindre déplaisir. Mais j'ai un devoir public à accomplir, et je veux croire qu'il ne m'en voudra pas si je prends la légitime liberté de faire une trouée un peu large dans les illusions qu'il me paraît tant affectionner. Il m'y a obligé par les efforts qu'il a tenus pour les faire partager par mes honorables collègues et par le public généralement.

Parlant de l'exercice en cours, l'honorable trésorier nous a dit :

“ Il est impossible d'indiquer d'une manière précise le résultat de cet exercice ; mais l'état des recettes et des paiements, jusqu'au 1er avril 1888, fait voir que

“ pour ces neuf mois les recettes ordinaires ont été de \$3,024,981.65 et les dépenses ordinaires de \$2,259,960.14, ce qui laisse un surplus de \$765,021.51. Il est probable que ce surplus ne sera pas sensiblement diminué à la fin de l'exercice, si nous percevons tout ce que nous espérons percevoir.”

L'honorable trésorier continue en réclamant pour le gouvernement et pour lui-même le mérite d'avoir si bien administré les finances depuis le commencement de l'année, que l'exercice se terminera par un surplus d'environ trois quarts de million. Les chiffres qui précèdent, sans les commentaires qu'ils provoquent, sont de nature à induire la Chambre et le public en erreur. L'honorable trésorier aurait dû dire que le revenu qui lui permet de compter sur le surplus indiqué pour la fin de l'année, se compose de perceptions d'arrérages afférentes à plusieurs années antérieures. Il a reçu \$100,000 d'Ontario, mais \$70,000 de ce montant étaient dues pour les deux années précédentes. Le gouvernement d'Ontario en avait sans raison refusé le paiement.

Le 31 mars 1888, la somme de \$557,165 avait déjà été perçue pour arrérages des impôts sur les corporations commerciales, en vertu du jugement du conseil privé rendu l'été dernier. La part régulière de revenu pour l'exercice en cours, dans le montant qui sera reçu de cette source, est d'environ \$125,000, la balance étant pour les années antérieures. Considérer toutes ces sommes comme revenu régulier, ordinaire de 1887-88, c'est fabriquer à peu de frais un surplus énorme pour la fin de l'année. Je n'ai pas besoin d'insister davantage sur ce point, parce que la Chambre et la province comprendront tout de suite que le revenu de l'exercice en cours est beaucoup augmenté de recettes extraordinaires qui ne se renouvelleront pas une autre année.

Le ministère actuel s'efforce-t-il de mettre en pratique au pouvoir le régime d'économie qu'il a si souvent et si forte-

ment réclamé et promis dans l'opposition ? C'est la partie de la question financière qu'il importe le plus d'étudier maintenant avec soin.

Il est évident que pour faire une juste comparaison des dépenses du présent cabinet et de celles de son prédécesseur, il faudra mettre en présence les frais encourus par les deux pendant des années dont ils sont, l'un et l'autre, entièrement responsables. Mais à part cela, on peut aussi juger la politique financière du gouvernement actuel, en comparant les budgets qu'il nous demande de voter, avec les dépenses faites par le ministère précédent pendant sa dernière année complète d'administration, celle de 1885 86.

L'année courante ne se terminera que le 30 juin, et nous n'aurons les comptes publics de cet exercice qu'à la prochaine session. Mais je puis dès maintenant faire une intéressante comparaison, parce que nous avons des états partiels exactement pour la même période de 1886-87 principalement sous le gouvernement précédent, et de 1887-88 sous le présent cabinet.

Comparons les dépenses des mêmes services ordinaires pour les neuf premiers mois de ces deux exercices.

Du 1<sup>er</sup> juillet 1887 au 31 mars 1888, sous le régime actuel, les dépenses ordinaires ont été de..... \$2,250,653

Pour la même période en 1886-87, sous l'ancien régime, elles ont été pour les mêmes services de..... 2,137,490

---

Augmentation en neuf mois sous le régime actuel \$ 113,163

Je puis en toute sûreté calculer cette augmentation à plus de \$150,000, parce que l'état de 1886-87 contient les \$50,-461 déboursées pour les dernières élections générales.

Comparons maintenant les frais de quelques-uns des divers services pendant la même période de neuf mois des deux années.

Gouvernement civil en 1887-88.....	\$ 158,780
do do 1886-87.....	145,766
Augmentation.....	\$ 13,014
Administration de la justice, 1887-88.....	\$ 328,870
do do do 1886-87.....	304,921
Augmentation.....	\$ 23,949
Instruction publique, 1887-88.....	\$ 337,010
do do 1886-87.....	322,235
Augmentation.....	\$ 14,775
Travaux et édifices publics 1887-88.....*	\$ 94,411
do do do 1886-87.....	57,844
Augmentation.....	\$ 36,567
Divers, 1887 88.....	\$ 27,469
do 1886-87.....	16,849
Augmentation.....	\$ 10,620
Département des terres de la couronne, 1887-88.	\$ 124,050
do do do 1886-87.	110,000
Augmentation.....	\$ 14,050

Comme on le voit, il y a une augmentation considérable dans tous les services où les dépenses sont le plus facilement contrôlables. On ne saurait donc y trouver les preuves de l'économie tant promise.

L'honorable trésorier ne nous a donné que peu de renseignements sur l'exercice en cours et sur les résultats probables à la fin de l'année. C'est une réserve de sa part qui ne manquait pas de prudence, parce qu'il avait intérêt à ne pas provoquer la discussion sur ce point. Je cède cependant au désir d'en parler encore un peu. A la date actuelle et avec les documents officiels que nous avons, nous pouvons calculer d'une manière assez approximative le montant que les dépenses ordinaires de l'année courante atteindront.

Nous venons de voir que pour les neuf mois terminés le 31 mars dernier, elles s'élevaient déjà à \$2,250,653. Il me paraît bien certain que le 30 juin courant, elles atteindront \$3,350,000. Le gouvernement a fait voter l'année dernière les sommes suivantes :

Budget général ordinaire de 1887-88. ....	\$3,015,329
Premier budget supplémentaire. ....	67,960
Mandats spéciaux jusqu'au 16 mai. ....	180,003
Maintenant il nous demande un second budget supplémentaire ordinaire de. ....	123,282
Et pour la codification des lois. ....	45,000
Montant. ....	<u>\$3,431,574</u>

Si la Chambre vote le budget supplémentaire qui lui est soumis, des dépenses au montant de \$3,431,573 auront été autorisées pour l'année courante. Je n'exagère donc pas en disant que les dépenses réelles de l'exercice en cours seront portées par le gouvernement actuel, à \$3,350,000, en supposant que tous les crédits votés ne soient pas épuisés.

Comparons ces dépenses ordinaires de l'année courante avec celles de la dernière année complète de l'ancien régime :

Dépenses de 1887-88. ....	\$3,350,000
Dépenses de 1885-86. ....	2,961,563
Augmentation. ....	<u>\$ 388,437</u>



Cette comparaison fait donc ressortir une augmentation de près de quatre cent mille piastres. Est-ce ainsi que le gouvernement actuel prétend pratiquer l'économie en augmentant les dépenses de quatre cent mille piastres dans une seule année ? Il est aussi responsable d'une augmentation de plus de \$100,000 pendant les cinq derniers mois de 1886-87 ; soit une augmentation totale d'au moins \$500,000 en dix sept mois de pouvoir. L'actif sur lequel la province devait compter pour payer les subventions aux chemins de fer, a été ainsi en grande partie absorbé par ces dépenses additionnelles d'un demi million.

Répondant, vendredi, à quelques remarques de l'honorable chef de l'opposition, l'honorable premier ministre a admis que les opérations financières de l'année courante étaient en effet peu satisfaisantes. Je lui tiens compte de la franchise de l'aveu, mais il a eu le tort d'essayer encore une fois d'en rejeter, au moins partiellement, la responsabilité sur ses prédécesseurs. Mais le ministère se propose-t-il de conduire les opérations de l'année prochaine d'une manière plus satisfaisante ? Evidemment non, si l'on en juge par le budget général qu'il nous propose de voter. Il nous demande pour les dépenses ordinaires de 1888-89 des crédits au montant de \$3,277,359, à laquelle somme il n'est que juste d'ajouter le crédit spécial de \$63,000 pour la codification des lois et les crédits, au montant de \$17,900, pour divers travaux publics imputables au revenu comme par le passé, parce que les frais de ces travaux et ceux de la codification des lois ont toujours été comptés dans les dépenses ordinaires de l'année.

L'addition de ces crédits porte le total des dépenses ordinaires que le gouvernement se propose de faire l'année prochaine à \$3,358,259. Ce n'est pas tout. On sait fort bien que le ministère nous demandera de voter un premier budget supplémentaire avant la fin de cette session, et un

second budget supplémentaire à la session prochaine, toujours pour l'exercice 1888-89. Je n'exagère pas en portant ces budgets supplémentaires au total de \$150,000, ce qui élèvera les dépenses ordinaires de 1888-89 au montant relativement énorme de \$3,500,000 en chiffres ronds, soit une augmentation de \$540,000 sur celles de 1885-86 dont l'ancien gouvernement est seul responsable. Nous ne sommes donc pas entrés dans un règne de rigoureuse économie, mais bien plutôt dans une ère de dépenses rapidement croissantes.

Comparons maintenant les crédits demandés par le gouvernement actuel pour quelques-uns des services publics, dans son budget général des dépenses de l'année financière 1888-89, avec les sommes dépensées pour les mêmes fins pendant l'année 1885-86, la dernière dont l'ancien gouvernement est seul et entièrement responsable.

Crédits demandés pour le gouvernement civil

en 1888-89.....\$219,776 00

Somme dépensée pour la même fin en 1885-86. 183,675 41

---

Augmentation.....\$ 36,100 59

---

Département des terres de la couronne,

1888-89.....\$175,200 00

Somme dépensée pour la même fin en 1885-86. 130,000 00

---

Augmentation.....\$ 45,200 00

---

Administration de la justice, 1888-89.....\$495,938 98

Somme dépensée pour la même fin en 1885-86. 478,505 75

---

Augmentation.....\$ 17,433 23

---

Additionnons ces augmentations de dépenses en 1888-89	
Gouvernement civil.....	\$ 36,100 59
Département des terres de la couronne.....	45,200 00
Administration de la justice.....	17,433 23
Montant .....	\$98,733 82

J'établis donc, en comparant le budget général de 1888-89 avec les comptes publics de 1885-86, que pour les trois services publics seulement que je viens d'énumérer, le ministère actuel demande à la Chambre de l'autoriser à dépenser \$98,733.82 de plus que le gouvernement conservateur. On peut être certain que les budgets supplémentaires porteront cette augmentation au montant de cent quarante à cent cinquante mille piastres.

L'honorable trésorier compte sur un revenu ordinaire de \$3,345,672 l'année prochaine. Je crois ses prévisions de recettes assez justes dans l'ensemble. Mais en supposant même qu'elles se réalisent complètement—et il faut toujours prendre garde aux mécomptes—il me paraît inévitable qu'au train qu'il y va, le ministère puisse solder les opérations de l'exercice 1888-89, autrement que par un déficit de cent à cent cinquante mille piastres. Nous retournons donc trop sûrement à l'ère des déficits à laquelle le gouvernement précédent avait heureusement réussi à mettre fin.

Est-il possible de prouver plus clairement que je viens de le faire, que le gouvernement actuel n'a pas rempli les promesses si souvent et si solennellement faites par ceux qui en forment partie lorsqu'ils étaient dans l'opposition.

Que l'honorable trésorier me permette de lui dire qu'il a été injuste envers ses adversaires, lorsqu'il a réclamé pour ses collègues et pour lui-même tout le mérite de l'accroissement des sources du revenu de la province. Le développement du revenu pour l'année courante et pour les années

futures, est presque entièrement l'œuvre des gouvernements conservateurs qui ont administré les affaires publiques depuis 1879. Il est bien étrange de vous entendre citer, par exemple, l'impôt sur les corporations commerciales comme une preuve de ce que vous avez fait pour augmenter le revenu, lorsque tout le monde sait que tous ensemble vous avez énergiquement combattu cette mesure. Et votre prétendu surplus de trois quarts de million pour l'année courante, ne se compose-t-il pas presque en totalité de la perception des arrérages de ces impôts, accumulés pendant que vos prédécesseurs luttaient avec courage pour faire décréter par les tribunaux que cette Législature avait le droit constitutionnel de prélever ces taxes.

Si vous voulez être traités avec la justice qui vous est due, et que nous n'entendons pas vous refuser, soyez-en certains, commencez donc enfin à vous montrer justes envers des adversaires que, trop longtemps, vous avez combattus avec les armes de l'esprit de parti le plus déplorable et le plus nuisible aux intérêts publics.

Vous vous vantez d'avoir rétabli la position financière de la province sur des bases solides. Vous n'avez pas eu à remplir cette tâche, parce qu'elle était toute accomplie lors de votre avènement au pouvoir. Vous y êtes arrivés à temps pour profiter des patriotiques travaux de ceux que vous aviez si injustement accusés.

Vos prédécesseurs avaient un budget ordinaire de recettes et dépenses de trois millions de piastres en chiffres ronds. Vous prétendez que c'était une situation alarmante. Vous arrivez au pouvoir, et dans deux ans vous portez vos dépenses ordinaires à trois millions et demi, tandis que vous ne calculez votre revenu qu'à \$3,345,672, et vous vous écriez que vous avez sauvé la province de la ruine qui la menaçait. Est-il possible d'expliquer raisonnablement une aussi étrange prétention ?

Si j'ai cru de mon devoir de faire ressortir les nombreuses contradictions entre la conduite des honorables ministres au pouvoir, et les principes qu'ils ont professés dans l'opposition, ce n'est pas pour le vain plaisir d'en tirer un avantage de parti, que l'on en soit bien convaincu. On constate que depuis qu'ils ont la responsabilité du pouvoir, nos adversaires commencent à juger les choses gouvernementales bien différemment. Je ne leur reprocherais pas leurs contradictions, pourvu qu'ils admettent qu'ils se trompaient autrefois. Il peut y avoir honneur à se contredire, lorsqu'on le fait d'après la consciencieuse inspiration d'un grand sens de son devoir envers son pays, mais pour en avoir le mérite, il ne faut pas hésiter à reconnaître l'erreur de ses anciennes opinions.

De notre côté aussi, les rôles sont changés. Nous sommes la loyale opposition de Sa Majesté. Pour remplir avec efficacité pour la province les obligations qui nous incombent, nous devons comprendre que loin d'être un obstacle à la vigoureuse administration de la chose publique, l'opposition parlementaire doit plutôt être un ressort puissant qui lui communique une nouvelle impulsion, en stimulant davantage l'ardeur des gouvernants, par une critique éclairée, loyale, juste, et, qui se distingue toujours par l'élévation des idées et le patriotisme des sentiments dont elle est la fidèle expression.

Je souhaite que, de leur côté, nos adversaires comprennent que dans la position qui leur a été faite, ils doivent cesser de rejeter sur leurs devanciers la responsabilité de leurs actes. Le parti au pouvoir, pas plus que l'opposition, ne doit vivre de récriminations. Les retours sur le passé peuvent avoir leur intérêt, lorsqu'on les faits pour y puiser d'utiles enseignements, mais n'oublions pas que nous sommes ici surtout pour travailler à rendre l'avenir de notre population aussi prospère, aussi brillant, aussi heureux que possible. C'est ce à quoi l'opposition veut travailler avec

une constante énergie, et la plus louable ambition de contribuer sa large part à l'œuvre que cette Législature a pour mission d'accomplir.

Je suis certain d'être l'écho de mes honorables collègues en disant que nous devons tous désirer que de cette enceinte où nous délibérons, de ce sanctuaire de nos droits et de nos libertés, il ne sorte que l'expression des sentiments du plus sincère patriotisme, pour aller aux endroits les plus reculés et dans les plus humbles chaumières de la province, inspirer la confiance que, quelles que soient leurs divergences d'opinions et de principes, ceux qui la représentent dans cette Chambre sont, par leur dévouement, à la hauteur de leur position, de leur devoir, et de leur responsabilité.

Je propose en amendement, appuyé par l'honorable M. Taillon :

“ Que tous les mots après “ que ” soient retranchés et remplacés par les suivants :

“ Cette Chambre est prête à voter les subsides à Sa Majesté, mais elle regrette qu'après avoir obtenu gain de cause contre les corporations commerciales par jugement du conseil privé, ce qui assurait au gouvernement une recette d'au moins sept cent mille piastres, après la perception des cent mille piastres reçues d'Ontario et des cent vingt-cinq mille piastres reçues de la cité de Montréal, ces trois sommes formant un total de neuf cent vingt-cinq mille piastres, le gouvernement ait persisté à faire, sans nécessité, un emprunt au montant de trois millions et demi de piastres ;

“ Que cette Chambre regrette aussi que le gouvernement ait conduit d'une manière déplorable et nuisible au crédit de la province les négociations de l'emprunt qu'il a tenté, mais sans succès, de faire sur le marché de New-York, l'an dernier :

“ Que cette Chambre regrette de plus que le gouvernement ait fait perdre à la province une somme d'au moins cent soixante-quinze mille piastres en vendant les titres du dit emprunt à prix fixe, au lieu de les faire placer sur le marché en fixant le minimum du prix d'émission et en les offrant à la concurrence du public. ”

**L'honorable M. McShane—député de Montréal-centre.**  
—M. le président, j'ai écouté en silence le long discours de l'honorable député de Montmorency, mais je ne suis pas plus avancé que je ne l'étais lorsqu'il a commencé, car pas plus que mes collègues, je ne puis me flatter de l'avoir compris. Tout le monde sait que l'honorable député fait toujours de très longs discours. Il y en a même un qui, un jour, a coûté \$1,500 à la province ; je suppose que cette fois-là on avait voulu se venger de l'ennui que l'on avait éprouvé, en le faisant imprimer, pour mettre le public à même de juger que la tâche de député n'est pas toujours agréable.

L'honorable député de Montmorency, est-il un financier pour se permettre ainsi de critiquer les autres ? Non, il n'est pas connu nulle part comme tel. Est-il au moins un homme d'affaire ? vous aurez beau, M. le président, interroger de tous côtés, personne ne vous répondra, partout le silence. Qu'est-ce qu'il est donc ?

Je n'entreprendrai pas de relever les attaques qu'il a faites contre l'exposé budgétaire ; je me contenterai de quelques remarques seulement. Il n'y a personne dans la province et dans cette Chambre qui soit plus respecté que l'honorable trésorier. Il est la personnification la plus parfaite de l'intégrité et de l'honnêteté. Jamais toutes les critiques de l'honorable député de Montmorency ne pourront entamer, et encore moins détruire une réputation d'honorabilité aussi bien assise et aussi universellement reconnue. Nous devrions remercier l'honorable trésorier d'être assez bon de mettre au service de la province sa vaste expérience des affaires.

Je m'accorde entièrement avec l'honorable premier ministre et l'honorable trésorier, lorsqu'ils disent qu'il peut y avoir eu des fautes de commises, qui est parfait dans ce monde ? mais personne ne peut prouver que le gouvernement n'a pas été toujours honnête et franc dans toutes ses transactions.

Je n'ai pas la prétention d'être un financier ni un orateur, je me contente d'être un honnête homme, et de chercher à gagner honorablement ma vie. Jamais je ne ferai comme l'honorable député de Montmorency, qui cherche à se faire donner une misérable petite place dans le service civil à Ottawa. Il ne pourra jamais influencer personne avec ses longs discours, et jamais non plus il ne réussira à entamer la grande réputation d'honnêteté dont jouit l'honorable trésorier. Le peuple de ce pays sait à quoi s'en tenir sur le compte de mon honorable ami.

J'ai la plus grande confiance dans mon chef et je ne crains pas de dire qu'il est admis par tout le monde qu'il est un homme d'une grande habileté.

L'honorable député de Montmorency manie les millions avec sa langue avec tant d'agileté, qu'on le croirait un financier de taille à laisser dans l'ombre Sir Charles Tupper et tous ceux qui ont brillé sur la scène fédérale. Néanmoins, il ne faut pas s'en laisser imposer par ces dehors terrifiants, et celui qui croirait l'honorable député aussi redoutable qu'il le paraît à première vue, se tromperait grandement. Je ne prétends pas être un grand financier, cependant j'ai eu quelques transactions à faire dans Wall street à New-York, et jamais je n'ai entendu mentionner le nom du député de Montmorency, par les capitalistes Newyorkais ; il est aussi inconnu là qu'il l'est en Chine ou ailleurs. Je leur ai demandé si jamais ils avaient entendu parler de ce génie fabuleux, et tous m'ont répondu que non. Voilà l'homme qui a osé entreprendre de démolir l'exposé budgétaire de l'honorable trésorier !



Il est évident qu'il n'en a jamais compris un mot, car autrement je ne puis concevoir qu'il aurait eu la témérité de s'attaquer à un homme d'une expérience pratique aussi considérable que l'honorable trésorier.

Je n'en dirai pas davantage. En voilà assez pour disposer des critiques de l'honorable député de Montmorency.

La proposition est mise aux voix :

Ont voté pour :—Messieurs Baldwin, Beauchamp, Blanchet, Casgrain, Deschênes (de Témiscouata), Desjardins, Duplessis, Faucher de Saint-Maurice, Flynn, Hall, Lapointe, McIntosh, Nantel, Owens, Poupore, Spencer et Taillon.—17.

Ont voté contre :— Messieurs Bazinet, Bernatchez, Bisson, Bourbonnais, Cardin, Champagne, David, Déchène (de l'Islet), de Grosbois, Duhamel, Forest, Gagnon, Girouard, Gladu, Goyette, Lafontaine, Larochelle, Lemieux, Legris, Lussier, Martin (de Rimouski), McShane, Mercier, Morin, Pilon, Rinfret, Robidoux, Rocheleau, Rochon, Shehyn, Sylvestre, Tessier, Trudel et Turcotte.—34.

L'Assemblée législative n'a pas adopté.

La Chambre siège en comité du budget.

Budget supplémentaire pour l'exercice finissant le 30 juin 1888, article 18, nouveaux édifices du parlement, construction \$175,000.

L'honorable M. **Taillon**—*député de Montcalm, chef de l'opposition*.—L'année dernière, le gouvernement nous disait que le montant qu'il nous demandait devait couvrir tout ce qu'il y aurait à payer, qu'en un mot c'en était bien fini avec cette dépense. Maintenant voilà qu'on nous demande encore \$175,000.

L'honorable M. **McShane**.—Il y a plusieurs réclamations que le gouvernement doit régler. Ainsi M. Charlebois veut être payé. Sa réclamation était de \$172,000, je crois.

Je lui ai offert \$95,000, et après plusieurs pourparlers nous avons réussi à faire un marché avantageux pour la province.

L'honorable M. **Mercier** — *député de Saint-Hyacinthe, premier ministre, commissaire de l'agriculture et de la colonisation.* — Ce crédit de \$175,000 couvre les paiements suivants : \$95,000 pour M. Charlebois. Sa réclamation était de \$172,000, mais il a consenti à donner quittance générale au gouvernement pour \$95,000. La balance du crédit sera employée pour terminer les travaux au palais législatif, ainsi que le nivellement et l'embellissement du terrain environnant.

L'honorable M. **Flynn**. — L'année dernière on disait que la dette flottante était de tant, et on a prétendu qu'il fallait emprunter pour la payer. Je prétends que d'après la loi, vous êtes autorisés à payer cela. En effet dans le préambule du chapitre 2 du statut 1887, je trouve le paragraphe suivant : " Pour paiement des travaux à exécuter à l'hôtel de la Législature et au palais de justice de Québec, sur laquelle somme \$160,000 étaient alors dues, \$427,937.06." Pourquoi alors demandez-vous ce crédit ?

L'honorable M. **Sheehy** — *député de Québec-est, trésorier de la province.* — C'est bien simple, le crédit de l'année dernière a été dépensé et nous en demandons un autre cette année.

L'honorable M. **Flynn**. — Je ne puis m'expliquer cet état de choses. Est ce que vous avez payé ce qui est inscrit dans la loi, comme faisant partie de la dette flottante ?

L'honorable M. **Mercier** — *député de Saint-Hyacinthe, premier ministre, commissaire de l'agriculture et de la colonisation.* — La réclamation de M. Charlebois que nous avons réglée n'était pas comprise dans les montants que nous avons mis l'année dernière devant la Chambre, en rapport avec l'emprunt. L'arrangement que nous discutons en ce moment a été habilement et honnêtement fait. La quittance

que nous nous sommes fait donner ne permettra pas à M. Charlebois de revenir contre la province à raison de cette réclamation.

L'honorable M. **Taillon**. — La prétention de mon honorable ami le député de Gaspé, est que la dette flottante était sensée couvrir ce montant. Les ministres nous répondent que les \$175,000 sont pour payer des réclamations autres que celles déjà mentionnées. Pourtant il me semble que l'année dernière on a dû tout mettre : est-ce que celles-là n'étaient pas comprises avec les autres ?

Les crédits suivants sont adoptés.

Budget supplémentaire des dépenses de la province de Québec, pour l'exercice finissant le 30 juin 1888.

Loyer, assurance, réparations, etc., des édifices publics en général : pour payer les comptes échus :

Maison No. 76, rue St. Gabriel, Montréal...	\$ 1,400 75
do 63, do do ...	551 00
Ecole Normale Jacques-Cartier do ...	5,193 17
Ecole Normale McGill do ...	424 95
Compte de l'architecte Levêque.....	2,000 00
Réparations aux palais de justice et aux prisons ; pour payer les comptes échus :	.
Prison des femmes, Montréal.....	5,355 43
Prison commune, do .....	2,368 51
Services d'enregistrement, terres de la couronne ; pour faire face aux engagements pris.....	5,000 00
Arpentages.....	22,844 93
Dépenses générales.....	28,000 00
Timbres, licences ; pour terminer l'année..	1,500 00
Nouveau palais de justice, Québec.....	110,000 00
Codification des lois.....	45,000 00

La séance est levée.

## ASSEMBLEE LEGISLATIVE.

---

*Séance du vendredi, le 22 juin 1888.*

SOMMAIRE.—Délibération sur les articles du budget : MM. Taillon, Flynn, Turcotte, Casgrain, Hall et Mercier.

PRÉSIDENCE DE L'HONORABLE M. F. G. MARCHAND.

La séance est ouverte à trois heures et demie.

### LE BUDGET.

La Chambre siège en comité du budget.

Article 11 :—Gouvernement civil, crédit demandé ; pour traitements, \$4,650.

L'honorable M. **Gagnon** — *député de Kamouraska, secrétaire et registraire de la province.*—Le budget ici signale une augmentation de \$17,442, que je suis prêt à expliquer d'une manière très satisfaisante. Quand nous sommes arrivés au pouvoir, nous avons cru devoir, en justice pour un certain nombre d'employés, qui n'avaient pas été traités comme ils auraient dû l'être à raison de leurs opinions politiques, augmenter leur salaire.

Il y a aussi des augmentations statutaires : celles-là nous ne pouvions pas nous dispenser de les faire.

De plus nous avons fait certaines nominations, et voici pourquoi. Les ministres doivent avoir un secrétaire privé, autrement ils ne pourraient suffire à la besogne ; or la charge de secrétaire privé implique une confiance absolue dans la personne qui la remplit. Nos adversaires pouvaient fort bien prendre n'importe quel employé qui était dans les départements, pour agir comme secrétaire privé, puisque ces employés avaient été nommés par eux, et étaient leurs créatures. Nous ne pouvions pas en faire autant. Comment

exiger que nous missions toutes nos correspondances privées, et toutes les affaires intimes entre les mains d'inconnus ou d'adversaires ? Les chefs de l'opposition, qui ont de l'expérience dans ces sortes d'affaires, ne me contrediront pas.

Il nous a donc fallu nommer de nouveaux employés, et voilà comment s'explique l'augmentation de ce crédit.

Ce crédit est adopté.

Article 13. Administration de la justice, \$377,570.98.

L'honorable M. **Taillon**—*député de Montcalm, chef de l'opposition*.—Ce montant ajouté à la dépense statutaire, accuse une augmentation considérable, sur la dernière année du régime conservateur.

En 1886, nous n'avons dépensé que \$363,146.00 tandis que l'on demande aujourd'hui en tout \$438,168.00. Le gouvernement ne paraît pas avoir contrôlé cette dépense comme il aurait dû le faire. Il a dû s'en laisser imposer par ceux qui ont intérêt à ce que l'administration de la justice coûte le plus cher possible, puisqu'ils en bénéficient.

Il arrive souvent que l'on fait des causes exprès pour avoir un terme de la cour criminelle ; cela se présente surtout dans les districts ruraux, où les causes criminelles sont rares. Je parle de l'expérience que j'ai acquise pendant que j'étais procureur général.

On m'a même dit un jour, qu'un shérif dans un certain district se mêlait lui aussi de faire des causes. J'ai ordonné une enquête qui a été faite par l'un des inspecteurs de nos prisons, et en effet on a découvert suffisamment pour établir sa culpabilité au moins dans une certaine mesure.

Voyant cela, j'ai pris les moyens de me renseigner d'une autre manière en écrivant à des gens en qui j'avais confiance, et dans chaque cas, les renseignements que l'on m'a

transmis, m'ont confirmé dans mon opinion première, qu'il n'y avait pas besoin de terme de la cour criminelle.

L'honorable procureur général pourra se servir du même moyen pour se renseigner, et il épargnera bien des frais au trésor.

L'honorable M. **Flynn**—*député de Gaspé*.—Il paraît qu'il y a un mouvement pour faire entrer certains employés des greffes des cours et autres fonctionnaires dans le service civil. Est-ce le cas ?

L'honorable M. **Turcotte**—*député de Trois-Rivières, procureur général*.—Une telle demande a été faite, mais il n'y a encore rien de décidé.

L'honorable M. **Flynn**.—Est-ce l'intention du gouvernement de nommer un nouveau magistrat à Québec ?

Je sais qu'on a fait circuler deux requêtes pour deux personnes différentes ; il peut se faire que la grande difficulté pour le gouvernement, soit de choisir entre les deux

M. **Casgrain**—*député de Québec*.—Le gouvernement s'est-il aperçu qu'il y avait trop de messagers au palais de justice de Québec ? Si non, je puis lui donner des renseignements complets sous ce rapport. Le fait est qu'il n'y a pas moins de trois personnes pour ouvrir la porte. Il n'y a certainement pas d'exagération à dire qu'on a nommé là deux fois trop de messagers.

Le gouvernement, de plus, aurait dû, au lieu de prendre de nouveaux employés, augmenter avec cet argent le salaire des vieux fonctionnaires.

Toutes ces nominations ne sont guère de nature à prouver la sincérité de ces messieurs qui promettaient, dans l'opposition, de diminuer le nombre des employés, si jamais ils arrivaient au pouvoir. Il faut croire qu'ils n'espéraient pas d'y arriver de sitôt. Et si aujourd'hui ils font le contraire de ce

qu'ils ont promis, c'est qu'ils ne comptent pas y rester longtemps. Quant à cela, c'est bien ce qui pourrait arriver de mieux à la province, car du train que ces messieurs y vont, la ruine ne se fera pas attendre.

Le crédit est adopté.

Article 16.—Inspection des bureaux publics, \$9,000.

L'honorable M. **Taillon**.—Il y a encore ici une augmentation ?

L'honorable M. **Mercier**.—C'est bien simple.... nous avons nommé M. Geoffrion, inspecteur des bureaux d'enregistrement, à la place de M. Hervieux.

L'honorable M. **Taillon**.—....et que nous n'avions pas voulu remplacer.... C'est la manière du gouvernement de pratiquer l'économie.

L'honorable M. **Mercier**.—Nous ne voulons pas que le service public souffre.

Le crédit est adopté.

Article 17.—Education supérieure \$71,000.

M. **Hall**—*député de Montréal-ouest*.—Est-ce que le gouvernement se propose de mettre ses promesses à exécution, et de donner plus pour l'instruction publique ?

L'honorable M. **Mercier**.—Quand la question de l'augmentation du subside fédéral sera réglée, comme nous le demandons, nous y verrons.

Le crédit est adopté.

Article 25.—Livres à donner en prix \$6,000.

L'honorable M. **Gagnon**.—C'est \$1500 de plus pour encourager la littérature nationale.

Le crédit est adopté.

Article 27 et 28.—Ecole des sourds-muets, Mile End, Montréal, \$500.

Ecole des sourdes-muettes, sœurs de la Providence, Montréal, \$500.

L'honorable M. **Taillon**.—On pourrait donner moins à une foule de collèges qui sont bien établis, et donner plus à ces pauvres enfants.

L'honorable M. **Gagnon**.—Ils reçoivent déjà \$12,000.

L'honorable M. **Taillon**.—Mais l'institution de Mile End, ne peut recevoir tous les enfants dont on demande l'admission.—Nous devrions en faire une maison spéciale pour toute la province.

Le crédit est adopté.

Article 31.—Congrès des inspecteurs \$500.

L'honorable M. **Gagnon**.—C'est M. Ouimet qui demande ce crédit, pour aider à défrayer les dépenses de ces congrès, qui se tiennent chaque année.

Le crédit est adopté.

Article 50.—Distribution des lois scolaires annotées, aux commissaires et syndicts d'école, \$4,500.

L'honorable M. **Gagnon**.—Nous venons de donner le code municipal, aux conseils municipaux, or, c'est l'intention du gouvernement de faire faire une refonte des lois scolaires et de la distribuer aux commissaires. C'est un excellent moyen de propager la connaissance de ces lois, qui sont d'une application journalière.

Le crédit est adopté.

Article 56.—Société littéraire et historique de Québec, \$500.

L'honorable M. **Gagnon**.—Je propose de modifier la rédaction de ce crédit en ajoutant les mots suivants : pourvu



que d'ici au mois d'août 1888, elle remette au secrétaire de la province toutes archives qui sont en sa possession, pouvant être considérées comme archives publiques.

L'honorable M. **Taillon**.—J'approuve cette proposition. Nous donnons de l'argent à des gens qui se moquent de nous. Il est temps de réagir.

Ce crédit est adopté.

Article 60.—Pour la mise à effet des dispositions de l'acte des manufactures de Québec, 48 Victoria, chapitre 32, \$5,000.

L'honorable M. **Taillon**.—Qu'est-ce que le gouvernement entend faire ?

L'honorable M. **Mercier**.—*député de Saint-Hyacinthe, premier ministre, commissaire de l'agriculture et de la colonisation*—C'est pour organiser le service créé par la loi sur le travail dans les manufactures. Nous avons nommé trois inspecteurs dont les salaires joints aux autres dépenses, frais de voyages et autres de ce service, formeront les \$5,000, montant du crédit demandé.

Nous avons choisi M. James Mitchell, manufacturier de Montréal, et M. Guyon, un chevalier du travail. A propos de ces deux nominations, il y a eu compromis entre les manufacturiers et les chevaliers du travail. Ils se sont entendus réciproquement sur ces deux noms et nous avons accepté ces Messieurs, confiants que leur choix serait naturellement accepté par les intéressés de part et d'autres.

A Québec c'est M. Charles T. Côté qui a été nommé.

Le salaire est de \$900 chaque, à part les frais de voyage, quand ces inspecteurs sortiront des villes où ils demeurent. Pour les villes mêmes où ils résident, il ne leur sera rien alloué en sus de leur salaire.

L'honorable M. **Taillon**.—*député de Montcalm, chef de l'opposition.*—Le gouvernement aurait dû s'appliquer à choisir des personnes compétentes parmi les manufacturiers. Qu'est-ce que ce M. Guyon ?

L'honorable M. **Mercier**.—Il a toujours été un chef d'atelier. Et M. Côté, de Québec, est un des citoyens les plus compétents que nous pouvions nommer.

L'honorable M. **Taillon**. — Au point de vue de l'hygiène, aucun de ces inspecteurs ne me paraît bien compétent.

L'honorable M. **Mercier**.—D'après le règlement, le commissaire de l'agriculture et de la colonisation peut nommer un médecin pour faire rapport sur l'état des fabriques ou ateliers au point de vue de la santé des ouvriers.

Divers autres crédits sont adoptés.

La séance est levée.

## ASSEMBLÉE LEGISLATIVE.

*Séance du samedi, le 23 juin 1888.*

**SOMMAIRE.**—Dépôt d'une pétition des principaux hommes d'affaires de Québec, à propos du projet de loi concernant la société des journaliers de navire : MM. de Grosbois, Mercier, Casgrain, McShane, Shehyn et Taillon.—Proposition de l'honorable M. Taillon, concernant les dépenses de colonisation dans le comté de Huntingdon : MM. Cameron et McShane.—Proposition de M. Hall, demandant un état concernant les enquêtes de coroners : MM. Turcotte, Hall et Mercier.

PRÉSIDENCE DE L'HONORABLE M. F. G. MARCHAND.

La séance est ouverte à deux heures et demie.

### LES JOURNALIERS DE NAVIRES.

**M. de Grosbois**—*député de Shefford*.—J'ai l'honneur de déposer sur le bureau de la Chambre, une pétition de MM. Dobell, Beckett & Co., et généralement des principaux hommes d'affaires de Québec, ainsi qu'une résolution de la Chambre de commerce de cette ville, demandant que le projet de loi que j'ai eu l'honneur de présenter, concernant la société des journaliers de navires de Québec, soit adopté.

L'honorable M. **Mercier**—*député de Saint-Hyacinthe, premier ministre, commissaire de l'agriculture et de la colonisation*.—Je crois qu'il faudrait entendre ces journaliers. Je ne suis pas personnellement sympathique à cette société qui a été cause de beaucoup de difficultés à Québec. Tout de même je crois qu'il n'est que juste de leur fournir l'occasion de donner leurs raisons.

**M. de Grosbois**.—J'y ai songé, mais je suis convaincu, que le plus tôt nous disposerons de ce projet de loi,

le mieux ce sera, et pour cette Chambre et pour la ville de Québec.

**M. Casgrain**—*député de Québec*.—Il faut entendre les intéressés de part et d'autres ; d'autant plus que beaucoup de ces ouvriers sont en faveur d'un compromis. Je crois que l'on pourra arriver à une entente. Dans tous les cas, on ne peut leur refuser l'occasion de s'expliquer.

L'honorable **M. McShane**—*député de Montréal-centre*.—Je ne puis consentir à ce qu'on prive cette société de sa charte, sans lui donner au moins l'occasion de se faire entendre devant cette Chambre. Ces gens méritent d'être traités avec justice.

Je donne avis que je proposerai à la prochaine séance, la nomination d'un comité spécial, chargé d'étudier ce projet de loi, et pour entendre les intéressés.

L'honorable **M. Sheehy**n—*député de Québec-est, trésorier de la province*.—J'ai reçu ces jours derniers une députation de ces ouvriers, et je me rappelle leur avoir dit, qu'ils seraient entendus devant un comité spécial. Je crois donc qu'il ne serait que juste de prendre les mesures nécessaires pour leur permettre d'exposer leurs raisons.

L'honorable **M. Taillon**—*député de Montcalm, chef de l'opposition*.—Tout ce que nous pourrions faire ici, n'aura pas grand résultat pratique, si les autorités municipales ne se montrent pas plus énergiques qu'elles ne l'ont été par le passé.

En 1878, on a vu des processions tumultueuses, envahir les rues de Québec, que quarante hommes de police bien déterminés, auraient pu disperser facilement. C'est là qu'est le mal surtout.

Je crois qu'il serait bon toutefois de les entendre ; cela nous permettrait de connaître leurs raisons.

Il va sans dire que, comme citoyen de Montréal, s'il me fallait considérer la question à ce seul point de vue, je n'aurais pas grand'hâte de voir adopter ce projet de loi, pour la bonne raison que plus il y aura de difficultés dans le port de Québec, plus le trafic ira à Montréal, et plus par conséquent cette ville en bénéficiera. Mais je comprends que ce n'est pas là le point de vue auquel on doit envisager cette question.

LES TRAVAUX DE COLONISATION DANS LE COMTÉ DE  
HUNTINGDON.

L'honorable M. **Taillon**—*député de Montcalm, chef de l'opposition*.—J'ai l'honneur de proposer qu'il soit déposé sur le bureau de la Chambre, un état des sommes dépensées dans le comté de Huntingdon à même les fonds votés pour la colonisation dans la session de 1887 ; avec mention des travaux pour lesquels des paiements ont été faits, de la localité où ces travaux ont été faits, du nom des conducteurs de ces travaux, du coût de ces travaux, séparément ; avec copie des rapports de tels conducteurs, des listes de paie, et de tous écrits concernant l'emploi des sommes dépensées.

M. **Cameron**—*député de Huntingdon*.—Je ne sache pas qu'un seul sou ait été donné, l'année dernière, pour la colonisation dans mon comté ; si le gouvernement a fait là quelques dépenses à mon insu, je serai enchanté de le savoir.

L'honorable M. **McShave**—*député de Montréal-centre*.—Non, il n'y a pas eu un sou de donné au comté de Huntingdon.

Cette proposition est adoptée.

LES ENQUÊTES DE CORONERS.

**M. Hall.**—*député de Montréal-ouest.*—J'ai l'honneur de proposer qu'une adresse soit votée à Son Honneur le Lieutenant Gouverneur le priant de faire déposer sur le bureau de cette Chambre un état indiquant le nombre d'enquêtes faites par les coroners depuis la confédération, le nom du coroner, le nom de la personne sur le corps de laquelle l'enquête a été faite, le lieu, et la date de l'enquête, le verdict du jury et de toutes suggestions ou recommandations.

L'honorable **M. Turcotte**—*député de Trois-Rivières, procureur général.*—L'honorable député ne peut espérer avoir cet état avant 1889.

**M. Hall.**—Je prie le gouvernement de croire que ma proposition ne cache aucun but secret, mais je considère que ce serait un travail très intéressant au point de vue de la statistique.

L'honorable **M. Mercier**—*député de Saint Hyacinthe, premier ministre, commissaire de l'agriculture et de la colonisation.*—Ce travail va coûter très cher. Cependant nous le ferons exécuter si la Chambre le veut, car c'est son droit ; il est bon toutefois qu'elle soit renseignée sur la dépense probable. Nous recevons au moins deux cent cinquante rapports par année ; on peut se faire par là une idée de la quantité énorme de matériaux qu'il faudra classer. De plus, il nous faudra avoir les services d'hommes qui ont des connaissances spéciales et légales.

**M. Hall.**—Voici pourquoi j'ai fait cette proposition. Depuis quatre ou cinq ans, il est arrivé beaucoup d'accidents à Montréal et dans les environs, sur les chemins de fer. Je veux savoir quelle est la cause de ces nombreux accidents, afin d'y remédier par une loi ; mais il va sans dire que je ne voudrais pas faire encourir à la province une dépense trop considérable. Si l'honorable procureur général voit

que cela va coûter trop cher, qu'il ne prenne que les districts de Montréal et de Québec, je lui laisse pour ma part toute la latitude voulue pour modifier ma proposition, de manière à réduire le travail à des proportions raisonnables.

Je vais changer ma proposition de manière à éviter les objections que l'honorable premier ministre a signalées.

Je vais simplement demander un état indiquant le nombre d'enquêtes faites par les coroners depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1883, dans les districts de Montréal et de Québec, le nom du coroner, le nom de la personne sur le corps de laquelle l'enquête a été faite, la cause de la mort, le lieu et la date de l'enquête, le verdict du jury et de toutes suggestions ou recommandations.

La proposition telle que modifiée est adoptée.

#### LES JOURNALIERS DE NAVIRES.

Le projet de loi pour abroger la loi 25 Victoria, chapitre 98, est adopté en deuxième délibération, et renvoyé à un comité spécial.

La séance est levée.

## ASSEMBLÉE LEGISLATIVE

*Séance du mardi, le 26 juin 1888.*

SOMMAIRE : Délibération sur les articles du budget : MM. Taillon, Shehyn, Gagnon, Mercier, Picard, Casgrain et Lynch.

PRÉSIDENCE DE L'HONORABLE M. F. G. MARCHAND.

La séance est ouverte à trois heures et demie.

### LE BUDGET.

Article 12.—Dépenses contingentes, \$50,000.

L'honorable M. **Taillon**—*député de Montcalm, chef de l'opposition*.—Il paraît y avoir une diminution de \$5,000 dans ce service, si on compare le crédit demandé, avec les dépenses de l'année courante. Mais en réalité il y a une augmentation considérable, si vous prenez pour base de comparaison, la dernière année de l'administration conservatrice.

En 1886 et 1887, nous n'avons dépensé que \$193,904, d'après les comptes publics : et cette année on demande \$219,776.

Cela fait une augmentation de \$9,000 ; augmentation qui n'est pas justifiée par les explications des ministres.

L'honorable M. **Shehyn**—*député de Québec-est, trésorier de la province*.—Pour la dépense contingente, le montant que nous demandons n'est que la moyenne des années dernières. J'admets que l'année dernière nous avons été au delà de ce montant mais nous revenons maintenant au chiffre ordinaire.

L'honorable M. **Gagnon**—*député de Kamouraska, secrétaire et registraire de la province*.—La plus grande partie



de cette augmentation provient de ce que nous avons suivi le statut en ce qui concerne l'accroissement des salaires de certains employés.

L'opposition peut bien si elle le veut, refuser d'augmenter le salaire du secrétaire du Lieutenant Gouverneur, et des autres fonctionnaires, mais le public jugera. Si vous critiquez le gouvernement parce qu'il accorde aux employés le salaire que vous avez décrété dans vos propres lois, dites-le.

L'honorable M. **Mercier**—*député de Saint-Hyacinthe, premier ministre, commissaire de l'agriculture et de la colonisation.*—Encore faut-il savoir sur quoi l'on vote. On demande \$50,000 pour les contingents. L'an dernier nous avons dépensé \$5,625, et nous ne demandons pour l'année prochaine que \$992 de plus que ces messieurs ont dépensé en moyenne.

La première année qu'ils ont été au pouvoir, ils ont dépensé \$59,800, de sorte que nous économisons \$9,800.

L'honorable M. **Taillon**.—J'ai parlé de l'augmentation généralement du service civil, bien que nous discussions le crédit des contingents. Mais ces deux crédits sont si intimement liés l'un à l'autre, qu'il faut les discuter ensemble.

Pour atteindre mon but, il faut voter sur les deux, car on peut diminuer l'un au bénéfice de l'autre, et *vice versa*.

Je demanderai donc le vote sur l'article 11, gouvernement civil, et sur l'article 12 que nous discutons.

L'article 11 est mis aux voix :

Ont voté pour :—MM. Bazinet, Bernatchez, Bisson, Boyer, Cameron, Cardin, Champagne, Déchène (de l'Islet), de Grosbois, Duhamel, Forest, Gagnon, Girouard, Gladu, Goyette, Lafontaine, Larochelle, Martin (Rimouski), McShane, Mercier, Morin, Murphy, Pilon, Rinfret, Robidoux, Rocheleau, Rochon, Shehyn, Sylvestre, Tessier, Trudel et Turcotte.—32.

Ont voté contre :—MM. Baldwin, Beauchamp, Blanchet, Casgrain, Desjardins, Duplessis, Flynn, Lapointe, LeBlanc, Lynch, Martin (de Bonaventure), McIntosh, Nantel, Owens, Picard, Poupore, Robertson, Spencer, et Taillon.—19.

L'Assemblée législative a adopté.

L'article 12 est mis aux voix !

Ont voté pour :—MM. Bazinet, Bernatchez, Bisson, Boyer, Cameron, Cardin, Champagne, Déchène (de l'Islet), de Grosbois, Duhamel, Forest, Gagnon, Girouard, Gladu, Goyette, Larochelle, Lussier, Martin (de Rimouski), McShane, Mercier, Morin, Murphy, Pilon, Rinfret, Robidoux, Rocheleau, Rochon, Shehyn, Sylvestre, Tessier, Trudel et Turcotte.—32.

Ont voté contre :—MM. Baldwin, Beauchamp, Blanchet, Casgrain, Desjardins, Duplessis, Flynn, Lapointe, LeBlanc, Lynch, Martin (de Bonaventure), McIntosh, Nantel, Picard, Poupore, Robertson, Spencer et Taillon.—18.

L'Assemblée législative a adopté.

Article 13.—Administration de la justice \$367,570.98.

L'honorable M. **Taillon**.—Il est bon de savoir ce que c'est que de vivre sous un régime d'économie. Je viens de faire voir l'augmentation qu'il y a pour le service civil, maintenant l'administration de la justice, n'est pas moins intéressante, au point de vue de la dépense.

Il y a une diminution de \$52,997.97, sur l'année courante c'est un trompe l'œil, car ce n'est pas avec les dépenses de l'année courante qu'on aurait dû faire une comparaison, mais avec la dernière année du gouvernement conservateur Aussi l'honorable trésorier s'en est bien donné le garde.

Pour l'année 1886, la dernière que les conservateurs ont entièrement contrôlée, l'administration de la justice n'a coûté que \$363,746.48.

Pour l'année suivante 1887, ces messieurs ont eu l'administration publique pendant cinq mois à peu près, et de suite, les frais se sont élevés à \$392,218.48.

Pour l'année courante, on s'en est donné à cœur joie, et les dépenses de ce service se sont élevées à \$438,168,95; c'était l'année des récompenses dites nationales et patriotiques. Cette année, on demande \$385,170.98; c'est encore \$22,000 en chiffres ronds, de plus que ce que nous avons dépensé en 1886.

Je demande à la Chambre de se prononcer sur la conduite de ces messieurs.

L'honorable M. **Mercier**—*député de Saint-Hyacinthe, premier ministre, commissaire de l'agriculture et de la colonisation*.—Si nous avons dépensé plus que le crédit voté pendant l'exercice 1886-87, c'est dû à l'ancien système, système inauguré ici par nos adversaires—de demander moins qu'il ne fallait et ensuite de dépenser plus que le montant accordé par la Chambre. Nous n'en voulons plus de ce système, bon tout au plus à tromper le public. Nous voulons revenir à une comptabilité correcte et qui donne la véritable situation des exigences du service public. Voici comment s'explique l'augmentation apparente que nous reproche l'honorable chef de l'opposition.

A première vue, si on ne compare que le crédit voté dans le budget ordinaire pour l'exercice en cours, et celui que nous demandons pour l'année prochaine, il y a une différence de dix-neuf mille quelques cents piastres en plus, mais si vous prenez pour élément de comparaison le chiffre même de la dépense de l'exercice en cours, vous arrivez à un tout autre résultat. Vous constatez une économie de \$52,997.

On me répondra peut-être que les frais de l'administration de la justice ont été exceptionnellement élevés; on

pourra même nous accuser d'extravagance. J'ai déjà répondu à cette accusation. J'ai expliqué, dans une autre occasion, comment il se fait qu'on a dépensé plus l'année dernière qu'auparavant. Néanmoins puisque l'on revient à la charge, je vais répéter ce que j'ai déjà dit.

Il y avait des endroits où, depuis longtemps, il n'y avait pas eu de terme de la cour criminelle. Nous avons dû en donner, ce qui a augmenté la dépense. A part cela, il nous a fallu payer les frais de plusieurs procès extraordinaires à raison de leur longueur. Ainsi nous avons eu le procès des constables de Montréal. Celui de Fahey a duré au-delà de sept semaines. Ça coûté énormément cher. Il a fallu ajourner la cour pour avoir un terme spécial. Tout cela ne dépendait pas de nous. Ce n'est pas de notre faute s'il a existé un Bureau, un Naegelé et un Fahey. Ce n'est pas notre faute s'ils ont commis des fraudes qui leur ont valu le pénitencier. De plus, nous avons eu à Québec deux procès qui ont été très longs, celui de Trudel, ce printemps, et celui de McGuire, l'hiver dernier. Ce sont des procès extraordinaires, ou au moins, qui ne se présentent pas fréquemment.

Il y avait plusieurs districts où il n'y avait pas eu de termes depuis quelques années, ce qui avait réduit la dépense du temps de nos adversaires. Les affaires judiciaires s'étaient accumulées jusqu'à notre arrivée au pouvoir, mais il nous a fallu vider le calendrier.

En résumé, nous ne pouvions prévoir qu'il y aurait autant de procès spéciaux. Personne, je suppose, ne prétendra, que nous en sommes responsables.

Les dépenses contingentes des shérifs se sont accrues de \$10,000. Cette augmentation est due au fait que les bureaux des protonotaires ne sont plus tenus comme autrefois. Nous croyons avoir amélioré beaucoup ce service. Ainsi à Montréal, nous donnons \$1400 de plus à M.

Longpré, et nous gardons M. Honey comme greffier de la cour de révision, en récompense de ses longues années de service et de son grand âge.

Il y a encore d'autres sommes qu'il serait trop long d'énumérer une par une, mais le tout ensemble forme l'augmentation mentionnée par l'honorable chef de l'opposition.

Je puis aussi mentionner les salaires des magistrats de district qui comptent pour quelques milliers de piastres. Je n'ai pas besoin de revenir sur ce sujet, l'on sait pourquoi nous avons dû demander l'autorisation de nommer un nouveau magistrat à Québec. Nous croyons que le temps est arrivé d'avoir un magistrat de district qui sera constamment à la disposition du gouvernement pour l'administration de la loi des licences. Sans un tel officier, nous sommes sans protection. Il y a aussi \$1,300 d'augmentation pour les dépenses de voyage de ce magistrat de district.

L'administration de la justice est une des branches du service public où le contrôle sur les dépenses est le plus difficile à exercer. Nous faisons de notre mieux pour que les frais ne soient pas plus élevés qu'il ne faut, mais nous n'entendons pas lésiner pour quelques piastres quand il s'agit d'une matière aussi importante, sans contredire la plus importante qui nous est confiée. Nous avons placé les cours de justice sur un bon pied d'efficacité. Tout cela coûte cher, mais le revenu en provenant promet de nous compenser pour l'accroissement de la dépense. Dès aujourd'hui nous pouvons prédire à coup sûr, que la plus-value dans les recettes va couvrir et au-delà l'augmentation des frais encourus, de sorte que la position budgétaire ne se trouvera pas affectée au point de vue de l'équilibre. Déjà pour les six derniers mois, nous avons reçu du palais de justice de Montréal un revenu additionnel de \$13,000. En définitive, nous aurons obtenu à tous égards un résultat avantageux pour la province.

**M. Picard**—*député de Richmond et Wolfe*.—Ces messieurs n'ont pas cessé de nous répéter pendant des années et des années, que les conservateurs étaient des pillards, des gens extravagants, conduisant la province à la ruine et à la banqueroute. Ils prétendaient que s'ils avaient été au pouvoir, ils auraient pu économiser des dix et quinze mille piastres, à droite et à gauche.

Les voilà depuis dix-huit mois en mesure d'accomplir leurs promes-es, et bien loin de faire des économies, ils augmentent toutes les dépenses.

Quelle est donc la cause de ces augmentations? Ce sont les amis qui veulent être récompensés, ce sont les patriotes, ces fameux nationaux qui tendent la main, et qui ont de l'appétit comme dix.

Ou ces messieurs se trompaient eux-mêmes en trompant le peuple, et par conséquent ne savaient pas ce qu'ils disaient, ou bien ils étaient malhonnêtes.

Voilà ce que c'est que de flatter le peuple, de le leurrer par des promesses vaines et inutiles. Vous regrettez peut-être aujourd'hui votre conduite passée, mais il n'est plus temps de le faire ; vous serez punis par où vous avez péché.

Quand nous retournerons devant les électeurs, nous vous demanderons : où sont vos économies, où sont les retranchements que vous aviez promis ?

Ce n'est pas avec le budget, c'est avec les comptes publics, que l'on connaît la dépense. Le budget ça, c'est bon pour les naïfs, on sait ce que cela veut dire, on met un certain montant mais on dépense le double. L'expérience que nous a donné le gouvernement Joly, nous met en garde contre celui-ci.

L'honorable **M. Gagnon**. — Il est bon de critiquer, mais en fin de compte il vaut mieux encore discuter. Pendant les cinq dernières années, quelle a été la moyenne de

la dépense pour l'administration de la justice ? J'ai ici les chiffres, et je vais les citer à la Chambre :

En 1882, l'administration de la justice a coûté \$385,000 ; en 1883, \$380,000 ; en 1884, \$385,000 ; en 1885, \$356,000 ; en 1886, \$363,000 ; en 1887, \$392,000. Donc, ce que nous demandons pour l'année prochaine, n'est que la moyenne de votre propre dépense.

Quand bien même il y aurait une légère augmentation, il ne faut pas oublier non plus que la province se développe. Pour ce qui concerne l'année dernière, on doit admettre que nous avons eu à payer des frais de procès extraordinaires.

D'ailleurs quand un pays se développe comme la province de Québec, il faut s'attendre à ce que les dépenses aillent en augmentant. Quand la population sera de trois millions, nous dépenserons encore plus qu'aujourd'hui.

On se scandalise des dépenses de l'année courante, cependant elles sont loin d'être extravagantes, quand on songe qu'il y avait beaucoup de causes criminelles en souffrance, et qu'il y avait aussi un bon nombre de réclamations et de comptes contre le gouvernement, qui traînaient depuis des années et des années.

D'ailleurs si vous retranchez les salaires des deux magistrats de Montréal, nous sommes à peu près sur le même pied que vous.

L'honorable M. **Taillon**.—En 1883 et 1884, il y a eu des procès considérables à Montréal : Je me rappelle que les avocats du gouvernement nous ont transmis un compte spécial, indiquant le nombre de jours que la cour avait siégé. Donc ces procès extraordinaires arrivent tous les ans ou à peu près.

L'honorable M. **Gagnon**.—C'est bien bon de crier sur les *hustings* à l'augmentation de la dépense, mais il faut donner des preuves.

**M. Casgrain**—*député de Québec*.—Ce sont nos amis de la droite qui ont crié devant les assemblées populaires à l'extravagance des conservateurs.

Ce sont eux qui nous accusaient de conduire la province à la banqueroute et maintenant ces messieurs font ce qu'ils nous reprochaient, et même ils augmentent les dépenses.

Ont-ils même tenté de faire des économies ? Non, M. le président, et quand nous leur reprochons de manquer à leurs promesses, ils se retranchent derrière de mauvaises raisons. Pour rester conséquents avec vous-mêmes, non-seulement vous n'auriez pas dû augmenter la dépense, non-seulement vous n'auriez pas dû dépenser autant que les conservateurs, mais vous auriez dû faire des économies. Vous trompiez donc le peuple quand vous disiez que nous étions des extravagants

En 1886, d'après les comptes publics, le gouvernement conservateur n'a dépensé que \$363,000.00, pour l'administration de la justice, et l'année d'avant \$356,000.00. En 1887 vous dépensiez, vous les patriotes et les économes \$438,168.00 pour le même service.

Mais pour donner une illusion et faire croire qu'on a économisé, on fait une comparaison avec une année où on semble avoir pris à tâche d'exagérer la dépense et on répond avec un air de triomphe qui fait pitié : voyez donc comme ces conservateurs sont exigeants et injustes, ils nous reprochent notre extravagance pendant que nous montrons une diminution de \$52,000.

Ce truc ne prendra pas avec nous. Le vrai point de comparaison, c'est avec la dernière année entière où les conservateurs étaient au pouvoir, voilà la dépense que vous devez comparer avec la vôtre.

D'ailleurs cette diminution n'est encore qu'apparente, et je suis à peu près convaincu que l'année prochaine, l'hono-



nable trésorier arrivera avec des mandats spéciaux pour quarante ou cinquante mille piastres, augmentant d'autant ses prévisions budgétaires.

Prenez le budget de l'année prochaine et comparez-le avec celui de l'année dernière et vous verrez, M. le président, que l'on demande \$22,000 de plus cette année.

**M. le Premier Ministre.** — Nous ne demandons donc pas assez, puisqu'il dit que nous aurons malgré tout recours encore à des mandats spéciaux, car nous ne mettons pas l'argent dans nos poches, nous dépensons jusqu'au dernier centin pour le service public.

**M. Casgrain.** — Je ne dis pas que le gouvernement sera obligé de le faire par les besoins du service public, mais il le fera pour répondre aux exigences de ses créatures. C'est là toute la différence du monde.

Mes honorables amis de la droite reconnaissent dans leur cœur que nous avons raison de dire que la dépense est augmentée inutilement, mais il leur faut voter quand même du moment que le fouet claque. . . .

Ce crédit est mis aux voix :

Ont voté pour :—MM. Bazinet, Bernatchez, Bisson, Boyer, Cameron, Cardin, Champagne, Déchène (de l'Islet), de Grsbois, Duhamel, Forest, Gagnon, Girouard, Gladu, Goyette, Larochelle, Lemieux, Lussier, Martin (de Rimouski), McShane, Mercier, Morin, Murphy, Pilon, Rinfret, Robidoux, Rocheleau, Rochon, Shehyn, Sylvestre, Tessier, Trudel et Turcotte.—33.

Ont voté contre :—MM. Baldwin, Beauchamp, Blanchet, Casgrain, Desjardins, Duplessis, Flynn, Lapointe, LeBlanc, Lynch, Martin (de Bonaventure), McIntosh, Nantel, Picard, Poupore, Robertson, Spencer et Taillon.—18.

L'Assemblée législative a adopté.

Article 15.—Prisons de réforme pour les garçons, écoles de réforme et d'industrie, orphelinat agricole : \$84,452.00.

L'honorable M. **Taillon**.—J'ai vu dans un journal que le gouvernement avait donné avis au supérieur de l'école de Montréal, que le contrat cesserait au mois de janvier prochain, est-ce qu'il y a quelque chose de fondé dans cette annonce ?

L'honorable M. **Mercier**.—On voulait évidemment parler de l'ancien avis donné par nos prédécesseurs, mais nous nous proposons de renouveler l'avis, car nous considérons que nous pouvons avoir à meilleur marché.

Le crédit est adopté.

Article 16.—Inspection des bureaux publics, \$9,000.00.

L'honorable M. **Taillon**.—Depuis bon nombre d'années cette dépense a fait l'objet de beaucoup de discussion dans cette Chambre. On disait que ce service coûtait trop cher, et quand nous sommes arrivés au pouvoir en 1884, nous avons profité de toutes les occasions qui se sont offertes pour diminuer ces frais. Nous n'avions pas remplacé M. Hervieux, et si nous n'avions pas fait abroger la loi créant la charge qu'il occupait, c'était parce que nous croyions qu'elle pouvait servir et voici comment : A la prochaine vacance, nous aurions nommé quelqu'un qui aurait pu faire l'inspection des bureaux d'enregistrement. C'est ce que le gouvernement aurait dû faire à la mort de M. Smith, arrivée il y a quelques mois.

L'honorable M. **Mercier**.—Je crois que mon honorable ami a mal fait de ne pas remplacer M. Hervieux et la preuve c'est que nos officiers ont trouvé dans maints cas, les bureaux d'enregistrement dans un mauvais état. Ainsi par exemple on a trouvé des documents sur lesquels on n'avait pas apposé les timbres exigés par la loi, ce qui mettait en péril les intérêts des parties. Maintenant ces bureaux

sont bien tenus et la perception du revenu du gouvernement se fait avec beaucoup plus de sécurité et d'efficacité pour le trésor.

Nous n'avons pas remplacé M. Tassé, car je ne pense pas que ses services étaient requis.

Je ne veux rien dire de désagréable aux inspecteurs qu'il y avait lorsque nous sommes arrivés au pouvoir, mais il y en a parmi eux qui ne sont pas compétents. De plus nous n'avons pas encore pu les faire résider à Québec. Il y a même des médecins qui sont inspecteurs, qui pratiquent à Montréal et qui ont une bonne clientèle.

L'honorable M. **Taillon**.—L'honorable premier ministre nous a dit que ces inspecteurs devaient demeurer à Québec. Je ne crois pas que la loi les y oblige. M. de Martigny, qui demeurait à Saint-Romuald, m'a demandé d'aller résider à Montréal et je le lui ai permis, ne voyant à cela aucun inconvénient, car nous avons à Montréal deux grandes maisons sujettes à la visite de ces inspecteurs : l'asile de la Longue Pointe et l'école de réforme.

L'honorable M. **Gaguon**. — Si M. Alywin a été nommé, ça été par égard pour la minorité anglaise.

L'honorable M. **Taillon**.—Au lieu de faire certaine nomination, on aurait pu choisir M. Tassé qui est dans le bureau des terres à Montréal. L'on me dit que M. Landry, l'un des employés, pourrait faire seul tout l'ouvrage et qu'il se contenterait d'une légère augmentation de salaire. M. Tassé a été longtemps inspecteur et il aurait pu faire un excellent officier pour les bureaux d'enregistrement. De la sorte il n'y aurait pas eu d'augmentation dans la dépense pour l'inspection des bureaux publics et nous aurions diminué les frais du bureau des terres à Montréal.

L'honorable M. **Lynch** — *député de Brome*. — La province a perdu par la mort de M. Smith, un fonctionnaire

intègre, dévoué et fidèle dans l'accomplissement de son devoir. Je profite de cette occasion pour rendre un public hommage à sa mémoire, hommage qu'il a si bien mérité par ses honorables états de service.

L'honorable secrétaire de la province a dit que si M. Alywin l'a remplacé, cela avait été fait par égard pour la minorité anglaise. Je regrette ces paroles. Je sais bien qu'il n'a pas voulu par là offenser la minorité protestante de cette province, mais je crois que l'on ne devrait pas dire qu'on a nommé quelqu'un à titre de représentant de cette minorité. Nous considérons qu'il n'est pas convenable de reconnaître publiquement un tel principe. Nous de la minorité, nous ne réclamons pas de droits spéciaux. Tout ce que nous voulons, c'est d'être traités avec justice. M. Alywin ne doit devoir sa nomination qu'à sa compétence, voilà toute la question pour nous.

L'honorable M. **Gagnon**.—M. Alywin a été nommé, je le répète, par égard pour la minorité protestante. Il se trouve dans le bureau chargé de l'inspection des asiles d'aliénés où sont internés des patients des deux croyances religieuses. Nous avons cru qu'il n'était que juste de mettre dans ce bureau un homme qui représenterait les protestants. Mais s'ils ne le veulent pas, pour ma part, je suis prêt à en prendre mon parti.

L'article 16 est mis aux voix :

Ont voté pour : Messieurs Bazinet, Bernatchéz, Bisson, Boyer, Cameron, Cardin, Champagne, Déchéne (de l'Islet), de Grosbois, Duhamel, Forest, Gagnon, Girouard, Gladu, Goyette, Larochelle, Lemieux, Lussier, Martin (de Rimouski), McShane, Mercier, Morin, Murphy, Pilon, Rinfret, Robidoux, Rocheleau, Rochon, Shehyn, Sylvestre, Tessier, Trudel et Turcotte.—33.

Ont voté contre : Messieurs Baldwin, Beauchamp, Blanchet, Casgrain, Desjardins, Duplessis, Flynn, Lapointe,

LeBlanc, Lynch, Martin (de Bonaventure) McIntosh, Nantel, Picard, Poupore, Robertson, Spencer et Taillon,—18.

L'Assemblée législative a adopté.

Article 20.—Ecoles publiques \$160,000.

L'honorable M. **Lynch**.—Est-ce que le gouvernement va augmenter ce crédit à cette session ?

L'honorable M. **Mercier**—*député de Saint-Hyacinthe, premier ministre, commissaire de l'agriculture et de la colonisation*.—Il s'agit de la somme ordinaire que nous votons chaque année pour aider au maintien des écoles publiques. Nous n'avons pas pu encore faire ce que nous aurions aimé à faire pour ces écoles, mais je suis en position d'assurer à la Chambre que le gouvernement sera heureux, dès que les revenus le lui permettront, d'augmenter cet octroi. Il n'y a pas de doute que si nous réussissons dans nos projets financiers, si nous réussissons à convertir la dette, et à obtenir \$380,000 de revenu additionnel du gouvernement fédéral—et j'espère que l'honorable député de Brome va nous aider à réaliser ces projets—nous donnerons plus pour ce service. Il n'y a pas une cause qui mérite plus notre encouragement que celle de l'instruction populaire. Le gouvernement n'a pas perdu de vue cet article de son programme et il se fera un devoir de venir au secours des écoles publiques aussitôt que les finances le lui permettront.

L'honorable M. **Lynch**.—Cette allocation aurait dû être augmentée plutôt que les autres dépenses que nous avons signalées.

Ce crédit est adopté.

Article 31 :—Congrès des inspecteurs \$500.00.

L'honorable M. **Lynch**.—Pourquoi ce crédit ?

L'honorable M. **Gagnon**.— Cette somme a été demandée par M. Ouimet. Je comprends que le but est de

payer les frais de voyage des inspecteurs qui veulent se réunir afin de s'entendre sur le meilleur moyen d'appliquer les lois scolaires dans toute la province, et par là établir l'uniformité d'un bout à l'autre de notre territoire dans les décisions qu'ils doivent rendre sur les questions qui se présentent devant eux. A l'heure qu'il est je reçois des décisions qui sont diamétralement opposées à d'autres rendues dans une autre partie de la province. On voit quels graves inconvénients résultent de ces décisions contradictoires.

A six heures la séance est levée.

(Séance du soir.)

La séance est ouverte à huit heures et quinze minutes.

#### LE BUDGET.

La Chambre siège en comité des subsides.

Article 82.—Chemins de colonisation, \$100,000.00.

L'honorable M. **Taillon**.—Le comté de Montcalm est un de ceux où les besoins de la colonisation se font le plus sentir, et je profite de cette occasion pour signaler ces besoins et demander qu'on fasse droit aux requêtes qui ont été faites. On m'a écrit à ce sujet et je remplis mon devoir de député en appuyant les demandes de mes électeurs.

L'honorable M. **Mercier**.—Nous avons en effet mis \$1,000 pour ce comté, et si l'honorable chef de l'opposition veut me faire l'honneur de venir à mon bureau demain, et me dire comment il désire que cet argent soit dépensé, je ferai ce qu'il me demandera.

Le crédit est adopté.

Article 83.—Société de colonisation \$10,000.00.

L'honorable M. **Mercier**.—On sait que la société du diocèse de Montréal a souscrit un montant considérable, or

la loi nous oblige de couvrir une somme égale à un tiers de ces souscriptions.

Le crédit est adopté.

Article 90.—Topographies, rapports, statistiques, etc., sur les progrès du pays en général et de la colonisation en particulier, \$4,000.00.

L'honorable M. ~~Mercier~~ M. Labelle m'a demandé de faire faire des rapports et des études sur le pays dans le but de le faire connaître à l'étranger. J'ai bien l'intention de laisser cette somme entre les mains de mon assistant-commissaire, convaincu qu'il l'emploiera dans l'intérêt de la colonisation et de la province.

Ce crédit est adopté.

Le séance est levée.

## ASSEMBLÉE LEGISLATIVE.

---

*Séance du mercredi, le 27 juin 1888.*

**SOMMAIRE** :—Dépôt de projets loi.—Proposition de M. Martin (de Rimouski) à propos de certains travaux le long de la voie de l'Intercolonial : MM. Martin et Duhamel.—Délibération sur le projet de loi pourvoyant à la taxation des propriétés personnelles : MM. Spencer, Nantel, McIntosh, Gagnon et Hall.

**PRÉSIDENCE DE L'HONORABLE M. F. G. MARCHAND.**

La séance est ouverte à trois heures et vingt-cinq minutes.

### DÉPÔT DES PROJETS DE LOI.

**M. Déchène**—*député de l'Islet*.—J'ai l'honneur de proposer qu'il me soit permis de déposer sur le bureau de la Chambre, un projet de loi pour modifier les articles 801 et 825 du code municipal.

Ce projet est adopté en 1<sup>ère</sup> et 2<sup>ème</sup> délibérations.

**M. Hall**—*député de Montréal-ouest*.—J'ai l'honneur de proposer qu'il me soit permis de déposer sur le bureau de la Chambre, un projet de loi concernant la loi de libelle en certains cas.

Ce projet est adopté en 1<sup>ère</sup> délibération.

### LES TERRAINS OCCUPÉS PAR L'INTERCOLONIAL DANS LA VALLÉE DE LA MATAPÉDIA.

**M. Martin**—*député de Rimouski*.—J'ai l'honneur de proposer qu'il soit déposé sur le bureau de la Chambre, copie de toutes correspondances entre le gouvernement de la province et celui du Canada, et les autorités du chemin de fer Intercolonial, au sujet de terrains occupés par le dit



chemin de fer Intercolonial, chaque côté de sa ligne, dans divers cantons de colonisation, dans la Vallée de Matapédia.

M. le président, par cette proposition, je soulève une question très importante, au moins pour ceux qui sont les plus directement intéressés. Voici en deux mots de quoi il s'agit.

Le chemin de fer Intercolonial avait droit à cent pieds de terrain pour le passage de cette voie. Dans certains endroits, il restait une lisière de cent pieds entre la ligne et la rivière. D'après les renseignements que l'on m'a donnés et que j'ai raison de croire exacts, le gouvernement fédéral aurait cédé ce terrain à Sir George Stephen. Et dernièrement encore, ce gouvernement aurait pris possession d'un terrain défriché à grands frais par un pauvre colon, sous le prétexte qu'il lui appartenait.

Je sais qu'il existe une correspondance à ce sujet au département des terres de la couronne. J'espère que le gouvernement va faire tout en son pouvoir pour rendre justice à qui de droit.

L'honorable M. Duhamel — *député d'Iberville, commissaire des terres de la couronne*.—L'honorable député a eu raison de soulever cette question, et qu'il me permette de le féliciter sur le zèle qu'il déploie pour la protection des colons, et pour les intérêts généraux de son beau comté.

En effet, ces terrains nous appartiennent et je puis lui assurer que nous allons en prendre possession, et faire justice à ceux qui ont pu souffrir des empiètements des autorités de la voie ferrée de l'Intercolonial.

La proposition est adoptée.

A six heures la séance est levée.

(Séance du soir.)

La séance est ouverte à huit heures et quinze minutes.

PROJET DE LOI CONCERNANT LA TAXE SUR LES PROPRIÉTÉS  
PERSONNELLES.

**M. Spencer**—*député de Missisquoi*.—J'ai l'honneur de proposer que le projet de loi pourvoyant à la taxation des propriétés personnelles, soit maintenant examiner en comité général.

Ce n'est pas la première fois que la Chambre est saisie de ce projet de loi, mais pour une raison ou pour une autre, elle l'a toujours repoussé. Je crois qu'il est temps que nous nous occupions de cette importante question.

**M. Nautel**—*député de Terrebonne*.—M. le président, je crois qu'il y a du bon dans ce projet de loi, et je crois qu'il mérite d'être traité comme un projet sérieux. Il vise à atteindre la classe que l'on appelle les rentiers. Or, au point de vue du progrès général d'un pays, cette classe est un mal, car elle se compose de gens qui ne contribuent pas au revenu soit local, soit général, en proportion des biens dont ils jouissent, comme les autres citoyens sont obligés de le faire.

Je n'approuve pas toutes les dispositions de ce projet de loi, mais je dis qu'il y a du bon et qu'il est de notre devoir de l'étudier sérieusement.

**M. McIntosh**—*député de Compton*.—M. le président, je suis de l'opinion de ceux qui disent que le projet de loi de l'honorable député de Missisquoi mérite d'être étudié sérieusement. A l'heure qu'il est, il ne faut pas se dissimuler qu'il existe un mouvement favorable au principe de cette législation. Beaucoup de personnes pensent qu'il y a quelque chose à faire dans le sens de ce projet de loi.

Comme l'honorable député de Terrebonne, je n'approuve pas toutes les dispositions de ce projet, et pour ma part je déclare franchement que je ne pourrais pas le voter tel qu'il est maintenant. Néanmoins je ne vois pas pourquoi la Chambre ne prendrait pas les moyens d'étudier avec soin l'importante question qu'il soulève.

L'honorable M. Gagnon — député de Kamouraska, secrétaire et registraire de la province. — Le 21 juin courant, le comité spécial chargés d'étudier les amendements proposés au code municipal, nous faisait le rapport suivant :

“ Et attendu que votre comité n'a de pouvoir que d'examiner les projets de loi qui amendent directement le code municipal, et attendu que le projet No. 78 relatif à la taxation des meubles est général et s'applique non-seulement aux municipalités fonctionnant sous l'opération du code municipal, mais encore sous l'opération de chartes spéciales ainsi que les clauses générales des corporations de ville ; en conséquence, votre comité a l'honneur de faire rapport qu'il n'a pas cru devoir examiner le projet de loi No. 78 et le renvoie à la considération de votre honorable Chambre.”

D'après ce rapport, on voit que si nous allions adopter ce projet de loi, nous bouleverserions toutes les chartes des villes de la province. Avons-nous maintenant le temps de faire des études aussi considérables, puisqu'il nous faudrait parcourir un terrain aussi vaste ? Et d'ailleurs, serions-nous prêts à déclarer que nous allons faire main basse sur tous les droits acquis des villes qui ont reçu des chartes spéciales ?

Plusieurs fois déjà la Chambre a rejeté ce projet de loi et je crois que ce qu'elle a de mieux à faire maintenant est de confirmer ses décisions précédentes.

M. Hall — député de Montréal-ouest. — Je suis entièrement et complètement contre ce projet de loi ; il présente-

rait dans la pratique des difficultés si grandes, que plusieurs me paraissent insurmontables.

La proposition de M. Spencer est mise aux voix :

Ont voté pour :—MM. Baldwin, de Grosbois, Lapointe, McIntosh, Nantel, Poupore et Spencer.—7.

Ont voté contre : — MM. Bazinet, Bernatchez, Bisson, Blanchet, Cameron, Cardin, Casgrain, Déchéne (de l'Islet), Duplessis, Duhamel, Gagnon, Girouard, Gladu, Goyette, Hall, Lafontaine, Laliberté, LeBlanc, Lemieux, Legris, Lusier, Martin (de Bonaventure), Martin (de Rimouski), McShane, Mercier, Morin, Pilon, Rinfret, Rocheleau, Shehyn, Sylvestre, Taillon et Tessier.—33.

L'Assemblée législative n'a pas adopté.

Le projet de loi est rejeté.

Le projet de loi pour modifier la loi 30, Victoria chap. 32, concernant la formation des compagnies pour l'empierrement des chemins, est définitivement adopté dans les formes réglementaires.

La séance est levée.

## ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE

---

*Séance au jeudi, le 28 juin 1888.*

SOMMAIRE.—M. Dumais, le nouvel élu de Chicoutimi et Saguenay, prend son siège.—Proposition de l'honorable M. Mercier, demandant que le certificat de Son Honneur le juge Casault, dans l'affaire de l'élection contestée de Mégantic, soit renvoyé au comité des privilèges et élections : MM. Mercier, Taillon, Gagnon, Flynn et Hall.—Le débat est ajourné.—Proposition de l'honorable M. Mercier, relativement au règlement des biens des Jésuites : MM. Mercier, Hall, Owens, Flynn et Gagnon.

PRÉSIDENCE DE L'HONORABLE M. F. G. MARCHAND.

La séance est ouverte à trois heures et demie.

M. Dumais, élu récemment député pour la division électorale de Chicoutimi, est présenté à la Chambre, par les honorables MM. Gagnon et Duhamel, et prend son siège.

### L'ÉLECTION DE MÉGANTIC.

L'ordre du jour appelle la délibération sur la proposition concluant au renvoi au comité des privilèges et élections, du certificat de Son Honneur le juge Casault, dans l'affaire de l'invalidation de l'élection de Mégantic.

L'honorable **M. Mercier**—*député de Saint-Hyacinthe premier ministre, commissaire de l'agriculture et de la colonisation*.—M. le président, je demande la permission de donner quelques explications à l'appui de cette proposition.

Il s'agit de l'élection de Mégantic. Le rapport du juge Caseault président de la cour qui a prononcé le jugement dans cette cause, se lit comme suit :

“ La cour supérieure siégeant en révision dans et pour le “ district de Québec vous fait, par le présent, rapport que

“ pendant l’instruction de la pétition et de la réponse à  
“ icelle, il a été prouvé :

“ 1. Que des manœuvres frauduleuses ont été pratiquées  
“ par John Whyte, un des candidats à la dite élection et le  
“ pétitionnaire sus-mentionné ; 2. Que les autres person-  
“ nes qui ont pu se rendre, à la dite élection, coupables  
“ de manœuvres frauduleuses n’ayant pas été mises en cause  
“ ni eu occasion de se défendre, la cour ne croit pas devoir  
“ mentionner leurs noms ; 3. Qu’il y a raison de croire que  
“ des manœuvres frauduleuses ont été pratiquées dans une  
“ grande mesure à l’élection à laquelle se rapporte la péti-  
“ tion.”

Ainsi, M. le président, le jugement constate que des manœuvres frauduleuses ont été commises par les agents du défendeur Johnson, mais comme les dits agents n’ont pas été mis en cause, la cour ne croit pas devoir rapporter leurs noms devant la Chambre, et qu’il y a raison de croire que des manœuvres frauduleuses ont été pratiquées dans une grande mesure dans l’élection à laquelle se rapporte la pétition. De plus, que M. Whyte s’est personnellement rendu coupable de manœuvres frauduleuses.

Maintenant voyons ce que dit la loi : L’article 89 décrète :

“ La cour supérieure siégeant en révision décidera :

“ 1. Si le député dont l’élection ou le rapport est contesté  
“ a été dûment élu ou déclaré élu ; ou

“ 2. Si quelque autre personne et laquelle a été dûment  
“ élue ; ou

“ 3. Si l’élection est nulle ; et

“ 4. Toutes autres questions surgissant de la pétition ou  
“ exigeant sa décision. ”

L’article 92 ajoute :

“ 92. Lorsque dans une pétition d’élection, il est allégué

“ que quelque manœuvre frauduleuse a été pratiquée à l’élection, la cour transmettra en outre à l’orateur ” en même temps que sa décision, un rapport écrit constatant s’il a été prouvé ou non que des manœuvres frauduleuses ont été pratiquées par quelque candidat à cette élection, ou à sa connaissance et de son consentement, mentionnant le nom de ce candidat et la nature de ces manœuvres frauduleuses ;

“ 2. Les noms de toute personne contre laquelle on a durant l’instruction de la pétition, prouvé la commission de quelque manœuvre frauduleuse ;

“ 3. Si des manœuvres frauduleuses ont été pratiquées, ou s’il y a raison de croire que des manœuvres frauduleuses ont été pratiquées dans une grande mesure à l’élection à laquelle se rapporte la pétition.

D’après ce texte, on veut donc que la Chambre soit juge en dernier ressort non du jugement, mais du rapport qui lui est fait. C’est là un point important. Or, la Législature en renvoyant ces causes devant les tribunaux ordinaires n’a jamais entendu se départir du droit de se faire faire un rapport sur les fraudes prouvées au cours de l’instruction. C’est pourquoi la loi exige que le rapport donne les noms de ceux qui se sont rendu coupables de manœuvres frauduleuses et la nature de ces manœuvres frauduleuses.

Le rapport que j’ai lu, il y a un instant à la Chambre, ne constate qu’une des choses exigées par la loi. Il nous dit bien que des manœuvres frauduleuses ont été commises par un tel, mais il ne nous en donne pas la nature. Il y a une question de privilège pour la Chambre. La déqualification d’un candidat est une chose tellement sérieuse que la Chambre veut qu’on lui dise pourquoi une punition aussi forte est infligée. La loi a été faite ainsi pour protéger dans une certaine mesure ceux qu’un jugement aussi sévère pourrait atteindre. La loi exige aussi que le tribunal fasse con-

naître dans son rapport s'il y a eu fraude dans une grande mesure. On comprend pourquoi. S'il était prouvé qu'il y a eu des manœuvres frauduleuses de pratiquées dans une très large mesure, de manière à prouver qu'on ne peut espérer avoir une expression d'opinion franche et loyale, alors il pourrait devenir nécessaire pour la Chambre de déclarer que ce comté devrait être défranchisé.

Comme conséquence de cette deuxième disposition, la loi veut que l'on donne les noms de ceux qui sont coupables de fraudes. C'est là un point très important. On veut par là même savoir quelle est la position sociale des coupables et la quantité des manœuvres frauduleuses commises. Ceci n'apparaît pas dans le rapport qui est devant la Chambre. Pour cette raison encore, je crois que c'est une question de privilège que je traite en ce moment.

Maintenant un mot sur la procédure que j'ai adoptée. Je procède exactement de la même manière que Sir John Macdonald a procédé à la dernière session dans le cas de l'élection de Kent. J'ai copié la proposition faite alors, c'est-à-dire, que je me suis servi des mêmes termes en autant qu'ils s'appliquaient à la situation que nous avons à considérer.

Lorsque Sir John a soumis sa proposition aux Communes il y a eu débat. Je trouve ce débat à la date du 27 février dernier des *Débats de la Chambre des communes*.

Ici dans le cas que je cite, le juge, dans son rapport, disait qu'il ne croyait pas nécessaire de faire une enquête parlementaire. C'est là une procédure que nous n'avons pas ici. Voici ce qui en est. : Dans les cas ordinaires, du moment qu'on a la preuve qu'il y a une vacance par invalidation, le président de la Chambre émet le mandat, tandis que dans les cas extraordinaires c'est la Chambre qui intervient pour ordonner l'émission du mandat. C'est ce qui ressort des paroles de Sir John A. Macdonald.



Maintenant j'arrive aux remarques faites par l'honorable M. Laurier, sur la proposition du premier ministre demandant le renvoi du rapport du juge dans l'élection de Kent au comité des privilèges et élections, proposition sur laquelle j'ai calqué celle que je sou mets à la Chambre. Voici comment s'exprime M. Laurier :

“ Si la vacance survient après un jugement de la cour, et  
“ si le juge qui a donné sa décision sur la requête, fait  
“ rapport à la Chambre que suivant son avis il a lieu de  
“ croire que des menées corruptrices et des moyens de  
“ corruption ont été mis en usage dans le but de remporter  
“ une élection, ou que l'enquête n'a pu être complétée par  
“ la faute d'une des parties intéressées dans la requête, ou  
“ qu'une nouvelle enquête est devenue désirable, pour  
“ s'assurer que des menées corruptrices ont été exercées de  
“ manière à déterminer le succès de telle élection ; alors,  
“ dans tel cas, l'orateur suspend l'émission du bref et doit  
“ attendre la décision de la Chambre ; et dans ces circons-  
“ tances, la Chambre seule a le droit d'émettre un bref  
“ d'élection.”

Ainsi, voici donc les deux chefs dans la Chambre des communes qui déclarent que si le juge constate telle ou telle chose dans son rapport, la Chambre seule peut émettre le bref nécessaire à une nouvelle élection.

On peut dire que la loi fédérale n'est pas la même qu'ici. J'avoue qu'il y a quelque différence dans la lettre, mais il n'y en a pas dans l'esprit.

Dans le cas de Mégantic, le rapport du juge n'est pas d'accord avec les exigences de notre loi.

Ce rapport ne nous donne pas les noms de ceux qui ont commis des fraudes, de même qu'il ne nous dit pas en quoi consiste les manœuvres frauduleuses dont M. Whyte s'est rendu coupable. Maintenant, appliquant à ce cas les

paroles des deux chefs politiques à Ottawa, il ne peut y avoir de doute sur la régularité du renvoi de cette question au comité des privilèges et élections.

Il est très important de bien étudier cette question au point de vue des privilèges et des droits de cette Chambre. Du moment qu'il n'y a pas d'appel, il importe que la Chambre ne perde pas complètement son droit de contrôle sur l'action des tribunaux. La loi laisse ce contrôle à la Chambre, l'obligation pour le tribunal de lui faire rapport en est la preuve. Nous n'avons donc plus qu'un moyen de voir à ce qu'il n'y ait pas d'injustice de commise, c'est d'exiger que le rapport en question soit complet tel que le veut la loi. Ce rapport doit nous donner des renseignements sur le procès. Ainsi le législateur a pris la peine de mentionner la nature des informations que le tribunal doit fournir à la Chambre. La loi déclare que la cour devra transmettre "en outre à l'orateur" en même temps que sa décision, un "rapport écrit constatant :

" 1. S'il a été prouvé ou non que des manœuvres frauduleuses ont été pratiquées par quelque candidat à cette " élection, ou à sa connaissance et de son consentement, " mentionnant le nom de ce candidat et la nature de ces " manœuvres frauduleuses ;

" 2. Les noms de toute personne contre laquelle on a, " durant l'instruction de la pétition, prouvé la commission " de quelque manœuvre frauduleuse ;

" 3. Si des manœuvres frauduleuses ont été pratiquées, " ou s'il y a raison de croire que des manœuvres fraudu- " leuses ont été pratiquées, dans une grande mesure à " l'élection à laquelle se rapporte la pétition."

Comme on le voit, du moment qu'il s'agit d'un candidat qui a violé la loi, on exige la nature des manœuvres frauduleuses qui lui font encourir la perte de ses droits politi-

ques. Et pourquoi a-t-on fait cette distinction ? Il me semble qu'il n'est pas nécessaire d'aller bien loin pour en trouver la cause. C'est que dans la pensée des législateurs, on voulait que la Chambre fut une espèce de cour d'appel dans ces cas là, et afin de mettre ce tribunal, devant en quelque sorte prononcer en dernier ressort, à même de bien connaître les raisons qui avaient engagé la cour à frapper aussi sévèrement l'un de ceux jugés dignes d'aspirer aux honneurs de la députation.

De tout ceci je conclus, M. le président, que le rapport du juge dans le cas de Mégantic est illégal et que c'est notre devoir d'y voir.

Il ne s'agit pas d'attaquer les juges qui ont prononcé le jugement dans cette cause. Qu'on me comprenne bien, je ne veux rien dire qui puisse être interprété comme un manque au respect que nous devons aux juges. Mais que ceci ne nous empêche pas de donner aux citoyens la protection que nous leur devons. Et si les juges ne font pas leur devoir, nous devons y voir.

Je soulève là une question qui intéresse toute la Chambre, que dis-je, qui intéresse l'honneur et la dignité de toute la Législature, et par conséquent c'est là l'une de ces questions qui échappent entièrement à l'influence des considérations de parti.

L'honorable M. **Tailon**—*député de Montcalm, chef de l'opposition*.—M. le président, les précédents que l'honorable premier ministre a cités, ne s'appliquent pas du tout au cas actuel, parce qu'ils relèvent d'une loi qui n'est pas du tout la même que celle que nous avons. La loi fédérale en vertu de laquelle on a procédé diffère essentiellement de notre législation. Il suffit, pour se rendre compte de cette différence, de lire attentivement le titre même de l'acte fédéral de 1876, qui est la base de toute cette législation.

L'honorable M. Laurier a compris lui-même que la procédure instituée par Sir John A. Macdonald, ne pouvait être basée que sur cette loi. Or, comment l'honorable premier ministre pouvait-il s'autoriser du précédent qu'offre la procédure de Sir John A. Macdonald, quand nous n'avons pas de semblable loi à Québec ? D'ailleurs la loi fédérale n'a pas la portée que l'on voudrait lui donner implicitement. Ce n'est pas une loi pour réviser les décisions des tribunaux en matières électorales, ou pour constater si les juges ont fait un rapport suffisant ou non, ou encore si on a mal jugé. La loi pourvoit tout simplement à ceci : Dans le cas où l'enquête, pour une raison ou pour une autre, n'aura pas été suffisante, soit par collusion entre les parties ou pour toute autre cause, cette loi donne au parlement le droit de renvoyer tout le dossier au comité de privilèges et élections, lequel comité peut continuer l'enquête, s'il le juge à propos, ou déclarer qu'elle est suffisante.

Le but de l'honorable premier ministre n'est pas de faire une enquête sur les manœuvres frauduleuses qui ont été commises au cours de l'élection de 1886, dans le comté de Mégantic. Tout ce qu'il veut savoir, nous dit-il, c'est si le rapport du juge est complet, de sorte qu'il ne peut être question de faire une enquête plus minutieuse, comme l'indique la loi fédérale.

Mais, même en supposant que nous aurions une telle loi ici, je prétends que l'honorable premier ministre n'aurait plus le droit de l'invoquer, puisque la Chambre a ordonné à son président d'émettre son bref, pour une nouvelle élection dans Mégantic. La Chambre s'est prononcé par là même implicitement sur la validité de toute la procédure relative à l'invalidation de l'élection qui a eu lieu en 1886, dans le comté de Mégantic. Indirectement l'honorable premier ministre lui-même l'a admis, en disant : qui sait si les travaux du comité ne seront pas de nature à convaincre la Chambre, que le comté de Mégantic doit être privé de ses

franchises électorales? Or je maintiens que, du moment que la Chambre ordonne l'émission du bref, elle a par là même renoncé à l'exercice du droit qu'elle aurait de défranchiser cette circonscription électorale.

La loi fédérale à la faveur de laquelle les précédents cités par le premier ministre ont été créés, va beaucoup plus loin encore que notre législation. Elle pourvoit même au cas où la validité d'une élection n'aurait pas été contestée devant les tribunaux.

Vous le voyez M. le président, l'étude même la plus superficielle de cette loi, je dirai même, la simple lecture du titre et du préambule démontre à l'évidence que cette loi a été faite dans le but de permettre à la Chambre, de découvrir les fraudes dont une élection pourrait être entachée, en l'absence de l'action des tribunaux. On ne peut donc pas justifier la procédure que l'on nous propose de faire, en invoquant l'autorité de précédents créés en vertu d'une loi que nous n'avons pas même songé à faire.

De plus, Sir John disait que l'émission du bref devait être suspendue, jusqu'à ce que l'ordre de la Chambre fut donné. M. Ouimet avait émis son mandat, mais Sir John a fait déclarer que ce mandat était nul, avant de commencer sa procédure. Ici la Chambre a enjoint à son président d'émettre son mandat pour une nouvelle élection dans Mégantic.

Ainsi je lis ce qui suit à la page 247, des procès-verbaux :

“ Ordonné que M. le président, émette son mandat, ordonnant au greffier de la couronne en chancellerie d'émaner un nouveau bref pour l'élection d'un député, pour représenter dans le parlement le district électoral de Mégantic.”

Vous invoquez l'autorité de Sir John, moi je vous invite à suivre l'honorable M. Laurier.

M. Laurier comprend lui aussi, et cela ressort manifestement de ses remarques, que la loi en question n'a qu'un but, celui de permettre de découvrir les fraudes électorales qui auraient pu échapper à l'action du tribunal, mais non pas d'autoriser la Chambre à examiner le rapport du juge. Ce n'est pas moi qui invoque ce précédent, c'est le premier ministre, et cependant j'y trouve la condamnation formelle de ses propres idées.

J'ai ici devant moi le compte-rendu officiel des débats de la Chambre des communes. Je pourrais citer les discours de MM. Laurier, Thompson et Davis...

M. le **Premier Ministre**.—Je suis d'opinion que la Chambre a toujours le droit de renvoyer ces rapports d'élection au comité. J'aimerais à avoir des autorités là-dessus.

L'honorable M. **Taillon**.—Mais la Chambre a jugé en ordonnant l'émission du bref.

M. Mills, l'un des chefs libéraux à Ottawa, a aussi pris la parole dans la discussion que l'honorable premier ministre a citée. Je vois ses remarques aux pages 18, 24, 275, 315, 390 et 391. J'ai indiqué les citations que je me proposais de faire, mais je ne crois pas devoir prendre inutilement le temps de la Chambre pour les lui lire.

Je viens de démontrer que le précédent invoqué ne s'applique pas du tout, et que nous n'avons pas ici une loi semblable à celle d'Ottawa.

Quelle législation avons-nous ? Nous allons le voir.

La loi des élections contestées, article 474 — je cite le projet de refonte—déclare ce qui suit :

“ Lorsque dans une pétition d'élection il est allégué que quelque manœuvre frauduleuse, a été pratiquée à l'élection,

la cour transmet en outre, “ à l'orateur ” en même temps que sa décision, un rapport écrit constatant :

“ 1. S'il a été prouvé ou non que des manœuvres frauduleuses ont été pratiquées par quelque candidat à cette élection ou à sa connaissance et de son consentement, mentionnant le nom de ce candidat et la nature de ces manœuvres frauduleuses ;

“ 2. Les noms de toutes les personnes contre lesquelles on a durant l'instruction de la pétition, prouvé la commission de quelque manœuvre frauduleuse ;

“ 3. Si les manœuvres frauduleuses ont été pratiquées, ou s'il y a raison de croire que des manœuvres frauduleuses ont été pratiquées dans une large mesure, à l'élection à laquelle se rapporte la pétition.”

J'attire l'attention sur la différence qu'il y a entre l'article 474 et l'article 475. Dans le premier, on parle d'un rapport écrit, tandis que dans le second, on dit ce qui suit :

“ Il est transmis en même temps à l'“ orateur ” un rapport spécial sur toutes les questions et matières qui ont pu surgir dans la procédure sur la pétition, et qui dans l'opinion de la cour, doivent être soumises à l'Assemblée législative.”

Dans l'article 474, il n'y a rien qui invite la Chambre à intervenir. Cette intervention n'est sollicitée que dans l'article 475.

Dans le cas de Mégantic, les juges n'avaient pas besoin d'attendre ou de recommander une autre enquête, quand ils avaient entendu un si grand nombre de témoins. D'après la loi fédérale le juge pourrait dire : “ j'ai arrêté la preuve au moment où j'ai cru qu'elle était suffisante pour annuler l'élection, mais dans l'intérêt public, je conseille à la Chambre de faire une enquête spéciale. “ Ou encore, le juge pourrait dire, qu'il a raison de croire qu'il y a eu collusion entre les parties pour empêcher de faire connaître les fraudes.

Maintenant l'article 476 parle des effets du jugement, il y est dit :

“ Si, sur demande de toutes les parties à une pétition, il apparaît au juge, que la question soulevée par la pétition, peut être convenablement considérée comme cas spécial, le juge peut ordonner qu'elle soit ainsi traitée.

“ Chaque tel cas spécial est inscrit et débattu devant la cour supérieure siégeant en révision, laquelle sera tel que de droit.

“ Si la décision est finale, une copie certifiée du jugement sur ce cas spécial, est transmise à l'“ orateur ” ; mais si la décision n'est pas finale, le dossier est remis, pour qu'il soit procédé ultérieurement sur la pétition.”

Dans tout ceci, où est l'autorisation de la loi pour faire une procédure comme celle qui est devant la Chambre ? Si les juges avaient cru qu'il était à propos de faire un rapport spécial en vertu de l'article 475, alors le comité aurait pu être saisi des matières qu'il y aurait eues dans ce rapport.

Toutes les études que j'ai faites me prouvent que l'intervention de la Chambre ne doit être sollicitée que dans le but de punir la fraude.

**M. le Premier Ministre.**— Dans mes remarques j'ai dit que le juge avait oublié de nous dire quelle est la nature de l'offense qu'il reproche à M. Whyte, et de nous donner les noms de ceux qui se sont rendus coupables des manœuvres frauduleuses. Comment pourrions-nous les punir, si nous ne les connaissons pas ?

L'honorable **M. Taillon.** — Mais l'honorable premier ministre a dit aussi que sa procédure avait pour but de voir s'il n'avait pas été commis d'injustice. Je comprends qu'il voulait faire allusion à la sévérité du jugement.



**M. le Premier Ministre.**—Mon intention est de voir s'il n'y a pas eu d'injustice de commise, pas plus à l'égard de M. Whyte qu'à l'égard de M. Johnson.

**L'honorable M. Taillon.** — Je dis que l'action de la Chambre ne doit être sollicitée et que son intervention ne peut être justifiée que dans le but de punir la fraude. Ce n'est certainement pas l'intention que l'on a en ce moment.

Je résume mon argumentation. Le précédent de Kent ne s'applique pas au cas actuel. Deuxièmement, notre intervention n'est autorisée par aucune loi. De plus, je dis que la Chambre n'était pas d'opinion qu'il fallait intervenir et ne peut pas l'être aujourd'hui, sans se déjuger, puisque le 14 juin courant, elle a ordonné à son président d'émettre son mandat pour une nouvelle élection.

Je suppose que le gouvernement, au lieu de retarder comme il l'a fait, se serait conformé à l'ordre de la Chambre, comme son devoir l'y obligeait, est-ce que cette procédure n'arriverait pas trop tard, puisque le corps électoral de Mégantic serait déjà convoqué à se choisir un représentant?

D'un autre côté, je suppose que la proposition qui est devant la Chambre soit adoptée, on devra renvoyer au comité toute la preuve qui a été faite dans cette cause, et l'on me dit qu'il y a eu cent quatre-vingt-seize témoins d'examinés. L'examen d'un pareil dossier prendrait un temps considérable au milieu des autres travaux de la session, et l'élection aurait le temps de se faire, avant que le comité serait en état de nous soumettre son rapport.

Du reste comme je l'ai dit, du moment que la Chambre a ordonné l'émission du bref, elle a renoncé à toute intervention.

**L'honorable M. Gagnon** — *député de Kamouraska, secrétaire et registraire de la province.*—D'abord il faut s'entendre sur la nature même de ce débat. C'est une question de privilège, et nous devons la traiter comme telle.

L'honorable chef de l'opposition a mêlé, volontairement ou involontairement, je ne sais, deux questions qui doivent être traitées séparément : celle du bref pour une nouvelle élection et celle du renvoi du rapport du juge au comité des privilèges et élections. Je vais les traiter séparément comme elles doivent l'être.

Je prétends que le bref peut être émané et l'élection se faire sans que nous perdions le droit d'agir.

La Chambre est la gardienne de l'honneur et de la dignité de ses membres. Nous avons, malgré la loi des élections contestées, encore un comité des privilèges d'élections. Ce n'est pas pour rien qu'à chaque session nous le nommons. Bien que les causes en invalidation soient soumises à l'autorité des tribunaux ordinaires, ce n'est pas une raison suffisante pour étayer l'étrange prétention, que nous n'avons plus aucun droit de nous occuper de ces sortes de questions. J'émetts là la doctrine universellement adoptée en Angleterre. Bourinot dans son traité, adopte l'opinion exprimée par May, et par tous les auteurs de droit parlementaire. Je pose donc comme principe qu'à moins qu'on ne donne un texte de loi disant positivement que nous avons délégué tous nos pouvoirs aux tribunaux ordinaires, nous avons la pleine jouissance des droits qui ne sont pas spécialement conférés aux cours de justice. D'ailleurs l'une des règles de cette Chambre, consacre le principe que j'émetts.

D'après le rapport d'élection que nous avons devant nous, un député à cette Chambre aurait été élu par la fraude commise par ses agents, tandis que l'autre candidat se serait personnellement rendu coupable de manœuvres frauduleuses ; voilà ce que dit ce rapport.

L'honorable M. **Tallon**.—Quel est le but que veut atteindre le gouvernement ?

L'honorable M. **Gagnon**.—Nous trouvons ce rapport étrange, car, quand on prive un homme de ses droits poli-

tiques, et surtout quand cet homme a été député, nous croyons qu'il ne convient pas de frapper avec tant de sévérité sans dire pourquoi. Le comité fera une enquête, et non-seulement il la fera pour punir, mais aussi pour venir au secours de ceux qui ont à souffrir d'une trop grande sévérité. Le comité peut faire des recommandations. Ici, on frappe un candidat de la peine la plus sévère, sans dire pourquoi, comme la loi l'exige. Le comité, après avoir examiné l'ensemble de la question, pourra faire telle ou telle recommandation qu'il jugera à propos, et pourra même suggérer à la Chambre de venir au secours de M. Whyte ou de M. Johnson, suivant le cas.

L'honorable M. **Taillon**. — J'ai dit que l'émission du bref ayant été ordonnée, la Chambre s'était par là même départie du droit d'intervenir, en supposant qu'elle jouirait encore de ce droit.

L'honorable M. **Gagnon**. — Dans ce cas la Chambre ne se serait privée que de l'un de ses moyens de punir les coupables, celui de défranchiser le comté.

Je prétends que la Chambre ne s'est jamais dépouillée du droit d'examiner en dernière analyse, l'action des tribunaux auxquels elle a renvoyé les causes des élections contestées. S'il en était autrement, que voudrait dire la règle de cette Chambre à laquelle j'ai fait allusion tout à l'heure et que voici :

“ Que s'il appert qu'une personne a été élue membre de cette Chambre, ou a cherché à l'être par corruption, et au moyen d'intrigues et de menées, la Chambre procède avec la plus grande sévérité contre toutes les personnes qui ont pris une part volontaire à cette corruption ou à ces menées ou intrigues. ”

Comment sommes-nous renseignés, si non par le rapport du juge qui instruit la pétition d'élection. C'est pour cette

raison que le législateur a obligé le tribunal à transmettre à la Chambre un rapport par lequel on doit lui faire connaître pourquoi l'élection a été annulée, et si quelqu'un se trouve à perdre ses droits politiques, quelle est la nature de l'offense qui lui mérite cette condamnation.

La Chambre a droit de prendre connaissance du dossier. Il peut y avoir des inconvénients à faire cette procédure, mais le droit n'en existe pas moins.

Si la Chambre veut faire respecter son règlement, elle doit voter le renvoi demandé au comité des privilèges et élections ; ce comité est une cour par lui-même, et il fera l'enquête nécessaire. Je ne suis pas en position de dire que le jugement devra être mis de côté par le comité, non, mais ses travaux devront éclairer la Chambre sur l'action ultérieure qu'il lui conviendra de prendre.

Je prétends que la Chambre a conservé tous les pouvoirs qu'elle n'a pas délégués aux cours de justice, de sorte que l'argumentation de l'honorable chef de l'opposition tombe ici d'elle-même. C'est probablement parce qu'il sentait toute la faiblesse de ses arguments, qu'il a mis tant d'insistance à mêler deux questions absolument distinctes, celle du bref et celle du renvoi au comité.

En émettant le bref, la Chambre n'a renoncé qu'au pouvoir de défranchiser le comté, voilà tout.

L'honorable chef de l'opposition a examiné la question au point de vue légal. Comme je ne croyais pas qu'on l'examinerait à ce point de vue, je ne suis pas préparé à répondre aux arguments qu'il a invoqués. Dans tous les cas, je crois avoir prouvé que nous avons le droit de voter le renvoi demandé par la proposition de l'honorable premier ministre.

L'honorable M. **Flynn** — *député de Gaspé*.—M. le président, cette question est une de celles qui doivent être traitées au point de vue des lois et de la constitution, sans égard à aucune considération de parti.

L'honorable premier ministre propose de soumettre au comité des privilèges et élections le rapport des juges de l'élection contestée de Mégantic. Pourquoi cette procédure ? Y a-t-il une question de privilège ? Je ne crois pas. Une question de privilège en est une qui se rapporte à la Chambre ou à l'un des membres de la Chambre ; qui se rapporte à une infraction aux privilèges et immunités de la Chambre ou de l'un de ses membres. Je cite sur ce point Bourinot p. 316 : " Questions of privilege are very varied in their character, but it may be stated in general terms that they refer to all matters affecting the rights and immunities of the House collectively, or of members in their representative character."

Est-ce une question d'élection ? Oui, c'est une question d'élection, mais la Chambre ne s'est-elle pas dessaisie du droit de s'enquérir des faits qui s'y rapportent ?

L'honorable secrétaire provincial a dit que la Chambre avait conservé tous les pouvoirs dont elle ne s'était pas départie, et il a conclu qu'elle avait le pouvoir de renvoyer au comité des privilèges et élections l'examen des faits mentionnés dans le rapport des juges.

Sans admettre l'exactitude de la proposition de l'honorable secrétaire de la province, mais en supposant même qu'elle soit exacte, l'on doit conclure que la Chambre n'a pas ce droit. Il suffit de référer à la section 3 de l'acte des élections contestées de Québec de 1875, laquelle section décrète que " toutes les élections qui auront lieu après la passation de cet acte, seront sujettes à ces dispositions et leur validité ne sera contestée qu'en conformité de ses dispositions.

Or cet acte pourvoit au mode de constater les manœuvres frauduleuses, et indique dans quel cas une personne, qu'elle soit candidat ou simple électeur, deviendra inéligible par suite des offenses y mentionnées. La procédure y est indiquée d'une manière claire et positive ; du moment

qu'elle a été adoptée, l'effet de la loi doit être produit, et un comité de la Chambre est impuissant à le détruire.

La proposition de l'honorable secrétaire de la province serait plus exacte si elle se lisait comme suit : " La Chambre s'est dessaisie de tous les pouvoirs qu'elle avait en matière d'élection, sauf et excepté les questions qui regardent la qualification de ses membres." Je cite à l'appui Hardcastle *Law of Election Petitions*, où l'on voit que la Chambre n'intervient que dans ce dernier cas, par exemple si un membre est trouvé coupable de félonie. Voici ce que dit cet auteur : " By passing the Parliamentary election act, " 1868, the House of Commons resigned the right it had " formerly from time immemorial exclusively exercised of " enquiring into all questions relating to the elections of its " members. No election may now be questioned, except " in accordance with the provisions of the act. The House, " however, by passing that act merely relinquished the right " of enquiring into the facts attending the election itself ; it " did not part with, but still retains (and three occasions " since the passing of the act has exercised) the right of " inquiring into and deciding upon the question of the " qualification of its members." En note il ajoute :

" O'Donovan Rossa's election was declared void by the " whole House on feb. 10, 1870, on the ground of his being " a convicted felon ; and John Mitchel's on feb. 18, 1875, " on the same ground."

Il y a au reste des précédents même pour notre Chambre d'assemblée. Il y en a deux, un pour 1878, et l'autre pour 1879, savoir le cas de l'élection de Trois-Rivières et celle de Chambly.

Dans ce dernier cas le président, qui était l'honorable député de Trois-Rivières, aujourd'hui l'honorable procureur général, a décidé le 28 juin 1879 que la question des matières se rapportant aux élections contestées, devait être

référée aux tribunaux suivant la loi. L'on sait que l'on prétendait que le bref d'élection n'avait pas été adressé à une personne compétente d'après la loi, proposition fut faite, " qu'il se trouve parmi les membres qui siègent en ce moment dans cette Chambre une personne se nommant " Raymond Préfontaine, écuyer, qui paraît ne pas avoir été " élu, à la face même de la commission adressée à Moïse " Bouthiller, écuyer, qui fait le rapport d'une prétendue " élection d'un député pour représenter le district électoral " de Chambly à l'Assemblée législative de la province de " Québec en remplacement de Michel-Dosithé-Stanislas " Martel, et que le dit Raymond Préfontaine est en ce " moment dans l'enceinte de cette Chambre. " Le président " décide : " Que Raymond Préfontaine ne peut être consi- " déré comme étranger dans cette Chambre. Que le certi- " ficat du greffier en chancellerie constate que Raymond " Préfontaine est élu député pour le district électoral de " Chambly.

" Que toute objection du genre de celle qui est faite dans " la proposition doit être soumise aux tribunaux qui doivent " s'occuper de contestation d'élection." Faucher-Procédure Parlementaire, pages 261, 262. Il y a aussi le cas de Harper, qui était officier rapporteur à l'élection, et qui avait été déclaré élu. La Chambre des communes en 1874 a refusé d'intervenir. La question a été soumise aux tribunaux et décidée par eux. La décision du président de la Chambre des communes est bien motivée et appuyée de précédents. Au reste, il suffit de comparer notre loi à la loi fédérale pour savoir que le précédent cité par l'honorable premier ministre ne s'applique pas au cas actuel. Il cite le cas qui s'est présenté à la dernière session à Ottawa, et qui a été référé sur la demande de Sir John A. Macdonald au comité des privilèges et élections. La loi fédérale contient des dispositions qui ne se trouvent pas dans notre acte. Il suffit de référer aux sections 92, 93 et 120 de notre acte pour conclure que

ce n'est que dans le cas d'un rapport spécial par les tribunaux que la Chambre peut intervenir.

Le rapport spécial n'est pas le rapport par écrit mentionné dans la section 92 et qui a trait à la preuve des manœuvres frauduleuses. Cela est évident puisque la section 93 contient une nouvelle disposition pourvoyant à ce rapport spécial sur toutes les questions et matières qui ont pu surgir dans les procédures sur la pétition et qui, dans l'opinion de la cour, devraient être soumises à l'Assemblée législative."

En référant à la loi fédérale, on voit que l'on a senti la nécessité, en 1876, (voir acte 39 Vict., ch. 10) de suppléer à l'acte de 1874, dont le nôtre n'en est qu'une reproduction en grande partie.

M. Blake est l'auteur de l'acte de 1876. L'on peut référer au *Hansard*, de cette année, pour voir les motifs qui l'ont engagé à faire adopter cette loi. L'on remarquera entr'autres les paroles suivantes de M. Blake : " Honorable M. Blake would be very sorry indeed to be the introducer of the system of trying controverted elections by this house." Il a voulu que dans le cas d'un rapport écrit d'un tribunal saisi d'une pétition d'élection, et constatant que des manœuvres frauduleuses avaient été pratiquées, etc., dans une grande mesure, à cette élection. etc., qu'une commission pourrait être nommée pour s'enquérir des faits. Cette loi fédérale décrète que dans ce cas, le mandat du président au greffier de la couronne en chancellerie pour l'émanation d'un bref d'élection, ne pourra avoir lieu que par l'ordre de la Chambre. Cette loi permet aussi aux électeurs intéressés de faire leurs représentations.

Il est bon de remarquer que dans le cas actuel, cette Chambre n'a été saisie d'aucune pétition ni de la part du candidat atteint par le jugement de la cour, ni de la part d'aucun électeur ou autre personne intéressée, et demandant



l'intervention de cette Législature. Bien entendu, ceci ne nous donnerait pas la juridiction voulue, mais au moins fournirait un prétexte, que l'on n'a même pas, de discuter la question.

De plus, dans le cas qui nous occupe, la Chambre a déjà ordonné l'émanation du bref. Par conséquent, pour dire le moins, l'honorable premier ministre arrive trop tard avec sa procédure, même en supposant qu'il eût eu le droit de la faire plutôt, ce qui n'est pas. Quel sera le résultat des recherches ou de l'enquête du comité des privilèges et élections ? Punir ? Voilà quel paraît être le but de la loi fédérale de 1876.

Qui pourrions-nous punir et en vertu de quelle procédure ? Nous ferions venir des témoins pour prouver des accusations, mais en vertu de quelle législation ? L'acte des élections contestées de 1875 ne donne-t-elle pas juridiction en pareille matière aux tribunaux, et avant de procéder de cette manière ne faudrait-il pas faire passer un projet de loi et le faire sanctionner par les trois branches de la Législature, pour que nous puissions nous revêtir des pouvoirs qui ont été déjà conférés aux tribunaux ? Corriger le rapport ? Mais nous serions également impuissants. Il s'agit d'un jugement de la cour, et personne ne voudra prétendre que le comité pourrait le modifier. Faire une enquête générale ? Nous ériger en tribunal, ouvrir en un mot la porte à toute cette contestation sur les faits auxquels le jugement a déjà mis fin ? Ceci n'est pas possible.

Mais l'honorable premier ministre objecte que le jugement n'indique pas la nature des manœuvres frauduleuses qui auraient été commises par le candidat Whyte. De deux choses l'une : ou le jugement est suffisant pour le rendre inéligible, ou il ne l'est pas. S'il l'est, le comité ne pourra rien y changer ; s'il ne l'est pas le comité ne pourra pas le rendre plus ou moins inefficace. Il s'agit purement et simplement de l'effet légal du rapport du tribunal. Il y a un

jugement de la cour, qui a l'autorité d'un jugement final, et rien ne saurait en détruire l'effet, si ce n'est une loi de la Législature, ce que, il faut l'espérer, le gouvernement n'entend pas faire passer.

Il y a plus. L'omission de la mention spécifique dans le rapport de la nature de l'offense ne doit pas, il semble, nuire à l'efficacité du jugement. Ce dernier se rapporte nécessairement aux faits qui ont dû être prouvés dans la cause et prononce affirmativement sur l'accusation portée. Au reste, tous les rapports dans ce district et en pareille matière se font de la même manière. Avant de conclure, je ne puis trop exprimer ma surprise en voyant l'attitude prise par le premier ministre, et surtout par l'honorable secrétaire de la province.

On a oublié que ce sont les libéraux qui, pendant des années et des années, ont le plus insisté sur l'adoption d'une loi renvoyant aux tribunaux la connaissance des contestations d'élection et des matières qui s'y rapportent. C'est un libéral qui, en cette Chambre d'assemblée, a lutté pendant des années et des années, pour obtenir une pareille loi.

C'est le gouvernement libéral de M. MacKenzie qui a fait passer la loi des élections contestées de 1874 du Canada. Veulent-ils maintenant revenir sur le passé, renoncer à leur principe et demander que le comité de la Chambre soit saisi de nouveau de ces mêmes questions? Veulent-ils renverser par l'acte de cette branche de la Législature, par l'acte d'un comité ou même par une loi, les jugements prononcés par les tribunaux constitués en vertu d'une loi qui a eu leur appui et ferme soutien? Espérons pour l'honneur des hommes publics, que nos deux ministres ont plutôt oublié que l'ordre de la Chambre avait été donné d'émaner le mandat pour un bref d'élection, et que ce mandat a même été émis par M. le président.

Espérons qu'il se sont plutôt mépris sur les dispositions de notre loi comparée à la loi fédérale et qu'ils ont pu être induits en erreur par le précédent basé sur cette dernière loi ? Dans tous les cas, il nous incombe à nous tous de maintenir les droits et privilèges de cette Chambre, mais il nous incombe aussi de respecter la loi, respecter les jugements de nos cours, car, autrement, au lieu de donner l'exemple qu'il convient de donner au pays du respect de la loi, et de l'autorité judiciaire, nous manquerions grandement à notre devoir et nous nous exposerions à la réprobation de toute la population de cette province et du pays en entier.

M. Hall—*député de Montréal-ouest*.—M. le président, je suis surpris que l'honorable premier ministre nous ait soumis une telle proposition. Lui, chef du parti libéral, demander à la Chambre de réviser les décisions des tribunaux en matière d'élection, c'est le renversement complet de toutes les doctrines prêchées par ce parti depuis vingt ans.

Il a cherché à justifier sa proposition par l'insuffisance du rapport fait par le juge Casault, que l'on trouve dans les journaux de cette Chambre. Ce rapport dit :

“ La cour supérieure siégeant en révision dans et pour le district de Québec vous fait, par les présentes, rapport que, pendant l'instruction de la pétition et de la réponse à icelle, il a été prouvé :

“ 1. Que des manœuvres frauduleuses ont été pratiquées par John Whyte un des candidats à la dite élection et le pétitionnaire sus-mentionné ;

“ 2. Que les autres personnes qui ont pu se rendre, à la dite élection, coupables de manœuvres frauduleuses n'ayant pas été mises en cause ni eu occasion de se défendre, la cour ne croit pas devoir mentionner leurs noms ;

“ 3. Qu'il y a raison de croire que des manœuvres frauduleuses ont été pratiquées dans une grande mesure à l'élection à laquelle se rapporte la pétition.”

Je crois que ce rapport suffit. Dans tous les cas il est aussi complet que tous ceux qui ont été transmis à cette Chambre jusqu'à aujourd'hui. L'honorable premier désire avoir les noms des personnes qui se sont rendues coupables de manœuvres frauduleuses, et sur lesquelles le rapport garde le silence. Je prétends qu'il serait injuste de faire connaître publiquement le nom de ces personnes, puisque M. Whyte lui-même n'a pas pris les mesures nécessaires pour les mettre en cause. Dans le cas de l'élection de Maskinongé, on voit que le rapport du juge garde le même silence, sur le nom des personnes qui ont commis des fraudes. Il en est de même pour les élections d'Hochelaga, Laval et Nicolet.

Je pourrais multiplier ces exemples si je le voulais.

Rien ne prouve que la Chambre doive renvoyer cette question au comité des privilèges et élections. L'honorable premier ministre a cité le précédent de Kent, mais comme l'a démontré l'honorable chef de l'opposition, ce précédent ne s'applique pas du tout au cas actuel. L'honorable M. Laurier lui-même admet que même à Ottawa, la Chambre ne pourrait pas s'occuper du renvoi d'une telle question au comité des privilèges et élections, si elle n'avait pas la loi de 1876 qui l'y autorise ; or cette loi n'existe pas dans les statuts provinciaux.

Comme il est six heures, je propose l'ajournement du débat.

Cette proposition est adoptée.

La séance est levée.

(Séance du soir.)

La séance est ouverte à huit heures et quinze minutes.

#### LES BIENS DES JÉSUITES.

L'ordre du jour appelle la délibération, en comité général, sur un projet de résolutions relatives au règlement de la question des biens des Jésuites.

L'honorable M. **Mercier**—*député de Saint-Hyacinthe, premier ministre, commissaire de l'agriculture et de la colonisation.*—J'ai l'honneur de proposer que la Chambre se forme maintenant en comité, pour examiner les résolutions suivantes :

Attendu qu'à l'ouverture de la présente session de cette Législature, il a plu à Son Honneur le Lieutenant Gouverneur de prononcer, dans son gracieux discours du trône, les paroles suivantes :

“ Je suis heureux de vous informer que la question des “ biens des Jésuites,” pendante depuis si longtemps entre les autorités religieuses et civiles, et qui a créé tant de malaise dans ce pays, recevra bientôt une solution favorable et satisfaisante pour tous les intéressés, et que mon gouvernement espère soumettre à votre approbation, pendant cette session même, un règlement à ce sujet. Les obstacles qui empêchaient la vente du terrain de l'ancien collège des Pères Jésuites, situé en cette ville, ont disparu ; le principe de la restitution en nature est abandonné par qui de droit, et il ne reste plus qu'à fixer à l'amiable le chiffre de la compensation à être accordée. A l'occasion du règlement de cette délicate question, certaines institutions d'éducation protestantes recevront une allocation raisonnable, proportionnée à l'importance numérique de la minorité en cette province.”

Attendu que les dits biens ont été confisqués par les autorités impériales sous le règne de Georges III, après la suppression de l'ordre des Jésuites, et qu'ils ont été subséquemment transmis aux autorités de l'ancienne province du Canada ;

Attendu qu'une partie considérable de ses biens a été cédée, à l'époque de la confédération et depuis, aux autorités de cette province.

Attendu que des représentations énergiques ont été faites aux autorités civiles, au sujet de ces biens, par les autorités religieuses et les citoyens de ce pays, et notamment par Monseigneur Jean-François Hubert, évêque de Québec, le 18 novembre 1799 ; par les citoyens de Québec, le 4 février 1793 ; par Nos Seigneurs les évêques Joseph, évêque de Québec, Pierre-Flavien Turgeon, évêque de Sydime, coadjuteur de Québec, et Jean-Jacques Lartigue, évêque de Telmesse, suffragant de l'évêché de Québec et grand vicaire du district de Montréal, vers 1835 ; par Nos Seigneurs les évêques Joseph, archevêque de Québec, Pierre-Flavien Turgeon, évêque de Sidyme, coadjuteur de Québec, Pius, évêque de Kingston, Patrick, évêque de Carrha, coadjuteur de Kingston, Ignace, évêque de Montréal, T. Charles, évêque élu de Martyropolis, coadjuteur de Montréal, Michael, évêque de Toronto, en janvier 1845 ; par le clergé des diocèses de Québec et de Montréal, en juin 1847 ; par le révérend père Théophile Charaux, supérieur général de la mission des Jésuites en Canada, en janvier 1874 ; par Nos Seigneurs les évêques E. A., archevêque de Québec, L. F., évêque de Trois-Rivières, Jean, évêque de Rimouski, Edouard Charles, évêque de Montréal, Antoine, évêque de Sherbrooke, J. Thomas, évêque d'Ottawa, L. Z., évêque de Saint-Hyacinthe, Dominique, évêque de Chicoutimi, le 9 octobre 1878 ; et enfin par Sa Grâce l'archevêque de Québec, les 2 janvier, 8 avril et 28 avril 1885 ;

Attendu que dans sa lettre du 2 janvier 1885, adressée à l'honorable John J. Ross, alors premier ministre de cette province, Sa Grâce Monseigneur l'archevêque de Québec disait : " J'ai l'honneur de vous informer qu'en vertu d'un indult du 23 octobre 1884, je suis personnellement autorisé par le Saint-Siège à traiter avec le gouvernement provincial de Québec et à terminer, moyennant juste compensation, la question de la propriété des biens autrefois possédés dans cette province par les RR. PP. Jésuites lors de la suppression de leur institut en 1773 ; "

Attendu qu'en réponse à une de ces représentations faite le 8 avril 1885, par Sa Grâce Monseigneur l'Archevêque de Québec, l'honorable John J. Ross, alors premier ministre, répondit comme suit, le 26 avril de la même année :

" Si Son Honneur le Lieutenant Gouverneur en conseil décide de rouvrir et de reconsidérer cette question des biens des Jésuites, je ne manquerai pas d'en prévenir Votre Grandeur et les Révérends Pères de la compagnie de Jésus; afin que, avec votre concours et le leur, il puisse, s'il y a lieu, proposer à la Législature une mesure qui devra régler cette question d'une manière satisfaisante et définitive."

Attendu qu'à la suite de ces différentes représentations, et surtout de celle du 9 octobre 1878, signée par les évêques de la province, et protestant contre la mise en vente par le gouvernement du terrain de l'ancien collège des Jésuites à Québec, telle vente n'a pas eu lieu et que ce terrain est tombé dans un état de dégradation regrettable ;

Attendu que le 17 février 1888, l'honorable Honoré Mercier, premier ministre de cette province, écrivit la lettre suivante :

Rome, 17 février 1888.

A Son Eminence le Cardinal Giovanni Simeoni, Préfet de  
la Sacré Congrégation de la Propagande.

EMINENCE,

“ Une dépêche de Votre Eminence, en date du 7 mai dernier (1887), informait Son Eminence le Cardinal Taschereau que le Saint-Père se réservait de régler lui-même la question des biens des Jésuites au Canada. Au nombre des biens ainsi appelés “ Biens des Jésuites ” se trouve le terrain de l'ancien collège des Pères situé en face de la Basilique, au centre même de la capitale de la province de Québec. Mes prédécesseurs dans le gouvernement avaient cru devoir, vers 1876, je crois, ordonner la démolition de ce collège et la division du terrain en lot à bâtir, en vue d'une vente prochaine qui, cependant n'eut pas lieu, vu certaines représentations faites en haut lieu dans le temps. Pour éviter de nouvelles difficultés, je suppose, mes prédécesseurs ont laissé dormir la question et tomber le terrain dans un si triste état d'entretien qu'il est devenu le refuge des animaux et même le réceptacle d'immondices, de telle sorte que l'on dit tout haut, à Québec, que cela constitue une véritable honte publique. Dans ces circonstances, je crois de mon devoir de demander à votre Eminence si Elle verrait quelque objection sérieuse à ce que le gouvernement vendit ce terrain en attendant le règlement final de la question des biens des Jésuites. Le gouvernement considérerait le produit de cette vente comme un dépôt spécial dont il serait disposé plus tard, suivant les conventions qui seraient arrêtées entre les parties intéressées, avec la sanction du Saint-Siège. Comme il sera peut-être nécessaire de consulter à cet égard la Législature de notre province, qui doit être convoquée très prochainement, j'ose solliciter respectueuse-



ment une réponse immédiate. Daignez croire, Eminence, à la considération filiale avec laquelle

J'ai l'honneur de me dire,

de Votre Eminence,

le très dévoué serviteur,

(Signé) HONORÉ MERCIER,

Premier ministre de la province de Québec."

A laquelle lettre il fut répondu comme suit :

*(Traduction.)*

" Rome, le 1<sup>er</sup> mars 1888.

ILLUSTRISSIME SEIGNEUR,

" Je m'empresse de signifier à votre seigneurie, qu'ayant présenté votre demande au Saint - Père dans l'audience d'hier, Sa Sainteté a daigné accorder la faculté de vendre le terrain qui appartenait aux Pères Jésuites avant la suppression, à la condition expresse, toutefois, que la somme qui en sera retirée soit déposée et laissée à la libre disposition du Saint-Siège. En vous communiquant la présente je vous souhaite tout bien dans le Seigneur.

De votre seigneurie le très affectionné,

(Signé) GIOVANNI CARDINAL SIMEONI,

Préfet, etc."

Que le 31 mars 1888, le télégramme suivant fut envoyé à Son Eminence le Cardinal Siméoni, à Rome :

" Dans l'affaire des biens des Jésuites, le gouvernement objecte respectueusement à la condition imposée dans la lettre de Votre Eminence du premier mars courant et ne peut espérer aucun succès dans le règlement de cette affaire délicate, que si permission de vendre terrain est accordée

dans les conditions et suivant les termes mêmes de ma lettre du dix-sept février dernier. Je sollicite respectueusement réponse favorable immédiate dans l'intérêt même du règlement final de la question.

(Signé)      HONORÉ MERCIER,  
Premier ministre.'

Que le 24 mars 1888, la réponse suivante fut envoyée par Son Eminence le Cardinal Siméoni : " Pape permet que le gouvernement conserve le produit de vente terrain Jésuites, dépôt spécial à disposer plus tard avec sanction du Saint-Siège. "

Attendu qu'à la suite de ces négociations, la correspondance suivante fut échangée entre le premier ministre et le très révérend père Turgeon, recteur du collège Ste Marie, à Montréal, et agent du Saint-Siège :

Collège Ste Marie, 25 avril 1888.

HONORABLE HONORÉ MERCIER,

Premier ministre, province de Québec,

Monsieur le Premier ministre,

" J'ai l'honneur de vous transmettre copie de la lettre officielle, datée de Rome, le 27 mars 1888, par laquelle la Sacrée Congrégation autorise les Pères Jésuites à traiter avec le gouvernement, dans la question dite " Biens des Jésuites. " J'ai aussi l'honneur de vous faire connaître que dans une assemblée de la Compagnie de Jésus, en date du 2 avril 1888, j'ai été nommé procureur général et spécial à cet effet. De plus, le 9 avril dernier, le révérend père supérieur de la mission du Canada m'a donné sa procuration par un acte fait et passé en la cité de Montréal, district de Montréal, en l'étude de monsieur le notaire L. O. Héту,

avec plein pouvoir de traiter avec le gouvernement, aux conditions énoncées dans la lettre de la Sacré Congrégation.

J'ai l'honneur d'être,

Monsieur le Premier Ministre,

Votre très humble serviteur,

(Signé) A. D. TURGEON, S. J.,  
Procureur des Jésuites à Montréal.

(Traduction.)

Rome, le 27 mars 1888.

Très Révérend Père,

“ J'ai le plaisir de signifier à Votre Paternité, que la question concernant la revendication des biens des Pères Jésuites dans le Bas-Canada, ayant été référée à une commission spéciale de Cardinaux, le 20 mars courant, il a été proposé de résoudre le doute suivant : “ Si, comment, et à qui il convient de donner l'autorisation de réclamer du gouvernement de la province de Québec les biens qui appartenaient aux Pères Jésuites avant la suppression de la Compagnie.”

“ Alors les Eminentissimes Cardinaux ont répondu : “ Affirmativement, en faveur des Pères de la Compagnie de Jésus, et selon le mode prescrit ailleurs, c'est-à-dire, que les Pères de la Compagnie de Jésus traitent en leur nom avec le gouvernement civil, de façon cependant à ce que pleine liberté soit laissée au Saint-Siège de disposer de ces biens comme il le jugera opportun, et en conséquence qu'ils aient grand soin qu'aucune condition ou qu'aucune clause ne soit mise dans l'acte public de cession de ces biens, qui puisse, en aucune façon, affecter la liberté du Saint-Siège. De plus, quelque soit la somme que les Pères de la Compagnie de Jésus reçoivent du gouvernement, qu'ils soient tenus de la déposer en un lieu sûr à être déterminé par la Sacrée Congrégation.

“ La susdite résolution a été référée au Saint-Père, dans l'audience de ce jour, et Sa Sainteté a daigné l'approuver dans toutes ses parties. En conséquence Votre Paternité est autorisée à revendiquer les mêmes biens aux conditions déjà énoncées. En vous communiquant cette information, je prie le Seigneur de vous conserver et de vous faire prospérer.

De V. P., le très affectionné,

(Signé) JEAN CARD. SIMÉONI,  
Préfet.

D. ARCHEV. DE TYR, Secr.

Très Révérend Père Procureur des  
Jésuites de Montreal.

Cabinet du Premier Ministre, province de Québec,

Québec, le 1<sup>er</sup> mai 1888.

Révérend Père Turgeon,

Procureur des Jésuites à Montréal, Montréal,

Très Révérend Père,

“ J'ai soumis à mes collègues la copie de la lettre de la Sacrée Congrégation de la Propagande, datée de Rome le 27 mars dernier, et qui autorise les Pères de la Compagnie de Jésus à traiter en leur nom avec le gouvernement de la province, au sujet des biens d.ts “ Biens des Jésuites. ” Je leur ai soumis aussi votre lettre du 25 avril dernier, par laquelle vous me transmettez celle de la Propagande, dans laquelle vous m'informez que vous avez été nommé procureur général et spécial à l'effet susdit et que le Révérend Père Supérieur de la mission du Canada vous a donné une procuration devant M<sup>re</sup>. Hétu, Notaire, avec plein pouvoir, etc., etc. Avant d'entrer en négociation avec vous, au sujet de ces biens, le gouvernement désire vous rappeler ;

1. Qu'il vous faut déposer chez un notaire l'original de la lettre susdite de la Sacrée Congrégation, avec deux déclarations solennelles, reçues au désir de la loi, et identifiant les signatures des Préfet et Secrétaire de la dite Congrégation qui se trouvent au bas de ce document :

“ 2. Que des copies authentiques de cette lettre et de ces déclarations solennelles, ainsi que la résolution de votre corporation adoptée le deux avril dernier et de la procuration du Révérend Père Supérieur des Missions en Canada, nous soient transmises ;

3. Qu'en consentant à traiter avec vous au sujet de ces biens, le gouvernement ne reconnaît aucune obligation civile, mais seulement une obligation morale, à cet égard ;

4. Qu'il ne saurait être question d'une restitution en nature, dont le principe a été abandonné par qui de droit, mais seulement d'une compensation en argent à être fixée avec vous à l'amiable ;

5. Que la somme fixée comme compensation devra être exclusivement employée dans la province ;

6. Que vous ferez au gouvernement de la province de Québec une cession complète, parfaite et à perpétuité, de tous les biens qui ont pu appartenir, en Canada, à quelque titre que ce soit, aux Pères de l'ancienne Compagnie, et que vous renoncerez à tous droits généralement quelconques sur ces biens et sur leurs revenus en faveur de notre province, le tout, tant au nom de l'ancien ordre des Jésuites et de votre corporation actuelle, qu'au nom du Pape, de la Sacrée Congrégation de la Propagande et de l'Eglise catholique romaine en général :

“ 7. Que toute convention faite entre vous et le gouvernement de cette province ne vaudra qu'en autant qu'elle sera ratifiée par le Pape et la Législature de cette province ;

8. Que le montant de la compensation fixée restera en la possession du gouvernement de la province comme un

dépôt spécial, jusqu'à ce que le Pape ait ratifié le dit règlement et fait connaître sa volonté quant à la distribution de ce montant dans ce pays ; que votre corporation recevra l'intérêt de ce dépôt à 4 pour cent à compter du jour de la signification au secrétaire de la province, de l'acte du Pape confirmant le même arrangement ; et cela jusqu'au paiement du capital qui devra se faire à qui de droit dans les six mois de la signification au dit secrétaire de la province, de la décision du Pape quant à cette distribution ;

9. Enfin, que la loi qui ratifiera ces conventions contienne une clause décrétant qu'à l'occasion de ce règlement, la minorité protestante recevra une allocation proportionnée à son importance numérique, en faveur de ses œuvres d'éducation.

Voilà, Très Révérend Père, les bases sur lesquelles le gouvernement désire traiter avec vous cette délicate question des biens dits " Biens des Jésuites." Espérant que vous seconderez nos désirs de la régler le plus tôt possible, à l'avantage de toutes les parties intéressées,

J'ai l'honneur de me souscrire votre tout dévoué,

(Signé) HONORÉ MERCIER,  
Premier Ministre.

Québec, 8 mai 1888.

L'honorable HONORÉ MERCIER,

Premier Ministre,  
Province de Québec.

Monsieur le Ministre,

" J'ai l'honneur d'accuser réception de votre lettre du 1<sup>er</sup> mai dernier, dans laquelle vous me dites avoir soumis à vos collègues, l'indult de la Sacrée Congrégation de la Propagande, daté de Rome, le 27 mars dernier, autorisant les Pères de la Compagnie de Jésus à traiter, en leur nom, avec

le gouvernement de la province de Québec, la question dite " Biens des Jésuites. "

" Vous me dites avoir soumis à vos honorables collègues, ma lettre du 25 avril dernier, par laquelle je vous informe que j'ai été nommé procureur général et spécial à l'effet susdit, et que le Révérend Père Supérieur de la Mission du Canada, m'a donné une procuration devant maître Héту, notaire, avec plein pouvoir etc., etc.

" Agréez mes remerciements, monsieur le ministre, pour avoir bien voulu donner à cette communication une attention aussi prompte. J'ai l'honneur de répondre, par la présente aux différents points que votre gouvernement désire me rappeler, en suivant l'ordre indiqué par numéros, dans la vôtre du 1<sup>er</sup> mai :

" 1. L'original de la lettre susdite de la Sacrée Congrégation, avec déclarations solennelles reçues au désir de la loi, et identifiant les signatures des préfet et secrétaire de la dite congrégation, qui se trouvent au bas de ce document, ont été déposés chez monsieur Cyrille Tessier, notaire, résidant dans la cité de Québec.

" 2. Veuillez trouver sous ce pli les copies authentiques de cette lettre et de ces deux déclarations solennelles, ainsi que de la résolution de notre corporation, adoptée le 2 avril dernier, et de la procuration du Révérend Père Supérieur de la Mission du Canada, dont l'original, sous le numéro onze mille huit cent cinquante-quatre, est laissé dans l'étude de monsieur L. O. Héту, notaire, résidant dans la cité de Montréal.

" 3. L'obligation morale que le gouvernement reconnaît avoir, en consentant à traiter avec moi, m'est une garantie suffisante pour entrer en négociation.

" 4. Le Saint-Siège, les supérieurs de la Compagnie de Jésus et la corporation que je représente, tout en louant

vosre désir de rendre justice aux Pères de la Compagnie de Jésus, veulent aussi aider le gouvernement à régler cette question, et donner une preuve de leur dévouement envers le pays et la province de Québec en particulier ; en conséquence ils seront satisfaits d'une juste compensation, eu égard à la valeur des biens et propriétés, autrefois en possession des Pères Jésuites, au lieu d'une restitution en nature. Cette compensation en argent sera fixée à l'amiable, comme me le fait espérer la grande bienveillance que vous m'avez accordée jusqu'ici, Monsieur le Ministre, et le concours généreux que nous prêteront vos honorables collègues aussi bien que les honorables membres des deux Chambres. Si, cependant, il devenait nécessaire d'avoir recours à l'arbitrage, aucune des parties intéressées ne pourrait s'y opposer.

" 5. M'appuyant sur les constitutions de la Compagnie de Jésus et sur les intentions des anciens donateurs, je puis vous affirmer que la somme fixée comme compensation, et que les Pères Jésuites recevront, sera exclusivement employée dans cette province.

" 6. Le gouvernement de la province de Québec recevra une cession complète, parfaite et à perpétuité de tous les biens qui ont pu appartenir, en Canada, à quelque titre que ce soit, aux Pères de l'ancienne compagnie, et les Pères Jésuites renonceront à tous droits généralement quelconques sur ces biens et sur leurs revenus en faveur de la province, le tout, tant au nom du Pape, de la Sacrée Congrégation de la Propagande et de l'Eglise Catholique romaine en général

" 7. Toute convention faite entre le gouvernement de cette province et les Pères Jésuites, ne vaudra qu'en autant qu'elle aura été ratifiée par le Pape et la Législature de cette province.

" 8. Le montant de la compensation fixée restera en la possession du gouvernement de cette province, comme un dépôt spécial jusqu'à ce que le Pape ait ratifié le dit règle-



ment et fait connaître sa volonté quant à la distribution de ce montant dans ce pays. Notre corporation recevra l'intérêt de ce dépôt à 4 pour cent à compter du jour de la signification au Secrétaire de la province de l'acte du Pape confirmant tel arrangement, et cela jusqu'au paiement du capital qui devra se faire à qui de droit, dans les six mois de la signification au dit Secrétaire de la province de la décision du Pape, quant à cette distribution.

“ 9. Cette clause ne touchant pas la question que je suis chargé de traiter avec le gouvernement, je vous prie, Monsieur le Ministre, de vouloir bien me dispenser d'y répondre. Il ne me reste plus, Monsieur le Ministre, qu'à vous exprimer encore une fois toute ma reconnaissance et à vous promettre mon concours pour vous aider à régler le plus promptement possible cette délicate question.

J'ai l'honneur d'être,

Monsieur le Ministre,

Votre très humble serviteur,

(Signé)

A. D. TURGEON, S. J.,  
Procureur des Jésuites.

Cabinet du Premier Ministre.

Québec, le 14 mai 1888.

Mon Révérend Père,

“ En réponse à votre lettre du 8 courant, j'ai l'honneur de vous informer que le gouvernement est prêt à recevoir votre demande par écrit, quant à la compensation à être accordée. Il espère que cette demande sera très raisonnable et modérée, vu les difficultés financières de la province et autres.

Croyez-moi, respectueusement,

Votre dévoué,

(Signé)

HONORÉ MERCIER.

“ Très Révérend Père TURGEON, S. J.

Québec, 20 mai 1888.

L'honorable HONORÉ MERCIER,

Premier Ministre de la province de Québec.

Monsieur le Ministre,

“ J'ai l'honneur d'accuser réception de votre lettre du 14 courant, dans laquelle vous m'informez que le gouvernement est prêt à recevoir ma demande d'une compensation raisonnable et modérée. Voici, Monsieur le Ministre, ce que je crois devoir répondre en faveur de la cause que j'ai l'honneur de défendre. D'après les rapports officiels que vous avez eu l'extrême obligeance de me communiquer, je constate que les biens des Jésuites sont évalués à la somme de \$1,200,000.00. Ce n'est qu'une valeur approximative, et je la crois bien inférieure à la valeur réelle. Des hommes compétents que j'ai consultés à Québec, à Montréal et aux Trois-Rivières, n'hésitent pas à affirmer que les biens des Jésuites valent au moins \$2,000,000.00. Ils calculent :

“ 1. Les seigneuries et fiefs à . . . . . \$ 500,000 00

“ 2. La propriété au centre de la ville de  
Montréal, d'une étendue de 330,003  
pieds, peut être évaluée à \$3.00 du pied  
—des évaluateurs autorisés prétendent  
même que le prix réel est de \$6.00 du  
pied, comme il est de \$10.00 sur la  
Place d'Armes, et de \$16.00 au carré  
Victoria, moitié du prix réel . . . . . \$ 990,009 00

“ 3. A Québec, le terrain de l'ancien Col-  
lége est évalué, dans les rapports officiels,  
à un prix variant de \$50,000.00 à \$200,-  
000.00, disons . . . . . \$ 100,000 00

“ 4. Les revenus depuis 1867 ont atteint le  
chiffre de . . . . . \$ 400,000 00

- “ 5. Le capital des loix et ventes est de ... \$ 92,572 00  
“ 6. Une propriété, Notre-Dame-des-Anges,  
a été vendue..... \$ 18,200 00
- 

Ce qui donne un total de plus de... \$2,000,000 00

Remarquez, Monsieur le Ministre, qu'aucune mention n'est faite des intérêts, même depuis la confédération. C'est donc en présence de ces documents que je dois faire la demande d'une compensation raisonnable et modérée, avant de mettre le gouvernement dans la pleine jouissance et la légitime possession de tous les biens des Jésuites en Canada. Or, ma proposition raisonnable et modérée, la voici : je demande au gouvernement de la province de Québec la moitié de la valeur réelle d'une seule des propriétés que nos Pères ont achetées de leurs propres deniers, de notre propriété de Montréal, c'est-à-dire \$990,009.00 et les Pères Jésuites abandonneront toutes les autres propriétés. (Voir liste des biens). Voici les raisons sur lesquelles j'appuie ma demande modérée ;

“ 1. Je ne demande que la moitié d'une seule propriété, et j'en cède vingt autres, (voir liste des biens) ; n'est-ce pas raisonnable et modéré ?

“ 2. Nos dettes actuelles s'élèvent à \$200,000.00 ; pour nos trois maisons d'études et de formation, il ne faut pas moins de \$30,000.00 de revenus annuels ; pour faire les réparations urgentes que demanderaient nos maisons de Québec, Trois-Rivières, Montréal, Sault-au-Récollet et du lac Nominingue, il ne faudrait pas moins de \$205,000.00, donc ma demande est raisonnable et modérée.

“ 3. Le gouvernement trouvera-t-il ma demande exagérée, quand il considérera que la vente d'une seule propriété peut le rembourser et au-delà ? Ainsi le Champ-de-Mars, à \$5.00 du pied, rapporterait \$1,024,110.00 ; n'obtiendrait-on

pas un pareil résultat avec la seigneurie du Cap de la Magdeleine, dont l'étendue est de 40 lieues ? Voilà pourquoi, Monsieur le Ministre, je considère ma demande raisonnable et modérée. Je n'ignore pas, Monsieur le Ministre, que dans un document présenté à Rome, il y a quelques années, on a évalué tous les biens des Jésuites à la somme de \$400,000 ; mais l'inexactitude de cette évaluation est démontrée même d'après les rapports officiels, cités plus haut. Le même document contient d'autres propositions non moins inexacts, pour prouver que la compagnie de Jésus est incapable par elle-même de recouvrer ses biens, à cause de l'opposition qu'elle rencontrerait dans la Législature. En protestant contre cette insinuation, je suis heureux d'affirmer que depuis que la compagnie de Jésus est entrée en négociations avec le gouvernement, elle a été l'objet de la plus grande bienveillance de votre part, Monsieur le Ministre, de la part de vos honorables collègues et des honorables membres des deux Chambres.

En terminant, Monsieur le Ministre, je me permets une suggestion. Dès que le règlement sera conclu, ne serait-il pas possible, en dehors de la compensation accordée, de donner aux Pères Jésuites un terrain qui fût comme le monument commémoratif de l'acte éminemment catholique et conservateur que vous allez faire ? Je propose la " Commune " de Laprairie ; ce terrain, dans l'état où il existe est de peu de valeur, mais il peut nous suffire pour le but commémoratif indiqué. Il est aussi une manière de commémorer dans l'histoire politique du pays ce concordat glorieux dont l'acte restera attaché au nom de votre ministère, dès que le Saint-Père l'aura ratifié ; c'est que les établissements des Pères Jésuites en cette province soient toujours admis, selon leurs mérites et s'ils le demandent, à partager les largesses que le gouvernement de cette province accordera à d'autres institutions, pour encourager l'enseignement, l'éducation, l'industrie, les arts ou la colonisation. La raison de

cette faveur c'est que ces allocations se feront, en grande partie, sur le fonds des " Biens des Jésuites." Ne serait-il pas étrange, pour ne rien dire de plus, de refuser aux Jésuites une part accordée à d'autres, dans les encouragements pécuniaires tirés du revenu de ces mêmes biens dont les Jésuites ont enrichi la province ? Voilà, Monsieur le Ministre, ce que j'ai cru devoir vous dire avant de savoir ce que le gouvernement est prêt à m'offrir, comme compensation des biens des Jésuites.

" En attendant l'honneur d'une réponse, je compte sur la justice de ma réclamation, et sur la libéralité d'un sage gouvernement.

" J'ai l'honneur d'être,

" Monsieur le Ministre,

" Votre très humble serviteur,

(Signé) " A. D. TURGEON, S. J.  
" Procureur des Pères Jésuites."

" Cabinet du Premier Ministre, Province de Québec.

" Québec le 4 juin 1888.

" Très Révérend Père,

" J'ai l'honneur d'accuser réception de votre lettre, datée du 20 mai dernier. Vous m'y faites connaître les conditions auxquelles vous êtes disposé à régler la question dite " Biens des Jésuites " au moyen d'une compensation équivalant à la moitié d'une des propriétés achetées par la compagnie de Jésus, de ses propres deniers. J'ai soumis votre lettre à mes collègues réunis en conseil, et nous sommes arrivés à la conclusion de vous répondre ce qui suit :

" 1. Vu les difficultés qui entourent le règlement de cette question et vu la situation de la province, nous sommes

obligés, à regret, de vous dire que nous ne pouvons vous offrir plus de \$400,000.00

“ 2. Pour arriver à ce chiffre, nous ne prenons pas pour base la valeur intrinsèque des biens, attendu que depuis longtemps les autorités religieuses ont abandonné la demande de restitution en nature, et se sont contentées invariablement de réclamer une indemnité. Le montant de cette indemnité a même été indiqué par les autorités religieuses de ce pays, à Rome, lesquelles autorités se sont déclarées prêtes, dans différentes occasions, à accepter \$400,000.00.

“ 3. Il nous est en conséquence impossible d'aller au delà de ce montant. Nous sommes prêts à vous l'offrir aux conditions posées dans ma lettre du 1<sup>er</sup> mai dernier.

“ 4. De plus, comme commémoration de ce règlement, nous vous rétrocéderons les droits que le gouvernement possède sur la commune de Laprairie. Ces droits, minimes il est vrai, sont toutefois les mêmes que les Pères Jésuites s'étaient réservés par l'acte de concession, aux habitants de Laprairie de la Magdeleine reçu le 19 mai 1694, devant M<sup>re</sup> Adhémar, notaire royal de l'Ile de Montréal, moins les quelques changements faits à ces droits par actes de la Législature. Voilà, Très Révérend Père, les offres que mes collègues m'ont chargé de vous faire. Espérant que, vu les circonstances exposées ci-haut, vous pourrez les accepter,

J'ai l'honneur d'être votre tout dévoué,

(Signé,) HONORÉ MERCIER,  
Premier Ministre.

Très-Révérend Père Turgeon,

Agent du Saint-Siège,

Québec, P. Q.

Québec, 8 juin 1888.

L'honorable HONORÉ MERCIER,

Premier Ministre,

Province de Québec.

Monsieur le Ministre,

“ En présence de votre lettre du 4 juin courant, déclarant qu'il est impossible au gouvernement d'offrir plus de \$400,000 ; en présence des raisons que vous donnez et des difficultés que vous alléguiez, je crois remplir le mandat dont je suis chargé et entrer dans les vues du Saint-Siège et des supérieurs de la Compagnie de Jésus, qui ont à cœur de voir disparaître le malaise causé par cette question en ce pays, en acceptant vos propositions, si minimes qu'elles soient, et en espérant que le Saint-Siège les aura pour agréables et daignera les ratifier.

“ J'ai l'honneur d'être,

“ Monsieur le Ministre,

“ Votre très humble serviteur,

“ (Signé,)      A. D. TURGEON, S. J.,  
Procureur des Jésuites.

“ Cabinet du Premier Ministre,

Province de Québec.

Québec, le 8 juin 1888.

Très Révérend Père,

“ J'ai l'honneur d'accuser réception de la vôtre de ce jour, dans laquelle vous m'informez que vous acceptez, en votre qualité officielle, l'offre que le gouvernement vous a faite par ma lettre du 4 juin courant. Il ne me reste plus qu'à faire

préparer les documents nécessaires et à les soumettre à qui de droit.

Croyez, Très Révérend Père, à la haute considération de votre tout dévoué,

(Signé,)      HONORÉ MERCIER,  
Premier Ministre.

Très Révérend Père Turgeon,

Procureur des Jésuites Québec, P. Q.”

Attendu que copie des dites lettres du Très Révérend Père Turgeon, en date du 25 avril 1888, et du premier ministre, en date du premier mai 1888, ont été communiquées à Son Eminence le cardinal Taschereau, comme il appert dans la correspondance qui suit :

Cabinet du Premier Ministre,  
Province de Québec,

Québec, le 3 mai 1888.

A Son Eminence le cardinal Taschereau, Québec,  
Eminentissime Seigneur,

“ J’ai l’honneur de vous transmettre, sous ce pli, pour l’information de Votre Eminence, copies des documents suivants :

“ 1° Lettre des préfet et secrétaire de la Sacré Congrégation de la Propagande, datée Rome 27 mars 1888, autorisant le Procureur des Pères Jésuites à Montréal, à traiter avec le gouvernement de cette province, la question des biens des Jésuites, version italienne ;

“ 2° Version française de la même lettre ; la traduction étant des Révérends Pères Jésuites ;



“ 3° Lettre du Révérend Père Turgeon, trans mettant cette lettre de la Propagande ;

“ 4° La réponse du gouvernement au Révérend Père ;

“ Veuillez croire, Eminence, à la respectueuse considération de votre tout dévoué,

(Signé,) HONORÉ MERCIER.  
Premier Ministre.

A laquelle communication il plut à Son Eminence de répondre comme suit, le 4 mai 1888 :

“ Monsieur le Premier Ministre,

“ J'ai l'honneur d'accuser réception de votre lettre d'hier et des documents qui l'accompagnaient relatifs à l'affaire des biens des Jésuites. Je vous prie d'accepter mes remerciements et de me croire votre tout dévoué. ”

(Signé) E. A. CARDINAL TASCHEREAU,  
Archevêque de Québec. ”

Attendu que les documents transmis par le Très Révérend Père Turgeon, avec sa lettre susdite du 8 mai 1888, sont dans les termes suivants, savoir : “ Extrait des minutes de la Corporation de la Compagnie de Jésus, à une assemblée des membres de la dite Corporation, tenue le deux avril mil huit cent quatre-vingt-huit, en la “ Maison de l'Immaculée Conception de Montréal ” rue Rachel : Traduction. Le P. Adrien Turgeon est nommé procureur général et spécial du Rév. P. Supérieur, pour traiter avec le gouvernement de la province de Québec, la question des biens de l'ancienne Compagnie en Canada “ Biens des Jésuites ” ou toute autre question. ”

(Signé) F. VIGNON, S. J.  
Secrét.

“ Par devant M<sup>re</sup> Léonard-Ovide Héta, notaire public, dûment admis pour la province de Québec, l’une des provinces de la puissance du Canada, résidant en la cité de Montréal, dans le district de Montréal, dans la dite province de Québec, soussigné, fut présent : le révérend Père Pierre Hamel, supérieur de la compagnie de Jésus en Canada, résidant en la cité de Montréal, dans le district de Montréal. Lequel par ces présentes fait et constitue son procureur général et spécial le révérend Père Adrien Turgeon, recteur du collège Ste-Marie, de la cité et du district de Montréal ; auquel il donne et délègue tous les droits et tous les pouvoirs qu’il possède ou qu’il pourra posséder par la suite, soit en sa qualité personnelle, soit en sa qualité de supérieur de la Compagnie de Jésus, soit en sa qualité de délégué, procureur ou chargé d’affaires du révérend Père général de la Compagnie de Jésus, ou soit en qualité de délégué, procureur ou chargé d’affaires du Saint-Siège, relativement aux biens des Jésuites actuellement détenus par le gouvernement de la province de Québec, et à toute affaire se rapportant directement ou indirectement à la question des anciens biens des Jésuites en Canada, et relativement à toute transaction de quelque nature qu’elle soit qui pourrait être faite à compter de ce jour avec le gouvernement ou la Législature de la province de Québec ou avec aucun ministre ou membre du pouvoir public fédéral ou provincial en Canada, et aussi relativement à toute requête, projet de loi, mesure, qui pourraient être soumis aux parlements ou législatures du Canada par la Compagnie de Jésus ou par aucune maison de l’Ordre des Jésuites, ou soumis aux dits parlements ou Législatures par d’autres personnes, mais affectant directement ou indirectement en quoi que ce soit les droits ou intérêts de la Compagnie de Jésus ou de quelqu’une de ces maisons ; notamment le pouvoir de demander et recevoir de qui il appartiendra les biens, meubles et immeubles et sommes mobilières ou immobilières appartenant à la Com-

pagnie de Jésus ou dont le constituant, en quelqu'une de ses qualités susdites, aura le contrôle, la charge, l'administration ou la disposition à quelque titre que ce soit, le pouvoir de vendre, céder, échanger, transporter, louer les dits biens à telle personne, par telle voie, et aux prix, charges, clauses, conditions et considérations que le procureur constitué trouvera avantageuses ou acceptables, s'engager à toutes garanties, recevoir les prix des dits biens et en donner quittance, accepter toute indemnité et consentir à tous compromis, arrangement de quelque nature que ce soit, recevoir les dites indemnité ou compensation, et en donner bonne et valable quittance, nommer et constituer tous avoués, défenseurs ou avocats, arbitres, surarbitres, experts, etc., substituer une ou plusieurs personnes en tout ou en partie des présents pouvoirs, les révoquer et en substituer d'autres, et signer tous actes pour les effets ci dessus, et généralement faire, de la manière la plus ample, tout acte que le dit constituant, ès dites qualités, pourrait faire lui-même, quoique non prévu en ces présentes, les ratifiant et promettant les ratifier à première demande, ces présentes toujours valables jusqu'à révocation expresse, nonobstant surannation et laps de temps.

Fait et passé en la cité de Montréal, district de Montréal, en l'étude du notaire soussigné, l'an mil huit cent quatre-vingt-huit, le neuvième jour du mois d'avril, après-midi, sous le numéro onze mille huit cent cinquante-quatre. Et le comparant a signé avec moi, notaire.

(Signé) " P. HAMEL, S. J.

" L. O. HÉTU, N. P.

" Vraie copie de la minute demeurée en mon étude.

(Signé) " L. O. HÉTU, N. P."

“ L’an mil huit cent quatre-vingt-huit, le cinquième jour de mai, a comparu devant le notaire public, pour la province de Québec, Canada, résidant en la cité de Québec, sous-signé : Le très Révérend Père Adrien D. Turgeon, de la cité de Montréal, membre de la Compagnie de Jésus, recteur du collège Sainte-Marie, à Montréal, en sa qualité de représentant ou procureur, suivant acte de délégation de pouvoirs du 9 avril dernier, (1888), devant L. O. Hétu, notaire, à Montréal, du très Révérend Père Pierre Hamel, de la dite cité de Montréal, supérieur de la Compagnie de Jésus, en Canada, en les différentes qualités détaillées au dit acte. Lequel dépose, par les présentes, à Cyrille Tessier, notaire, soussigné, et le requiert de mettre au rang de ses minutes à la date de ce jour, le brevet original d’une lettre (ou indult) en langues italienne et latine, adressée au très Révérend Père procureur des jésuites de Montréal, par Son Eminence Jean, cardinal Simeoni, préfet de la Congrégation de la Propagande, datée à Rome, le vingt-sept de mars dernier.

“ Laquelle lettre revêtue de la signature de Monseigneur l’Archevêque de Tyr, Secrétaire de la dite congrégation, est demeurée annexée à la minute des présentes, après avoir été, par le comparant, certifiée véritable et signée en présence du dit notaire. A la minute du présent acte sont aussi annexées deux déclarations solennelles vérifiant et identifiant les signatures apposées au bas de la dite lettre : l’une de Monseigneur Henri Têtu, de Québec, prêtre, camérier secret de Sa Sainteté Léon XIII, aumonier de l’Archevêché de Québec, et l’autre, de Monseigneur Cyrille Alfred Marois, prêtre, camérier secret de Sa Sainteté Léon XIII, secrétaire de l’Archidiocèse de Québec, demeurant à Québec, lesquelles déclarations portent la date de ce jour et ont été reçues par Cy. Tessier, notaire, soussigné.

“ Dont acte, à Québec, sous le numéro sept mille quatre

cent soixante-dix-neuf des minutes de Cy. Tessier, notaire soussigné.

En foi de quoi le comparant a signé avec le dit notaire, lecture faite.

(Signé),      “ A. D. TURGEON, S. J. ”

“ CY. TESSIER, N. P. ”

“ Vraie copie de la minute demeurée en mon étude.

(Signé)      CY. TESSIER, N. P.

“ S. Congregazione di propaganda

Segretaria

No. 1590.

Oggetto.

Roma li 27 Marzo 1888.

RMO PADRE,

“ Ho il piacere di significare alla P. V. che deferita la questione concernente il riacquisto dei beni dei Padri Gesuiti nel basso Canada ad una speciale commissione Cardinalizia nel giorno 20 corr. Marzo fu ad essa proposto a risolvere il dubbio seguente: “ Se, come, ed a chi venga dare l'autorizzazione di reclamare dal Governo della Provincia di Quebec i beni appartenuti ai PP<sup>i</sup>. Gesuiti prima della soppressione della cumpagnia.” Ora gli Emi Cardinali risposero: “ Affirmative, favore PP Societatis Jesu, et iuxta modum alias præscriptum, scilicet PP. Societatis Jesu suo nomine cum civili Gubernio agent, ita tamen ut Sedi applicæ plena libertas maneat de iis bonis disponendi, prout opportunum indicaverit, et ideo curandum illis omni studio est, ut nulla conditio vel clausula in publico instrumento cessionis bonorum apponatur, quibus, S. Sedis libertas quocumque modo afficiatur. Insuper quamcumque summam PP. Societatis Jesu percepturi erunt a Gubernio, deponere teneantur in loco tuto a S. Congne determinando.”

Riferita la suda. risoluzione nell'Udienza del giorno stesso 20. Marzo al S. Padre, Sua Santità si degnò approvarla in tutte le sue parti. Quindi è che la P. V. è autorizzata a rivendicare i beni stessi con le condizioni già esposte.

In questa intelligenza preno il Signore, che La conservi, e La prosperi.

Di V. P.

Affmo

Giovanni Card. Simeoni, Prefetto.

Revmo

P<sup>o</sup> Procuratore dei Jesuiti di  
Montreal.

D. ARCIV. di Tyr, Segret.

“ Ceci est le brevêt original de la lettre dont il est fait mention en un certain acte de dépôt fait par moi ce jour devant Cy. Tessier, notaire, à Québec, laquelle lettre je certifie véritable.

“ Québec, 5 mai 1888.” (Signé) A. D. TURGEON, S. J.

“ En présence de

“ (Signé), CY. TESSIER, N. P.

“ Vraie copie,

“ (Signé), CY. TESSIER, N. P.

“ Je, Henri Têtu, prêtre, camérier secret de Sa Sainteté Léon XIII, aumonier de l'archevêché de Québec, demeurant en la cité de Québec, déclare solennellement que les signatures : Giovanni Card. Simeoni Prefetto et D. Arciv. di Tyr. Segret, au bas de la lettre—ou indulte—en langues italienne et latine, adressée au Révérend Père Procureur des Jésuites de Montréal, en date à Rome, du vingt-sept mars dernier (1888) et portant le numéro 1590, sont, respectivement, les signatures du cardinal Simeoni, préfet,

et de Monseigneur l'archevêque de Tyr, Secrétaire de la Congrégation de la Propagande. Et je fais cette déclaration solennelle, la croyant consciencieusement vraie et en vertu de l'acte passé dans la trente-septième année du règne de Sa Majesté, intitulé : " Acte pour la suppression des serments volontaires et extra-judiciaires.

" (Signé,) H. TÊTU, Ptre, C. S.

" Déclaré devant moi, notaire, à Québec, ce cinq de mai 1888.

" (Signé,) CY. TESSIER, N. P.

" Ceci est une des déclarations solennelles dont il est fait mention dans un certain acte de dépôt fait par moi, ce jour, devant Cy. Tessier, notaire, à Québec, à la minute duquel acte elle est demeurée annexée.

" Québec, 5 mai 1888.

" (Signé,) A. D. TURGEON, S. J.

" En présence de (Signé,) CY. TESSIER, N. P.

" Vraie copie,

" (Signé,) Cy. Tessier, N. P."

" Je, Cyrille Alfred Marois, prêtre, camérier secret de Sa Sainteté Léon XIII, secrétaire de l'archidiocèse de Québec, demeurant en la cité de Québec, déclare solennellement que les signatures : " Giovanni Card. Simeoni Prefetto," et " D. Arciv. di Tyr Segret," au bas de la lettre — ou indult — en langues italienne et latine, adressée au Révérend Père Procureur des Jésuites de Montréal, en date à Rome du vingt-sept mars dernier, (1888), et portant le numéro 1590, sont, respectivement, les signatures du Cardinal Simeoni, préfet, et de Monseigneur l'Archevêque de Tyr, secrétaire de la Congrégation de la Propagande. Et je fais cette déclaration solennelle, la croyant consciencieusement vraie et en vertu de l'acte passé dans la trente-septième année du

règne de Sa Majesté, intitulé : “ Acte pour la suppression des serments volontaires et extra-judiciaires.”

“ (Signé) C. A. MAROIS, ptre, C. S.

“ Déclaré devant moi, notaire, à Québec, ce cinq de mai 1888.

“ (Signé) CYR. TESSIER, N. P.

Ceci est une des déclarations solennelles dont il est fait mention en un certain acte de dépôt fait par moi, ce jour, devant Cy. Tessier, notaire à Québec, à la minute duquel acte elle est demeurée annexée.

“ Québec, 5 mai 1888.

“ (Signé) A. D. TURGEON, S. J.

En présence de :

“ (Signé) CY. TESSIER, N. P.

Vraie copie,

“ (Signé) CY. TESSIER, N. P. ”

Attendu qu'il convient de mettre fin au malaise qui existe dans cette province, relativement à cette question des biens des Jésuites, en la réglant d'une manière définitive ;

Il est résolu :

1. Que les conventions susdites, arrêtées entre le Premier Ministre et le Très Révérend Père Turgeon, sont ratifiées par les présentes et que le Lieutenant Gouverneur en conseil est autorisé à les mettre à exécution dans leur forme et teneur.

2. Le Lieutenant Gouverneur en conseil est autorisé à payer, à même tout argent public à sa disposition, la somme de quatre cent mille piastres de la manière et dans les conditions mentionnées dans les documents ci-dessus cités et de



faire tout acte qu'il jugera nécessaire pour la pleine et entière exécution des dites conventions.

3. Le Lieutenant Gouverneur en conseil est autorisé à céder à la Compagnie de Jésus, société constituée en vertu de l'acte de cette province, 50 Victoria, chapitre 28, tous les droits de cette province sur la commune de Laprairie.

4. A l'occasion de ce règlement le Lieutenant Gouverneur en conseil pourra payer à même tout argent public à sa disposition, une somme de soixante mille piastres aux différentes universités et maisons d'éducation protestantes et dissidentes de cette province, suivant le mode de distribution qui sera préalablement faite par le comité protestant du conseil de l'instruction publique.

5. Le Lieutenant Gouverneur en conseil est autorisé à faire valoir, auprès de qui de droit, toute réclamation qui pourra échoir au gouvernement de cette province par suite de l'exécution des susdites conventions.

6. Le Lieutenant Gouverneur en conseil est autorisé, par les présentes, à disposer, de la manière qu'il croira la plus avantageuse à la province, de tous biens, meubles, immeubles, intérêts et droits généralement quelconque de la province sur les dits biens appelés " Biens des Jésuites." Et l'acte de cette Législature, 48 Vict. chap. 10, nonobstant la section 5 du dit acte ou autre loi à ce contraires, s'appliquera aux dits biens, dont le produit pourra être employé, nonobstant toute loi à ce contraire, pour les fins ci-dessus mentionnées ou pour toutes autres fins approuvées par la Législature.

Son Honneur le Lieutenant Gouverneur ayant pris connaissance de l'objet de ces résolutions, les recommande à la considération de cette Chambre.

Permettez-moi, M. le président, de vous offrir, à vous et à mes autres collègues de cette Chambre, quelques observations sur la nature et la portée de ces importantes résolutions ; observations qui, je l'espère du moins, auront pour effet de bien faire comprendre la question que nous sommes appelés à décider.

Je réclame l'attention de mes collègues pour examiner avec eux :

1. L'histoire des biens des Jésuites en ce pays ; leur situation et leur valeur ;
2. La nature du règlement dont la sanction est demandée ;
3. Les raisons pour lesquelles ce règlement doit être sanctionné.

Les biens en question appartenaient aux Jésuites du Canada et étaient en leur possession quand le gouvernement s'en empara, en 1800, par ordre des autorités impériales, sous le règne du roi George III et pendant l'administration du lieutenant gouverneur Sir Robert Shore Milnes. Le bref adressé au shérif de Québec, à cet effet, porte la date du 8 mars 1800, et a été enregistré le même jour sous le No. 446. Le shérif, M. James Sheppard, a fait rapport de l'exécution de ce bref le 16 avril 1800.

La prise de possession est motivée comme suit dans le bref, au nom du roi :

“ Vu que tous et chacun des biens et propriétés, meubles et immeubles, situés en Canada, qui dernièrement appartenaient au ci-devant ordre des Jésuites, nous sont dévolus depuis l'année de Notre Seigneur mil sept cent soixante (1760) et nous appartiennent maintenant par la loi, sous et en vertu de la conquête du Canada, sous la dite année de Notre Seigneur mil sept cent soixante (1760), et sous et en vertu de la cession d'icelui faite par Sa Majesté très chré-

tienne, dans le traité définitif de paix conclu entre nous, Sa Majesté très chrétienne et Sa Majesté très catholique, à Paris, le dixième jour de février qui était dans l'année de Notre Seigneur 1763. Et vu que par notre faveur particulière il nous a plu gracieusement de laisser les membres survivants du dit ordre des Jésuites, qui vivaient et régnaient en Canada, dans le temps de la dite conquête et cession d'icelle, occuper certaines parties des dits biens et propriétés, meubles et immeubles, et recevoir et jouir des rentes revenus et profits de telles parties d'iceux, a et pour leur usage, bénéfice et avantage respectifs, durant le temps de leurs vies naturelles. Et vu que tous et chacun des membres survivants du ci-devant ordre des Jésuites, sont décédés ; et vu que le décès des dits feux membres survivants du dit ci-devant ordre des Jésuites, d'après certaines considérations spéciales sur le sujet, il nous a plu par notre autre faveur de permettre au révérend Jean Joseph Cazot, prêtre, d'occuper diverses parties des dits biens et propriétés, qui étaient ainsi comme susdit occupés par les dits membres survivants du dit ci-devant ordre des Jésuites, et de recevoir et jouir des rentes, revenus et profits d'iceux, a et pour son usage, bénéfice et avantage, durant notre plaisir royal, ce que pour diverses causes et considérations, nous avons jugé à propos de déterminer comme nous le déterminons par les présentes ; et vu qu'en considération des prémisses, nous avons résolu de prendre en notre possession réelle et actuelle, les parties des dits biens et propriétés du dit feu ordre des Jésuites, lesquels sous et en vertu de notre dite permission royale, ont été dernièrement occupés par les dits derniers membres survivants du dit ci-devant ordre des Jésuites et par le dit Jean Joseph Cazot. A ces causes etc., etc. ”

J'ai fait cette longue citation du bref, dont je trouve la traduction dans l'appendice des journaux de l'Assemblée législative du Bas-Canada (1823-24) parce que les motifs de cette prise de possession ont une importance majeure, dans

les circonstances, motifs sur lesquels j'aurai l'honneur d'offrir quelques considérations plus tard.

Les Jésuites du Canada avaient été constitués par lettres patentes de Louis XIV, octroyées le 12 mai 1678 ; confirmées les 29 mai 1690 et 15 juin 1717.

Lors de la capitulation de Québec, 18 septembre 1759, et de celle de Montréal, 8 septembre 1760, les Jésuites possédaient des biens considérables, dont les principaux étaient :

DISTRICT DE QUÉBEC.

- 1 Seigneurie ou fief, Notre-Dame-des-Anges ;
2. “ “ Saint-Gabriel ;
3. “ “ Sillery ;
4. “ “ Bélair ;
5. “ “ Isle des Ruaux ;

DISTRICT DE TROIS-RIVIÈRES.

6. Seigneurie ou fief, Cap de la Madeleine ;
7. “ “ Batiscan ;
8. “ “ Pocherigny à Trois-Rivières ;
9. “ “ Côteau Saint-Louis ;
10. “ “ Isle de Saint-Christophe ;
11. “ “ Banlieu ;

DISTRICT DE MONTRÉAL.

12. Seigneurie ou fief, Prairie de la Madeleine ;
13. “ “ Village de la Madeleine ;

DISTRICT DE QUÉBEC.

14. Arrière fief, Saint-Nicolas ;
15. “ “ Notre Dame dans Lauzon ;
16. La ferme de Lavacherie à Québec ;
17. Six arpents de terre à Tadousac ;
18. Rentes foncières constituées dans Québec ;

19. Le collège des Jésuites, dépendances, etc., à Québec ;

20. Un terrain dans la cité de Montréal, aujourd'hui occupé par le Champ de Mars, le palais de justice, l'hôtel-de-ville, etc., etc.

21. Effets mobiliers, argenterie, ornements d'église, linge, animaux, etc., etc., tels que désignés dans le rapport du shérif de Québec du 28 mars 1800, sur exécution du bref dont j'ai déjà parlé, tels que détaillés à l'appendice y mentionné plus haut.

J'ai fait préparer un rapport sur ces biens le 1<sup>er</sup> mai dernier (1888) par M. Rivard, le surintendant des biens des Jésuites, et voici ce qui y est constaté :

“ 1<sup>er</sup> ÉTAT EN 1801 ”.

“ De 1781 à 1801, il fut concédé 133,563 arpents dans ces diverses seigneuries ; or il restait, en 1801, une balance non concédée de 604.463  $\frac{3}{4}$  arpents.”

“ A la même époque (en 1801) les revenus annuels de ces biens (hors les cités de Québec et de Montréal) s'élevaient, d'après les rapports des agents, à la somme de £1,358,—13—4 $\frac{1}{2}$ =\$5,434.67., représentant un capital de \$90,516.00.

“ Il est impossible, d'après les vieux livres et les anciennes archives, d'établir le revenu précis des biens des Jésuits situés dans les cités de Québec et de Montréal ; mais comme l'on sait que dès cette époque ces propriétés étaient en pleine valeur, on doit en tenir compte dans l'évaluation de ces biens. On doit aussi ne pas omettre l'Isle des Ruaux et la propriété de Tadousac.

“ Pour cela je procède de la manière suivante :

“ Pour Montréal je constate qu'une toute petite partie de la propriété a été vendue à la corporation de cette cité par acte devant M<sup>re</sup> T. Doucet, N. P., le 27 juin 1867, au prix de \$33,373.00 ; or je conclus que la totalité du terrain

dont l'étendue est bien plus grande que quadruple de celle du lot vendu à la corporation vaut au-delà de \$130,000.00.

" Pour Québec, je fais l'évaluation d'après le revenu établi par un état préparé, sur les rapports des agents en conformité d'un mémoire de l'honorable secrétaire provincial approuvé par un arrêté du conseil en date du 12 juillet 1856. Suivant cet état le revenu de Québec était de £1,210-16-10 = \$4,843.37, représentant un capital de \$80,716.00; non compris bien entendu le collège des Jésuites (terrains et dépendances) qui n'a jamais été vendu ni concédé; lequel, sans exagération je crois, peut être évalué à \$75,000.00.

" J'évalue l'Isle des Ruaux et le terrain de Tadousac à environ \$500.00.

" Et les terres non concédées en 1801,—604,463 arpents à 40 centins l'arpent—\$241,775.00.

" Je ne puis tenir compte ici des effets mobiliers mentionnés à l'item 2<sup>ième</sup>, au commencement de ce mémoire, attendu que je ne saurais en constater la valeur.

" Ainsi, en récapitulant, j'arrive au résultat suivant :

1. Revenus annuels des seigneuries en 1801, capital.....	\$ 90,566 00
2. Revenus annuels dans Québec, sans le collège, capital.....	80,716 00
3. Collège des Jésuites, terrains et dépen- dances.....	75,000 00
4. Propriétés à Montréal.....	130,000 00
5. Isles des Ruaux et Tadousac.....	500 00
6. Terres non concédées.....	241,775 00
Total en 1801.....	\$618,507 00

## 2. ETAT DE 1858.

" D'après un état fourni le 30 janvier 1858, par l'honorable S. V. Sicotte, alors commissaire des terres de la couronne,

la superficie totale des seigneuries des Jésuites était de 794,863 arpents.

“ La partie concédée de..... 362,457

“ Or la partie non-concédée était de.... 432,406

“ Ainsi durant les 57 dernières années, c'est-à-dire : de 1801 à 1858 il avait été concédé 172,057 arpents en superficie.

“ D'après l'état produit le 28 juin 1857, par l'honorable E. P. Taché, alors C. T. C., la valeur réelle des seigneuries, y compris celle des terres non concédées, évaluées alors de 30 à 50 centins l'arpent, était de £117,817-6-2 = \$471,269.00, dont le revenu annuel était évalué à £6,164-7-11. = \$24,657.58.

“ Ainsi, en récapitulant encore, je trouve en 1858 :

1. Valeur réelle des seigneuries et rentes constituées y compris celle des terres non concédées.....	\$ 471,269.00
2. Propriété de Montréal.....	130,000.00
3. Le collège à Québec, terrains et dépenses.....	75,000.00
4. Isle des Ruaux et terrain de Tadousac....	500.00
Total en 1858.....	\$ 676,769.00

ETAT EN 1883.

“ D'après les états produits et les livres du département des terres de la couronne, il aurait été vendu et concédé durant les 25 dernières années, c'est-à-dire de 1858 à 1883 inclusivement, environ 68,750 arpents dans les seigneuries des Jésuites ; or il resterait encore une étendue non concédée en 1883, de 363,656 arpents.

“ Aussi, d'après les états faits durant les dernières années, les revenus annuels de ces seigneuries, à part les terres non-concédées et les bois et forêts, seraient d'environ \$20,600, représentant un capital d'environ \$343,333.00.

“ La valeur des terres non concédées, 363,656 arpents à 40 centins, serait de \$145,462.00.

“ Ainsi en récapitulant j'arrive au résultat suivant pour 1883 :

1. Seigneurie, non-compris les terres non-concédées, ni les bois ni forêts.....	\$343,333 00
2. Terres non-concédées.....	145,462 00
3. Collège à Québec, terrain et dépendances.	75,000 00
4. Valeur du reste de la propriété de Montréal, petite partie ayant été vendue à la corporation.....	100,000 00
5. L'Isle des Ruaux et Tadousac.....	500 00
<hr/>	
Total en 1883.....	\$664,295 00

“ On comprend que ces états ne sont qu'approximatifs, et il ne saurait en être autrement ; car je ne vois aucun moyen d'obtenir un résultat tout-à-fait précis. Néanmoins, comme ils sont basés sur des données aussi exactes que possible, et vu que, relativement, il n'existe pas une grande différence entre ces divers calculs qui se rapportent à des époques très éloignées les unes des autres, j'ai raison de croire que le résultat n'est pas éloigné de la réalité.

“ Si l'état de 1883 est inférieur à celui de 1858, tandis qu'il devrait être plus élevé, c'est sans doute du aux commutations qui ont été faites depuis cette dernière époque ; à la vente de plusieurs propriétés de valeur qui par là ont cessé de produire des revenus au gouvernement et qui, par conséquent, ne figurent pas dans cette dernière évaluation ; tel que le domaine de Notre Dame des Anges à Beauport, vendu au Séminaire de Québec en 1863, au prix de \$18,200.00 ; le moulin du Cap de la Madeleine vendu la même année au prix de \$2,200.00 ; et plusieurs autres moulins à Batiscan, à Lorette, etc., vendus avant la confédération. Aussi une partie du jardin du gouvernement à Montréal, vendue à la corporation pour l'Hôtel de Ville, en 1867, au



prix de \$33,473.00, lequel montant est en partie déduit de la valeur totale.

“ Mais comme l'objet que l'on semble avoir en vue est d'établir, autant qu'il est possible, la valeur réelle de ces biens des Jésuites, et des revenus perçus depuis l'établissement de la confédération, dont le gouvernement local de la province de Québec se trouve maintenant saisi, je ferai un autre et dernier état en adoptant d'abord celui de 1883 avec quelques modifications, et en y faisant les additions nécessaires :

1. Capital du revenu des seigneuries, etc., y compris la partie de la propriété de Montréal vendue à la corporation .....	\$ 343,333 00
2. Capital du revenu des terres non cédées, réduit à.....	125,000 00
3. Capital du revenu de la propriété du collège à Québec, réduit à.....	50,000 00
4. Capital du revenu de la propriété de Montréal, réduit à..	90,000 00
5. Revenus en argent perçus par le gouvernement local depuis le 1er juillet 1867 :	
1. Sur les terres.....	\$370,567 00
moins les dépenses.....	51,488 00
	<hr/>
	319,079 00
2. Sur les bois et forêts.....	80,000 00
moins les dépenses, environ	2,000 00
	<hr/>
	78,000 00
	<hr/>
Grand total en 1884....	\$1,005,412 00

Humblement soumis,

(Signé)

L. L. RIVARD,  
Surintendant des B. J.

DÉPARTEMENT DES TERRES DE LA COURONNE.

Québec, 1er mai 1888.

Supplément en 1884.

“ Je désire qu'il soit bien compris que dans l'état ci-dessus je n'ai pas tenu compte des transactions et recettes faites après le 1er juillet 1883 ; or aujourd'hui je crois devoir ajouter l'état suivant des recettes faites depuis cette date (1er juillet 1883) au 31 mars 1888.

“ Pour plus de clarté, je retrancherai d'abord les dépenses et je ne mentionnerai comme recettes que les revenus nets de chaque année :

1883-84 .....	\$ 27,724 99
1884-85 .....	16,230 72
1885-86 .....	17,368 10
1886-87 .....	10,540 89
1887-88 (9 mois au 31 mars 1888) .....	34,752 30
<hr/>	
Total .....	\$ 106,617 00

“ Ce qui, ajouté au montant établi le 12 juillet

1883, dans mon rapport du 1er mai 1884. 1,005,412 00

Donne pour grand total. .... \$1,112,029 00

“ On remarque une notable différence entre les diverses recettes annuelles ; ceci est dû à différents faits qu'il est bon de noter. D'abord l'on sait que la recette de chaque année ne représente pas précisément la somme juste des revenus réels et réguliers, car très souvent on ne perçoit annuellement qu'une partie de ces revenus, tandis que d'autres fois on perçoit davantage, attendu qu'il est dû une somme d'ar-rérages dans chaque fief, et que parfois on adopte des mesures plus sévères et plus efficaces pour en opérer la perception. C'est ainsi que la recette de 1886-87 n'est que de \$10,540.89, quand celle de 1883-84 est de \$27,724.99,

attendu que durant cette année le gouvernement a offert une grande remise pour engager les débiteurs à s'acquitter.

“ On remarque aussi que durant les neuf mois écoulés du 1<sup>er</sup> juillet 1887 au 31 mars 1888, la recette est bien plus élevée qu'à l'ordinaire—(\$34,752.30) ; ce qui s'explique par le fait qu'en juillet 1887, la corporation de Montréal a acquitté sa dette en payant le prix du terrain acquis en 1867 pour l'hôtel de ville (\$33,473.00) et une année d'intérêt. Il en est de même chaque fois que l'on perçoit des capitaux, pour prix de vente, de commutation, etc.

“ Quant aux revenus annuels réguliers des biens des Jésuites provenant des cens et rentes, rentes constituées etc., je vois que d'après mes propres rapports faits en 1873 et insérés dans le rapport de l'honorable commissaire des terres de la couronne pour l'année 1873-74 (pages 36 à 43) ils étaient établis ainsi qu'il suit :

“ Dans le district de Québec.....	\$11,994 74
“ Dans le district de Trois-Rivières..	3,989 56.
“ Dans le district de Montréal.....	4,633 03

---

Total..... \$20,617 33

“ Il est bien entendu que ce montant ne comprend pas les revenus casuels provenant de la vente des bois, des terres non cédées, etc.

“ Quant à l'évaluation que je fais en détail des biens des Jésuites, je l'ai dit, elle n'est qu'approximative, attendu que, malgré tout le soin que j'ai apporté à ce travail, j'ai dû, en plusieurs cas, agir sans être suffisamment renseigné, comme par exemple dans le cas de la propriété de Montréal, (le jardin du gouvernement) qui ne figure enfin que pour \$90,000.00, quand l'on me dit maintenant, et avec raison, je crois, que ce n'est pas plus que le tiers de sa valeur réelle.

“ Cependant je crois à propos de citer un fait que j’aperçois en finissant mon rapport, et qui me surprend singulièrement, mais qui semble me donner raison quant à cette évaluation, c’est un rapport de J. B. Varin, Ecr., daté le 22 juin 1860, mentionné dans un arrêté du conseil du 1<sup>er</sup> octobre de la même année, dans lequel rapport monsieur Varin, mieux renseigné que moi peut-être, et agissant dans une toute autre circonstance, dans un tout autre but, dans des conditions et avec des données tout-à-fait différentes sans doute, enfin procédant indubitablement d’après un autre mode, arrive cependant à peu près au même résultat que moi. Par ce rapport il évalue ces biens £277,817.0-0 — \$1,111,268,00, et mon évaluation approximative est \$1,112,029,00. ”

Le tout très humblement soumis.

(Signé) L. L. RIVARD,  
Sur. B. J.

Québec 1<sup>er</sup> Mai 1888. ”

M. Rivard m’a fait, le 1<sup>er</sup> juin courant (1888), un rapport supplémentaire dont je crois utile de citer les extraits suivants :

“ Maintenant je crois devoir profiter de l’occasion de ce mémoire pour faire quelques remarques touchant mes rapports précédents.

“ Lorsque j’ai fait mon rapport de 1884, comme je l’ai dit alors et je l’ai répété depuis, l’évaluation que je faisais des biens des Jésuites n’était qu’approximative, n’étant pas alors suffisamment renseigné. Puis je comprenais que je devais adopter la plus basse valeur. Et l’on sait que dans toutes choses il y a trois valeurs : la basse, la moyenne et la grande valeur. De plus, comme je le dis dans mon premier rapport, l’objet que l’on semblait avoir en vue était d’établir, autant que possible, la valeur de ces biens des

Jésuites et les revenus perçus, etc., etc., dont le gouvernement local de Québec se trouvait alors saisi. Mais je crois comprendre que l'on veut plus que cela aujourd'hui.

“ Je ferai donc une autre évaluation, en faisant quelques additions à celle comprise dans l'état de 1883 et celui de 1884, ainsi qu'il suit :

1. Seigneuries, etc., non compris les terrains non concédés, ni bois et forêts.....\$	343,333 00
2. Terres non concédées, y compris bois et forêts — 366,656 arpents à 80 centins l'arpent .....	290,925 00
3. Collège à Québec et dépendances.....	75,000 00
4. Valeur de la propriété de Montréal (Champ de Mars, etc.), moins la place de l'Hôtel de ville, vendue en 1867, payée en 1887..	200,000 00
5. L'Isle des Ruaux et Tadousac.....	1,000 00
6. Recette de 1867 à 1888.....	503,696 00
7. Propriétés vendues et prix de commutation avant 1867 (pas moins, je crois).....	50,000 00
8. Arrérages alors dus.....	50,000 00
9. Montant de l'indemnité pour lods et ventes, fixé par le cadastre seigneurial en 1861 et 1862.....	92,582 00
	<hr/>
	\$1,606,536 00

“ De ce montant il convient de retrancher le montant d'une hypothèque dont étaient grevés les biens des Jésuites en 1806, 20,000.00 livres, ancien cours..... 3,333 00

Balance.....\$1,603,203 00

“ Cette hypothèque est mentionnée au procès-verbal d’une séance (du 13 janvier 1801) des commissaires chargés de la gestion et administration des biens des Jésuites à la page 74 de l’un des registres déposés dans les archives du département des terres.

“ Je ne calcule pas l’intérêt sur le montant de cette hypothèque, attendu qu’il doit y avoir eu compensation d’intérêt.

“ Quant à donner le montant précis des lods et ventes payés avant leur abolition, c’est impossible, je l’ai déjà dit, et d’autres ont constaté cette impossibilité avant moi. Il n’y aurait donc d’autre moyen que celui de former une année moyenne entre : l’année 1801, recettes de lods et ventes ; voir procès-verbal déjà cité du 13 janvier 1801 . . . \$730.00 ; et l’année 1856 ; voir cadastre, \$5.554.00.

“ On pourrait bien aussi, si besoin est, procéder de la même manière, pour les revenus réguliers, cens, rentes, etc., ce qui pourrait faire le sujet d’une autre étude.

“ On voudra bien se rappeler que dans mon rapport du 25 mai dernier, je constate le montant des arrérages de lods et ventes perçus depuis leur abolition.

Le tout très humblement soumis,

(Signé) L. L. RIVARD,  
Sur. B. J.

“ Québec, 1er juin, 1888.

Ces biens provenaient de trois sources différentes ; donations des rois de France, donations particulières, et achats faits par les Jésuites. Parmi les propriétés achetées se trouvaient celle mentionnée au No. 20, celle où sont aujourd’hui le Champ de Mars, le palais de justice et l’Hôtel-de-ville à Montréal.

Bien que ces détails soient très longs, ils étaient indispensables dans les circonstances et je m’empresse de

reprendre maintenant l'histoire des faits politiques qui peuvent avoir quelque influence sur la question soumise.

L'article 2 de l'acte de capitulation de Québec dit : " Que les habitants soient conservés dans la possession de leurs maisons, biens, effets et privilèges " (accordé en mettant bas les armes).

L'article XXXIV de l'acte de capitulation de Québec dit : " Toutes les communautés et tous les prêtres conserveront leurs meubles, la propriété et l'usufruit des seigneuries et autres biens que les uns et les autres possèdent dans la colonie, de quelque nature qu'ils soient, et les dits biens seront conservés dans leurs privilèges, droits, honneurs et exemptions ", (accordé).

L'article XXXV est ainsi conçu : " Si les chanoines, prêtres, missionnaires, les prêtres du Séminaire des missions étrangères et de St-Sulpice, ainsi que les Jésuites et les Récollets veulent passer en France, le passage leur sera accordé sur les vaisseaux de Sa Majesté Britannique, et tous auront la liberté de vendre en total ou en partie les biens fonds et mobiliers qu'ils possèdent dans la colonie, soit aux Français ou aux Anglais, sans que le gouvernement britannique puisse y mettre le moindre empêchement ni obstacle. Ils pourront emporter avec eux ou faire passer en France, le produit de quelque nature qu'il soit, des dits biens vendus, en payant le fret (comme il est dit à l'article XXXVI), et ceux d'entre les prêtres qui voudront passer cette année seront nourris pendant la traversée aux dépens de Sa Majesté Britannique, et pourront emporter avec eux leur bagage. Ils seront les maîtres de disposer de leurs biens et d'en passer le produit, ainsi que leurs personnes et tout ce qui leur appartiendra, en France." (Cet article ne paraît pas avoir été refusé et n'est pas marqué comme accordé).

L'article XXXVII enfin dit : " Les seigneurs de terres.. et toutes autres personnes que ce puisse être... conserve-

ront l'entière paisible propriété et possession de leurs biens seigneuriaux et roturiers, meubles et immeubles, ..... (accordé comme par l'article XXXVI).

Le traité de Paris, signé le 10 février 1763, contient la clause suivante :

“ Sa Majesté Britannique consent de plus que les habitants français ou autres, qui avaient été sujets du Roi très chrétien en Canada, puissent se retirer en toute sûreté et liberté, où ils jugeront à propos ; qu'ils vendent leurs biens pourvu que ce soit à des sujets de Sa Majesté Britannique, et qu'ils emportent leurs effets avec eux, sans être restreints dans leur émigration, sous aucun prétexte quelconque, à l'exception de celui des dettes ou poursuites criminelles ; le terme limité pour cette émigration sera fixé à l'espace de dix-huit mois, à compter du jour de l'échange de la ratification du présent traité.”

Durant l'administration du général Murray, de 1763 à 1766, Monsieur Briand, alors vicaire général, et plus tard évêque de Québec, écrivait ce qui suit au général :

“ La quatrième raison sur laquelle je m'appuie pour demander la conservation des biens des Jésuites est qu'ils les ont en possession, et que selon la capitulation, tous les corps, aussi bien que les particuliers, devraient être conservés dans la paisible jouissance de leur état, biens et possessions... Que Sa Majesté, conséquemment, les conserve dans l'état dont ils jouissaient, lorsqu'elle s'est, par la force de ses armes, soumis le Canada.” . .

Plus tard, on ne peut préciser la date exacte, le gouvernement défendit aux ordres religieux de recruter des novices, et le 15 novembre 1772, Mgr Briand écrivit au cardinal Castelli : “ Je l'ai demandé (la permission de recevoir des sujets) au roi de la Grande Bretagne, par une adresse signée du clergé et du peuple ; je crains fort de ne pas l'obtenir. Voilà deux ans écoulés et je n'ai point de réponse.....”



Cette défense de recruter les novices est renouvelée dans les instructions royales de 1791.

Le 21 juillet 1773 la Compagnie de Jésus fut supprimée par le bref "Dominus ac Redemptor" de Clément XIV,— mais les Jésuites restèrent en possession de leurs biens en Canada jusqu'à la mort du Père Cazot, en 1800, à l'exception d'une partie de leur collège à Québec, dont les troupes anglaises s'emparèrent en 1776.

Cependant dès 1770, lord L. Amherst avait demandé les biens ; cette demande fut renouvelée à diverses reprises, tant par lord Amherst que par ses héritiers, bien qu'un ordre du roi fut émis le 9 novembre 1770 à l'effet de donner à lord Amherst tout ce qui pouvait être légalement livré de ces biens, cette livraison n'eut jamais lieu. Au contraire, une commission composée de neuf personnes fut créée, le 7 janvier 1788, avec instructions de s'enquérir entr'autres choses de quelles parties ou portions d'iceux (Bien des Jésuites) revenaient au roi et pouvaient être par lui légalement données et accordées."

L'on voit que cette question délicate souleva de très sérieuses objections, car le 21 octobre 1788, le comité du Conseil législatif déclara : " qu'il était nécessaire que la Législature provinciale passât une loi ou ordonnance pour effectuer les très gracieuses intentions de Sa Majesté envers le lord Amherst et la bienveillance de Sa Majesté envers le public, en déclarant son agrément et son plaisir royal au sujet de la suppression et de la dissolution de l'ordre des Jésuites, et la réunion de leurs droits, propriétés et possessions à la couronne, pour les objets que Sa Majesté jugera à propos d'ordonner." (Rapport sur l'éducation 1824, p. 102.)

Les instructions royales du 16 septembre 1791 (Chisolm's Papers p. 151) disent : " C'est notre volonté et plaisir que la société de Jésus soit supprimée et dissoute et ne soit plus

à l'avenir un corps politique et public, et que toutes leurs propriétés et possessions nous retournent à nous pour les fins que nous jugerons convenables....”

Comme nous l'avons dit déjà, la prise de possession de ces biens, par les autorités impériales, a eu lieu en 1800, à la mort du père Cazot.

A partir de ce moment de nombreuses protestations eurent lieu, tant de la part des autorités religieuses, que des citoyens de cette province ; ces protestations sont suffisamment indiquées dans le texte des résolutions, et il n'y a pas lieu de les citer ici. Cependant, je désire attirer l'attention de mes collègues sur les documents inédits, je crois, qui ont été écrits à la suite de la demande du Père Charaux, Supérieur des Jésuites en Canada, en janvier 1874.

Les voici :

*Extraits du document d'un homme d'Etat du Bas-Canada à Son Eminence le Cardinal Antonelli. (Juillet 1874.)*

Je crois devoir taire le nom de cet homme d'Etat dans le moment.

“ La loi de 1856 fut considérée dans le temps comme un concordat entre l'Eglise et l'Etat. Il n'y eut alors aucune réclamation ni de la part des évêques, ni des Jésuites eux-mêmes contre cette loi.

“ Les biens des Jésuites, en vertu de la loi ou concordat passé en 1856, sont devenus la propriété commune des catholiques et des protestants pour les fins de l'éducation supérieure. Le gouvernement provincial ne pourrait donc les rendre aux Jésuites, sans changer un ordre de choses existant en vertu de la loi.

“ Les Jésuites n'auront rien, et on aura soulevé en vain, et au grand préjudice de la religion, le fanatisme et les préjugés dans une question où les passions s'excitent si facile-

ment. D'ailleurs pourquoi remettre aux Jésuites les biens en question? Quels sont leurs titres? La bulle de Clément XIV les a supprimés, et cette bulle leur a été signifié régulièrement à Québec. Dans ce cas, ces biens des Jésuites, s'ils sont ecclésiastiques devraient être administrés par l'Ordinaire du diocèse. Or, il n'y avait à cette époque que le seul diocèse de Québec dans tout le Canada. Donc ce n'est qu'avec l'Archevêque de Québec, son successeur, et avec lui seul que le gouvernement de Québec pourrait traiter de cette question, s'il y avait lieu.

“ Quoi qu'il puisse en arriver concernant cette question, je dois déclarer à Votre Eminence que c'est l'intention bien arrêtée du gouvernement de ne pas traiter cette question avec les RR. PP. Jésuites, mais uniquement avec l'Archevêque de Québec, dont la prudence et la sagesse inspirent au gouvernement la plus entière confiance.

“ Mais je prie Votre Eminence d'intervenir auprès du S. Siège, afin de solliciter son action immédiate pour arrêter définitivement un mouvement dont les résultats mettent en danger la tranquillité politique et sociale, briseront l'harmonie qui existe heureusement aujourd'hui, entraveront la marche du gouvernement et préjudicieront gravement aux intérêts de la religion. ”

*Remarques du P. Braun sur le document précédent, concordat canadien.*

“ Ceux qui considérèrent alors, et qui ont considéré depuis, cette loi comme un concordat entre l'Eglise et l'Etat, font preuve d'une complète ignorance des notions les plus élémentaires sur la nature d'un concordat et sur les droits les plus inaliénables de l'Eglise.

“ Pour qu'il y ait concordat, il faut que les parties intéressées concordent. Donc là où une des parties intéressées n'est ni appelée, ni entendue, là où tout se conclut sans elle,

sans son consentement requis, obtenu et authentiquement exprimé, il n'y a pas, il ne peut y avoir de concordat. C'est précisément ce qui a eu lieu en 1856. La Sainte Eglise Catholique n'a été ni interpellée, ni entendue.

“ Le majorité catholique libérale au Parlement du Bas-Canada, a disposé des droits, des biens de sa mère, la Sainte Eglise Catholique Romaine ; elle a disposé en faveur des protestants comme des catholiques, des incroyants, juifs, athées, comme des fidèles, des biens de l'Eglise, biens donnés par reconnaissance aux Jésuites, ou achetés par eux pour s'en servir selon leurs constitutions.

“ Les Evêques du Canada ont-ils été interpellés ? Non. Ont-ils consenti ? Non. Les lois du Canada qui concernent les rapports de l'Eglise et de l'Etat, et la disposition des biens des Jésuites, ont été faites sans le concours de l'Eglise. Mgr Baillargeon, Archevêque de Québec, le déclare expressément dans une lettre circulaire à son clergé du 31 mai 1870. Le privilège d'émettre leur avis dans la rédaction de ces lois n'a été ni offert, ni accordé aux Evêques. Ces lois furent imposées par les législateurs canadiens. Les Evêques ne dirent rien. Voilà le concordat canadien selon l'honorable membre du gouvernement de Québec.

“ Le consentement des Evêques, en tout cas, n'eut pas suffi. Quand il s'agit de disposer des biens ecclésiastiques, de les aliéner, de les détourner de leur destination première, quand on prétend surtout régler tout cela par un concordat, seul le Saint Siège apostolique peut et doit intervenir, examiner, discuter les conditions et les consentir par soi-même ou par son délégué.

“ Non, cette loi ne peut être considérée comme un concordat. Et cependant, pour apaiser les consciences, pour sauvegarder les droits de l'Eglise, les principes les plus sacrés de la justice, les bases de la société civile aussi bien qu'ecclésiastique, un concordat, une convention, consentis

par le Saint Siège ou son délégué, est absolument indispensable, et c'est ce que nous réclamons.

“ Autres inexactitudes que je prends occasion de relever dans le *Memorandum* de l'honorable M. XXX :

“ 1. Clément XIV déclara la suppression de la Cie de Jésus non pas par une bulle, mais par le bref “ *Dominus ac Redemptor.* ”

“ 2. La Compagnie ne fut pas supprimée au Canada, et les Evêques de Québec ne se sont pas regardés comme les maîtres de ces biens. Sans entrer dans une étude canonique, bien intéressante il est vrai, mais trop longue pour le but que j'ai en vue ici, il suffit pour tout homme, même peu versé dans le droit civil et ne sachant aucunement le droit canonique, de considérer l'extrait suivant. Il est tiré du mémoire du diocèse de Québec, fait par Mgr. Hubert au S. Siège en nov. 1794. Une copie de ce mémoire existe aux archives du Séminaire de Québec, et une autre faite par M. l'abbé J. B. A. Ferland, le 24 avril 1855, aux archives du collège Ste Marie, Montréal.

“ Mgr Hubert écrit pour Rome, et il n'aurait eu aucune raison politique à cacher la vérité, s'il s'était regardé, lui et ses prédécesseurs, comme les possesseurs de ces biens, tout au contraire. Or voici ce qu'il dit :

“ Lors de l'extinction de leur ordre en 1773, l'évêque d'alors pour *leur* conserver LEURS biens (*la fin qu'il avait en vue*) dont ils faisaient un usage édifiant, obtint du S. Siège et du gouvernement (*voici les moyens pour y arriver*) qu'ils retinsent leur ancien habit, et se constitua leur Supérieur (*comme l'évêque l'est souvent de communautés religieuses sans cependant POSSÉDER LEURS biens*) Le peuple ne s'aperçut point du changement de leur manière d'être et continua de les appeler Jésuites. Il en restait encore douze.

“ Tous sont morts les uns après les autres en travaillant au salut des âmes. Il n'en reste plus qu'un, et ce qui caractérise bien l'humanité et la libéralité du gouvernement anglais, c'est que cet ex-Jésuite (*ex-Jésuite, c'est vrai dans un sens, puisqu'ils étaient supprimés à Rome, mais pas partout ailleurs, v. g. en Russie, aux Etats-Unis, etc.*) jouit paisiblement et tranquillement de tous les biens qui appartenaient à son ordre en ce pays, et en fait des aumônes immenses.

“ C'est-à-dire, déjà depuis plus de 21 ans. Le bref de suppression était datée 21 juillet 1773. Or trois choses surtout indiquent le pouvoir d'administrer des biens en possesseurs : le fait de posséder, le fait d'acquérir, et la plus importante, le fait d'aliéner. Si, par conséquent, il y a de l'obscurité dans quelques autres documents émanés des évêques de Québec, et se rappelant que nulle part il n'est dit positivement que le bref fut promulgué, cette obscurité disparaît devant les termes si clairs et si formels de ce mémoire.”

En 1876, le gouvernement de cette province, sous l'administration de Boucherville, commença la démolition de l'ancien collège des Jésuites à Québec, et le même gouvernement fit diviser le terrain en lots de ville, en vue d'une vente prochaine. Ce plan de division, qui est déposé dans les archives provinciales, porte la date du 30 novembre 1877.

Le 9 Octobre 1878, sous l'administration Joly, les évêques de la province protestèrent dans les termes suivants :

“ Déjà, à plusieurs reprises, l'épiscopat, le clergé et les catholiques de cette province ont protesté contre l'usurpation des biens appartenant, en cette province, à l'ordre des Jésuites, au moment de sa suppression dans le siècle dernier. En même temps ils ont revendiqué la possession et la propriété comme biens destinés à des fins qui sont du ressort exclusif de l'église catholique, selon la volonté expresse et sacrée des nombreux bienfaiteurs tous catholi-

ques de l'Institut tel qu'établi en Canada. Ayant appris que le terrain sur lequel était construit le collège des Jésuites à Québec, allait bientôt être mis en vente par le gouvernement de cette province, nous, Archevêque et Evêques de la province de Québec, croyons qu'il est de notre devoir de renouveler et nous renouvelons par les présentes les susdites protestations et revendications des dits biens et en particulier du terrain en question."

Le 17 octobre 1878, le secrétaire de la province répondit :

" Le gouvernement de la province de Québec a, en effet, l'intention de mettre en vente le terrain sur lequel se trouvait le collège des Jésuites, et voici ce qui l'a amené à cette détermination.

" Lorsque les membres actuels du gouvernement sont entrés en office, ils ont trouvé la démolition de ce collège non-seulement commencée, mais presque entièrement terminée."

Cette protestation des évêques fut transmise, le 17 octobre 1878, aux autorités fédérales qui ne paraissent pas s'en être occupées, car elles se sont contentées d'accuser réception du message le 24 octobre 1878.

En vertu d'un indult, en date du 13 octobre 1884, Sa Grâce l'Archevêque de Québec fut personnellement autorisé à traiter avec le gouvernement de cette province et à terminer, moyennant juste compensation, la question de la propriété de ces biens.

Des pourparlers eurent lieu et des correspondances furent échangées entre l'Archevêque et l'honorable M. Ross, alors premier ministre, mais sans aucun succès, et le 27 avril 1885, l'Archevêque s'en plaignit dans les termes suivants à M. Ross :

" De mon côté, je regrette d'avoir à me plaindre de ce qu'après trois mois et demi d'attente, et malgré la précaution

que j'avais eue de faire ma demande longtemps avant l'ouverture de la session, et malgré les entrevues que j'ai eues aussi avec vous sur le sujet, je suis informé aujourd'hui que cette demande, quoique d'une importance majeure, ne peut obtenir une considération immédiate. . . . Je donnerai volontiers mon concours à toute mesure qui pourra régler cette question d'une manière satisfaisante et définitive. Et d'un autre côté, j'aime à croire que le gouvernement catholique d'une province catholique se fera un devoir de la terminer aussitôt que possible."

Tandis que ces négociations avaient lieu ici, M. l'abbé Bricet du séminaire français, à Rome, se disant représenter les intérêts de Sa Grandeur Mgr l'Archevêque de Québec, soumettait au général des Jésuites les propositions suivantes :

1. Le gouvernement du Canada retient les biens qui appartenaient autrefois à l'ancienne compagnie.
2. On peut les évaluer à 2,000,000 de francs.
3. Il est impossible à la compagnie de les recouvrer.
4. La partie protestante des députés est trop opposée aux Jésuites pour consentir à cette restitution.
5. Ce point est évident pour tous ceux qui connaissent les personnes et les choses.
6. Directement par elle-même, la compagnie n'a aucune chance de rentrer en possession de ces biens.
7. Monseigneur l'archevêque espère les obtenir facilement pour son université.
8. Cette proposition est encore presque évidente.
9. Les biens sortiraient ainsi des mains d'un gouvernement qui peut devenir, à bref délai, semblable aux gouvernements d'Europe, et alors tout est perdu sans espoir.
10. Cependant Monseigneur comprend qu'il est convenable que la compagnie ait une bonne part à cette acquisition.



11. Il s'engagerait tout-à-fait secrètement à payer à la compagnie la somme de 500,000 fr."

Voici une autre lettre à peu près dans le même sens, envoyée au général des Jésuites, en 1884 :

" Rome, 11 octobre 1884.

" Très Révérend Père,

" Le soussigné, secrétaire de la Sacrée Congrégation de la Propagande, se fait un devoir de communiquer à V. Pat. Rme la décision définitive que le Saint-Père a prise au sujet des démarches pour les biens que votre digne compagnie possédait autrefois au Canada, et que le gouvernement veut maintenant rendre à l'Eglise. Sa Sainteté a ordonné au secrétaire soussigné de signifier à l'Archevêque de Québec que, pour éviter toute difficulté, il traiterait personnellement avec le gouvernement, et stipulerait les actes en son nom, de manière cependant que dans l'instrument public aucune condition ou clause devrait s'y trouver qui lèserait la liberté du S. Siège dans la disposition de ces biens comme il voudra ; car le S. Père juge équitable qu'une part de ces mêmes biens, selon qu'il sera déterminé après, soit rendue à la compagnie de Jésus. Profitant de l'occasion, il a l'honneur de se déclarer avec le plus grand respect, de Votre Paternité Révérendissime,

" Le très humble et dévoué serviteur,

(Signé) D. Archevêque de Tyr.

" Au Rme P. Général de la Compagnie de Jésus."

Voilà tous les documents, de quelque importance, que j'ai pu me procurer sur cette question ; à part les lettres que j'ai échangées avec leurs Eminences les cardinaux Simeoni et Taschereau, et le révérend Père Turgeon, lesquelles lettres sont données textuellement dans les résolutions.

Maintenant j'arrive à la seconde partie de mes observations : la nature du règlement. — Ce règlement peut se résumer dans les sept propositions suivantes :

1. La province paiera une somme de \$400,000 aux personnes indiquées par le Pape, dans les six mois de la signification au secrétaire de la province de sa décision, faisant connaître cette distribution.

2. Cette somme ne portera pas d'intérêt avant la signification au secrétaire de la province de l'acte du Pape sanctionnant l'arrangement, et après cette signification et jusqu'au paiement du capital, l'intérêt sera de 4 p. c., payable à la Société de Jésus, incorporée l'an dernier, et dont le supérieur a été constitué agent du Saint-Siège pour cette fin.

3. Si l'arrangement n'est pas sanctionné par le Pape, aucun paiement d'intérêt ou de capital ne sera fait.

4. Cession complète, parfaite et à perpétuité doit être faite à la province, avant aucun paiement, même d'intérêt, de tous les biens qui ont pu appartenir, en Canada, à quelque titre que ce soit, aux Pères de l'ancienne compagnie.

5. Renonciation à tous droits généralement quelconques sur ces biens et leurs revenus, tant au nom de l'ancien ordre des Jésuites, de la Société de Jésus, incorporée l'an dernier, du Pape, de la Propagande et de l'Eglise catholique romaine en général.

6. Rétrocession à la Compagnie de Jésus susdite des droits du gouvernement sur la commune de Laprairie.

7. Paiement aux universités et maisons d'éducation protestantes et dissidentes, d'une somme de \$60,000, suivant la distribution qu'en fera le comité protestant du conseil de l'instruction publique.

Voilà les sept propositions qui ressortent des conventions. Un mot sur deux ou trois des principales.

Le montant fixé est de \$400,000 ; c'est le montant qui a été mentionné, en 1884, à Rome ; c'est le montant que l'on paraissait disposé à donner à cette époque. Cette somme ne porte intérêt qu'à partir de la signification de la sanction de l'arrangement par le Pape.

Et à propos de cela, M. le président, j'ai entendu depuis quelques jours des remarques assez étranges sur cette partie de l'arrangement, de personnes bienveillantes, favorables, je crois, à la transaction généralement, non hostiles au gouvernement et bien disposées à rendre justice à qui de droit. Ces observations peuvent se résumer à ceci. " Comment pouvez-vous demander à la Législature d'admettre que la loi qu'elle va passer n'aura d'effet que si elle est sanctionnée par le Pape ? C'est vous mettre dans une position humiliante vis-à-vis d'une autorité étrangère, et comment voulez-vous, surtout, que les protestants, qui, en définitive, ont droit d'être respectés, acceptent une telle proposition."

D'abord, M. le président, il ne faut pas se méprendre sur la portée de cette déclaration et ne pas oublier qu'elle a été mise là comme protection, et, s'il y a la moindre objection sérieuse, elle peut disparaître, parce que c'est nous, les ministres, qui avons exigé cela, afin de ne pas donner d'effet à la transaction sans que l'autorité religieuse, dans la personne du Pape, l'ait sanctionnée. Et on comprend pour quoi.

Dans tous les traités importants qui se font par des mandataires, ratification doit être faite par le principal, c'est-à-dire par le mandant. Ainsi, par exemple, prenons ce qui me regarde personnellement, ce qui regarde les ministres,— qu'est-ce que l'on déclare dans les résolutions, dans les lettres ? c'est que la transaction ne vaudra rien si elle n'est pas sanctionnée par la Législature. Eh bien ! le Révérend Père Turgeon, qui a été chargé par le Saint Siège de régler cette question avec nous, n'est qu'un mandataire, un procureur/

Et pour qu'il n'y ait pas de malentendu, que la transaction soit finale, que le règlement ne puisse plus être discuté par les autorités religieuses, nous exigeons que le Pape ratifie l'arrangement. Il ne s'agit pas de faire sanctionner la loi par le Pape. Il ne faut pas jouer sur les mots. La loi sera sanctionnée par le Lieutenant Gouverneur. Et elle aura son effet dans les limites de la convention. C'est-à-dire, M. le président, que si le Pape ne ratifie pas l'arrangement, il n'y a ni intérêt, ni capital de payé, mais alors nous dirons aux autorités religieuses : " Vous avez nommé un agent pour régler la question, nous nous sommes entendus et, si vous ne ratifiez pas l'acte de votre mandataire, c'est votre faute, car nous, les habitants de la province de Québec, par les autorités constituées, nous avons fait notre part, nous avons tenu notre promesse.

L'on comprendra, j'aime à le croire, l'importance de la précaution que nous avons prise. Mais encore une fois, s'il y a objection sérieuse à cette partie-là, il est bien facile de s'entendre. Mais alors il faudra bien mettre quelque chose d'équivalent à la place. Qu'est-ce que nous mettrons ? Il faudra pourtant mettre quelque chose qui dise que la transaction ne vaudra que quand le Pape l'aura ratifiée. Eh bien, M. le président nous avons dit : le Pape, avec intention. Nous n'avons pas dit la Congrégation de la Propagande. Nous n'avons pas dit le secrétaire d'Etat. Nous avons dit le Pape. Nous voulons que la ratification soit donnée par le chef de l'Eglise, afin que tous les intéressés soient liés. Maintenant on dit : Pourquoi payer l'intérêt entre le moment de la sanction par le Pape et le moment du jugement de distribution ? et en second lieu, pourquoi faire faire la distribution par le Pape ? Deux mots d'explications d'abord. N'oubliez pas que l'indult déclare que la somme convenue sera payée par le gouvernement aux Pères Jésuites comme représentant le Saint-Siège. C'est-à-dire que nous avons obtenu là encore une grande concession

Au lieu de payer le montant, suivant l'indult, aux Jésuites aussitôt la loi ratifiée ici, nous le paierons que quand le Pape aura fait connaître la manière dont il veut distribuer l'argent. Si nous avons suivi l'indult à la lettre, nous aurions non-seulement payé l'intérêt de suite, mais encore le capital. Nous avons le droit de refuser ; c'est ce que nous avons fait.

Mais comme question de droit, l'indult permettait aux Jésuites, en autant que l'autorité religieuse peut être concernée, de nous demander de suite le capital. Eh bien ! nous avons exigé que ce capital soit distribué par le Pape et ne soit payé que quand le Pape nous aura signifié le jugement de distribution. Mais on dit : Entre le temps de la sanction et la distribution, les Jésuites vont retirer l'intérêt, parce qu'on sait que, par l'indult, ils avaient droit au capital. J'ai eu des objections sérieuses à cette partie-là. Sans blesser les révérends Pères Jésuites, je ne crois pas qu'il aurait été juste d'attendre de nous qu'on leur paye \$400,000 avant la ratification par le Pape lui-même. Maintenant on dit : Pourquoi faire faire la distribution par le Pape ? Pour une bonne raison, c'est que nous ne voulons pas la faire nous-mêmes. A qui donner cet argent-là ? Aux Jésuites ? Mais il y a d'autres institutions qui peuvent prétendre y avoir droit, d'après les lois canoniques. Alors, nous décidons, nous, de laisser la distribution entre les mains du Pape. Le Pape la distribuera, cette somme, comme un bon père. Il donnera ce qu'il voudra aux Jésuites. Il donnera ce qu'il voudra à Laval. Il la donnera à qui il voudra. Mais à une condition : c'est que l'argent reste dans le pays et soit employé dans le pays. Voilà, M. le président, la portée de cet arrangement.

Maintenant, on dit : Vous prenez le Pape comme arbitre. Mais comment voulez-vous que les protestants acceptent cet arbitrage ?

Les protestants ne peuvent être blessés de cela. Est-ce que le roi d'Espagne et l'Empereur d'Allemagne n'ont pas accepté le Pape comme arbitre, il y a quatre ou cinq ans, relativement à cette grande difficulté au sujet de certaines îles. J'ai ici la lettre de Bismark félicitant le Pape d'avoir accepté. Et pour quoi les protestants ici seraient-ils plus susceptibles, sur cette question, que les protestants d'Allemagne sur l'autre ? Il ne s'agit pas alors d'une question ecclésiastique ; ici, il s'agit d'une question qui l'est sous certains rapports, il s'agit de faire une restitution dont nous n'admettons pas l'obligation civile, mais l'obligation morale. Par conséquent les autorités religieuses ont quelque chose à dire, puisque c'est à elles que la restitution va être faite.

Et comment les protestants seraient-ils plus blessés, dans ce cas-ci, que dans le cas que je viens de mentionner, alors qu'il s'agissait d'une difficulté purement temporelle, d'une difficulté survenue entre le gouvernement d'Allemagne et le gouvernement d'Espagne relativement à la possession de certaines îles. Et les deux gouvernements faisaient déjà des préparatifs de guerre quand quelqu'un dit : Référons donc la question à un arbitre. Quel arbitre prendre ? On va prendre comme arbitre un homme désintéressé, un homme qui pourra nous rendre justice. On va s'adresser au Pape, le chef spirituel de l'Eglise. Et on dit au Pape : " Réglez cette question entre un royaume catholique et un empire protestant." Les deux acceptent la référence. Le jugement est rendu et les deux parties sont contentes, sont satisfaites. Pourquoi alors serions-nous plus difficiles ici que ces deux grandes puissances européennes ? Et l'on sait que jusqu'à cette époque-là Bismark n'avait pas beaucoup d'amour pour Léon XIII. On sait, au contraire, que les relations de l'empire d'Allemagne avec la cour de Rome étaient très tendues et que les évêques étaient chassés de leurs diocèses ; il y avait des persécutions religieuses. Et ça été le commencement d'une ère de paix et de concorde. Aujourd'hui, d'après ce que

l'on voit, la paix règne entre l'empire d'Allemagne,— du moins jusqu'à un certain point — et les autorités religieuses.

D'ailleurs les protestants comme les catholiques reconnaissent que LÉON XIII est un homme d'Etat. Un homme qui, par les documents qu'il a publiés, s'est montré un digne et savant pape ; et par les admirables encycliques et bulles qu'il a publiées dernièrement on doit comprendre que c'est un homme remarquable, digne de gouverner le monde, et capable de régler des questions délicates comme celles dont il s'agit dans ce moment-ci.

J'arrive maintenant à la dernière question : les raisons pour lesquelles nous devons sanctionner cet arrangement. D'abord, je crois que c'est un arrangement juste et équitable. Quelques personnes pourront trouver que nous donnons trop, d'autres trouveront que nous ne donnons pas assez. Nous avons cru, que nous ne pouvions pas donner plus que le montant mentionné en 1884. Lorsque Son Eminence le cardinal Taschereau était chargé de régler la question il paraissait disposé à accepter \$400,000. Il ne me semble pas juste à ceux qui représentent le Saint-Siège aujourd'hui de demander plus que demandait à cette époque le représentant du Saint-Siège. Ensuite le principe sur lequel nous procédons est un principe juste. Personne ne peut nier, M. le président, qu'il est temps de régler cette question, et que nous devons accorder une compensation à ceux qui représentent les anciens propriétaires. J'ai donné tout à l'heure l'exposé des faits, et malgré tout le respect que j'ai pour les autorités constituées de mon pays, malgré tout le respect que j'ai pour les décisions du roi d'Angleterre, je suis forcé de dire ici, comme homme de loi, que cet acte de confiscation a été un acte de spoliation.

On a basé la prise de possession sur le droit de conquête. Par cette déclaration, on violait les engagements pris par les capitulations et le traité de Paris. Si le principe posé dans

ce bref de possession, est un principe juste en droit naturel, en droit international, il n'est pas seulement juste pour les corporations religieuses, mais il serait encore juste pour les particuliers. Or, M. le président, quel n'aurait pas été le cri de rage—et bien légitime—de la part de n'importe quel habitant de ce pays dont les propriétés auraient été confisquées après la conquête ? Que n'auraient pas fait nos bons habitants des campagnes, si, en vertu du droit de conquête, on était venu leur dire : “ Nous prenons possession de vos biens ; nous prenons possession de vos terres, qui appartiennent à la Couronne, par droit de conquête.” Il y aurait eu un long cri de douleur et de protestation dans toute la province. Ce cri aurait été entendu en Europe, et malgré la décadence du gouvernement français à cette époque, ce cri y aurait été entendu. On aurait dit : “ Vous violez le traité de Paris et les capitulations ; vous n'avez pas le droit de confisquer, par droit de conquête, les biens des particuliers.” Si cela ne se fait pas quand il n'y a pas de conventions, cela se fait encore moins quand il y a des conventions.

Ce que l'on ne pouvait pas faire contre de simples particuliers, contre des hommes qui pouvaient en définitive se défendre, prendre les armes, parler en public, se protéger dans des assemblées publiques, faire un mouvement politique ; ce qu'on ne pouvait pas faire contre ces hommes dans ces conditions, on aurait pu le faire contre de pauvres religieux sans défense ? Des hommes qui avaient consacré toute leur vie à la cause de la civilisation ; des hommes dont les prédécesseurs avaient parcouru le pays d'un bout à l'autre et l'avaient arrosé de leur sang avec un dévouement si héroïque ! Ce qu'on aurait eu le droit de faire contre les Jésuites, on aurait eu le droit de le faire contre tous les habitants de ce pays. Or ce n'est ni le droit, ni la justice. Et quand on a déclaré dans ce bref de possession, en 1800, qu'on prenait ces biens par droit de conquête, on a invoqué



un droit qui n'existait pas. On a violé les capitulations, on a violé le traité de Paris et on a violé le droit des gens.

A cette époque comme aujourd'hui, le vieux droit barbare de conquête était disparu. C'est à dire qu'alors comme aujourd'hui la conquête d'un pays ne conférait que le droit de domaine supérieur, mais non de propriété. Avant le Christ, la conquête d'un pays équivalait à la conquête du sol et des hommes. Les hommes devenaient esclaves. Les terres devenaient la propriété du vainqueur. Les troupes romaines se divisaient les dépouilles, séparaient les biens des vaincus et réduisaient à l'esclavage hommes, femmes et enfants. C'était l'ancien droit. Mais depuis le Christ ce n'est plus cela. C'était le droit païen. Mais le christianisme, Dieu merci, pour l'honneur de l'humanité et de la civilisation, a effacé ce droit barbare, ce droit païen. Et aujourd'hui la conquête d'un peuple ne donne que la souveraineté, ou le droit de gouverner, c'est le droit de prendre les revenus et les propriétés publics. Mais la propriété privée est respectée ; la liberté du sujet n'est pas violentée.

Et je voudrais bien voir un conquérant aujourd'hui venir prétendre que, parce qu'il a pris possession, en raison d'une victoire temporaire, d'un pays, il va s'emparer des biens des citoyens, réduire ceux-ci en esclavage et faire disparaître de nos codes ces pages glorieuses que le christianisme y a inscrites ?

Ai-je besoin d'insister sur ce point ? . . . Il y a un grand nombre d'autorités établissant que, d'après le droit des gens, d'après Vattel, Grotius et tous les auteurs anciens et modernes, la conquête n'affecte pas le droit utile sur les biens des particuliers.

Pourquoi insisterais-je ? Je prendrais inutilement votre temps, M. le président et celui de mes collègues. Il est bien évident que d'après les capitulations, les traités, il ne

peut pas y avoir eu confiscation par le prétendu droit de conquête.

Maintenant nous devons ratifier cet arrangement pour une autre raison. C'est qu'il pourvoit à une indemnité raisonnable en faveur des protestants. On m'a demandé pourquoi nous accordions \$60,000.00 aux protestants? Quelques-uns ne trouvaient pas cela juste, d'autres me demandaient pourquoi nous n'accordions pas plus. Nous nous trouvions donc entre deux difficultés. Eh bien ! nous accordons \$60,000 aux protestants pour deux raisons. D'abord, c'est parce que nous allons prendre dans la caisse commune pour payer ces \$400,000. Or les protestants contribuent à la caisse commune comme les catholiques. Ils sont un septième. Nous leur donnons un peu plus du septième de \$400,000. Ils sont un peu moins d'un septième, mais il ne faut pas oublier que les protestants sont généralement très riches, et cela leur donne un peu plus que ce à quoi ils auraient droit d'une manière précise. Il faut tenir compte aussi de ce qu'ils vont payer une somme considérable à raison de leurs fortunes et cette somme va être prise dans la caisse commune dans laquelle ils déposent leur part. Maintenant, pouvions-nous accorder plus ? Je ne le crois pas. Ce n'aurait pas été juste. Nous leur offrons cette compensation seulement pour eux. Au lieu de faire faire la distribution par le Pape, ce qui ne leur aurait certainement pas plu, nous la faisons faire par le comité protestant de l'instruction publique. Voilà leur autorité reconnue. Une observation m'a été faite l'autre jour par l'honorable député de Brome. Il aimerait mieux que cette somme aille aux écoles primaires. Il n'y a pas de doute que le comité protestant recevra avec faveur une pareille suggestion, mais nous n'avons rien à faire là dedans et nous serions mal vus de vouloir nous mêler de cette distribution.

Enfin, messieurs, il faut ratifier cet arrangement,—et c'est la dernière considération,—parce qu'il faut mettre fin au

malaise qui existe depuis très longtemps dans ce pays, à ce sujet. Je crois que nous devons nous féliciter d'être arrivés aussi facilement à la conclusion soumise. Cette question était pendante depuis au delà d'un siècle. Cette question avait créé un grand malaise ; cette question avait irrité les esprits, et le défaut de solution nous mettait dans une position difficile et délicate. A chaque instant les autorités religieuses réclamaient ; elles nous disaient avec énergie, je ne dis pas avec injustice, mais avec énergie, avec vigueur que nous étions détenteurs de biens ecclésiastiques, que nous étions des spoliateurs et que nous devons restituer, parce que tous les membres du gouvernement et de la Législature se trouvaient sous l'empire de certaines peines ecclésiastiques.

Maintenant remarquons bien que, pour ne pas gêner la liberté de la Législature, nous avons déclaré que nous ne reconnaissons pas d'obligation civile, mais seulement une obligation morale, c'est-à-dire que le gouvernement n'est pas lié légalement. Il ne le sera que par la loi qui sera passée. Si cette loi était rejetée, ce que je ne crois pas, le gouvernement ne serait pas lié civilement parce que nous avons refusé de reconnaître une obligation civile, afin de ne pas gêner la liberté de la minorité et même de la majorité.

Maintenant, M. le président, cet arrangement va faire disparaître un grand malaise. Tout le monde sait parfaitement bien que nous nous sentions mal à l'aise avec cette question-là, et j'avoue que quand je l'ai abordé, ça été avec une crainte légitime et bien fondée ; j'ai craint de ne pouvoir pas arriver à un arrangement ; j'ai craint que nos efforts échoueraient.

Mais, Dieu merci, grâce à une persistance continue de notre part et grâce aussi à une bienveillance toute particulière de la part de celui qui a été chargé de représenter le Saint-Siège dans cette question, nous avons pu arriver à un

règlement, et je dois dire ici que j'ai rencontré de la part du révérend Père Turgeon une bienveillance toute particulière, un désintéressement remarquable ; nous sentions que nous avions affaire à un religieux qui ne désire pas réclamer pour lui ni pour la famille, ni même pour son ordre, mais qui réclamait pour la grande famille catholique ; c'était le religieux qui parlait au nom de l'Eglise, c'était le représentant du Pape qui disait : " Nous allons traiter les enfants de l'Eglise du Canada, de la province de Québec avec bienveillance.

Nous ne voulons pas des sommes trop considérables. Ce que nous désirons, c'est une part légitime pour l'Eglise, et, ensuite, comme conséquence, la paix et la concorde, la paix entre le gouvernement civil et les autorités religieuses, la concorde entre tous les citoyens. Et je dois dire ici que c'est là le souvenir agréable que m'a laissé, à moi et à mes collègues dans le gouvernement, le règlement que nous avons fait avec le révérend Père Turgeon, le délégué du Saint-Siège dans cette question.

Il appartenait, ce me semble, aux Jésuites de régler cette question. Ils ont fait beaucoup pour ce pays ; ils ont ajouté un nouveau titre à la reconnaissance publique ; ils ont contribué à civiliser le pays ; ils contribuent maintenant à nous rendre la paix religieuse, et ce sera un des plus grands bienfaits que nous pouvons recevoir de cet arrangement.

J'avais oublié de dire, messieurs, en quoi consiste la concession des droits sur la commune de Laprairie. En 1694 les Jésuites étaient propriétaires de la seigneurie de Laprairie. Ils ont, par acte authentique, donné cette commune aux habitants de Laprairie et de certaines autres localités moyennant le paiement de 25 cents par chef de famille, pour droit de pâturage sur la commune. Les Jésuites nous ont demandé ce droit, un droit purement honorifique, peu important, et voici quel est leur but, que nous avons trouvé louable. Ils

veulent tâcher d'y ériger, d'y bâtir un grand collège, si les habitants veulent y consentir, un grand établissement avec une ferme qui pourra aider au développement de l'agriculture et en même temps de l'éducation. Ce sera un bienfait pour les habitants de cette partie du pays et ce sera un monument de plus dans notre pays. Si les habitants ne veulent pas consentir, ayant le droit de garder cette propriété, ils la garderont, et s'ils veulent la concéder aux Jésuites, ils le feront.

Je remercie bien les membres de cette Chambre de m'avoir écouté avec tant de bienveillance. L'exposé a été un peu long, mais je crois que le sujet exigeait les explications que j'ai eu l'honneur de donner. J'espère que cette mesure ne rencontrera pas d'opposition. C'est une mesure juste et équitable. Comme je l'ai dit ce n'est pas une mesure de parti. C'est un grand acte de réparation qui fera l'honneur de la province de Québec. Nous ne réclamons pas cet honneur pour nous, nous sommes prêts à en laisser tout l'avantage à la Législature, à cette Chambre. Tous ceux qui auront contribué à faire adopter cette mesure partageront avec nous la gloire d'avoir réglé une des questions les plus difficiles.

**M. Hall**—*député de Montréal-ouest*.—En principe je suis contre cette mesure qui a pour objet de rouvrir cette question. Elle a été décidée et réglée en plusieurs occasions, par différents statuts, et sa réouverture dans de telles circonstances, est un dangereux précédent.

Je ne suivrai pas l'honorable premier ministre dans la longue argumentation qu'il a faite pour établir que les Jésuites avaient une réclamation légale. Ce point a été examiné par plusieurs légistes et personne n'a jamais prétendu que les Jésuites avaient une réclamation légale quelconque.

Je suis surpris que l'honorable premier ministre ait qualifié d'acte de spoliation, le fait de la prise de possession, en 1800, en vertu du mandat du shérif. Bien que cette question ait été étudiée pendant près d'un siècle par différentes personnes, l'honorable ministre est le premier à faire une telle déclaration. Néanmoins nous pouvons passer par là-dessus, et nous en rapporté au dossier qui est devant nous.

Les résolutions font voir qu'il y a aucune réclamation légale, et que les Jésuites autorisés par le Pape, sont consentants à abandonner leur droit légal — s'ils en ont un — à une restitution des biens qui existent encore et d'accepter à la place une compensation.

S'il y avait une réclamation légale, les Jésuites n'abandonneraient pas leurs droits. En examinant l'autorité en vertu de laquelle agit le père Turgeon, on verra qu'il est complètement autorisé à accepter la somme que l'on se propose d'offrir, que le consentement du Pape, qui est nécessaire si la question doit être ouverte de nouveau et qui aurait dû être tout d'abord mis devant la Chambre, devra être signifiée aux autorités provinciales, cela aurait été mieux que de dire que ces résolutions devront être sujettes à la ratification du Saint Père.

Je dis que l'autorisation de Sa Sainteté aurait dû tout d'abord nous être signifiée, et de plus, qu'un certain délai aurait dû être fixé à l'expiration duquel, la question aurait été close.

Je suis contre le projet d'ouvrir cette question de nouveau, mais si la majorité persiste à approuver cette mesure, quelle sera la position des protestants ?

Jusqu'ici les revenus et les fonds provenant des biens des Jésuites ont été distribués par le conseil de l'instruction publique dans la proportion des cinq-sixièmes allant au comité catholique et un sixième au comité protestant. D'après ce

projet, la province votera \$400,000, qui seront distribuées par le Pape, aux catholiques, et \$60,000 devant être distribués par le comité protestant du conseil de l'instruction publique. Ceci est approximativement la distribution ordinairement faite, et si cette somme de \$460,000 doit être remplacée, par des fonds provenant des biens des Jésuites, la situation en ce qui nous regarde, n'est pas changée.

En principe, j'objecte à une distribution de fonds faite par une autorité étrangère à nos institutions reconnues, et il me semble que la vraie autorité pour distribuer cette somme devrait être le comité catholique du conseil de l'instruction publique. Il est possible que l'honorable premier ministre, voyant les difficultés que lui susciterait une telle distribution, ait tout bonnement remis à un autre le fardeau qui pesait sur ses épaules.

Il reste toujours la question finale de savoir ce que va devenir la balance de la vente de ces biens ; on devra nous renseigner sur ce point avant l'adoption des résolutions. On devra aussi nous renseigner sur la question de savoir s'il y aura une réduction de faite, à part de ces \$460,000, sur les revenus maintenant distribués par le conseil de l'instruction publique, sur l'avis des comités catholique et protestant respectivement.

**M. Owens** — *député d'Argenteuil*. — M. le président, il y a une question de principe en jeu dans cette discussion sur laquelle, tout le monde, je crois, s'accorde ; à savoir que les Jésuites n'ont aucun droit légal aux biens en question. Ceci étant admis, il me semble que le titre des résolutions que nous discutons est de nature à induire en erreur. En effet, intitulées comme elles le sont : "Résolutions relatives au règlement de la question des biens des Jésuites," cela nous porte naturellement à conclure que les Jésuites ont une réclamation pendante relativement à ces biens. Tandis que si nous étudions la question, nous trouvons qu'ils

n'ont aucune réclamation soit morale soit légale. Je regrette de n'avoir pu obtenir toutes les opinions légales et tous les documents concernant ce sujet, tel que je l'ai demandé par la proposition que j'ai faite devant cette Chambre.

Cependant les documents que l'on a transmis établissent très clairement que les Jésuites n'ont ni moralement ni légalement, aucune réclamation à faire valoir aux biens dont il est question dans les résolutions que nous discutons ; et je demande l'indulgence de cette Chambre pendant que je citerai les autorités que j'ai en ma possession.

Je remarque le passage suivant dans l'opinion légale donnée par James Marriott, dans sa lettre au procureur et solliciteur général d'Angleterre, en date du 12 mai 1765.

“ Mais, de plus, il paraît clairement établi que ces titres sont maintenant dans une plus mauvaise condition depuis la conquête et la cession, car jusqu'à cette époque ils étaient en dépôt, et leur possession était suspendue d'après le principe de tolérance à titre d'épreuve, mais en vertu de la loi naturelle des armes et de la conquête confirmée par le droit international, et par la cession et la garantie solennelles, les possessions de la société, perdirent naturellement toute protection civile par le sort de la guerre, mais plus encore par le fait que le seul pouvoir dont l'autorité et l'intervention auraient pu préserver la propriété de ces biens à leurs prétendus propriétaires, leur ayant retiré sa protection et sa tolérance, et les ayant abandonnés, les laissant entièrement à la merci et à la libre disposition de la couronne de la Grande Bretagne, et en ne mettant aucune clause dans le traité de cession, lui permettant de s'emparer des prétendus droits de la communauté des Jésuites. Attendu que l'ordre des Jésuites, contrairement à tous les ordres réguliers, n'a pas d'existence légale, qui de fait se réunit en vertu de ses règles de fondation, mais qui n'est pas reconnu par les lois



de France et le Père général, n'ayant jamais été un habitant du Canada, ni un sujet du roi de France, ne pouvait pas se retirer et se prévaloir de l'article quatre du traité définitif, ni vendre ses biens, ni emporter ses effets dans le délai fixé.

“ En peu de mots, la société des Jésuites n'avait pas et ne peut avoir en aucun temps, aucun bien en Canada qui lui appartienne complètement et légalement, et conséquemment, elle n'a pu et ne peut transmettre ces biens avant ou après le terme de dix-huit mois, de manière à assurer un titre certain aux acquéreurs soit avec ou sans le pouvoir de ratification du Père général qui, comme il ne pouvait se retirer, de même ne peut garder aucun bien en Canada, depuis le temps prescrit pour la vente des immeubles, suivant les termes du traité, parce qu'il est incapable de devenir sujet britannique, comme il l'était de devenir sujet français, de même les individus des maisons des Jésuites au Canada ne peuvent prendre ou transférer ce que le Père général ne peut prendre ou transférer, ni peuvent-ils, n'ayant que des biens communs avec toutes les autres congrégations de leur ordre dans toutes les parties du globe, posséder des biens immobiliers, devant être appliqués pour l'avantage collectif de ces congrégations qui demeurent dans les Etats étrangers, et qui peuvent devenir les ennemis de Sa Majesté et de son gouvernement. En conséquence, les biens de la société des Jésuites au Canada, à quelque point de vue qu'on examine la question, reviennent à Sa Majesté par droit de conquête et de souveraineté acquise, rien non plus dans le traité de 1763, montrant que le titre des Jésuites a été reconnu, au contraire, la commission du receveur général du roi en 1765, fait voir que ces instructions se lisait comme suit :

“ Et attendu que les terres de plusieurs sociétés religieuses dans la dite province, particulièrement celles de la société des Jésuites, sont ou deviendront partie du revenu de Sa Majesté, vous devez en conséquence vous efforcer, par des

arrangements à être faits avec les personnes intéressées présentement dans les dits biens, de prendre les dits biens en votre charge, leur donnant respectivement telle allouance convenable sur les revenus des dits biens pour leur vie durant, tel que vous le jugerez à propos, prenant soin que ces terres ne soient pas mises en séquestre ou aliénées de Sa Majesté."

De plus dans une lettre de lord Shelbourne au gouverneur Carleton, 14 novembre 1767, nous lisons :

" Il a été représenté à Sa Majesté que les Jésuites du Canada font des remises considérables en Italie, et qu'ils diminuent imperceptiblement la valeur de leurs biens pour cette fin...."

" Que trop de soin ne peut être pris pour les empêcher de s'approprier des biens dont ils n'ont que la rente viagère, et qui doivent être à leur décès une source considérable de revenus pour la province, dans le cas où il plairait à Sa Majesté d'en disposer pour cette fin. "

Je puis aussi citer les instructions envoyées au Gouverneur du Canada, dix ans plus tard, lorsque l'acte de 1774 vint fournir un nouveau point de départ dans l'histoire canadienne, et quand de nouvelles instructions durent nécessairement être envoyées au Gouverneur. Elles sont datées du 3 janvier 1775, et les passages qui offrent le plus d'intérêt sont les suivants :

" Que les sociétés de prêtres papis'es, appelées le séminaire de Québec et de Montréal, continueront de posséder et d'occuper leurs habitations et toutes les autres maisons et terres auxquelles elles avaient légalement droit le 31 septembre 1759, et il sera loisible pour ces sociétés de remplir les vacances, et d'admettre de nouveau membres, suivant les règles de leur établissement.....  
Que la société des Jésuites soit supprimée et dissoute, et ne soit pas plus longtemps une corporation et un corps politique et que tous leurs droits, possessions et propriétés nous

soient attribuées pour telles fins que nous jugerons à propos à l'avenir de désigner ou ordonner ; , mais nous jugeons à propos de déclarer que notre intention royale est que les membres actuels de la dite société telle qu'établie à Québec reçoivent un traitement suffisant et des fonds pendant leur vie."

**M. le Premier Ministre.**—C'étaient des instructions envoyées d'Angleterre: Il n'y avait pas de loi à cet effet.

**M. Owens.**—Ces instructions étaient basées sur l'acte connu sous le nom : " Acte de Québec, " passé en 1774.

Il doit être évident pour tous, que la question maintenant devant cette Chambre n'est pas le règlement des biens des Jésuites, vu que cette question a été réglée d'une manière qui n'admet pas le moindre doute, non seulement par la conquête et la cession de 1760, le traité de Paris de 1763, mais par l'acte connu sous le nom de " Acte de Québec, " passé par le parlement anglais en 1774, et par les instructions subséquentes au gouverneur du Canada, en date du 5 janvier 1775, que j'ai cités déjà, et qui règlent la question des biens des Jésuites plus efficacement, que pourrait le faire même ce grand gouvernement national d'aujourd'hui.

Ce n'est évidemment qu'une ruse de la part de ce gouvernement, d'avoir présenté ces résolutions sous ce titre, afin de jeter de la confusion dans l'esprit du peuple de cette province, et pour engager ses représentants à l'autoriser à prendre dans le trésor public, une somme d'argent aussi considérable, pour la donner à une communauté que l'on veut favoriser. Pourquoi ne pas soulever le voile, et nous soumettre ces résolutions dans la forme qu'elles doivent avoir, et les intituler : " Résolutions pour doter la société de Jésus de la somme de \$400,000. " Dans ce cas je deman-

derais au gouvernement, de quelle source prétend-il recevoir une somme aussi considérable ?

Je suis certain que les honorables membres de cette Chambre n'ont pas oublié la déclaration faite par l'honorable premier ministre et par l'honorable trésorier de cette province, lorsqu'ils sollicitaient de l'Assemblée législative, à la dernière session, l'autorisation d'emprunter trois millions et demi. Ils affirmèrent alors que cet argent était nécessaire pour payer les dettes contractées par les gouvernements précédents. Mais depuis ils ont jeté l'argent avec une scandaleuse prodigalité d'un bout à l'autre de la province. Maintenant ils viennent devant cette Chambre et nous demandent, dans ces résolutions de voter \$460,000 de l'argent du peuple de cette province. En présence de ces faits, il est évident que le gouvernement va être obligé de revenir demander à cette Chambre l'autorisation de prélever un nouvel emprunt pour faire face à ces octrois énormes, ou bien ils doivent admettre qu'ils ont trompé cette Chambre et le peuple de cette province, quand ils ont déclaré à la dernière session que l'emprunt alors effectué était requis pour acquitter les dettes existantes. L'argent n'a pas été employé à cette fin, mais au contraire, il est absorbé par des octrois tels que celui demandé dans ces résolutions, et distribué parmi leurs amis politiques qui les aident à se maintenir au pouvoir.

On dit que le gouvernement se propose de payer le montant demandé dans ces résolutions à même le fonds général de la province, mais que la province se remboursera à même le produit de la vente des biens des Jésuites. En admettant que le gouvernement adopte ce principe, quel sera le résultat ?

Les honorables membres de cette Chambre savent bien que les Jésuites tout en étant une communauté religieuse, prétendent que le but de leur institut est l'avancement de

l'éducation, et que plusieurs des dons et donations qu'ils ont reçus ont été faits pour promouvoir cette cause. Se rendant compte de ce fait, le gouvernement anglais, lorsqu'il confisqua les propriétés des Jésuites, décréta que le revenu provenant de ces biens serait appliqué aux fins de l'éducation. Le revenu de ces biens a toujours été affecté à ce service. Il doit être évident pour tous que si le gouvernement actuel diminue la valeur de ces biens jusqu'à concurrence du montant demandé dans ces résolutions, \$460,000, ou s'il prend sur leur revenu l'intérêt à quatre pour cent sur cette somme, soit \$18,400, par année et donne \$16,000 de ce revenu ou intérêt à une communauté, il réduira par là même l'allocation donnée généralement à l'instruction, au grand détriment de Laval et des autres institutions enseignantes de la province. Je crois que les honorables membres de cette Chambre hésiteront à voter des résolutions qui devront avoir des résultats aussi funestes.

Il y a un autre point dans ces résolutions (bien qu'il ne se rattache pas à une question d'argent) qui est de nature à soulever une grave objection. Quand je lis la correspondance annexée et qui forme partie de ces résolutions, je ne puis m'empêcher de penser quelle étrange lecture elle fournie, comparée aux déclarations des libéraux, quand ces messieurs étaient dans l'opposition. Ils ont dénoncé dans toutes les réunions politiques tenues dans cette province le mode de gouvernement que nous avons, comme étant trop coûteux et compliqué et ils ont déclaré que ce gouvernement avait trop de rouages. Ils promettaient, entre autres choses que s'ils montaient au pouvoir, ils aboliraient le Conseil législatif.

Maintenant qu'ils occupent les bancs du trésor et contrôlent l'administration des affaires de la province, au lieu d'abolir le Conseil législatif, conformément à leurs déclarations, ils établissent de fait, par ces résolutions, une quatrième

branche de notre Législature, ayant à sa tête Sa Sainteté le Pape.

M. le président, tout en ayant tout le respect possible pour le Pape, comme chef de l'Eglise romaine, je proteste solennellement contre l'idée de le placer audessus de la Législature de la province, et contre l'introduction d'une législation aussi dangereuse comme on le fait par ces résolutions, qui décrètent que l'acte de la Législature n'aura aucun effet jusqu'à ce qu'il ait été sanctionné par le Pape.

Les honorables messieurs de la droite peuvent dire que tel n'est pas le but, mais j'appellerai l'attention de cette Chambre sur les extraits suivants de la correspondance annexée aux résolutions et qui en forment partie. La lettre de l'honorable premier ministre, datée à Rome, le 17 février 1888, et la réponse datée du 24 mars 1888, ainsi que les clauses sept et huit de la lettre donnée en réponse à la même.

Voici ces extraits :

Rome, 17 février 1888.

A Son Eminence le Cardinal Giovanni Simeoni, Préfet de la Sacrée Congrégation de la Propagande,

EMINENCE,

" Une dépêche de Votre Eminence, en date du 7 mai dernier (1887), informait Son Eminence le Cardinal Taschereau que le Saint-Père se réservait de régler lui-même la question des biens des Jésuites au Canada. Au nombre des biens ainsi appelés " Biens des Jésuites " se trouve le terrain de l'ancien collège des Pères situé en face de la Basilique, au centre même de la capitale de la province de Québec. Mes prédécesseurs dans le gouvernement avaient cru devoir, vers 1876, je crois, ordonner la démolition de ce

collège et la division du terrain en lots à bâtir, en vue d'une vente prochaine qui, cependant, n'eut pas lieu, vu certaines représentations faites en haut lieu dans le temps. Pour éviter de nouvelles difficultés, je suppose, mes prédécesseurs ont laissé dormir la question et tomber le terrain dans un si triste état d'entretien qu'il est devenu le refuge des animaux et même le réceptacle d'immondices, de telle sorte que l'on dit tout haut, à Québec, que cela constitue une véritable honte publique. Dans ces circonstances je crois de mon devoir de demander à votre Eminence si Elle verrait quelque objection sérieuse à ce que le gouvernement vendît ce terrain en attendant le règlement final de la question des biens des Jésuites. Le gouvernement considérerait le produit de cette vente comme un dépôt spécial dont il serait disposé plus tard suivant les conventions qui seraient arrêtées entre les parties intéressées, avec la sanction du Saint-Siège. Comme il sera peut-être nécessaire de consulter à cet égard la Législature de notre province, qui doit être convoquée très prochainement, j'ose solliciter respectueusement une réponse immédiate. Daignez croire, Eminence, à la considération filiale avec laquelle

J'ai l'honneur de me dire,

de Votre Eminence,

le très dévoué serviteur,

(Signé)

HONORÉ MERCIER,

Premier ministre  
de la province de Québec."

A laquelle lettre il fut répondu comme suit :

"Que le 24 mars 1888, la réponse suivante fut envoyé par Son Eminence le Cardinal Siméoni : " Pape permet que le gouvernement conserve le produit de vente de terrain

Jésuites, dépôt spécial à disposer plus tard avec sanction du Saint-Siège. ”

“ Révérend Père Turgeon,

Procureur des Jésuites, à Montréal,

Très Révérend Père,

“ 7. Que toute convention faite entre vous et le gouvernement de cette province ne vaudra qu'en autant qu'elle sera ratifiée par le Pape et la Législature de cette province ;

“ 8. Que le montant de la compensation fixée restera en la possession du gouvernement de la province comme un dépôt spécial, jusqu'à ce que le Pape ait ratifié le dit règlement et fait connaître sa volonté quant à la distribution de ce montant dans ce pays ; que votre corporation recevra l'intérêt de ce dépôt à 4 pour cent à compter du jour de la signification au secrétaire de la province, de l'acte du Pape confirmant le même arrangement ; et cela jusqu'au paiement du capital qui devra se faire à qui de droit dans les six mois de la signification au dit secrétaire de la province, de la décision du Pape quant à cette distribution. ”

A L'honorable Honoré Mercier,

Premier ministre de la province de Québec.

Monsieur le Ministre,

“ 7. Toute convention faite entre le gouvernement de cette province et les Pères Jésuites, ne vaudra qu'en autant qu'elle aura été ratifiée par le Pape et la Législature de cette province.

“ 8. Le montant de la compensation fixée restera en la possession du gouvernement de cette province, comme un dépôt spécial, jusqu'à ce que le Pape ait ratifié le dit règlement et fait connaître sa volonté quant à la distribution de ce montant dans ce pays. Notre corporation recevra l'inté-



rêt de ce dépôt à 4 pour cent à compter du jour de la signification au secrétaire de la province de l'acte du Pape confirmant tel arrangement, et cela jusqu'au paiement du capital qui devra se faire à qui de droit, dans les six mois de la signification au dit secrétaire de la province de la décision du Pape, quant à cette distribution.

J'ai l'honneur d'être,

Monsieur le Ministre,

Votre très humble serviteur,

A. D. TURGEON, S. J.,

Procureur des Jésuites.

Maintenant, M. le président, bien que je n'ai pas l'intention de proposer un amendement qui, je le sais, serait repoussé par une immense majorité, je dois dire que je considère comme malheureux que le gouvernement ait présenté ces résolutions dans leur forme actuelle, et je proteste non-seulement comme protestant, mais comme représentant du peuple contre leur adoption. Et si elles sont adoptées, le gouvernement en portera toute la responsabilité.

L'honorable M. *Mercler*—*député de Saint-Hyacinthe, premier ministre, commissaire de l'agriculture et de la colonisation.*—Je félicite les honorables députés qui viennent de prendre la parole sur le ton modéré de leurs remarques. Je puis leur affirmer au nom de tous mes honorables collègues français, qu'il n'y a rien dans la pensée de la Chambre, qui puisse être offensant pour les citoyens d'une autre race ou d'une autre croyance religieuse. Tout ce que nous pourrions faire pour témoigner de notre respect pour la minorité en cette province, nous le ferons avec empressement et plaisir.

On a dit que l'autorisation donnée au R. P. Turgeon, n'est pas complète. Je ne partage pas cette manière de voir, car je la crois aussi complète qu'elle peut l'être dans

les circonstances. C'est pour plus de sûreté pour les intérêts de la province que nous avons exigé la sanction du Pape, mais, au point de vue strictement légal, nous ne croyons pas la chose nécessaire.

La remarque de l'honorable député de Montréal-ouest est juste dans une certaine mesure, mais elle ne l'est pas entièrement. Quant à la sanction du Pape, si l'arrangement que consacre ces résolutions, ne reçoit pas l'approbation du chef de l'Eglise, l'autorisation tombe. Mais nous ne disons pas que la loi sera sanctionnée par le Pape.

Ce serait ridicule. Il s'agit tout simplement de faire approuver par le principal l'acte du mandataire. Voilà toute la question en deux mots. Il s'agit de l'arrangement, et non pas de la loi.

L'honorable député d'Argenteuil prétend qu'il n'y a pas de biens dits "Biens des Jésuites." C'est pourtant écrit ainsi en toutes lettres dans nos statuts. C'est si bien le cas que l'on a jamais osé écrire le contraire.

**M. Owens**—*député d'Argenteuil*—Je dis qu'on ne l'a jamais formellement admis.

L'honorable **M. Mercier**. — Bien !... c'est matière d'opinion.

On dit aussi : Si ce règlement était au moins final. Je crois avoir déjà répondu à cette objection.

On me demande : Où allez-vous prendre l'argent ? Rien de plus facile. Nous allons vendre les propriétés des Jésuites. Tout d'abord nous allons vendre le terrain des casernes des Jésuites à Québec. C'est là en substance la déclaration que j'ai faite à Rome. Et si nous n'avons pas assez d'argent du produit de ces ventes, nous en prendrons sur celui que nous avons. Nous avons maintenant un surplus considérable en mains, et nous pouvons avoir de l'argent

pour faire face à cette dépense sans mettre un sou de charge additionnelle sur la province.

On se demande comment l'on va disposer de la somme accordée à la minorité protestante pour le soutien de ses écoles. Voici comment la chose va être faite. Nous allons laisser les \$60.000 à la disposition du comité protestant du conseil de l'instruction publique. Il les distribuera à qui il voudra et de la manière qu'il l'entendra.

Si nous sommes obligés de prélever des fonds par voie d'emprunt, ce ne sera que d'une manière provisoire, car nous espérons avoir avant longtemps audelà du montant nécessaire pour rembourser ce qui aura été ainsi avancé. Comme de raison, il faut un peu de temps pour disposer de ces biens, mais il ne peut y avoir de doute que nous trouverons facilement des acquéreurs qui consentiront à payer la valeur de ces propriétés.

Je remercie mes honorables amis les députés protestants pour la modération avec laquelle il ont traité cette question ; c'est de bon augure. L'unanimité qui règne en ce moment prouve que les différentes races dont se compose notre population, peuvent vivre dans la paix et la concorde, et aborder les questions les plus délicates avec cet esprit de conciliation qui accomplit des prodiges quand il est bien dirigé.

La Chambre siège en comité général.

L'honorable M. Flynn—*député de Gaspé*.—La sixième résolution autorise le gouvernement à disposer de toutes les propriétés connues sous le nom de " Biens des Jésuites." J'y vois pour ma part de graves objections. La loi déclare que le revenu de ces biens forme partie du fonds de l'éducation supérieure et restreint le pouvoir du Lieutenant Gouverneur en conseil. De plus les règlements des terres de la couronne limitent encore davantage ce pouvoir. Par cette

résolution le gouvernement pourra vendre les propriétés comprises dans ce qu'on est convenu d'appeler les biens des Jésuites, et il pourra employer le produit de ces biens pour les dépenses générales de la province, au lieu de les affecter à l'éducation supérieure.

L'honorable M. **Gagnon** — *député de Kamouraska, secrétaire et registraire de la province.* — Nous avons le pouvoir de disposer de ces biens, mais nous voulons faire disparaître l'obstacle légal qui résulte du texte qui suit :

“ Cet acte ne s'appliquera pas aux biens confisqués ou tombés en déchéance, et à l'égard desquels, il existe déjà quelques lois spéciales.”

Vous avez fait passer une loi, par laquelle il est dit que le produit de la vente des biens tombés en déchéance va au fonds consolidé de la province, et ces biens des Jésuites tombent dans la catégorie des biens en déchéance. Même sans la loi que nous faisons, nous avons le droit de vendre tous les biens des Jésuites en vertu de cet ancien statut.

L'honorable M. **Flynn**. — Sans doute, mais vous voulez vous faire autoriser à verser le produit de cette vente dans le fonds consolidé.

L'honorable M. **Gagnon**. — Quelle différence y a-t-il ?

L'honorable M. **Flynn**. — Le contrôle de la Législature dans ce cas est nul.

L'honorable M. **Gagnon**. — Mais le gouvernement n'aurait qu'à dire que le fonds de l'éducation supérieure n'est pas suffisant et qu'il faut l'augmenter, et cela suffirait pour l'autoriser à disposer de ces biens.

L'honorable M. **Flynn**. — D'après la loi actuelle, je nie que le gouvernement ait le droit de disposer pour n'importe quelle somme de tout ou partie des biens des Jésuites. De plus, il n'aurait pas dû ajouter dans les résolutions, que ces

biens seront considérés comme tombés en déshérence, car c'est le contraire de la prétention émise par l'honorable premier ministre.

Mes remarques ne doivent pas être prises comme une objection à ce règlement. En principe j'approuve les résolutions, mais je crois de mon devoir de faire les suggestions qui me paraissent de nature à les améliorer.

L'honorable M. **Gagnon**.—Jamais ces biens n'ont été traités comme faisant partie du domaine de la couronne. La loi de 1856 décrétait que le revenu formerait partie d'un fonds destiné à l'éducation supérieure, et ce fonds n'est plus une création spéciale. Nous avons donc le droit de vendre ces biens en vertu de cette loi, mais du moment que ce fonds disparaît, pourquoi ne pas déclarer que ces ventes seront faites au bénéfice du trésor généralement ?

On dit que ce mode offre moins de garantie, mais la responsabilité ministérielle s'exercera ici comme ailleurs, et si le gouvernement fait mal, la Chambre pourra toujours le chasser du pouvoir.

L'honorable M. **Flynn**.—Cette clause sera la source de beaucoup de difficultés et je ne suis pas le seul qui trouve qu'elle est sujette à objection.

On dit que le gouvernement est responsable aux Chambres. Ce n'est pas là une réponse à mon objection, car on pourrait bien en faire autant pour le budget. Le gouvernement pourrait bien lui-même approprier les fonds publics sans le consentement préalable de la Législature, car la responsabilité ministérielle serait la même. Qui voudrait cependant émettre une telle doctrine ?

Je dis que cette clause enlève tout contrôle à la Législature.

L'honorable M. **Gagnon**.—On dit qu'il y a des évêques qui sont en possession de quelques-uns de ces biens. L'hono-

nable député de Gaspé veut-il que nous allions enlever de force ces biens à ces évêques ? Il est bien plus simple pour la Chambre de nous laisser régler cette question jusqu'au bout.

L'honorable M. **Flynn**.—Je ne faisais nullement allusion à ces biens, mais même dans ce cas, je prétends que ma suggestion est plus favorable que celle du gouvernement. Quoiqu'il en soit je n'en dirai pas davantage. L'avenir prouvera si j'ai eu tort ou raison.

Les résolutions sont définitivement adoptées dans les formes règlementaires.

L'honorable M. **Mercier**.—J'ai l'honneur de proposer qu'il me soit permis de déposer sur le bureau de la Chambre un projet de loi relatif aux biens des Jésuites.

Ce projet de loi est adopté en première délibération.

La séance est levée.

*Séance du samedi, le 30 juin 1888.*

La Chambre se réunit à deux heures et demie, mais s'ajourne parce qu'elle n'est pas en nombre.

## ASSEMBLEE LEGISLATIVE

---

*Séance du mardi, le 3 juillet 1888.*

**SOMMAIRE** :—Délibération générale sur le projet de budget. Amendement de l'honorable M. Taillon.—Délibération sur divers crédits : MM. Taillon, Mercier, Blanchet, McShane, Gagnon, Flynn et Turcotte.—Proposition sur le projet de loi concernant les voitures d'hiver : MM. Beauchamp, Mercier et Goyette.

**PRÉSIDENCE DE L'HONORABLE M. F. G. MARCHAND.**

La séance est ouverte à dix heures et demie du matin.

### LE BUDGET.

L'ordre du jour appelle la suite de la délibération, en comité général, sur le projet de budget.

L'honorable M. **Taillon**—*député de Montcalm, chef de l'opposition*.—M. le président nous avons eu un état des rapports du conseil et mandats spéciaux qui mérite d'attirer tout particulièrement l'attention de la Chambre. Cet état constate une situation qui est loin d'être satisfaisante. Ainsi du premier juillet 1887 jusqu'au 16 mai 1888, le gouvernement a émis des mandats spéciaux pour un montant de pas moins de \$180,000.

Je n'ai pas besoin à ce propos de rappeler les principes constitutionnels qui doivent nous guider dans l'appréciation de la conduite du gouvernement. On sait que la Chambre doit avoir le contrôle absolu des dépenses. Ce principe a été prêché par ces messieurs dans le temps où ils étaient dans l'opposition, et quand bien même ils n'en auraient pas parlé, nous n'en aurions pas moins le droit de critiquer leur conduite s'ils violent ce principe.

L'état en question montre qu'ils ont violé ce principe dans des circonstances qui n'admettent pas d'excuses, car

je ne pousserai pas, comme eux lorsqu'ils étaient dans l'opposition, le rigorisme jusqu'à prétendre, qu'en dehors des cas prévus par la loi, il n'y a pas des circonstances où un gouvernement peut être excusable jusqu'à un certain point, de recourir à ce mode extraordinaire de payer les dépenses encourues pour le service public. Non, la règle que j'appliquerai à mes adversaires ne sera pas plus sévère que celle que je voudrais que l'on appliquât à mon parti. Je me rappelle encore la proposition qui a été faite par nos adversaires en 1883. Cette proposition était soumise à la Chambre par l'honorable premier ministre lui-même, et se lisait comme suit ; je lis les trois derniers paragraphes qui seuls s'appliquent à mon sujet :

“ Que par un état soumis à cette Chambre, au désir de la loi, il appert qu'il a été émis depuis le 1<sup>er</sup> juillet dernier, des mandats spéciaux pour un montant de \$482,929 dont le paiement n'avait pas été préalablement autorisé par cette Chambre.”

“ Que cette Chambre désire conserver le contrôle que la loi accorde sur les dépenses publiques et doit l'exercer avec d'autant plus de rigueur, que l'état de nos finances devient plus inquiétant.”

“ Que dans ces circonstances, tout en accordant avec plaisir les subsides nécessaires à Sa Majesté, cette Chambre croit devoir censurer les ministres responsables de ces dépenses faites sans l'autorisation préalable de la Législature.”

Ce n'était pas assez de cette affirmation solennelle de principes que personne n'avait jamais songé à contester, ces messieurs revenaient à la charge par une proposition, cette fois-là, soumise par vous, M. le président, et appuyée par l'honorable M. Joly.

Dans la brochure, que nos adversaires ont publiée à l'occasion des élections générales de 1886, le rédacteur ou



l'écrivain libéral qui était chargé de terrifier la population de la province sur les énormités commises par les conservateurs, se scandalise au plus haut point à propos de la conduite des gouvernements conservateurs sur cette même question des mandats spéciaux ; et c'est avec cette même brochure que nos adversaires nous ont fait la lutte. Il me semble qu'ils devraient aujourd'hui la relire afin de conformer leur conduite aux doctrines qu'ils émettaient alors. Je viens de rappeler en peu de mots le principe en jeu, et la manière dont nos adversaires entendaient l'appliquer. Dans le temps qu'ils étaient dans l'opposition ils se montraient d'un rigorisme extraordinaire. Voyons-les à l'œuvre maintenant.

La loi déclare que l'émission d'un mandat spécial ne peut être faite que pour des dépenses qu'on ne pouvait prévoir et qui se présentent dans l'intervalle de deux sessions, avec tous les caractères de l'urgence, c'est-à-dire des dépenses qui ne peuvent être remises à la session suivante.

A la lumière de ce principe, examinons à présent le tableau des mandats spéciaux : Je vois d'abord que \$3,000 ont été dépensées pour faire face aux frais de la commission agricole. Etait-ce là une dépense imprévue ? Non, M. le président, puisque pendant la dernière session, la Chambre a approuvé un rapport du comité de l'agriculture qui recommandait au gouvernement de nommer une commission, pour s'enquérir des besoins de l'industrie agricole, et des moyens de la faire prospérer. Le gouvernement savait s'il nommerait oui ou non cette commission, par conséquent il pouvait demander à la Législature l'autorisation de payer les dépenses qu'elle devait faire.

Il y a aussi \$889 et 78 centins pour la commission centrale d'hygiène, mais je ne retrouve pas grand'chose à redire là dessus ; il en est de même pour les \$3,000 dépensées pour les colons du Labrador.

Pour le chemin de fer Q. M. O. et O. \$7,000. Il n'est peut-être pas toujours facile pour le gouvernement de prévoir au juste ce qu'il y a à payer pour ce service ; mais nous arrivons à la codification des lois, pour laquelle on a émis un mandat spécial de \$6,741.47.

Pour réparations aux palais de justice et prisons, pour suppléer à l'insuffisance de l'appropriation \$13,407.31 C'était le 28 décembre, et déjà l'on recourait à un mandat spécial pour des travaux que l'on pouvait facilement prévoir, au moins d'une manière générale, au moment où l'on rédigeait le budget général.

Pour l'inspection des palais de justice et des prisons, pour suppléer à l'insuffisance de l'approbation, \$2,197.10

Dépenses contingentes du département de l'agriculture et des travaux publics, pour suppléer à l'insuffisance de l'appropriation subséquente, \$5,805.46.

Dépenses contingentes du département du conseil exécutif, pour suppléer à l'insuffisance de l'appropriation subséquente, \$1,500.

Commission des asiles d'aliénés, pour subvenir aux dépenses et à l'insuffisance de l'appropriation, \$6,000.

Dépenses contingentes du département du trésor, pour suppléer à l'insuffisance de l'appropriation subséquente, \$2,000.

Police, pour suppléer à l'insuffisance de l'appropriation destinée à défrayer les dépenses relatives aux magistrats de police, juges des sessions de la paix, commissaires de police et leurs officiers à Québec et à Montréal, \$5,000.

Loyers, assurances, réparations, etc., des édifices publics en général, pour suppléer à l'insuffisance de l'appropriation, \$34,307.63.

Dépenses contingentes du département des terres de la

couronne, pour suppléer à l'insuffisance de l'appropriation subséquente, \$3,700.00.

Traitements du département du Lieutenant Gouverneur, pour suppléer à l'insuffisance de l'appropriation, \$383.31.

Comme on le voit, j'ai cité plusieurs montants tous pris pour couvrir des insuffisances de crédits.

Je crois qu'il y a beaucoup à redire là dessus. Si l'honorable trésorier en doute, je vais lui citer son exposé budgétaire de 1887. Voici ce qu'il disait :

" J'ai dit que les prévisions de mon honorable ami de Sherbrooke pour l'exercice en cours sont insuffisantes. Il a été obligé de le reconnaître lui-même, puisqu'il a émis pour \$25,142.72 de mandats spéciaux, du 13 octobre au 31 décembre 1886, ainsi qu'on le verra par l'état que l'auditeur est tenu de soumettre à la Chambre."

Dans un autre endroit, l'honorable trésorier disait ce qui suit :

" Il est facile d'expliquer comment il arrive que les faits contredisent aussi clairement les déclarations de mon honorable prédécesseur. Suivant son habitude, il voulait faire miroiter aux yeux des députés et du peuple, un semblant d'équilibre dans le budget. Pour cela, il a adopté un procédé bien simple ; il a soumis une prévision de dépenses qui laissait en souffrance ou non pourvus des services et des obligations auxquels il faut maintenant pourvoir par un budget supplémentaire de \$910,332.57, pour couvrir l'insuffisance des crédits qu'il a fait voter," et l'honorable trésorier ajoutait avec un découragement lyrique, " Un pareil état de choses est bien accablant pour ceux qui en sont responsables."

Et ce grand réformateur de nos finances arrivait dès la première année, à faire émettre des mandats spéciaux pour \$180,000 ! Ce début promet.

Dans un autre endroit, l'honorable trésorier nous dit que son prédécesseur a toujours agi en pareil cas pour tromper la Chambre, et que chaque fois que ses prévisions ne se sont pas réalisées, c'était calculé dans le but d'induire la province en erreur. Il va même jusqu'à dire que l'honorable député de Sherbrooke cachait sous une apparente bonhomie, une astuce assez remarquable, et que chacun des écarts qu'il y avait entre la prévision et la réalité, était dû à la mauvaise foi, et au désir de tromper le public, afin de lui faire voir des surplus, quand il n'y avait que des déficits.

L'honorable trésorier ne devra pas être surpris si nous nous servons de la même mesure sévère à son égard.

On a dépensé \$6,000 pour la commission des asiles d'aliénés, à même un mandat spécial. On se rappelle ce que nous avons dit l'an dernier sur ce sujet. Les journaux qui appuient le gouvernement, ont eux-mêmes blâmé la nomination de cette commission. Le gouvernement ne sachant trop comment sortir de la position périlleuse dans laquelle le mettait les déclarations contradictoires faites par certains ministres et par quelques-uns de ses partisans, a inventée cette commission qui devait servir comme de chemin couvert pour faire rencontrer ceux qui avaient été aux extrêmes opposées sur cette question. L'honorable premier ministre avait fait des déclarations très fortes au sujet des asiles d'aliénés, et on se rappelle encore avec quelle indignation il a accueilli les quelques changements qui avaient été faits au Conseil législatif pour donner satisfaction aux réclamations de ceux qui s'étaient faits les champions des propriétaires de ces asiles. Ce n'était certes pas là, les idées d'un homme qui ne savait pas ce qu'il fallait faire pour régler cette question. Et pourtant le gouvernement a plaidé ignorance, pour justifier la nomination de cette commission.

D'un autre côté, le gouvernement comptait parmi ses partisans les hommes qui disaient alors que notre loi était

maçonnique, et que l'on devait s'attendre à voir les gendarmes mettre les bonnes religieuses de la Longue-Pointe à la porte de leur maison. Et c'était cette même loi que l'honorable premier ministre ne trouvait pas assez sévère.

Il nous a dit que la commission que le gouvernement se proposait de nommer, ne coûterait pas cher. En second lieu, il s'est efforcé de nous faire voir les immenses avantages qui découleraient de l'enquête faite par cette commission, qui devait être composée de spécialistes distingués des Etats-Unis et du Haut-Canada. Cela me surprenait de voir un homme qui, plus d'un an auparavant, se disait si bien renseigné, ne plus savoir quoi faire et incapable de régler cette question, sans les lumières d'une commission royale. On disait : cela ne nous coûtera pas plus que \$4,000 et on ajoutait, comme pour les remèdes patentés, si ça ne fait pas de bien, ça ne fera pas toujours de mal.

Quand la commission a été nommée, nous avons été bien surpris de voir qu'il n'y avait pas de ces spécialistes distingués ni du Haut-Canada, ni des Etats-Unis. On nous a donné des médecins pas plus extraordinaires que les autres ; des avocats absolument comme les autres.

Plus tard je me suis expliqué l'absence du docteur Clark d'Ontario, qui devait faire partie de cette commission. Dans un long article paru dans l'*Etendard*, le rédacteur expliquait les fatigues qu'il éprouvait en disant qu'il lui avait fallu composer trois commissions. D'où il résulte que l'honorable premier ministre avait dû se courber sous la férule de celui qui écrit dans l'*Etendard*.

Le gouvernement a payé \$2,389.50, pour la brochure de M. Langelier, intitulée : "Esquises sur la Gaspésie." C'était pour solder le montant du jugement de la cour supérieure, sur une pétition de droit. Cette pétition de droit n'a pas été accordée par nous.

Je me rappelle que dans le temps nous avons pris un certain nombre de ces brochures, mais nous n'avions pas cru devoir en prendre plus, malgré les réclamations de l'auteur. Le gouvernement s'est laissé poursuivre et il a perdu. Je suis surpris qu'il se soit laissé si facilement convaincre, puisqu'il n'y a pas eu appel du premier jugement.

Conférence interprovinciale ; pour en défrayer les dépenses, \$10,094.23. Voilà une dépense qui fait une singulière impression lorsqu'on se rappelle que les ministres nous ont dit que cette conférence ne coûterait rien à la province.

A ce propos, l'honorable premier ministre pourrait il nous dire pourquoi, la Chambre haute, n'a pas encore eu l'occasion de discuter les résolutions adoptées par cette conférence ? C'est un petit détail qui ne manquerait pas d'intéresser cette Chambre et le public.

Les ministres nous avaient assuré que la province ne paierait pas les frais de cette conférence ; cependant ils ne craignent pas de prendre sur eux de mettre à la charge de la province une dépense aussi considérable sans avoir l'autorisation préalable de cette Législature. Ce n'est pas ainsi que nos adversaires entendaient autrefois l'application du principe en jeu, et ce n'est pas comme cela que nous le comprenons non plus. J'ai hâte de voir comment ils vont s'y prendre pour concilier leurs déclarations d'autrefois avec leur conduite d'aujourd'hui. Peut-être va-t-on nous faire répondre par l'honorable député de Montréal-centre, ou par le vote, ce qui pratiquement, revient au même. Une fois cela s'est dit, et aujourd'hui on voit que nous avons raison, puisque ces messieurs ne croyaient pas ce qu'ils disaient.

On a dépensé pour travaux publics une somme assez ronde. Il me tarde de voir si l'honorable trésorier va être aussi sévère cette fois-ci, qu'il l'a été pour son prédécesseur.

Pour l'administration de la justice, soit pour un seul item, \$72,587.00. L'augmentation des prisonniers ne suffit pas pour justifier ce mandat. J'ai vu le rapport des inspecteurs des prisons, et il n'y a rien d'extraordinaire.

Pour ce qui concerne la tenue des assises criminelles dans les districts où il n'y en avait pas eu depuis plusieurs années, c'est une roue qui tourne ; car si cette année il y a des districts où vous devez tenir un terme, il n'y en aura pas l'année prochaine. Si les ministres suivent notre exemple, en contrôlant les demandes de termes, on tiendra les dépenses dans les bornes du raisonnable.

Quant aux comptes en souffrance, nos adversaires en laisseront eux aussi, lorsqu'ils abandonneront le pouvoir.

On me répondra sans doute, que nous avons émis nous aussi, des mandats spéciaux lorsque nous étions au pouvoir ; mais il est très facile d'expliquer l'émission de la plus grande partie de ses mandats ; je pourrais si je voulais, repasser article par article, et faire toucher du doigt la fausseté de cette accusation, au point de vue où je me place pour critiquer le gouvernement.

Le principe qui veut que la Législature contrôle les dépenses par des votes préalables, a été violé, c'est inutile de le nier. Nous nous croyons donc justifiables de demander à la Chambre de se prononcer là-dessus.

J'ai l'honneur de proposer :

Que tous les mots après " que " soient retranchés de la proposition et que les suivants leur soient substitués :

" Par un état soumis à cette Chambre suivant la loi, il appert qu'il a été émis, du premier juillet 1887 au 16 mai 1888, des mandats spéciaux pour un montant de \$180,003.75 dont le paiement n'avait pas été préalablement autorisé par cette Chambre ;

“ Que cette Chambre désire conserver le contrôle que la loi accorde sur les dépenses publiques et doit l'exercer avec d'autant plus de rigueur que l'état de nos finances devient plus inquiétant ;

“ Que dans ces circonstances, tout en accordant avec plaisir les subsides nécessaires à Sa Majesté, cette Chambre croit devoir censurer les ministres responsables de ces dépenses faites sans l'autorisation préalable de la Législature.”

L'honorable M. **Mercier**—*député de Saint-Hyacinthe, premier ministre, commissaire de l'agriculture et de la colonisation.*—M. le président, nous ne pouvons contester les principes posés par l'honorable chef de l'opposition, mais nous avons le droit de dire que l'application qu'il en fait est fausse, et je vais le démontrer.

Le montant des mandats spéciaux est de \$180,000, cela est vrai mais il faut dire aussi qu'il n'y avait au moment où cet état a été produit, que \$92,000 de dépensé. C'est toujours cela de moins pour nous critiquer. Maintenant voyons pourquoi nous avons émis ces mandats spéciaux, car la nature de la dépense doit avoir une portée très considérable sur le jugement de la Chambre. Ce point personne ne le contestera.

L'honorable chef de l'opposition ne critique que quelques-uns des items inscrits au tableau des mandats spéciaux. C'est là une bonne note en notre faveur, car on sait que notre honorable ami n'est guère disposé généralement à nous donner le bénéfice du doute.

Il y a un montant de \$3,000 pour défrayer les dépenses de la commission agricole. A la dernière session, nous ne savions pas à combien s'élèveraient les frais de cette commission. Personne n'a dans le temps, attiré notre attention sur la question des fonds, et comme il n'y avait pas de cré-



dit de voté pour cette fin, nous avons dû émettre un mandat spécial.

Ce que nous avons payé sous le titre de commission d'hygiène, sont des comptes faits avant notre arrivée au pouvoir, et dont nous ignorions l'existence.

— Pour ce qui concerne les colons de Metgermette, il était impossible de prévoir qu'il faudrait d'autre argent pour venir au secours de ces gens-là.

L'entrée suivante a rapport au chemin de fer Québec, Montréal, Ottawa et Occidental. Cette dépense n'est pas contrôlable. Je m'explique. Au moment où nous nous y attendons le moins, il nous arrive un jugement qui nous oblige à déboursier telle ou telle somme pour laquelle il n'y a pas eu provision de faite, de sorte qu'il nous faut recourir à la ressource d'un mandat spécial pour faire face à cette dépense impossible à prévoir plusieurs mois d'avance ; car personne peut dire si les tribunaux décideront pour ou contre nous.

Maintenant je vais prendre les sommes contre lesquelles l'honorable chef de l'opposition s'est tant élevé. Qu'il me permette de le lui dire sans aigreur, sa critique a été très injuste. Quand nous avons pris la direction des affaires de la province, nous ne pouvions pas être en état de juger en pleine connaissance de cause de la situation financière qu'on nous léguait. Nous ne pouvions pas du jour au lendemain, savoir ce qu'il y avait de mieux à faire avec une succession aussi embarrassée. C'est bien regrettable, mais les officiers que nous avons trouvés dans les départements ne nous ont pas renseignés complètement sur les dépenses déjà engagées et sur celles qu'il nous fallait absolument faire.

Entre autres choses, nous ne pouvions pas laisser tomber en ruine les édifices publics qu'il y a dans diverses parties de la province. Au reste, je suis certain que mon honorable

ami l'ancien commissaire des travaux publics peut donner sur ces dépenses les explications les plus satisfaisantes. Si ce département a dû ordonner certaines dépenses, c'est qu'elles étaient indispensables. On connaît assez par expérience que, chaque fois qu'on a attaqué l'honorable député de Montréal-centre, il a su se défendre victorieusement.

J'arrive maintenant au montant payé pour défrayer les dépenses de la conférence interprovinciale. L'honorable chef de l'opposition est scandalisé de cette dépense. Je ne trouve pas étonnant qu'il la condamne puisqu'il s'est prononcé contre l'opportunité même de réunir cette conférence. Il aurait critiqué quand même j'aurais demandé l'ouverture d'un crédit aux Chambres. L'honorable député n'est donc qu'un juge préjugé d'avance contre tout ce qui se rapporte à cette question. Pourquoi s'arrêter à une dépense de quelques piastres quand les résultats de cette conférence doivent être, de l'aveu de tous les gens raisonnables, considérés comme satisfaisants.

D'ailleurs mon honorable ami, avec le patriotisme qui le distingue, va être le premier à se réjouir de ce que nous ayons tenu cette conférence malgré lui, quand il verra la province recevoir une augmentation considérable de revenu, grâce aux travaux des délégués des provinces. Son patriotisme ne pourra résister au plaisir qu'il éprouvera en voyant chaque année le trésor provincial recevoir \$348,000 de plus du gouvernement fédéral. Des dépenses qui rapportent autant que celle-ci, seront toujours bien accueillies par la population et si nos honorables amis de l'opposition n'en avaient pas fait d'autres, ils n'auraient pas été obligés d'abandonner le pouvoir.

"Vous aviez dit qu'il n'en coûterait rien à la province," ajoute l'honorable chef de l'opposition. Je suis obligé de le contredire. Je n'ai jamais dit que les impressions ne coûteraient rien au trésor. Je n'ai jamais dit que nous paierions

les dépenses de réception, si on jugeait à propos d'en offrir une aux délégués étrangers. Comme je l'ai dit l'an dernier, chaque ministre a fait sa part pour recevoir les ministres des autres provinces. Que veut-on de plus ?

Mais pour en finir une fois pour toutes avec cette question, et pour qu'il n'y ait pas de malentendu, je vais citer mes paroles de la dernière session. Je les trouve dans les *Débats* de 1887, à la page 548 :

“ J'envverrai dans quelque temps l'invitation officielle aux premiers ministres de chaque province : j'espère qu'ils accepteront tous cette invitation ainsi que l'hospitalité loyale et franche que la province de Québec leur offrira dans la vieille cité de Champlain. ”

Voilà ce que je disais à la dernière session. Ces délégués ont payé leurs dépenses comme des hommes distingués qu'ils sont. Nous ne leur avons offert que le déjeuner, s'il faut pour satisfaire ces messieurs de l'opposition, entrer dans tous ces détails petits et mesquins.

Je suis heureux de dire que j'ai rarement vu des hommes travailler avec autant d'ardeur que ces messieurs.

Les dépenses qu'il a fallu encourir pour les impressions et pour d'autres fins, ont coûté de l'argent. Personne ne prétendra que nous devons payer ces frais à même nos revenus personnels ? . .

J'ai été heureux de voir à la réception qui a été donnée à ces visiteurs distingués, plusieurs des honorables députés de l'opposition. Rarement on a vu même à Québec, pourtant bien renommé par sa large hospitalité, une réception aussi brillante à tous les points de vue. Ça été peut-être la fête la plus brillante qui ait eu lieu ici depuis bien longtemps et qui peut-être ne sera jamais surpassée à l'avenir. Malgré cela il n'y a pas un homme un tant soit peu renseigné sur ces choses-là qui viendra dire que ça coûté bien cher.

Les impressions étaient faites la nuit, absolument comme pour un parlement en session. Tous les matins les imprimés nécessaires aux travaux de la conférence étaient sur les pupitres des délégués, ce qui facilitait beaucoup la besogne. Entre parenthèses, je puis ajouter que j'ai passé bien des nuits blanches pour voir à ce que les documents fussent imprimés à l'heure dite, afin que la convention ne vint pas à perdre son temps.

Tout le monde sait aujourd'hui que cette convention a eu un résultat admirable. Les délégués sont partis enchantés de la manière dont ils ont été traités et de la manière dont nous faisons les choses dans la province de Québec.

Je regrette cette critique de l'honorable chef de l'opposition. C'est son droit de la faire, mais il me semble que c'est une dépense bien modeste comparée au résultat obtenu.

Personne n'ignore que toutes les provinces ont approuvé les résolutions de la conférence, à part la Colombie anglaise. Néanmoins il paraît que les délégués de cette province étaient partis pour se rendre à Québec, mais un accident mystérieux est arrivé qui les a empêché d'arriver au but de leur voyage.

Il y a aussi un certain montant pour l'administration de la justice. Voilà un sujet qui nous entraîne dans des considérations d'un ordre très élevé. On dit que ça coûte très cher. Je l'admets. Que voulez-vous qu'on y fasse? L'administration de la justice, adviendra que pourra, ne doit pas souffrir de nos querelles de parti. Périssent n'importe quel gouvernement plutôt que de voir languir ce service si important de l'administration publique, le seul service qui doit primer tous les autres. Rien ici n'est à négliger. La question du plus ou moins dans les frais encourus ne doit pas arrêter un gouvernement soucieux de son devoir.

Comme je l'ai dit l'autre jour, les procès de Fahey, Neaglé et Bureau nous ont coûté très cher, et pour faire face à cette dépense additionnelle, il nous a fallu émettre un mandat spécial. Qui pouvait dire l'an dernier que ces individus se rendraient coupables de crimes comme ceux dont ils ont été convaincus ? Mais du moment que leur conduite a été découverte, notre devoir était de prendre des mesures pour les punir, quelque argent que cela coûtât à la province. Nous n'avons pas hésité. Ces trois grands criminels sont au pénitencier et nous avons réussi à en débarrasser la société.

Nous avons aussi augmenté le salaire des magistrats de police, et c'est en partie sur la recommandation de l'honorable chef de l'opposition que ça été fait. Quand j'étais dans l'opposition, je m'étais entendu avec mon honorable ami sur cette augmentation de salaire de ces officiers, mais la chose, après avoir été décidée en principe, a traîné en longueur jusqu'au moment où je suis arrivé au pouvoir. J'ai trouvé la lettre de l'ancien procureur général qui contenait en substance l'entente que j'avais eue avec lui, et il m'a paru naturel d'accomplir un acte de justice si longtemps retardé.

Je félicite l'honorable chef de l'opposition sur le ton courtois qu'il a pris pour faire ses remarques.

Les principes qu'il a exposés sont vrais, mais qu'il me permette de le lui dire avec toute la déférence que j'ai pour ses opinions, les critiques qu'il a faites ne s'appliquent pas dans ce cas-ci. En 1882, le gouvernement conservateur d'alors émettait pour \$488,000 de mandats spéciaux pour payer des dépenses en rapport avec le chemin du Nord qui venait d'être vendu. Aujourd'hui comme en 1882 c'était toujours les mêmes principes qui étaient en jeu, et cependant vous avez prétendu que ces principes n'étaient pas violés. En supposant que nous serions coupables d'avoir

usé imprudemment du pouvoir que la loi nous confère, il ne vous appartient guère de nous en blâmer, car votre passé est là pour prouver que vous n'avez pas toujours été aussi scrupuleux sur le chapitre des mandats spéciaux. Par exemple, en 1886 vous avez pris \$60,000 pour payer des dépenses non autorisées par la Chambre, et qu'on veuille bien remarquer que je ne parle pas des montants des mandats spéciaux, mais des sommes dépensées à même ces mandats. Si on veut bien examiner les causes qui nous ont forcés à recourir à ce moyen financier, on trouvera, je crois, qu'il n'y a pas lieu de nous blâmer comme l'honorable chef de l'opposition l'a fait.

Comme lui je crois qu'il est sage d'affirmer le principe en jeu, mais on admettra sans peine qu'il n'a pas été violé dans la circonstance actuelle. Je suis le premier à regretter la nécessité qui nous a forcé d'émettre ces mandats spéciaux. Aussi pour éviter la répétition de cet état de choses, en préparant le budget cette année nous avons mis les chiffres les plus élevés, afin de ne pas être pris de court. De la sorte nous avons l'espérance d'avoir pourvu à tous les besoins de l'administration sans recourir aux mandats spéciaux. Les crédits que nous demandons nous mettrons à l'abri de cette nécessité. J'espère que la majorité n'hésitera pas à nous exonérer de tout blâme. Nous avons hérité d'une succession très difficile à débrouiller, c'est ce qui explique pourquoi nous n'avons pas fait mieux.

L'honorable M. **McShane**—*député de Montréal-centre.*—Je ne veux pas prendre part à ce débat, et si je me lève, ce n'est que dans le but de donner une explication. L'honorable chef de l'opposition a parlé des dépenses faites pour travaux publics. Ces dépenses n'ont été faites que sur les demandes qui m'ont été adressées, et dans lesquelles on m'a démontré que des réparations très urgentes étaient indispensables. Les travaux ont été faits avec soin et je puis

affirmer devant la Chambre qu'on ne trouvera pas le moindre gaspillage. Dieu merci ! pendant toute la durée de ma carrière ministérielle, j'ai toujours agi honnêtement.

Je puis ajouter qu'avant de faire faire les travaux, les édifices publics avaient été visités par mon ingénieur.

**M. LeBlanc**—*député de Laval*.—L'honorable député aurait dû aussi nous dire où cet argent a été dépensé. Si elle l'a été sur les palais de justice de la campagne, je ne crois pas que ces réparations étaient urgentes. Je connais ces palais de justice, et je sais que la somme que nous avons votée devait suffire amplement.

On aurait dû nous donner des explications plus satisfaisantes et plus claires.

Quant à la question de principe, je suis certain que l'honorable premier ministre aurait été lui-même très étonné si nous n'avions pas soumis la proposition qui est devant la Chambre. Le gouvernement savait très bien, que nous condamnions énergiquement les frais de réception qu'il a payés en rapport avec la conférence interprovinciale. Je ne discute pas le droit du gouvernement et de ses amis de faire des conférences, mais je plaide en faveur du principe qui reconnaît à cette Législature, le droit de contrôler la dépense des deniers publics.

En agissant comme il l'a fait, le gouvernement a violé un principe pour lequel on a lutté bien longtemps sous l'ancienne constitution du pays. C'est pour ce principe qu'ont tant combattu ceux qui ont siégé dans cette Chambre de 1791 à 1841, c'est-à-dire le droit de contrôler les dépenses faites par le gouvernement.

S'il est permis aux ministres de dépenser \$10,000, pour donner des dîners ou des bals, ils peuvent aussi bien prendre cent mille piastres dans la caisse publique pour tout autre amusement, sans s'occuper de la Législature.

L'honorable premier ministre nous a dit que nous allions avoir en retour de cette dépense, un revenu annuel additionnel de \$348,000. Il se prépare des déceptions s'il compte comme s'il tenait cet argent dans sa main. Je n'ai pas changé d'opinion depuis 1883 et 1884, je crois encore que le meilleur moyen d'avoir un subside additionnel du gouvernement fédéral, c'est de lui démontrer que tout en économisant le plus possible, nous ne pouvons pas administrer nos affaires sans que notre budget se solde par un déficit. Si vous augmentez les dépenses, vous donnerez au gouvernement fédéral un nouvel argument contre la province. Du train où vous y allez, comment voulez-vous que ce gouvernement réponde favorablement à vos demandes ?

L'affaire des mandats spéciaux prouve que le gouvernement a oublié ou méconnu les vrais principes qui doivent le guider. Dans ces circonstances il était de notre devoir de mettre cette proposition devant la Chambre, et si nos adversaires votent contre, au moins ils ne pourront s'empêcher d'admettre dans leur for intérieur que nous avons raison.

L'honorable premier ministre a dit qu'il ferait tout en son pouvoir pour que le gouvernement n'ait plus besoin de recourir à l'émission de mandats spéciaux. . . .

Le débat est ajourné, et à une heure la séance est levée.



ETAT des rapports du conseil et mandats spéciaux, en vertu de l'acte 31 Vict., chap. 9, article 47,  
préparé par l'auditeur de la province, tel que requis.

DU 1 <sup>ER</sup> JUILLET 1887 AU 16 MAI 1888.	RAPPORT DU CONSEIL			Montant des man- dats spé- ciaux.	Montant dépensé.	Différence non dépensée.
	Nos.	Dates.	Montant.			
		1887	\$ cts.	\$ cts.	\$ cts.	\$ cts.
Commission d'agriculture; pour faire face aux dépenses.....	446	Sept. 17	3,000 00	3,000 00	3,000 00	
Commission centrale d'hygiène, C. S. C., ch p 38; pour per- mettre au trésorier de la commission de payer des comptes ouverts.....	476	Sept. 23	889 78	889 78	889 78	
Chemins spéciaux, ponts et ponceaux, dans le comté de Beau- se; au sujet des colons amenés de la côte du Labrador.....	484	Sept. 24	3,000 00	3,000 00	3,000 00	
Construction du chemin de fer Québec, Montréal, Ottawa et Occidental; pour continuer le paiement d'anciens comptes ouverts.....	547	Oct. 15	7,000 00	7,000 00	4,000 00	3,000 00
Assemblée législative; pour défrayer les dépenses concernant la codification des lois.....	686	Déc. 16	6,741 47	6,741 47	6,741 47	
Réparations des palais de justice et des prisons; pour suppléer à l'insuffisance de l'appropriation.....	703	Déc. 28	13,407 31	13,407 31	8,307 94	5,089 37
Inspection des palais de justice et des prisons; pour suppléer à l'insuffisance de l'appropriation.....	726	Déc. 30	2,197 10	2,197 10	1,931 54	265 56
Dépenses contingentes du département de l'agriculture et des travaux publics; pour suppléer à l'insuffisance de l'ap- propriation subséquente.....	731	Déc. 31	5,805 46	5,805 46	4,000 00	1 805 46
Dépenses contingentes du département du conseil Exécutif; pour suppléer à l'insuffisance de l'appropriation subséquente.	28	Janv. 25	1,500 00	1,500 00	1,000 00	
Commission des asiles d'aliénés; pour subvenir aux dépenses et à l'insuffisance de l'appropriation.....	35	Janv. 30	6,000 00	6,000 00	4,300 00	1,700 00
Esquisses sur la Gaspésie; pour solder le montant du jugement de la cour supérieure sur pétition de droit.....	66	Fév. 10	2,389 50	2,389 50	2,389 50	

Conférence interprovinciale; pour en défrayer les dépenses ...	67	Fév. 10	10,004 23	10,094 23	10,094 23	
Dépenses contingentes du département du trésor; pour suppléer à l'insuffisance de l'appropriation subéquente.....	164	Mars 20	2,000 00	2,000 00	1,000 00	1,000 00
Police; pour suppléer à l'insuffisance de l'appropriation destinée à défrayer les dépenses relatives aux magistrats de police, juges des sessions de la paix, commissaires de police et leurs officiers, à Québec et à Montréal .....	198	Mars 28	5,000 00	5,000 00	2,342 40	2,657 60
Loyers, assurances, réparations, etc., des édifices publics en général; pour suppléer à l'insuffisance de l'appropriation ....	201	Avril 4	34,307 63	34,307 63	19,879 93	14,427 70
Dépenses contingentes du département des terres de la couronne; pour suppléer à l'insuffisance de l'appropriation subéquente.....	217	Avril 6	3,700 00	3,700 00	2,000 00	1,700 00
Traitement du département du lieutenant gouverneur; pour suppléer à l'insuffisance de l'appropriation.....	264	Mai 3	383 31	383 31	120 79	262 52
Administration de la justice; pour défrayer les dépenses causées par l'augmentation du nombre des prisonniers et des condamnations, la tenue d'assises criminelles dans les districts où il n'y en avait pas eu depuis plusieurs années, le paiement de réclamations en souffrance, les frais encourus à raison du détournement des fonds publics, la tenue d'assises spéciales à Montréal, etc .....	292	Mai 9	72,587 97	72,587 97	11,581 25	61,006 72
			\$180,003 76	\$180,003 76	\$ 87,088 83	\$ 92,914 93

GASPARD DROLET,  
Auditeur de la province.

Département du trésor,  
Québec, 16 mai 1888.

(Séance de l'après-midi.)

La séance est ouverte à trois heures et demie. \*

LE BUDGET.—AMENDEMENT DE L'HONORABLE M. TAILLON,  
AU SUJET DES MANDATS SPÉCIAUX.

La Chambre reprend le débat sur la proposition de l'honorable M. Taillon.

L'honorable M. **McShane**—*député de Montréal-centre*. —M. le président, dans le cours de ce débat, on a beaucoup parlé des dépenses faites sur mandat spécial, pour certains travaux qui relèvent du département que j'avais l'honneur de diriger dans le temps. Comme on met mon administration en cause, on ne trouvera pas à redire si je donne une explication.

Les dépenses qui ont été faites l'ont été en grande partie pour des réparations urgentes et d'une absolue nécessité. J'ai en mains un état qui donne les détails de chacune de ces dépenses, et en le consultant on peut voir comment cet argent a été employé. Dans plusieurs cas, ces dépenses devaient être faites si on voulait garder les bâtisses en bon état.

L'honorable M. **Taillon**.—Il ne s'agit pas de savoir si l'argent a été bien dépensé, mais si on l'a approprié suivant la loi. Pour qu'un mandat spécial ne constitue pas une violation de la loi, il faut qu'il y ait des raisons d'extrême urgence. Ainsi si l'un des palais de justice avait été en partie détruit par un accident, je comprends qu'on aurait dû recourir à un mandat spécial pour réparer ces dégâts. Mais quand il s'agit de changer un système de chauffage, on aurait bien pu attendre la session pour consulter la Chambre.

L'honorable M. **Shehyn** — *député de Québec-est, trésorier de la province*. — Je comprends que le système que nous suivons est défectueux. Ainsi il serait de beaucoup

préférable d'avoir un état aussi complet que possible des dépenses nécessaires, et pour cela employer l'ingénieur du gouvernement.

**M. LeBlanc**—*député de Laval*. — M. le président, je désire continuer mes remarques et donner quelques courtes explications sur ma manière de comprendre cette proposition, et son importance.

Tout d'abord rendons-nous bien compte du principe en vertu duquel des mandats spéciaux sont émanés.

Autrefois l'honorable premier ministre et ses amis ne voulaient pour aucune raison que des mandats spéciaux fussent émis. C'était d'un rigorisme ridicule, mais naturellement ces messieurs devaient trouver mauvais tout ce que les conservateurs faisaient, quittes à les imiter et à faire plus mal qu'eux, une fois rendus au pouvoir. Je ne lirai pas la loi qui se rapporte à la question que nous discutons, chacun la connaît. Mais si j'examine les mandats spéciaux qui ont été émis par le gouvernement, je constate que pas un seul d'entre eux, à quelques rares, très rares exceptions, présente les caractères requis par la loi. Prenons, par exemple, les sommes appropriées pour travaux publics, on n'a pas pu nous dire que l'on avait dû recourir à ce mode extraordinaire, pour réparer les dommages causés par un accident arrivé aux bâtisses publiques, par conséquent, il n'y a pas un seul cas où la dépense peut se justifier par l'urgence. De plus, je ne crois pas qu'aucun des officiers désignés par la loi ait dit qu'il existait une autorité pour émettre ces mandats. C'est là un fait qui mérite d'être relevé.

M. le président, à la dernière session, je me rappelle que l'honorable premier ministre nous a annoncé que, pendant la vacance, le gouvernement nommerait une commission royale pour s'enquérir des meilleurs moyens de faire progresser l'agriculture. C'était donc une chose prévue. Non-seulement elle était prévue, mais elle faisait même partie du

programme ministériel. Il était facile de demander un certain montant pour défrayer les dépenses de cette commission.

Dans ce cas-ci, comme pour le palais de justice, il n'y avait pas d'urgence. C'est de cette manière que l'on a fait des dépenses parfaitement inutiles à Montréal....

L'honorable M. **Mercier**.—La Chambre avait voté \$200,000 pour agrandir le palais de justice de Montréal, et j'ai cru comme je le crois encore, que nous étions autorisés à prendre à même ce crédit pour payer les dépenses nécessaires pour améliorer ce palais de justice.

L'honorable M. **Taillon**.—Ce n'est pas du tout la même destination.

M. **LeBlanc**.—M. le président, chaque fois que nous reprochons au gouvernement les actes reprehensibles qu'il a commis, il se hâte de se mettre derrière ses employés. C'est encore ce qu'a fait l'honorable député de Montréal-centre tout à l'heure. Pourquoi n'ont-ils donc pas le courage de se défendre carrément ?

Dès le 31 décembre dernier, on a commencé à émettre des mandats spéciaux dans le département des travaux publics, lequel département était alors présidé par l'honorable député de Montréal-centre.

Si on voulait tout dire à ce sujet, nous apprendrions peut-être pourquoi il est sorti du gouvernement d'une manière aussi inattendue. Le journal *La Vérité*, organe national par excellence, l'a attaqué avec violence, et pas un journal ministériel n'a défendu l'honorable ex-ministre. Que dis-je, pas même un seul des ministres n'a voulu entreprendre sa défense.

J'arrive maintenant à l'article de la conférence interprovinciale. L'honorable premier ministre nous avait bien promis que ça ne coûterait pas un sou, attendu que les mi-

nistres exerceraient à leurs frais une large hospitalité à l'égard des délégués des autres provinces. On sait maintenant ce qui s'est passé. Quelques-uns de ces délégués ont été reçus par les ministres, mais le plus grand nombre sont allés loger à l'hôtel Saint-Louis.

Maintenant, comment ont ils passé leur temps à Québec ? Il paraît qu'ils ne se sont pas ennuyés. Pour émerveiller les populations présentes et futures du Canada, le grand gouvernement national que nous avons, a pris la peine d'avoir un historiographe pour raconter, par le menu, la série des amusements, promenades, réceptions, dont ces messieurs ont été gratifiés aux dépens de la province. Cet écrivain officiel a eu les honneurs de l'impression, toujours aux dépens de la province. Nous avons son travail d'un enthousiasme délirant du commencement à la fin. Qu'on en juge par les quelques lignes suivantes :

“ Nous ne donnerions pas un compte-rendu fidèle de la  
“ conférence si nous ne faisons mention des brillantes  
“ fêtes de société auxquelles elle a donné lieu. Ces réjouis-  
“ sances n'ont pas seulement été, de la part de la province  
“ et de la cité de Québec, une cordiale marque de bien-  
“ veillance à l'adresse des envoyés officiels des autres pro-  
“ vinces, elles ont aussi notablement ajouté à l'éclat et à  
“ l'importance de la réunion des délégués. Faites sur un  
“ ton de magnificence et de splendeur insurpassables, elles  
“ donnèrent une idée extrêmement flatteuse et impérissable  
“ de la courtoisie québécoise et d'un esprit d'hospitalité  
“ devenu proverbial. Du moment où les délégués visiteurs  
“ mirent le pied sur le sol historique de Québec, jusqu'à celui  
“ de leur départ, les marques d'amitié et d'attention leur  
“ furent prodiguées, tant par les membres du gouvernement  
“ de Québec que par la population en général et rien ne  
“ fut épargné,” on le voit bien par la note que le trésor  
public a payé, “ pour leur rendre le séjour si aimable qu'ils

“ n'en pourraient perdre le souvenir. Le premier ministre  
“ de la province de Québec, l'honorable M. Mercier se mit  
“ à la tête de ce généreux mouvement et, grâce à la cor-  
“ diale coopération des autorités locales et des principaux  
“ citoyens, ses efforts furent couronnés du succès le plus  
“ complet possible.

Plus loin je lis : “ Pour assurer le bien être des délégués  
“ pendant leur séjour à Québec, le gouvernement n'épar-  
“ gna rien...” Encore..., en voilà un qui avait évidemment  
les deux mains dans le trésor, car à chaque fois, il prend  
soin de nous dire qu'il n'épargne rien. Pourquoi tant nous  
le dire, nous ne le voyons que trop. “. . . les combla d'at-  
“ tentions délicates et leur fit les honneurs d'une manière  
“ digne d'une grande province comme celle de Québec.  
“ Les représentants de chaque province eurent à leur dispo-  
“ sition des pièces commodes et somptueuses à proximité  
“ de la salle des réunions générales de la conférence dans  
“ le palais exécutif ; le premier ministre de Québec leur  
“ donna tous les jours un “ lunch ” exquis, où ils avaient le  
“ plaisir de rencontrer les principaux dignitaires ecclésias-  
“ tiques de la ville, catholiques et protestants, spécialement  
“ invités dans ces circonstances, de même que bon nombre  
“ des citoyens les plus influents des deux nationalités fran-  
“ çaise et anglaise.”

Maintenant nous arrivons au chapitre des promenades et  
des visites, et nous allons en voir de belles, M. le président.

“ Pendant le séjour des ministres étrangers, on ne négligea  
“ pas non plus leur délassement ni leur santé. Dans l'après-  
“ midi du 20 octobre, date de l'ouverture de la conférence,  
“ les ministres de Québec leur fournirent l'occasion d'une  
“ de ces courses en voiture dont le charme et l'intérêt ont  
“ fait la renommée des environs de la ville.”

Et plus loin nous voyons encore que “ le 22 octobre,  
“ les délégués et les dames qui les accompagnaient, furent

“ invités par l'honorable premier ministre, M. Mercier, et  
“ ses collègues à une délicieuse promenade sur le fleuve à  
“ bord du yacht à vapeur le *Véga* ; on se rendit à la chute  
“ Montmorency, admirant au passage le bassin Louise, les  
“ travaux du havre, le bassin de radoub à Saint-Joseph de  
“ Lévis ; un goûter recherché fut servi à bord.”

Ces messieurs ne se sont pas contentés de se promener, de déguster de bons vins, de fumer de bons cigares et de consommer des goûters exquis, ils se sont aussi donné les jouissances d'une grande soirée mondaine. Pas dégoûtés du tout ces bons démocrates ! . . . écoutons le grand chanfre inspiré des splendeurs ministérielles . . . payé par la province.

Parlant de la soirée du 21 octobre, l'écrivain officiel nous dit : “ Sans exagération, jamais on n'avait vu pareil éclat  
“ dans l'ancienne capitale du Canada, renommée pourtant  
“ pour le nombre et la splendeur de ses fêtes sociales. La  
“ magistrale beauté des décorations, le grand nombre de  
“ notabilités venues de tous les points de la province, la  
“ distinction des invités, la grâce des dames et l'élégance  
“ de leurs parures, et pardessus tout, une hospitalité princière, sans borne : tout concourait à graver profondément  
“ et pour longtemps le souvenir de cette scène grandiose,  
“ propre à jeter un si vif éclat sur la province et sur ses  
“ représentants officiels. L'avenue donnant accès à l'entrée  
“ principale du palais, offrait un coup d'œil animé ; à travers le riche vitrail des portes massives, apparaissait d'en-  
“ semble l'anti-chambre inondée de lumière ; dans les  
“ imposants corridors et dans les salles réservées pour la  
“ toilette de chaque côté de la galerie, tombait un demi-  
“ jour rose ou d'autre nuance tendre produit par un ingénieux agencement d'abats-jour de toutes les couleurs du  
“ prisme tamisant l'éclat de chaque bec de gaz ; le vernis  
“ tout frais des murs rivalisait avec le glacé des tuiles du  
“ parquet ou des grands escaliers en noyer noir ; ce n'était



“ là que le prélude des splendeurs qui devaient suivre, mais  
“ tout attestait déjà du goût et du soin apportés aux prépa-  
“ ratifs de la fête. Dans les grandes salles du Conseil légis-  
“ latif et de l'Assemblée, une décoration élaborée où l'art de  
“ l'ornamaniste s'était surpassé, produisait un coup d'œil à  
“ la fois saisissant et charmant. Sur les murs des deux sal-  
“ les, étaient suspendues une profusion de drapeaux et de  
“ bannières, entremêlées d'inscriptions et de devises dont  
“ chacune respirait la loyauté, l'hospitalité, la fraternité....

Et plus loin. “ Dans les deux salles, les embrasures des  
“ croisées étaient transformées en délicieux berceaux de ver-  
“ dure et de fleurs naturelles, contenues dans d'élégantes  
“ jardinières ou disposées sur des piédestaux richement  
“ drapés.

Enfin, l'écrivain termine comme suit, naturellement à toute bonne chose, il faut une fin.

“ La fête se prolongea jusqu'à deux heures du matin, et  
“ fut un enchantement pour tous les invités. Les vastes cor-  
“ ridors offraient aux promeneurs tout l'espace désiré. Des  
“ liqueurs douces furent servies pendant toute la soirée, et  
“ à minuit on servit le souper qui, sous l'habile direction de  
“ Victor, de Montréal, était le comble du recherché. Enfin,  
“ la nombreuse société se dispersa, enchantée de la magni-  
“ fique hospitalité de M. et Madame Mercier. L'une de  
“ nos plus brillantes et plus grandioses fêtes sociales était  
“ finie ; mais on en gardera longtemps le souvenir.”

Il suffit de lire cette brochure en entier pour voir comment les ministres administrent les affaires du pays. Dix mille piastres dépensées par ces messieurs pour montrer leur hospitalité.... aux dépens de Jean Baptiste. C'est le programme de ces grands patriotes : Payes Baptiste, payes les bals, les réceptions, les dîners fins, les goûters exquis des ministres libéraux qui se gorgent à tes dépens.

Si encore on était arrivé à quelque résultat pratique, on pourrait peut-être ne pas trop s'en indigner, mais qu'on lise les propositions soumises par l'honorable premier ministre et qu'on les compare avec les résolutions de la conférence, et l'on verra que les trois quarts de ces propositions ont été mises de côté avec un ensemble admirable. Et ça coûte \$10,000 à la province pour avoir la maigre satisfaction de savoir que l'opinion du premier ministre ne compte pour rien aux yeux des libéraux des autres provinces. Voilà le seul résultat pratique que nous avons obtenu. Eh ! bien franchement, c'est trop cher, et si on veut recommencer, on fera bien de s'y prendre de manière à ce que cela coûte meilleur marché.

L'administration de la justice a coûté \$72,000. Ce n'est pas parce qu'il y a eu cinquante ou soixante prisonniers de plus que l'on réussira à excuser cette extravagance. Jamais on n'a fait de telles dépenses pour donner un terme à quelques districts ruraux par ci par là.

Un mot sur l'argent pour la colonisation. Voici un gouvernement qui, sans avoir la moindre raison, a fait enquête sur enquête, pour arriver à quoi ? Pour arriver à prendre quelques pauvres conducteurs de travaux de colonisation et en définitive, après avoir fait beaucoup de bruit, on a dû reconnaître qu'au fond, tout cela n'avait eu qu'un but, tromper le public et lui donner le change sur la véritable situation.

L'honorable premier ministre nous disait ce matin : " Vous en avez fait autant, vous, les conservateurs, et en 1883, vous avez émis des mandats spéciaux pour \$498,000." Ce raisonnement ne prouve rien du tout, car en supposant que les conservateurs auraient eu tort en 1883, cela ne prouverait pas que le gouvernement a eu raison de prendre sans nécessité urgente \$180,000 pour les gaspiller à droite et à gauche.

Mais il y a plus, c'est que les mandats spéciaux de 1883 étaient pour payer des travaux sur le chemin de fer du nord,

et ces dépenses ont été remboursées ensuite au gouvernement par les acquéreurs de la voie ferrée. Il n'y a donc pas de parité entre les deux cas.

Je me résume, M. le président ? en disant que l'émission de ces mandats spéciaux a été faite de la manière la plus inconstitutionnelle possible, et que pour cela, les ministres méritent la censure sévère de cette Chambre.

La proposition de l'honorable M. Taillon est mise aux voix :

Ont voté pour :—MM. Baldwin, Beauchamp, Blanchet, Casgrain, Desjardins, Duplessis, Flynn, Lapointe, LeBlanc, Lynch, McIntosh, Nantel, Owens, Picard, Poupore, Robertson, Spencer et Taillon.—18.

Ont voté contre :—MM. Bernatchez, Bisson, Bourbonnais, Boyer, Cameron, Cardin, Champagne, David, Déchéne (de l'Islet), de Grosbois, Dumais, Forest, Gagnon, Goyette, Lafontaine, Lemieux, Legris, Lussier, McShane, Mercier, Morin, Murphy, Pilon, Rinfret, Robidoux, Rocheleau, Rochon, Shehyn, Sylvestre, Tessier, Trudel et Turcotte.—32

L'Assemblée législative n'a pas adopté.

La Chambre siège en comité du budget.

Article 99.—Asiles d'aliénés : Beauport, Longue Pointe, Saint-Ferdinand d'Halifax et Belmont, maison de santé pour les alcoolisés, \$230,000.

L'honorable M. **Taillon**—*député de Montcalm, chef de l'opposition*.—Cette dépense doit augmenter à raison du fait que le nombre des aliénés augmente lui-même tous les ans, mais il ne faut pas oublier que les municipalités se trouvent à payer une partie de ses frais. La loi le déclare formellement et le gouvernement n'a qu'à percevoir cette taxe. Depuis quelques années, nous avons réussi à maintenir la dépense entre \$225,000 à \$230,000. Ceci prouve que le résultat de la loi est satisfaisant.

L'honorable M. **Shehyn**—*député de Québec-est, trésorier de la province*.—Nous nous occupons sérieusement de la perception de cette taxe. Nous avons envoyé une lettre circulaire dans toutes les paroisses qui se trouvent atteintes par cette taxe, mais j'avoue que la tendance générale est de ne pas payer.

L'honorable M. **Gagnon** — *député de Kamouraska, secrétaire et registraire de la province*.—Je ne crois pas que le crédit ait augmenté depuis que les municipalités paient une partie des frais d'entretien, car les admissions sont beaucoup mieux contrôlées qu'auparavant.

L'honorable M. **Taillon**.—C'est toujours ce que j'ai dit dans les assemblées populaires. Cette loi, dans l'opinion du gouvernement, avait plutôt pour objet d'empêcher les abus que de faire payer les municipalités, C'est là en réalité tout le but de cette législation.

L'honorable secrétaire de la province pourrait-il nous donner des nouvelles du cas de Longtin ? . . .

L'honorable M. **Gagnon**. — Quant à l'admission de Saint-Jacques, le maire n'a pas voulu signer les certificats. J'ai pris des renseignements, et mon assistant, M. Jolicœur, m'écrivait que quand Longtin a été admis, c'était en vertu de l'ancienne coutume. Je ne dis pas cela pour le plaisir d'incriminer mon prédécesseur, mais parce que j'ai été attaqué à ce sujet.

L'honorable M. **Blanchet** — *député de Beauce*.—Il arrive quelques fois que les maires ne veulent pas signer les papiers d'admission, bien que les cas soient excessivement favorables.

L'honorable M. **Gagnon**.— Je crois que dans des cas comme ceux-là, je serai justifiable de me dispenser de la signature du maire.

L'honorable M. **Blanchet**. — Ces cas sont plus fréquents qu'on ne le pense, et il importe d'y voir.

L'honorable M. **Taillon**. — Je crois que le gouvernement devrait prendre lui-même le recours nécessaire contre les biens des patients, et ne pas laisser ce soin aux municipalités.

L'honorable M. **Gagnon**. — Je ne crois pas que cette suggestion soit pratique ; si on la suivait on ferait admettre les patients, en déclarant qu'ils sont incapables de payer, et alors je ne pourrais avoir de recours contre eux.

L'honorable M. **Flynn**—*député de Gaspé*. — C'est une question d'administration où il faut considérer les conditions financières dans lesquelles se trouvent les municipalités appelées à payer. Il y a des municipalités qui comptent plusieurs aliénés, ce qui par conséquent est pour elles un fardeau assez lourd.

En consultant les documents publics, on voit qu'il y a beaucoup d'arrérages dans la perception de cette taxe. L'ancien gouvernement s'est montré bien clément envers les municipalités ; c'est à peine s'il y a eu deux ou trois poursuites de prises.

On dit que le gouvernement se montre très sévère. Je sais que les municipalités de mon comté s'accordent toutes à dire que sa conduite est vexatoire. Au point de vue de la recette c'est bien peu de chose. Si on force les municipalités pauvres à payer quand même, les gens s'en iront, et voilà tout ce que l'on gagnera.

Je sais que le trésorier est juste, aussi j'espère qu'il prendra les cas favorables en sa sérieuse considération. J'aime à croire aussi qu'on ne fera pas de politique avec la perception de cette taxe.

L'honorable M. **Robertson**—*député de Sherbrooke*.—  
Le gouvernement devrait se faire payer tous les ans, autrement il s'expose à perdre les arriérages.

Le crédit est adopté.

Article 196.—Arpentages, département des terres de la couronne, \$50,000.

L'honorable M. **Mercier** — *député de Saint-Hyacinthe, premier ministre, commissaire de l'agriculture et de la colonisation*.—C'est principalement pour défrayer les dépenses d'engagements pris antérieurement. Nous n'aurons pas, je crois, \$6,000 à dépenser pour nous-mêmes. Dans le budget supplémentaire, nous avons demandé \$22,000 pour payer des comptes en souffrance et des ouvrages faits et ordonnés par nos prédécesseurs. Cela forme un montant de \$52,800 en chiffres ronds. Bien que nous demandions vingt mille piastres de plus que pour l'année qui vient de finir, il y a cependant une diminution de près de \$3,000, si vous ajoutez le crédit supplémentaire au crédit du budget général pour 1887-1888.

L'honorable M. **Lynch** — *député de Brome*. — Il y a beaucoup de terres arpentées, et l'on pourrait arrêter cette dépense.

L'honorable M. **Robertson**—*député de Sherbrooke*.—  
Et il y a une bonne partie de ces terres arpentées absolument impropres à la colonisation, de sorte que c'est une dépense parfaitement inutile.

L'honorable M. **Tailon**—*député de Montcalm, chef de l'opposition*.—Peut-on nous dire s'il y a eu de nouveaux engagements de pris depuis le mois de janvier 1887 ?

L'honorable M. **Mercier**—*député de Saint-Hyacinthe, premier ministre, commissaire de l'agriculture et de la colonisation*.—Nous ne pouvons donner des détails, mais il est clair qu'il y a eu des engagements de faits. Je puis citer un cas

de mémoire, celui de M. Henri Robertson, de St. Thomas de Montmagny. M. Robertson est venu me dire qu'il avait une lettre de nos prédécesseurs qui l'envoyait faire des explorations et arpentages au Labrador, mais il a fait remarquer que vu la distance à parcourir, les frais d'une aussi lointaine expédition, et le prix accordé par le département, cela ne le paierait pas. Il nous a demandé de lui donner quelque chose pour l'indemniser et nous n'avons pas cru devoir refuser une demande qui nous a paru fort raisonnable.

Nous pourrions, si on le désire, faire préparer un état des engagements pris avant notre arrivée au pouvoir, et la Chambre pourra mieux juger la situation qui nous est faite.

L'honorable M. **Flynn**—*député de Gaspé*.—Je ne puis admettre que ce montant de \$50,000 soit, comme l'a dit l'honorable premier ministre, absorbé d'avance par des engagements pris antérieurement à l'arrivée de ces messieurs au pouvoir. N'importe quelle personne qui a la moindre expérience de la manière dont les choses se font dans le département des terres de la couronne, sait qu'il a toujours été de règle de donner des arpentages d'avance. Quand le gouvernement Chapleau est monté au pouvoir en 1879, j'eus l'honneur de prendre la direction du bureau des terres, et je me rappelle parfaitement avoir payé une proportion considérable du crédit mis à ma disposition pour des ouvrages ordonnés par le cabinet Joly. Je ne crois pas même en avoir parlé dans le temps, parce que l'on m'avait dit qu'il en devait être toujours ainsi d'une année à l'autre. Quand mes honorables amis de la droite abandonneront le pouvoir, ils feront comme tous ceux qui les ont précédés. Il n'est donc pas loyal de chercher à faire croire que nous avons fait exception à la règle générale, tandis que le gouvernement Ross a strictement suivi celle établie longtemps avant lui.

De plus je prétends que le cabinet actuel dépense beaucoup plus que nous pour ce service et que bien loin d'être justifiable de dépenser autant, il devrait diminuer ce crédit parce qu'il y a une grande quantité de terres publiques d'arpentées et par conséquent disponibles pour les fins de la colonisation.

Mais j'insiste sur le fait que ces \$50,000 ne peuvent pas être demandées pour payer des engagements pris avant le mois de janvier 1887, c'est-à-dire par le gouvernement Ross. Si on persiste à soutenir cette assertion, je verrai à demander un état de ces engagements au moment où nous avons laissé le pouvoir, et l'on verra si ma déclaration n'est pas conforme aux faits.

L'honorable M. **Mercier**—*député de Saint-Hyacinthe, premier ministre, commissaire de l'agriculture et de la colonisation.*—C'est pour payer les engagements que nous avons pris et que nous allons prendre, c'est parfaitement compris. Dans mes explications, tout à l'heure, j'aurais dû ajouter que les \$22,000 que nous demandons dans le budget supplémentaire, étaient pour payer les arrérages que nous avons trouvés dans le département des arpentages. C'est probablement là la cause du malentendu qui me paraît exister entre l'honorable député et moi.

L'honorable M. **Taillon**—*député de Montcalm, chef de l'opposition.*—Puisque le gouvernement demande \$50,000 pour les arpentages, nous devons croire que cela est nécessaire. Alors pourquoi l'honorable trésorier a-t-il dit que c'était une dépense inutile. Pourquoi la continuer du moment que ce n'est pas nécessaire ? Au moins ces messieurs devraient s'entendre avant de se présenter devant la Chambre avec leur budget. Qu'ils disent que ces \$50,000 sont nécessaires et il n'y aura pas plus de mal dans un cas que dans l'autre.



L'honorable M. **Mercier**—*député de Saint-Hyacinthe, premier ministre, commissaire de l'agriculture et de la colonisation.*—Le crédit que nous demandons est de onze mille piastres plus élevé que celui que vous vous êtes fait voter en 1886. J'avoue que c'est beaucoup. Je suppose que le département a jugé la chose nécessaire. Mais si nous ne dépensons pas ces \$50,000,—et rien ne nous y oblige quand même,—il n'y aura pas grand mal à voter la somme en question.

Ce crédit est adopté.

Article 198 : dépenses générales, terres de la couronne, nécessitées par le nouveau service des bois et forêts.

M. **Nantel**—*député de Terrebonne.*—En quoi consiste ce nouveau service ?

L'honorable M. **Lynch** — *député de Brome.*—C'est la première année que nous voyons ce crédit. J'espère que le gouvernement va être assez bon de nous dire comment cet argent va être dépensé.

L'honorable M. **Turcotte**—*député de Trois-Rivières, procureur général.*—Lorsque nous avons décidé de changer le mode de perception des droits sur la coupe du bois, la première question que nous avons dû résoudre était celle de savoir quel était le meilleur système. Pour cela, nous avons pris tous les renseignements possibles sur le système suivi dans le Nouveau-Brunswick et ailleurs ; j'ai dû employer plusieurs personnes pour faire cette étude. Ces messieurs ont travaillé pendant plusieurs semaines. Ils ont fait un travail de comparaison très intelligent, et ils ont préparé des tables très bien faites. Ces tableaux ont été approuvés par un très grand nombre de marchands de bois.

Nous basant sur le résultat de ces études comparées, nous avons décidé d'essayer ce système cette année. Ce système sera très avantageux pour la province en général et

surtout pour les marchands de bois de la région de l'Ottawa. C'est l'intention du gouvernement de faire faire une différence entre les petits bois du Saint-Maurice et du Saguenay, et les gros bois de l'Ottawa.

Nous avons payé libéralement ceux qui ont fait les études qui nous ont permis de changer l'ancien mode de perception, car le gouvernement a pour principe de n'employer que des gens compétents et de les bien payer. Nous avons nommé six surintendants de gardes-forestiers, qui sont payés cinq piastres par jour y compris les dépenses de voyage. Ils sont employés toute l'année, tandis que les gardes-forestiers ne sont payés que pour le travail fait.

L'honorable M. **Taillon**.— Quel salaire annuel ces cinq piastres par jour représentent-elles ?

L'honorable M. **Turcotte**.— A peu près dix-huit cent piastres par année. Nous avons adopté le même système qu'à Ontario, à l'exception toutefois, que nos gardes-forestiers, sont moins bien payés que dans la province voisine.

L'honorable M. **Taillon**.— Ces dépenses sont prises sur ces \$24,000.00 ?

L'honorable M. **Turcotte**.— Oui, mais il ne faut pas oublier que cette mesure va avoir pour effet d'augmenter le revenu de \$140,000.00, ce qui va laisser une recette nette considérable au trésor.

M. **Duplessis**—*député de St.-Maurice*.— Quand ces messieurs ont préparé les tableaux d'après lesquels les marchands de bois devront à l'avenir, payer les droits de la couronne, étaient-ils payés cinq piastres par jour, et cette dépense a-t-elle été prise sur ces \$24,000 00 ?

L'honorable M. **Turcotte**.— Non.

Les gardes-forestiers sont sous le contrôle immédiat des surintendants. Ils se rendent dans les chantiers, et les

contre-maîtres sont obligés de leur donner un état assermenté du nombre de billots coupés. Cet état est ensuite contrôlé par le surintendant. De la sorte le revenu public est assuré contre toute fraude ou erreur.

Comme je l'ai dit, cette mesure va avoir pour effet d'augmenter considérablement le revenu. De plus, l'ancien système est injuste. Pour se faire une idée de l'accroissement du revenu, il suffit de calculer combien rapportait un billot de trente-deux ou trente-trois pouces de diamètre, d'après l'ancien système, et de comparer ce revenu avec celui que nous allons recevoir. Ainsi un billot de trente-deux ou trente-trois pouces qui donnait vingt-deux cents, va en rapporter quatre-vingt-douze maintenant.

Naturellement c'est la première année que l'établissement de ce nouveau système va coûter le plus cher.

L'honorable M. **Taillon**.—Quel montant va donner l'augmentation sur la rente foncière ?

L'honorable M. **Mercier**.—\$42,000,00, puisqu'il y a quarante-deux mille milles sous licence.

- Le nombre des employés a doublé, mais c'est dans le but de faire faire une bonne inspection.

L'honorable M. **Flynn**.—S'il y a augmentation du revenu, elle sera plutôt due à l'augmentation de la production qu'à toute autre cause. J'ai étudié cette question avec beaucoup de soin. Depuis 1879 jusqu'en 1881, j'ai fait faire des rapports élaborés par les officiers du département des terres de la couronne. Si le gouvernement avait pris la peine de lire ces rapports, je suis certain qu'il aurait reculé comme je l'ai fait moi même, à l'idée du changement qu'il a accompli. L'expérience que j'ai pu acquérir lorsque j'étais commissaire des terres de la couronne, me fait accueillir avec beaucoup de défiance, les espérances du gouvernement. On voit de suite par ces \$24,000.00 de dépenses additionnelles,

dans quelle voie nous sommes entrés, et je suis convaincu que ce n'est que le commencement.

Est-ce qu'on a inclu, comme d'habitude, les dépenses des gardes-forestiers, dans le crédit intitulé : " dépenses générales " ou bien ces \$24,000.00, couvrent-elles aussi ce qui est payé aux gardes-forestiers ?

L'honorable M. **Mercier**.—Non, ce n'est que pour l'organisation nouvelle.

- J'ai beaucoup de respect pour l'opinion de l'honorable député de Gaspé, mais il n'a pu avoir tous les renseignements sur lesquels nous nous sommes basés pour prendre cette décision. D'ailleurs, son voisin l'honorable député de Pontiac, qui est un homme pratique dans ces matières, avoue que ça va être avantageux.

L'honorable M. **Taillon**.—Combien y avait-il de gardes-forestiers auparavant, et combien y en a-t-il maintenant ?

L'honorable M. **Turcotte**.—On m'informe qu'il y en avait trente ou trente cinq, et que ce nombre a été augmenté de vingt ou vingt cinq.

Le crédit est adopté.

Divers autres crédits sont adoptés.

A six heures la séance est levée.

(Séance du soir.)

La séance est ouverte à huit heures.

#### LES CHEMINS D'HIVER.

M. **Beauchamp**—*député de Deux-Montagnes*.— J'ai l'honneur de proposer que le projet de loi relatif aux voies d'hiver, soit maintenant adopté en deuxième délibération.

M. le président, l'amendement que j'ai l'honneur de proposer n'est pas long ; il s'agit tout simplement de modifier l'article 2 de la loi 33 Vict., chap. 33, en ajoutant les mots suivants :

“ Ni à moins que la voiture n'ait une largeur de quarante-deux pouces au moins en dehors des patins, quant aux voitures qui seront faites à l'avenir.”

L'honorable M. **Mercier**—*député de Saint-Hyacinthe, premier ministre, commissaire de l'agriculture et de la colonisation*.—J'ai examiné ce projet de loi, et je suis d'opinion que la Chambre devrait l'adopter. C'est une mesure qui se recommande à notre favorable considération. Il ne s'agit pas d'imposer des dépenses pour changer le mode de voiture actuel, c'est tout simplement pour l'avenir.

M. **Goyette**—*député de Laprairie*.—M. le président, je suis aussi en faveur de ce projet de loi, c'est un pas dans la bonne direction, et tout ce qui peut améliorer nos chemins d'hiver, mérite notre favorable considération. Cette mesure n'entraînera pas de dépense pour personne, puisqu'il est dit qu'elle ne s'appliquera qu'aux voitures qui seront faites à l'avenir.

Le projet de loi est adopté en deuxième délibération.

La séance est levée.

## ASSEMBLEE LEGISLATIVE.

---

*Séance du mercredi, le 4 juillet 1888.*

**SOMMAIRE :** Dépôt de projets de loi.—Délibération sur les articles du budget : MM. Lynch, Taillon, Mercier et LeBlanc.—Suite du débat sur la proposition concernant le certificat du juge Casault, dans la cause de l'élection contestée de Mégantic : MM. Casgrain, Mercier, David, Lafontaine, Lynch.—Amendement de M. David : MM. Mercier, Blanchet, Taillon et Gagnon.—Délibération sur le projet de loi concernant la pêche en cette province : MM. Flynn, Gagnon et Lynch.—Amendement de M. Nantel.

PRÉSIDENCE DE L'HONORABLE M. F. G. MARCHAND. •

La séance est ouverte à onze heures et demie du matin.

### DÉPÔT DE PROJETS DE LOI.

**M. Déchène**—*député de l'Islet*. — J'ai l'honneur de proposer qu'il me soit permis de déposer sur le bureau de la Chambre, deux projets de loi :

Le premier, pour modifier la loi 25 Victoria, chapitre 26, intitulée : “ Acte pour amender et refondre les lois relatives à la cour du recorder de la cité de Québec, et ses amendements.”

Le second, pour étendre les limites judiciaires des cours civiles du district de Québec et leur donner juridiction concurrente.

Ces deux projets de loi sont adoptés en 1<sup>re</sup> délibération.

La séance est levée.

(Séance de l'après-midi.)

La séance est ouverte à trois heures et demie.

LE BUDGET.

La Chambre siège en comité du budget.

Article 208. — Indemnité et frais en rapport avec les erreurs d'arpentages entre la paroisse de l'Ange-Gardien, Rouville, et les Cantons de l'est, conformément à une promesse faite avant le 1er février 1887, \$10,500.00.

L'honorable M. **Lynch**—*député de Brome*.—M. le président, la rédaction de ce crédit ne me paraît pas conforme aux faits. Je me rappelle avoir eu quelque chose à faire avec cette question, mais je ne me souviens pas qu'il y ait eu une promesse officielle de faite de la part du gouvernement.

L'honorable M. **Taillon**—*député de Montcalm, chef de l'opposition*.—Il faut retrancher les deux dernières lignes, car jamais nous n'avons fait la promesse de donner une telle somme.

L'honorable M. **Mercier**.—*député de Saint-Hyacinthe, premier ministre, commissaire de l'agriculture et de la colonisation*.—Si les honorables députés veulent bien prendre le troisième volume des documents de la session de 1887, il trouveront une volumineuse réponse à une adresse, contenant tous les documents relatifs à cette question. Je ne voudrais pas repasser devant la Chambre toutes ces lettres et tous ces rapports, mais pour faire comprendre la position du gouvernement, je dois faire quelques citations.

La question étant à l'étude dans le département des terres de la Couronne, le 28 mars 1884, M. J.-B. Kemp,

chargé spécialement de cette étude, adressa la lettre suivante au département :

“ J’ai l’honneur de vous renvoyer, ci-jointes, les lettres  
“ Nos. 9007, 1882, 397, 6, 295 et 9025, 1883, et 2065, 1884,  
“ que vous m’avez adressées comme rapport au sujet des  
“ réclamations sur certaines terres supposées appartenir et  
“ patentées au canton de Farnham-ouest, et le seigneur de  
“ Saint-Hyacinthe, qui réclame pour sa seigneurie une perte  
“ de 1602 acres de terre.

“ Il appert après un sérieux examen de ces lettres et des  
“ ordres en conseil de 1848 et 1854, que la réclamation du  
“ seigneur de Saint-Hyacinthe a été admise pour les dites  
“ terres faisant partie des lots 34, 35 et 36, dans le 5ième  
“ rang et une partie du lot 33, au 4ième rang des lots de  
“ Farnham.

“ Il apparaîtrait d’après les ordres en conseil en date du  
“ 22 février 1854 que les réquerants des dites parties des  
“ lots devaient recevoir une entière compensation de la part  
“ du gouvernement pour les montants payés pour ces dits  
“ lots, que cette compensation devait être fixée à dire d’experts  
“ et qu’une proposition avait été faite par les héritiers  
“ Allsopp, par laquelle ils consentaient à accepter six shell-  
“ ings de l’acre pour leurs réclamations sur les dites terres.

“ Il n’apparaît pas qu’on ait ramené subséquemment l’af-  
“ faire en litige par un règlement équitable et définitif.

“ On voit plus loin que les requérants de ces dites terres  
“ en litige se sont toujours considérés comme étant dans le  
“ dit canton et leurs terres en faisant partie ; ils ont tou-  
“ jours payé les taxes municipales et d’école et la dîme et  
“ exercé le droit de vote dans le dit canton de Farnham.

“ Je suis d’opinion que la ligne érigée entre le dit canton  
“ de Farnham-ouest et la paroisse de l’Ange-Gardien, telle  
“ que tirée par F. W. Blaiklock, annexé à ce rapport sous



“ la date du 16 août 1883, devait être établie et les bornes  
“ et limites posées de manière à définir d'une manière défi-  
“ nitive la dite ligne sur le champ. Les propriétaires ou  
“ leurs représentants légaux des lots 34, 35 et 36 dans le  
“ dit 5<sup>e</sup> rang et 33 dans le 4<sup>e</sup> rang, dont les lots se trouve-  
“ ront dans les dites limites de la paroisse de l'Ange-Gar-  
“ dien, sur présentation des plans et procès-verbaux faits  
“ par des autorités compétentes et montrant la superficie,  
“ la valeur et les limites de leurs lots respectifs, au prix  
“ offert par les héritiers Allsopp, c'est-à-dire 6 s. de l'acre  
“ comme par l'ordre en conseil de 1854, pourvu qu'ils pro-  
“ duisent la preuve de leurs réclamations ou que celles-ci  
“ seraient produites à la satisfaction du département des  
“ terres de la couronne. (Signé) J. B. Kemp, inspecteur des  
“ agences des terres de la couronne.”

Le 7 mai 1884, le même M. Kemp, adresse le rapport  
suivant à l'honorable commissaire des terres de la couronne :

“ Monsieur :—J'ai l'honneur de vous faire rapport que  
“ conformément à vos instructions verbales, j'ai fait, le 21  
“ avril dernier une investigation, en personne, des terres en  
“ litige entre le canton de Farnham-ouest et la paroisse de  
“ l'Ange-Gardien, dans la seigneurie de Saint-Hyacinthe, et  
“ que, à la demande de plusieurs des plaignants, j'ai  
“ tenu à la ville de Farnham-ouest, le 6 du courant, une  
“ enquête sur ces matières, et que les plaignants ont com-  
“ paru devant moi.

“ D'après les archives, il appert que l'Ange-Gardien  
“ forme partie de la seigneurie de Saint-Hyacinthe, que  
“ cette paroisse a été établie comme telle sous l'ancien  
“ régime français et reconnu et ratifié après la conquête :

“ Qu'en l'année 1806, les lots Nos. 35 et 36 du 5<sup>ème</sup>  
“ rang de Farnham ont été patentés à deux membres de la  
“ famille des Allsopp, et le No. 33, dans le 4<sup>ème</sup> rang, à un  
“ nommé Samuel Tully ;

“ Que d’après la ligne tirée par McCarthy en 1802, ces lots ont fait partie du canton de Farnham et ont appartenu au dit canton et les dits propriétaires et leurs cessionnaires ont toujours été considérés comme appartenant au dit canton et ces propriétaires ont toujours exercé le droit de voter, payer les taxes municipales, d’écoles et dîmes dans le dit canton et ont leurs titres enregistrés au bureau du registraire du comté de Missisquoi, dans lequel se trouve situé le dit canton.

“ Le premier dossier de réclamations faites sur des portions des lots en question comme faisant partie de la dite seigneurie de Saint-Hyacinthe, me paraît être en 1848, par un ordre en conseil, ensuite en 1854. Il appert par ce dernier qu’une correspondance a été échangée entre le gouvernement et les héritiers Allsopp, dans laquelle ces derniers font une offre d’accepter 6 s. de l’acre pour cette portion de leurs lots située dans les limites de la dite paroisse ; qu’il n’y a rien qui démontre pourquoi cette proposition n’a pas été acceptée et pourquoi un transport de ces dits lots trouvés concédés à tort, n’a pas été fait au département.

“ Une autre question pourrait s’élever, qui serait celle-ci : De quelle manière se prendra le gouvernement pour satisfaire ou compenser les propriétaires ou leurs cessionnaires de terre par lui accordées par patentes dans un canton déterminé, lorsque ces propriétaires ou cessionnaires dépassent les limites du canton en réclamant des terres qui se trouvent dans un canton ou une paroisse voisine, pour remplacer certaines parties qui manquent dans leurs lots, pendant que les bornes de ces mêmes lots ont été fixées par un arpenteur provincial au service du département.

“ Le département eût-il mené la question à un règlement final en acceptant la proposition des héritiers Allsopp, il se serait présenté un grand nombre de cessions, des som-

“ mes considérables d'argent et de travail pour des améliorations faites de bonne foi par les propriétaires et pour lesquelles ils sont incontestablement en droit d'être remboursés : ces améliorations ne devraient pas être bornées à l'avantage des requérants de la dite paroisse sans y réfléchir sérieusement.

“ Je n'ai rien devant moi qui me fasse voir qu'il y ait eu aucune réclamation faite ou aucune action prise avant 1841, 39 ans après la date des patentes des terres en litige : la question s'élèverait naturellement de savoir si les réclamations du Seigneur ou des requérants ne sont pas éteintes par la prescription.

“ Pour le cas de Douglas (un des propriétaires), le droit de prescription doit être admis, puisque lui et ses ascendants ont toujours demeuré sur son lot, sans recevoir d'avis ou de protêts, pendant une période de plus de trente ans, et je suis convaincu que les réclamations de tous les autres pourraient avoir le même effet, quant au temps : bien que les propriétaires n'aient pas continuellement habité les terres qu'ils occupent.

“ Au cas où le département déciderait d'admettre les droits de prescription pour tous les requérants, à l'exception de Douglas, je suggérerais de soumettre l'affaire à l'arbitrage. Le département choisirait un expert, les requérants en auraient un autre et tous deux choisiraient un tiers qui serait chargé de faire un rapport.

“ Dans mon opinion, les montants des réclamations sur les dépôts ci-jointes dépassent beaucoup la valeur de la terre et des améliorations,

Le 7 avril 1885, nouvelle lettre de M. Kemp, qui se lit comme suit :

“ Monsieur : — J'ai l'honneur de vous envoyer avec la présente les documents judiciaires et le mémoire *in re*

“ Saurelle et Gaboriau, cour supérieure, Saint-Hyacinthe  
“ (Farnham et L'Ange-Gardien), et en réponse à votre  
“ requête, j'ai l'honneur de faire les remarques suivantes :

“ D'après les faits consignés dans ce procès, il appert  
“ que le canton de Farnham fut érigé par lettres-patentes en  
“ août 1798 ;

“ Qu'un arpentage du dit canton pour la division de ce  
“ canton en lots et rangs fut ordonné en septembre 1801 ;

“ Qu'il fut ordonné à Jeremiah McCarthy, arpenteur  
“ provincial, de faire le dit arpentage, et qu'il soumit son  
“ rapport à l'honorable comité du conseil exécutif le 5  
“ mai 1803 ;

“ Que le 17 septembre 1804, Joseph Bouchette, écuyer,  
“ arpenteur provincial, fit son rapport et l'adressa à Son  
“ Excellence le lieutenant gouverneur de la province du  
“ Bas-Canada, confirmant l'arpentage de McCarthy dans la  
“ subdivision du dit canton.

“ *Arpentage O. O. R.* — Que par le dit rapport, le lot  
“ No. 36 du 5<sup>e</sup> rang fut déclaré complet et contenait deux  
“ cents acres, confirmant par là les rapports et plan de  
“ McCarthy de mars 1803.

“ Il appert, en sus, que les plans et procès-verbaux de  
“ Wells et O'Dowyer, que la ligne établie pour McCarthy  
“ était erronée, et que par cet arpentage les numéros 35 et  
“ 36 dans le 5<sup>e</sup> et 37 dans le 4<sup>e</sup> rang des lots du dit canton  
“ s'étendaient et couvraient la partie des terres comprises  
“ dans la paroisse actuelle de l'Ange-Gardien, dans la sei-  
“ gneurie de Saint-Hyacinthe ;

“ Que les dits lots furent patentés en 1809, aux héritiers  
“ d'Allsopp et de Samuel Tully, comme étant entiers et  
“ renfermant deux cents acres chacun ;

“ Que ces concessionnaires et leurs cessionnaires ont  
“ constamment réclamé et occupé les dits lots, suivant les  
“ plans d'arpentage de McCarthy, sans notification ou  
“ plutôt jusqu'à l'année 1848, qu'ils ont toujours eu et ont  
“ encore leurs titres de record au bureau d'enregistrement  
“ dans le comté de Missisquoi, le comté dans lequel est  
“ situé le dit canton de Farnham ;

“ Que les propriétaires des Nos. 41, 42 et 43, dans la  
“ dite paroisse, admis et consentis à cette occupation jusqu'à  
“ cette dernière date, et avant et depuis cette date, achetè-  
“ rent, vendirent et échangèrent ces dits derniers lots, con-  
“ naissant parfaitement la position exacte, les limites et  
“ bornes de leurs propriétés respectives.

“ Il ne peut être question, ni il ne peut y avoir la moin-  
“ dre chance de doute, que les réclamants représentant le  
“ canton de Farnham peuvent garder cette partie, des dits lots  
“ en dispute par limitation du statut. Mais il pourrait s'élever  
“ une question, à savoir : serait-il de bonne politique pour  
“ le gouvernement, après avoir trouvé que l'administration  
“ d'alors par ses arpenteurs avait commis une erreur grave  
“ en bornant ces terrains, de persister dans cette erreur ?

“ Je suggérerais respectueusement de faire nommer des  
“ experts par le gouvernement et les parties intéressées, pour  
“ évaluer cette portion des dits lots 35 et 36 du 5<sup>e</sup> rang et 37  
“ du 4<sup>e</sup> rang de Farnham, en vue de rembourser les récla-  
“ mants de leur perte des dites parties de lots avec les  
“ améliorations, et de faire rapport des conditions auxquelles  
“ ces parties de lots seront transportées ou livrées aux  
“ réclamants de la dite paroisse de l'Ange-Gardien. ”

Après ces divers rapports et lettres de son officier, le  
gouvernement soumet la question à l'un des officiers en loi  
de la couronne. Les termes de la lettre que je vais lire ont

une importance capitale comme indiquant l'opinion qui semblait prévaloir au sein du gouvernement :

Le 5 juin 1885, l'honorable député de Brome, alors commissaire des terres de la couronne, adressait la lettre suivante à l'honorable député de Gaspé, solliciteur général :

“ Mon cher collègue : — Je vous transmets avec la présente un rapport quelque peu volumineux, relatif à la ligne de division entre le canton de Farnham et la seigneurie de Saint-Hyacinthe, de manière à vous mettre au courant de la question, et à vous mettre en position de me renseigner sur les moyens légaux à prendre pour régler la difficulté qui existe.

“ Le rapport de M. Kemp, inspecteur des agences, expose les différentes phases de l'affaire et vous aidera peut-être, sans parcourir tous les papiers, à comprendre la question des circonstances qui forcent maintenant le ministre des terres de la couronne à agir.

“ Vous remarquerez qu'un procès est actuellement pendante entre les deux réclamants du territoire en dispute, et il est beaucoup à désirer d'éviter de nouveaux procès, si possible.

“ En terminant son rapport, M. Kemp suggère de nommer des experts pour déterminer la valeur de la propriété. Comment ceci peut-il se faire ? Avant de prendre une décision, il vaudrait mieux que vous donniez votre opinion pour savoir si dans les circonstances le gouvernement est responsable ou non : dans l'affirmative, il faudra sans doute avoir alors votre avis sur les moyens à prendre pour arriver à une solution légale de la question.

“ Votre prompt attention obligera beaucoup, votre etc., W. W. Lynch.”

Comme on le voit cette lettre laisse clairement comprendre que le gouvernement a décidé en principe de régler à

l'amiable et de faire droit aux réclamations qu'il a devant lui. Mais voici une lettre plus formelle d'un ancien député à cette Chambre et qui a constamment accordé sa confiance à mes honorables amis de la gauche lorsqu'ils étaient au pouvoir. M. Poulin, ancien représentant de Rouville, écrivait comme suit à l'honorable député de Brome, en sa qualité de commissaire des terres de la couronne. Sa lettre est datée de Sainte-Marie, le 16 mars 1886 :

“ Monsieur :—Depuis que je vous ai écrit que j'avais  
“ annoncé aux intéressés des terrains de l'Ange-Gardien que  
“ l'intention du gouvernement était de laisser continuer le  
“ procès, le demandeur, Pierre Saurelle, en a informé son  
“ avocat, M. Fontaine. Il n'a pas voulu ajouter foi à son client,  
“ car la chose lui parut impossible et ridicule, après l'entente  
“ qu'il avait eue avec vous, m'a-t-il dit. Sur la demande de M.  
“ Fontaine, je suis allé à Saint-Hyacinthe avec les intéressés.  
“ J'ai été bien surpris d'apprendre que le rapport le plus  
“ important, celui de M. Blaiklock, arpenteur envoyé par le  
“ gouvernement pour vérifier le terrain en litige, n'ait pas  
“ été mis devant la Chambre quand j'ai demandé la produc-  
“ tion de tous les papiers. J'en ai pris communication chez  
“ M. Fontaine. M. Fontaine prétend que le gouvernement  
“ s'est engagé à régler l'affaire sur le rapport de M. Blaiklock.  
“ Il ne veut pas procéder avant que la Chambre se soit  
“ prononcée sur la question ; qu'il va voir M. Mercier pour  
“ lui expliquer l'affaire, et qu'il en appellera à la Chambre.  
“ M. Blaiklock a été nommé en décembre 1882, et son  
“ rapport le 16 août se termine ainsi : “ Que le gouverne-  
“ ment a accordé des lettres-patentes pour des terrains  
“ supposés être dans Farnham, qui en réalité s'étendent  
“ dans la Seigneurie.” Pourquoi le gouvernement a-t-il  
“ envoyé peu de temps après M. Kemp, arpenteur pour  
“ vérifier de nouveau le terrain et tenir une enquête pour  
“ évaluer le terrain ? Comme le dit M. Fontaine, c'est parce  
“ que le ministre des terres de la couronne s'était engagé à

“ régler ces réclamations. Les intéressés sont furieux contre  
“ le gouvernement et contre moi. Ces terrains sont entrés  
“ dans le cadastre du comté de Rouville et Missisquoi, vous  
“ pouvez juger quel inconvénient.

“ Votre tout dévoué,

“ ET. POULIN.”

Ce n'est pas tout. Dans une lettre conjointe de MM. Tellier et Fontaine, en date du 2 avril 1886, je lis ce qui suit, confirmant l'impression qui résulte de la lecture des pièces que je viens de mettre devant la Chambre :

“ La mission dévolue à M. Kemp, consistait à recher-  
“ cher par enquête l'indemnité qui devait être payée par la  
“ couronne pour les terres patentées, comme faisant partie  
“ du canton de Farnham et qui se trouvent maintenant  
“ comprises dans la seigneurie de Saint-Hyacinthe.

“ Cette enquête a été de fait tenue sous la direction et  
“ surveillance de M. Kemp à Farnham, le 6 mai 1884, les  
“ parties présentes avec titres et témoins. Les témoignages  
“ pris par écrit, ainsi que les documents produits forment  
“ partie du rapport de ce monsieur.

“ Nous avons toujours compris et nous n'avons jamais pu  
“ comprendre autrement par toutes ces opérations succes-  
“ sives, que le procès était finalement clos, que le chiffre  
“ seul de l'indemnité à payer restait à fixer, que l'enquête  
“ tenue par M. Kemp avait lieu pour vous permettre de  
“ fixer cette indemnité et que si cette indemnité une fois fixée  
“ par vous, était trouvée insuffisante par les concessionnaires,  
“ il serait procédé à un arbitrage. Nous devons vous rap-  
“ peler que c'était l'entente formelle à laquelle nous en som-  
“ mes venus avec vous lors de notre entrevue à Montréal.

“ Tout ce qui précède a été communiqué à nos clients  
“ dans le temps et ils s'attendaient avec raison à la conclu-



“ sion de ces difficultés par la fixation et le paiement de  
“ l'indemnité.”

Nous n'avons rien autre chose que ces documents pour justifier la demande de ce crédit, mais ne suffisent-ils pas pour nous autoriser à dire qu'il y a eu entente pour régler cette affaire comme nous l'avons fait. Nous avons entrepris de donner une fin pratique à cette entente consentie par le gouvernement précédent et pour en arriver là nous avons envoyé sur les lieux un M. Joseph E. Gaboury, de Sainte-Césaire, un homme d'une bonne position sociale, et parfaitement recommandable. C'est sur son rapport que nous avons agi dans la fixation de l'indemnité.

L'honorable député de Brome a déclaré franchement qu'il ne pouvait pas dire qu'une telle entente n'avait pas eu lieu. Il ne veut rien affirmer, et il a parfaitement raison de tenir ce langage prudent, car tout concourt à prouver qu'il y a eu, sinon une promesse formelle, du moins une déclaration donnant à entendre aux intéressés que le gouvernement réglerait, autrement on ne peut s'expliquer les dires positifs de M. Poulin, ancien député de Rouville et de MM. Tellier et Fontaine, tous deux citoyens dont la haute honorabilité ne peut être mis en doute.

Après avoir considéré tous les faits, nous arrivons à régler tous les frais judiciaires de même que les réclamations pour la somme que nous demandons dans le budget.

Maintenant quant à la question de détail soulevée par l'honorable chef de l'opposition, qu'on change, si on le veut, la rédaction, mais il n'en restera pas moins vrai qu'il y a eu entente avec l'ancien gouvernement.

L'honorable M. **Lynch**.— Il est vrai que l'ancien gouvernement avait pris les mesures nécessaires pour s'assurer si les réclamations étaient fondées oui ou non, mais il n'a pas fait de promesse positive au sujet d'un règlement quel-

conque. Je suis très content de voir l'affaire réglée, mais n'est pas strictement suivant les faits de dire qu'il y a eu promesse.

**M. le Premier Ministre.**— Cette rédaction est conforme à la vérité, du moins c'est ce qui ressort du dossier.

**L'honorable M. Taillon.**— Le gouvernement est-il d'opinion qu'il faut régler cette affaire? Si telle est son opinion, pourquoi invoquer des engagements antérieurs comme si c'était le seul titre qu'auraient ces réclamants.

Quand nous avons abandonné le pouvoir, il n'y avait encore rien de fait, qui pourrait justifier l'assertion faite dans le budget. Il faudrait réciter tous les faits qui ont eu lieu, et ce serait bien trop long. Qu'on change donc cette rédaction de manière à faire comprendre qu'il y a eu des négociations, cela serait conforme à la vérité.

**M. le Premier Ministre.**— J'accepte cette suggestion. Disons " au sujet desquelles des négociations étaient commencées.

L'article est adopté avec la modification.

**L'honorable M. Taillon.**— Qu'est-ce qui a été fait avec les \$5,000 votées l'an dernier pour l'impression et la distribution du code municipal?

**L'honorable M. Mercier**—*député de Saint-Hyacinthe, premier ministre, commissaire de l'agriculture et de la colonisation.*— Nous avons essayé de faire des arrangements avec M. Sénécal, de Montréal, qui a acheté le droit d'auteur de MM. DeBellefeuille et Mathieu, mais nous n'avons pas pu réussir. Cela va coûter \$6,250, c'est-à-dire, \$1,250 de plus que le montant voté l'année dernière.

**Article 213.**— Prisons et palais de justice, nouveaux districts, pour appareil de chauffage \$6,000.

L'honorable M. **Taillon**.—Nous avons coutume de mettre ces dépenses dans le crédit général pour travaux publics. Mais je comprends que le mode adopté par le gouvernement a pour lui l'avantage de soulager le crédit pour travaux publics.

L'honorable M. **Mercier**.—Nous considérons que c'est une dépense spéciale.

Le crédit est adopté.

Article 214.—Construction d'une aile pour le geolier et le gardien du palais de justice et de la prison, Bonaventure, \$4,000.

L'honorable M. **Taillon**.—Pourquoi donc cette dépense de \$4,000 ?

L'honorable M. **Mercier**.—L'édifice actuel n'est pas habitable, et d'après les renseignements transmis au département, il faut nécessairement encourir cette dépense. Je ne connais pas l'affaire aussi bien que l'honorable député de Bonaventure, lequel pourrait mieux que moi renseigner son chef.

Ce crédit est adopté.

Article 216.—Agrandissement du palais de justice, Montréal, \$50,000.00.

L'honorable M. **Lynch** —*député de Brome*.—L'honorable premier ministre serait-il assez bon de nous faire connaître quelles sont les intentions du gouvernement au sujet de l'agrandissement du palais de justice de Montréal. Je vois que l'on demande \$50,000 pour cela . . .

L'honorable M. **Mercier**—*député de Saint-Hyacinthe, premier ministre, commissaire de l'agriculture et de la colonisation*.—Volontiers . . .voici ce que j'ai à dire en réponse à l'honorable député.

Jusqu'à présent notre intention a été de réparer la bâtisse située sur la place Jacques-Cartier pour y installer la cour de circuit. Par là nous croyons pouvoir sauver cette dépense de \$200,000 que nous demandions l'année dernière, et cela d'ici à un grand nombre d'années. Sur ce crédit de \$200,000 nous n'avons dépensé qu'une très faible partie pour exécuter certaines réparations urgentes. Je suis heureux de dire à la Chambre que ces réparations sont très bien faites. Nous avons par là notablement amélioré l'édifice du palais de justice.

Si nous décidons de ne pas bâtir, nous pouvons tirer très avantageusement partie de l'édifice dont j'ai parlé, sans dépenser tout ce montant.

L'honorable M. **Taillon**—*député de Montcalm, chef de l'opposition*. — Ce que vous vous proposez de faire alors va coûter au moins la somme que vous demandez.

L'honorable M. **Mercier**—*député de Saint-Hyacinthe, premier ministre, commissaire de l'agriculture et de la colonisation*.—Je ne le crois pas. . . . Dans tous les cas nous préférons demander un peu plus que de demander moins et de nous mettre par là dans l'obligation de recourir à un mandat spécial pour la balance.

L'honorable M. **Taillon**.—A propos de la loi des nouveaux magistrats, pour engager la Chambre à la voter, on disait qu'il y avait toute une économie à faire, en rapport avec cette loi, c'est-à-dire que l'on mêlait à dessein, la question du local, avec celle du personnel des juges. On nous laissait entendre que \$10,000.00 suffiraient pour installer ces nouveaux magistrats, et pour améliorer le local généralement. Pour les besoins de la discussion alors ça pouvait très bien faire, mais sauter de \$10,000.00 à \$50,000.00, c'est toute une surprise que rien ne pouvait laisser prévoir pour ceux qui avaient foi dans les déclarations ministérielles.

Je l'ai dit dans le temps qu'on ne pouvait pas faire ces réparations pour \$10,000.00. Ceux qui connaissent les bâtisses à Montréal où l'on se propose de faire siéger ces magistrats, ne pourront manquer d'être surpris de voir que l'on va dépenser là \$50,000.00. Il vaudrait mieux tout jeter à terre, et rebâtir à neuf avec cette somme.

L'honorable M. **Mercier** — *député de Saint-Hyacinthe, premier ministre, commissaire de l'agriculture et de la colonisation.* — Nous ne serons pas obligés de dépenser tout ce montant, mais nous ne voulons pas nous trouver à court de fonds, une fois que les travaux seront commencés, si toutefois ils allaient coûter plus que nous le prévoyons maintenant. Voilà pourquoi nous demandons un peu plus que la dépense prévue.

Il faudra faire une voûte en dehors et cela coûte cher. Au lieu de dépenser \$200,000, nous n'allons en dépenser que \$50,000 au plus. Mais rien ne nous force de dépenser même tout ce montant.

M. **LeBlanc** — *député de Laval.* — L'année dernière le gouvernement s'est fait voter \$200,000.00, pour agrandir le palais de justice à Montréal ; au lieu de cela, on a puisé largement sur cette somme pour faire des réparations dans le vieux palais de justice.

Maintenant on vient nous demander \$50,000.00 pour installer la cour de circuit : c'est un chiffre un peu fort. Une voûte ne coûtera pas plus que \$5,000. Il restera \$45,000.00, qu'en ferez-vous ? Je crois que \$10,000.00 seraient bien suffisants. Je trouve que la somme que l'on demande est exorbitante. Je connais à Montréal, un magasin, aux vastes proportions, avec une voûte superbe, qui n'a coûté que \$40,000.00, et c'est la plus belle bâtisse du genre que l'on connaisse.

L'honorable M. **Taillon**.—Comme j'ai eu l'occasion de le dire précédemment, nous nous sommes occupés de cette question. Après avoir consulté des architectes, nous en sommes venus à la conclusion que nous ne pouvions pas changer le palais de justice actuel. Néanmoins il restait toujours la question de fournir les salles nécessaires à l'administration de la justice dans un district aussi vaste que Montréal.

Il ne fallait pas songer à abandonner le palais de justice actuel, et nous devions aussi calculer pour au moins trente ans à venir. Dans ces changements il fallait aussi prendre des mesures pour ne pas faire souffrir trop d'inconvénients au barreau. Pour faire face à ces diverses exigences, nous avons pensé qu'il seyait préférable de mettre dans une seule bâtisse toutes les cours de juridiction criminelle, et de transférer dans un autre édifice, les cours de juridiction civile. Par cet arrangement, nous croyions rencontrer toutes les demandes au point de vue du local, d'ici à un grand nombre d'années.

Je désirerais savoir si en changeant le local de la cour de circuit, cela va donner assez de place pour les autres tribunaux. La salle de cette cour n'est pas grande, c'est une considération qu'il ne faut pas négliger ici. Voyons s'il y a proportion entre les dépenses proposées et les avantages qui en résulteront. Je dis que même \$20,000.00 serait encore une somme trop élevée, si on tient compte de ces avantages, car nous n'aurons pas pour notre argent. C'est donc de l'argent gaspillé. Je serais plutôt d'opinion de conseiller au gouvernement de bâtir sur le terrain qu'il a acheté ; ce serait plus commode. On dira peut-être que cela coûtera un peu plus cher. Oui, mais nous aurons là une bâtisse qui répondra aux besoins pendant plus longtemps. Je le demande : est-il possible d'espérer que l'on pourra dépenser judicieusement cette somme de \$50,000.00 ? Je le demande

aux honorables députés de Chambly et de l'Assomption, qui connaissent les lieux, et qui ont de l'expérience en ces matières. Peuvent-ils me dire que l'on peut avec avantage dépenser là une telle somme ?

Si on avait cru pouvoir faire quelque chose de suffisant et de convenable avec \$10,000, je n'aurais peut-être pas trop trouvé à redire.

On dit qu'on ne dépensera peut-être pas tout ce montant : ceci n'est pas suffisant pour rassurer la Chambre. On disait la même chose l'année dernière à propos de l'emprunt. On se rappelle que l'on nous répondais, lorsque nous signalions l'actif qui pouvait, d'un jour à l'autre, être mis à la disposition du gouvernement, par le jugement du conseil privé dans l'affaire de la taxe sur les corporations commerciales, par exemple ; " mais si nous avons cet actif, rien nous empêchera d'en tenir compte, et de ne pas emprunter tout le montant que nous demandons. " Cependant cela n'a pas empêché le gouvernement d'emprunter les trois millions et demi, tout en recevant des corporations commerciales plus d'un demi million.

Les temps sont durs, et quand l'honorable trésorier est obligé de mettre tant de souplesse pour présenter un petit surplus de \$68,000, en comptant sur les arrérages dus par les corporations commerciales et quelques autres recettes problématiques, et cela avant que les budgets supplémentaires nous soient soumis, nous avons bien là la preuve, au moins si nous en jugeons par les indices, que les finances sont loin d'être prospères.

Dans tous les cas, que le gouvernement fasse comme il l'entendra, nous n'en serons pas responsables, car nous aurons fait notre devoir. Je suis de Montréal, et par conséquent je ne suis pas l'un de ceux qui souffriront le plus si l'argent est mal dépensé. J'invite le gouvernement à faire, il est vrai, une dépense plus considérable que celle que l'on

a en vue, mais en suivant ma suggestion je crois que l'argent serait mieux employé.

**M. LeBlanc.**—Je crois que des soumissions ont été demandées pour agrandir le palais de justice. On ne devrait pas abandonner ce projet.

A six heures la séance est levée.

(Séance du soir.)

#### L'INVALIDATION DE L'ÉLECTION DE MÉGANTIC.

L'ordre du jour appelle la suite de la discussion sur la proposition de l'honorable M. Mercier : " Que le certificat de Son Honneur le juge Casault, en date du 13 juin courant, dans l'affaire de l'élection contestée pour le district électoral de Mégantic, qui a été soumis à cette Chambre, le 14 juin courant, soit renvoyé au comité des privilèges et élections."

**M. Casgrain**—*député de Québec.*—L'honorable secrétaire de la province a prétendu que c'était une question de privilège : Si c'en est une, elle ne peut avoir ce caractère que parce qu'elle concerne M. Johnston. Si cette prétention était vraie, cette Chambre serait appelée à décider si oui ou non M. Johnston a droit à son siège. Si donc on renvoie la question au comité des privilèges, ce ne sera que pour savoir si l'ancien député n'a pas droit de se plaindre de ce jugement.

M. Johnston ne se plaint pas ; il est parfaitement content de la décision du tribunal, d'autant plus qu'il est à peu près certain de revenir siéger avec nous. Le comté de Mégantic est conservateur, comme il l'a prouvé aux dernières élections. On peut être certain qu'il renverra ici un homme pour combattre le gouvernement.

J'ai été surpris l'autre jour d'entendre l'honorable premier ministre dire que la Chambre avait le droit d'en appeler



d'un jugement de la cour supérieure en matière électorale. Tout le monde sait que cette Chambre s'est dépouillée du droit de s'occuper de ces questions, en déclarant qu'elles seraient de la compétence des tribunaux. De plus la loi déclare qu'il n'y a pas d'appel. Je considère donc que le principe posé par l'honorable premier ministre est subversif du droit en matière électorale.

Cette loi des élections centestées, est au fond l'œuvre du parti libéral, c'est son idée qui a triomphé. On sait que ce parti s'est vanté partout d'avoir été le premier à émettre l'idée qu'il fallait une telle loi. Aujourd'hui, parce que l'un de leurs amis s'est trouvé pris, ces messieurs veulent mettre de côté un jugement de la cour supérieure ! Si le parti libéral approuvait cette politique, j'aurais droit d'être surpris. Quant au premier ministre il a changé si souvent d'opinion politique qu'il ne surprend plus personne. Mais derrière lui, il y a un parti, il y a des hommes qui se respectent assez pour ne pas changer ainsi d'opinion. Ceux qui ont demandé que les tribunaux fussent saisis de ces causes, ne peuvent aujourd'hui demander que la Chambre se mette à la place de ces mêmes tribunaux.

Si ce n'est pas pour venir au secours de M. Jonhston, pourquoi renvoyer cette question au comté ? Est-ce pour punir ceux qui ont commis des fraudes ? Dans ce cas il faudra assigner les coupables, en un mot ouvrir toute une enquête. Jamais encore cela ne s'est fait.

Le jugement constate qu'il y a eu des cas de corruption de part et d'autre. Si on veut punir ceux qui ont fait cette corruption, il faudra les faire comparaître devant le comité, car un homme ne peut être condamné sans être entendu ; or c'est entrer dans une voie qui pourra coûter fort cher à la province et la Chambre est-elle prête à dire qu'il faut faire cette dépense ? Je ne le crois pas ; ce serait là une deuxième raison que l'on pourrait faire valoir en faveur du renvoi au

comité, mais je suis certain, que cette raison n'entre pas dans les vues du gouvernement.

M. le président, s'il faut en croire les organes du gouvernement, ce ne serait pas pour exonérer M. Johnston, ni pour punir les coupables que l'on sollicite l'intervention de la Chambre ; ce serait tout simplement pour blanchir M. Whyte, c'est-à-dire le réhabiliter dans ses droits d'électeur dont il a été privé par le jugement de la cour supérieure. Ici il y a un grand principe en jeu. La Chambre s'est dépouillée du droit de se prononcer sur ces demandes en invalidation d'élection. Si la Chambre veut se mettre à la place des tribunaux chaque fois que la majorité ne sera pas satisfaite des jugements, il est aussi bon de décréter immédiatement que les cours de justice n'auront plus rien à voir en matière électorale.

Le premier ministre a dit qu'il ne voulait pas réviser le jugement rendu dans cette cause. Tout de même il nous a fait comprendre, avec l'habileté de langage qu'on lui connaît, qu'il n'avait pas jusqu'à un certain point, confiance, ni dans le jugement ni dans le tribunal qui l'a rendu....

M. le **Premier Ministre**.—Non, non, non....

M. **Casgrain**.—Vous n'avez peut-être pas voulu dire cela, mais tous ceux qui vous ont entendu, en sont venus forcément à la conclusion que vous désiriez laisser croire que les juges en question ne connaissaient pas la loi.

M. le **Premier Ministre**. — L'honorable député confond le rapport avec le jugement.

M. **Casgrain**. — Mais le rapport est basé sur le jugement, et en disant que les juges ne savaient pas faire de rapport, il a laissé croire qu'ils ne connaissaient pas leur devoir. Or je ne crains pas d'affirmer que tous ceux qui connaissent ces juges, ne peuvent s'empêcher d'admettre que c'est le meilleur tribunal que l'on pouvait désirer. J'en

appelle à tous ceux qui plaident devant le juge Casault, pour dire s'il n'est pas le magistrat le plus honnête, le plus savant et le plus intègre que nous ayons. Sa devise a tous jours été " Fais ce que dois, advienne que pourra " ; elle est écrite dans toute sa conduite et dans tous ses actes. Le juge Andrews, s'il faut s'en rapporter au passé, était favorable à mes adversaires. Quant à l'autre, je n'en parlerai pas, non pas parce que je n'aurais pas beaucoup de bien à dire de lui, mais parce qu'il a été mon associé.

Si la Chambre suit l'honorable premier ministre dans la voie dangereuse dans laquelle il veut l'entraîner, il ne nous restera plus qu'à abroger la loi des élections contestées. Nous retomberons dans le système contre lequel les libéraux ont tant prêché.

Il y a peut-être une autre raison qui engage les ministres à demander ce renvoi au comité.

L'honorable secrétaire de la province a dit que peut-être il faudrait défranchiser le comté de Mégantic. La majorité peut tout, et je suis certain qu'elle suivra quand même le gouvernement. Mais il est bon toutefois de la prier de réfléchir avant d'aller trop loin. Si je ne me trompe pas, ce comté est réservé aux Anglais, et je défie bien mes adversaires de le défranchiser.

**M. Premier Ministre.**—Où est la loi .... Shefford est dans ce cas, et cependant il envoie ici un Canadien-français pour le représenter.

**M. Casgrain.**—Je parle de la coutume établie depuis la confédération. N'est-il pas vrai que depuis 1867, ce comté a toujours été représenté par un Anglais ? Je défie bien mes adversaires de mettre leur menace à exécution. Ils veulent à tout prix ramener M. Whyte ici, mais quoi qu'ils fassent, les électeurs ne consentiront jamais à l'avoir pour député.

**M. le Premier Ministre.**—Si vous nous aviez dit cela avant, peut-être n'aurions-nous pas soumis cette proposition.....

**M. Casgrain.**—Pourquoi renvoyer cette cause devant le comité de privilèges et élections ? Je ne vois absolument aucun motif. Ici que la Chambre veuille bien me permettre de lui donner un renseignement que je connais personnellement parce que j'ai été avocat dans la cause. M. Whyte a été privé de ses droits politiques, parce qu'il a payé de l'argent à un cabaleur, contrairement à la loi ; cela a été prouvé à la satisfaction de tout le monde. Comment le tribunal, en face d'une telle preuve aurait-il pu ne pas appliquer la loi ?

Nous sommes à la veille de la clôture de la session, le comité n'aura peut-être pas le temps de siéger et cependant l'honorable premier ministre voudrait que nous lui demandions de refaire une enquête qui a duré des semaines et des semaines. D'un autre côté, je ne crois pas que le gouvernement voudrait attendre jusqu'à la prochaine session, pour faire une élection dans Mégantic, mais je ne puis concevoir qu'il voudrait pousser l'audace aussi loin.

Le jugement est rendu et chacun doit en subir les conséquences.

**M. David**—*député de Montréal-est.*—Il est assez difficile, M. le président, de prétendre que la Chambre n'a pas le droit de renvoyer cette question au comité des privilèges et élections. Ainsi, si l'on consulte ce qui se passe en Angleterre et à Ottawa, on verra que dans les cas où la corruption a été exercée sur une grande échelle, le rapport du tribunal peut être renvoyé au comité ; voilà le principe.

Dans le cas actuel, je ne vois pas trop comment on pourra ordonner ce renvoi. J'ai écrit beaucoup sur cette question autrefois, et quand j'ai mis mon nom au bas d'un

article, je ne recule pas devant la responsabilité qui en résulte pour moi. Je me rappelle que cette Chambre a passé une loi pour laver un député qui avait siégé quand il n'avait pas le droit de le faire. Je veux parler du cas de M. Duckett, ancien député de Soulanges. Pour moi c'est le même principe qui est en jeu ; dans ce cas-là, la Chambre avait violé le principe de la rétroactivité des lois.

Je voterai peut-être pour le renvoi, et voici pourquoi : Comme président de ce comité, je suis convaincu que l'affaire s'éteindra là.

Nous n'avons pas, comme à Ottawa, une loi qui pourvoit spécialement à ces renvois. Que va faire le comité ; va-t-il constater qu'il y a eu corruption ? Non, n'est-ce pas ?

Deuxièmement, va-t-il prendre sur lui de décider que M. Whyte ne doit pas être privé de ses droits politiques ? Mais alors, c'est ni plus ni moins nous constituer en tribunal d'appel sur le jugement de la cour supérieure. Il est possible que la loi soit trop sévère pour le cas de M. Whyte, mais alors je dis : changez la loi. Il n'y a pas d'autre moyen raisonnable et pratique.

Puisque je suis sur ce sujet, que l'on me permette d'exprimer une opinion : Je crois qu'il faudrait une cour spéciale pour juger ces causes électorales. Les juges disent qu'on leur fait une position très délicate, et cela est vrai. Si je fais cette suggestion, ce n'est pas parce que j'ai raison de trouver à redire aux décisions des tribunaux, au contraire, je crois que dans l'ensemble, les jugements en ces matières sont aussi justes que dans les autres causes.

A quoi bon renvoyer cette affaire au comité ? La session achève, et pour ma part, je le déclare franchement, je refuse d'avance de siéger en cour d'appel.

Je crois que le gouvernement a peut-être atteint son but. Je n'en ai pas parlé aux ministres, mais s'ils n'avaient en

vue que d'attirer l'attention de la Chambre et de la province sur une irrégularité de forme, ils doivent être satisfaits. Si j'étais à la place du gouvernement je retirerais ma proposition.

Si j'ai bien compris le discours de l'honorable M. Laurier, on a à Ottawa une loi spéciale qui permet à la Chambre des communes de continuer l'enquête si elle n'a pas été faite d'une manière complète par le tribunal....

L'honorable M. **Taillon**.—Et cela uniquement dans le but de punir les fraudes.

M. **David**.—Jamais on ne me fera croire que le comité peut réviser les jugements des cours, et qu'il peut défaire ce que les juges ont fait. Ce serait d'ailleurs un précédent très dangereux. S'il y a quelque chose que l'on doit respecter pardessus tout, c'est l'administration de la justice et la magistrature. Tout dans un pays peut tomber, si la justice reste intacte, la société peut être sauvée. On peut même se passer de gouvernement pendant un certain temps, mais on ne peut pas se passer de l'administration de la justice. Cette conviction est tellement profonde chez moi que du moment qu'il s'agit de ce service, je ne regarde plus à la dépense.

Si nous adoptons cette procédure ce serait porter un coup terrible au cœur même du système que nous avons pour décider ces causes relevant des luttes électorales. Je crois, je puis le dire d'autant plus librement, que je m'oppose à l'acte du gouvernement, je crois, dis-je, qu'on est trop sévère tant pour un côté que pour l'autre, mais cela ne dépend guère des juges, après tout. Si nous voulons que cela cesse, changeons la loi. Qu'on punisse celui qui se vend, mais qu'on ne chatie pas le député, car il n'est pas le plus grand coupable. Raisonnons donc une fois pour toutes, sur l'expérience que nous avons acquise, et non d'après des théories qui ne restent pas un instant debout devant les faits.

Changeons la loi, je le répète, mais ne renversons pas un système que je considère comme une grande réforme, en nous érigeant ici en tribunal d'appel. Nous retomberons dans les abus d'autrefois, où les passions politiques ou de parti jouaient malheureusement le plus grand rôle.

**M. Lafontaine**—*député de Napierville*.—Je me lève simplement dans le but de dire que j'approuve les remarques de l'honorable député de Montréal-est. Ce que je vais donner va donc être un vote de confiance dans le gouvernement, mais dans le sens élevé du mot.

J'avoue que je n'ai pas encore compris ce qu'on voulait obtenir par cette procédure. Je ne vois pas pourquoi on ferait du comité des privilèges et élections une espèce de cour d'appel. Aussi je proteste contre l'idée qui semble seule expliquer cette proposition, de faire de ce comité un tribunal de purgation des sentences rendues par les cours de justice. Comme l'a dit l'honorable député de Montréal-est, ce serait créer un précédent excessivement dangereux, et qui pourrait conduire au renversement de l'ordre de choses établi depuis plusieurs années, et qui constitue une réforme très importante sur l'ancien système. Or cette procédure tend à nous faire revenir à cet ancien système, et pour ma part, je n'en veux pas.

L'honorable **M. Lynch**—*député de Bromé*.—M. le président, pour des considérations de l'ordre le plus élevé, j'ai écouté avec un réel plaisir les paroles dignes de mes honorables amis les députés de Montréal-est et de Napierville.

S'il y a quelque chose à laquelle nous devons tenir par-dessus tout, c'est bien la dignité de cette Chambre et la dignité de la magistrature. Depuis que j'ai l'honneur d'occuper un siège dans cette enceinte, chaque fois qu'il s'est élevé une question affectant ou concernant la dignité de la Chambre, je me suis toujours rangé du côté où cette dignité me paraissait la mieux protégée. Quand, en 1879, l'honorable

M. Chapleau présentait une proposition au sujet de l'élection de l'un de nos collègues d'alors, je n'ai pas hésité à voter même contre mon chef, pour rester fidèle à mes convictions, et pour maintenir ce que je considérais être la dignité du banc. Quand, tout à l'heure, j'ai entendu la parole franche des honorables députés de Montréal-est et de Napierville, elle m'a rappelé ce que j'avais fait alors.

M. le président, en 1875, nous nous sommes dépouillés du droit de connaître des pétitions d'élection. Il serait malheureux de revenir aujourd'hui sur nos pas et par là même déclarer à la face de toute la province, que nous sommes tombés dans une regrettable erreur en faisant une telle loi. Je ne me réjouis pas de la mesure d'extrême sévérité qui a frappé M. Whyte. Mais c'est la sentence de la cour à laquelle nous avons renvoyé ces causes et quelque dure que soit cette sentence, il faut la respecter. Autrement, si nous devons siéger en révision, les jugements des tribunaux seront considérés comme une farce. Finissons en au plus tôt, car ce jeu présente les plus graves dangers.

L'honorable premier ministre propose de renvoyer ce jugement à une cour de parti. Est-ce que l'on veut faire réviser les décisions des tribunaux par un comité où les passions politiques devront dominer? Le parti libéral s'étant toujours fait le défenseur de la magistrature—et je l'en félicite—, comment pourrait-il approuver une mesure qui ne pourrait manquer de rabaisser les décisions des juges aux yeux du peuple de la province?

Du moment que nous attaquons la magistrature, nous sapons à sa base même le système qui assure la tranquillité de notre société. J'aimé à croire qu'il n'y a personne dans cette Chambre qui soit disposé à commettre un pareil attentat. Je ne puis concevoir qu'il y ait un seul député qui oserait prétendre que les jugements des cours ne valent rien aux yeux de cette Chambre. Pourtant nous marcherons à



grands pas vers cette conclusion si nous adoptons la proposition qui est devant nous, car c'est vouloir faire reviser un jugement d'une cour de justice par un tribunal de parti.

Quelle est l'origine du comité des privilèges et élections, ou en d'autres termes, quelles sont les nécessités qui l'ont fait surgir comme institution parlementaire? En Angleterre à l'origine du régime parlementaire, il n'y avait pas de tribunal régulièrement constitué pour juger ces contestations en matières électorales. On a donc pris les moyens de pourvoir à cette nécessité. On a organisé un comité qui devait décider tout ce qui regardait les sujets qui se rattachaient à la dignité du parlement. C'est aussi ce qui se passait ici auparavant, mais depuis 1875, ce système est changé et nous avons investi les tribunaux ordinaires d'une partie de nos pouvoirs suprêmes.

Quel sera le résultat de ce renvoi, si la Chambre finissait par y consentir? Est-ce que le comité va décider que M. Johnston a été traité injustement et que son élection n'aurait pas dû être annulée? Non, ce n'est pas le but que l'on veut atteindre. Ce que l'on désire c'est de réhabiliter M. Whyte, lui redonner ses droits politiques. Je regrette que M. Whyte se trouve aujourd'hui dans cette position, mais nous ne pouvons y remédier. Je dirai comme l'honorable député de Montréal-est : si nous trouvons que la loi est trop sévère, changeons-là, mais de grâce, n'allons pas nous arroger le droit de reviser les jugements des cours de justice. En agir ainsi serait enseigner au peuple de ne pas avoir de respect pour sa magistrature, par conséquent détruire l'une des principales garanties de l'ordre social.

L'honorable M. **Mercier**—*député de Saint-Hyacinthe, premier ministre, commissaire de l'agriculture et de la colonisation.*—Je regrette beaucoup que mon honorable ami le député de Montréal-est n'ait pas été ici quand la question a été soumise à la Chambre. S'il avait été présent, il n'aurait

pas parlé comme il vient de le faire. Il aurait pu se convaincre de la sagesse de ma procédure.

D'après ce que l'honorable député a dit, je ne puis m'empêcher de croire qu'il a été victime de fausses représentations. Il a cru que c'était pour blanchir M. Whyte, pour me servir de l'expression habituelle. Il ne s'agit pas de cela du tout. S'il veut bien me suivre pendant cinq minutes dans le raisonnement que je vais avoir l'honneur de faire, il se ralliera, j'en suis certain, à mon opinion.

La loi exige certaines choses qui n'ont pas été faites dans ce cas-ci. La Chambre me pardonnera, je l'espère, s'il me faut la fatiguer peut-être en répétant ce que j'ai dit au commencement de cette discussion, mais on comprend que les circonstances m'y obligent.

Voici en toutes lettres la disposition de la loi à laquelle je fais allusion. Je cite l'article 92 de l'acte des élections contestées :

" Lorsque dans une pétition d'élection, il est allégué que quelque manœuvre frauduleuse a été pratiquée à l'élection, la cour transmettra en outre à l' " orateur " en même temps que sa décision, un rapport écrit constatant :

" 1. S'il a été prouvé ou non que des manœuvres frauduleuses ont été pratiquées par quelque candidat à cette élection, ou à sa connaissance et de son consentement, mentionnant le nom de ce candidat et la nature de ces manœuvres frauduleuses.

" 2. Les noms de toute personne contre laquelle on a, durant l'instruction de la pétition, prouvée la commission de quelques manœuvres frauduleuses ;

" 3. Si des manœuvres frauduleuses ont été pratiquées, ou s'il y a raison de croire que des manœuvres frauduleuses ont été pratiquées, dans une grande mesure à l'élection à laquelle se rapporte la pétition. "

Voilà la loi. Mettons-la en regard du rapport du juge qui a présidé le tribunal dans l'affaire de Mégantic. Ce rapport ne nous dit pas quelles manœuvres frauduleuses ont été commises. Et pourtant la loi que je viens de lire déclare que l'on doit mentionner la nature de ces manœuvres frauduleuses. N'est-il pas raisonnable que la Chambre prenne les moyens de se renseigner tel que la loi le décrète ? Or comment la Chambre pourra-t-elle en arriver là ? En prenant la procédure adoptée en pareil cas, c'est-à-dire en renvoyant la question au comité des privilèges et élections, avec mission d'examiner le dossier sur lequel M. Whyte a été condamné à perdre ses droits politiques. Est-il opportun de faire une telle démarche, dont je ne me dissimule pas la gravité ? Non-seulement la démarche est opportune, mais c'est notre devoir d'en agir ainsi.

Avons-nous un autre moyen à notre disposition ? Oui. Ainsi nous pourrions assigner ici les officiers de la cour, les interroger. Mais cette procédure serait très longue et la Chambre y perdrait un temps précieux, sans aucune nécessité. On sait combien il est long d'interroger un témoin à la barre de la Chambre. Il faut que chaque question soit d'abord soumise à la députation et si cette question est admise, c'est M. le président qui la pose au témoin. Toute cette longue procédure qui se renouvelle pour chaque question de détail, est ennuyeuse au suprême degré et prend un temps à n'en plus finir. Au lieu de cela, nous demandons tout simplement que l'affaire soit renvoyée au comité des privilèges et élections, qui, armé de l'autorité nécessaire, fera l'enquête en bien moins de temps que nous la pourrions faire ici, et sans retarder en rien les travaux de la Chambre.

Avons-nous le droit de faire une telle enquête ? Personne ne le contestera. Non-seulement nous avons ce droit, mais c'est même notre devoir. Pourquoi y-a-t-il de notre devoir ? Il me semble qu'ici je n'ai pas besoin d'argumenter bien

longuement. Le jugement prive l'un des candidats, M. Whyte, de ses droits politiques pendant sept ans. C'est un homme respectable ; les deux côtés de cette Chambre l'ont connu, car il a siégé au milieu de nous. Cè citoyen, qui a été représentant du peuple, est frappé de la peine la plus sévère qui puisse être infligée à un simple électeur. On le prive de ses droits politiques pendant sept longues années et le tribunal qui le frappe de ce châtiment, en dépit du texte formel de la loi, ne nous dit pas pourquoi il en est ainsi. N'est-ce pas là l'un de ces cas les plus favorables qui sollicite l'intervention de la Chambre en autant du moins qu'il s'agit de faire connaître la nature de l'offense qui justifie une telle condamnation.

Il ne s'agit pas de réviser le jugement du tribunal, mais il n'est question que de compléter le rapport qui n'est pas conforme aux prescriptions de la loi. Pourquoi la loi dit-elle qu'il nous sera fait un tel rapport ? Assurément ce n'est pas pour satisfaire une vaine curiosité. C'est afin que la Chambre sache ce qui s'est fait devant la cour et la nature de la preuve sur laquelle le jugement a été basé. C'est ce renseignement qui nous manque et que je désire avoir par ma procédure.

Mais on me dit : " Pourquoi, dans quel but cherchez-vous ce renseignement, à quoi voulez-vous aboutir ? " Mon but est d'éclairer complètement la Chambre sur ce qu'elle doit connaître. Il est très important qu'elle le sache puisque la loi l'exige.

On est soupçonneux, car on ajoute : " Vous avez un autre but, celui de laver M. Whyte. " C'est une supposition toute gratuite. Je le déclare en toute franchise, je n'ai pas un tel but. Je ne ferai pas comme mes prédécesseurs, qui, en 1882, ont lavé des gens bien coupables. Je fais ici allusion au cas de M. Landry et de quelques autres. Alors, ces mêmes hommes, qui se scandalisent si fort

aujourd'hui au sujet d'une procédure bien ordinaire, faisaient passer une loi pour enlever à la compétence des tribunaux la cause de Duckett qui avait siégé illégalement. La majorité conservatrice a voté ces lois extraordinaires sans la moindre hésitation, et l'honorable député de Brome, qui s'indigne tant aujourd'hui n'a pas protesté ; au contraire il a voté cette loi sans scrupule. Pourtant ce que je demande est bien plus acceptable puisqu'il ne s'agit que du renvoi de la question à un comité dans le but de compléter le rapport du tribunal.

**M. Casgrain** — *député de Québec.* — Dans quel but voulez-vous compléter ce rapport.

L'honorable **M. Mercier** — *député de Saint-Hyacinthe, premier ministre, commissaire de l'agriculture et de la colonisation.* — Voilà une singulière question. On me demande quel est le but de mon but . . . Qu'il suffise à ces honorables messieurs de savoir que je ne veux pas réhabiliter M. Whyte. Je regrette que le respect de la loi ne me permette pas de le faire, car s'il y a un homme qui le mériterait, c'est bien lui. Cependant je ne crois pas devoir aller aussi loin. Ce que je désire c'est que la Chambre sache quelle est la nature des manœuvres frauduleuses que M. Whyte a commises et qui lui ont attiré un châtement aussi sévère.

**M. Casgrain** — *député de Québec.* — Si M. Whyte était membre de cette Chambre, je comprendrais le désir de l'honorable premier ministre, mais comme il n'était pas député avant ce jugement, je ne vois pas pourquoi on tient tant à cette procédure extraordinaire.

L'honorable **M. Mercier** — *député de Saint-Hyacinthe, premier ministre, commissaire de l'agriculture et de la colonisation.* — Si M. Whyte était député ce serait alors une question de privilège dans toute la force de ce terme. Mais il ne s'agit pas de cette question pour le moment, il s'agit du rapport, lequel n'est pas conforme à la loi.

**M. David**—*député de Montréal-est.*—Le comité devra examiner la preuve faite et faire rapport à la Chambre. Que feriez-vous si le comité déclarait qu'il n'y a pas d'offense ? Je ne dis pas que la chose est probable, mais elle est possible. Ne serait-il pas plus simple de demander au tribunal de compléter son rapport ?

L'honorable **M. Mercier**—*député de Saint-Hyacinthe, premier ministre, commissaire de l'agriculture et de la colonisation.*—Précisément. . . j'allais répondre à cette question, car je me doutais bien qu'on me la poserait. La suggestion de l'honorable député serait excellente si on n'avait pas l'expérience pour nous disilluser. En effet on sait comment, dans d'autres circonstances, ces demandes ont été accueillies. Je me rappelle qu'un jour nous avions sollicité un renseignement de ce genre d'un honorable juge, et il ne s'est pas gêné de nous répondre qu'il n'était pas officier de cette Chambre, et que, conséquemment, il n'avait pas d'ordre à recevoir d'elle. Il n'y a donc pas moyen de faire corriger ce rapport par le tribunal qui l'a fait.

Avons-nous un autre moyen que celui que je propose ? Je n'en vois pas. Jusqu'ici j'ai raisonné sur la présomption que le rapport seul est incomplet et que l'on a eu raison de condamner M. Whyte. Je vais aller plus loin, pour mieux faire comprendre ma démarche. Je suppose que le comité, après avoir murement examiné le dossier, trouve que la manœuvre frauduleuse pour laquelle on a puni M. Whyte, de la privation de ses droits politiques, n'existe pas en loi, et que c'est la raison pour laquelle, on n'en a pas donné la nature dans le rapport qui est devant nous, ne serait-il pas de la plus haute importance que la Chambre le sache d'une manière certaine ?

Je suppose que M. Whyte a payé un homme pour le représenter dans une assemblée où il ne pouvait aller, et que le juge ait déclaré que cet homme doit être considéré

comme un cabaleur aux termes de la loi, n'y aurait-il pas là une cause suffisante pour nous engager à examiner attentivement la question? Pourquoi la loi veut-elle que l'on donne dans le rapport la nature de la fraude qui entraîne le châtiment le plus sévère que l'on puisse infliger, quant le coupable est l'un des candidats? Est-ce simplement un caprice?

On me reprochera peut-être d'entrer dans le mérite de la question. Oui, j'y entre, mais dans quel but, sinon de faire voir l'à propos de ma procédure. Je suppose que le comité fasse rapport unanimement que le jugement n'est pas légal, n'y aurait-il pas flagrante injustice à refuser d'adopter le moyen que je suggère pour faire cesser tout doute. M. Whyte n'aurait-il pas raison de dire : " On m'a proclamé coupable d'une grande faute en vertu de la loi de mon pays, mais pour me condamner ainsi on a violé cette même loi. Je réclame la protection de mes concitoyens. Si je suis coupable qu'on n'hésite pas à confirmer la sentence du tribunal, mais si je suis innocent qu'on le dise et qu'on me protège contre les conséquences d'une sentence trop sévère. "

Dans cet état de doute causé par un rapport incomplet dans une de ses parties essentielles, n'est-il pas juste de faire mettre devant la Chambre tout ce qui est de nature à la renseigner, et qui aurait dû lui être communiqué suivant les termes mêmes de la loi.

Il y a encore un autre point très important sur lequel il est bon d'attirer l'attention de la Chambre. Le 3<sup>e</sup> paragraphe de l'article 92, cité par moi, contient ceci : " Si des manœuvres frauduleuses ont été pratiquées, ou s'il y a raison de croire que des manœuvres frauduleuses ont été pratiquées dans une grande mesure à l'élection à laquelle se rapporte la pétition. "

C'est-à-dire que la loi oblige le juge à dire à la Chambre s'il a raison de croire que la corruption électorale a été pra-

tiquée d'une manière générale. Or dans le rapport que nous avons, le juge ne nous dit rien à ce sujet. Est-ce que la Chambre n'a pas le droit de connaître tous les détails de cette cause? Si on nous donnait la preuve que les fraudes ont été générales et de nature à empêcher ce comté d'exprimer une opinion franche et honnête sur les affaires publiques, il pourrait devenir de notre devoir de proposer une loi pour enlever à la population de ce district ses franchises électorales ou prendre les mesures propres à punir les coupables. N'est-il pas juste que la Chambre sache ce qui s'est passé afin d'empêcher, s'il y a lieu, la répétition de ces fraudes à l'avenir. Voilà autant de bonnes raisons à l'appui de ma proposition . . . .

**M. David**—*député de Montréal-est.*—Que l'honorable premier ministre veuille bien me permettre de l'interrompre. . . . Si vous ouvrez la porte, c'est-à-dire si vous renvoyez ce rapport au comité, quelqu'un pourra venir dire : " Je vais prouver que cette fraude n'existe pas, " et la-dessus toute une longue histoire de témoignages pour et contre commencera devant le comité. . . . Je suis certain qu'on pourra toujours démontrer, dans chaque cas d'invalidation d'élection, qu'il y a d'aussi fortes raisons que celles invoquées par l'honorable premier ministre pour soumettre le dossier au comité des privilèges et élections. Ce n'est que le premier pas qui coûte. Une fois la porte ouverte tout le monde y passera.

L'honorable **M. Mercier** — *député de Saint-Hyacinthe, premier ministre, commissaire de l'agriculture et de la colonisation.*—Je remarque que l'opposition applaudit l'interruption qui vient de m'être faite. Je comprends que nos adversaires soient contents d'avoir l'approbation d'un homme comme l'honorable député de Montréal-est. Il ne lui arrive pas souvent d'avoir l'adhésion d'un honnête homme comme mon honorable ami. Que ces messieurs ne s'empressent pas trop de tirer des conclusions de cette attitude, car avant



de se séparer de son parti, l'honorable député de Montréal-est y réfléchira sérieusement.

Personnellement je n'ai aucun intérêt. Au fond qu'est-ce que cela peut me faire si le rapport reste incomplet? Si j'étais à la recherche d'une majorité, ou si j'avais besoin d'un député de plus, je pourrais être soupçonné d'agir dans un but plus ou moins recommandable. Mais la fortune politique m'a favorisé assez pour me mettre à l'abri de ces nécessités. Donc pour moi, ce n'est qu'une question de justice. Je sais que mon honorable ami y va sincèrement et que tous ses actes sont marqués au coin de la plus grande bonne foi, mais dans ce cas-ci, qu'il me permette de le lui dire franchement, il se trompe.

On dit que si nous avons une loi comme il en existe une à Ottawa, ma procédure aurait sa raison d'être. Si on avait une loi comme la loi fédérale, permettant de faire une enquête extra-parlementaire, on admet que j'aurais raison de faire la proposition qui est devant la Chambre. On est dans l'erreur, car si on pouvait faire cette enquête, je n'aurais nul besoin d'aller devant le comité.

Pourquoi le comité des privilèges et élections existe-t-il? Qu'on l'abolisse s'il ne compte pour rien. Pour moi, du moment qu'on me conteste le droit de lui soumettre une question comme celle que nous discutons, je n'en vois plus l'utilité.

L'honorable député de Napierville a dit qu'il allait donner un vote de confiance dans le cabinet. Je ne prends pas ses paroles comme un compliment. J'aimerais mieux qu'il dise si nous avons tort ou raison. S'il croit que nous avons tort, qu'il vote contre nous, c'est son devoir.

Je le répète, c'est une question de justice. Je n'en fais pas une question de parti. Mes amis sont libres de voter comme ils voudront, seulement, je suis convaincu que j'ai

raison. Je crois avoir la justice de mon côté et je persiste à soumettre ma proposition au jugement de la Chambre.

L'honorable M. **Taillon**—*député de Montcalm, chef de l'opposition*.—Le juge Casault avait des notes qu'il a luës en rendant jugement. On pourrait les avoir.

M. le **Premier Ministre**.—S'il y a moyen, alors le comité les aura. Nous ne différons donc que sur le moyen, et non pas sur le fond même.

M. **David**.—L'honorable premier ministre a dit que des juges avaient déjà refusé de répondre à une demande de ce genre. Si ceux-là ont eu tort une fois, ce n'est pas une raison pour que nous ne revenions pas à la charge. Il y a moyen de forcer les juges à faire leur devoir. Il y a la mise en accusation. C'est un grand moyen, je le sais, mais c'est un moyen. Je suppose qu'un tribunal dans une certaine occasion n'a pas fait son devoir, ce n'est pas une raison pour que la Chambre ne fasse pas le sien.

On dit que le rapport n'est pas complet. Le premier moyen, comme le plus simple, est de le faire compléter par le tribunal qui a rendu la sentence. S'il ne s'agit que de compléter un rapport, il est tout naturel de s'adresser d'abord à ceux qui l'ont fait. La Chambre a le droit de savoir quelle est la nature des fraudes commises, et si la cour refuse de répondre, je voterai pour la proposition de l'honorable premier ministre. Mais je dis qu'il ne faut recourir à ce moyen qu'après avoir épuisé tous les autres.

C'est pourquoi, j'ai l'honneur de proposer, en amendement : " Que tous les mots après " que " soient retranchés et remplacés par les suivants : " que M. le président de cette Chambre soit prié de demander au tribunal qui a siégé dans la contestation d'élection de Mégantic, de compléter le certificat qu'il a soumis à cette Chambre de manière à indiquer la nature des manœuvres frauduleuses commises par le candidat déqualifié. "

L'honorable **M. Mercier** — *député de Saint-Hyacinthe, premier ministre, commissaire de l'agriculture et de la colonisation.* — Je ne puis accepter cet amendement-là, car je le considère comme devant être sans résultat pratique, s'il est adopté. Nous n'aurions pas de réponse d'ici à la fin de la session. Nous ne pourrions donc pas avoir les renseignements que nous voulons en temps utile. Si je savais que nous aurions un résultat pratique avec cet amendement, je l'accepterais volontiers. Mais étant convaincu du contraire, je suis obligé de le repousser.

L'honorable **M. Blanchet** — *député de Beauce.* — Je crois, M. le président, que l'amendement serait un bon moyen de terminer une affaire très délicate à raison des personnages en jeu.

Il n'y a pas de doute que la Législature s'est dépouillée de certains pouvoirs relativement aux élections contestées. Ainsi aujourd'hui nous ne pouvons sans indécence et sans un manquement grave, nous mettre à la place des tribunaux dans tel ou tel cas en particulier.

L'honorable secrétaire de la province nous a cité l'article qui forme partie du règlement de cette Chambre, où il est dit que l'Assemblée législative doit sévir contre celui qui a commis des fraudes en matière électorale, ou qui a été élu par la corruption ou des manœuvres frauduleuses. Cela est très sage, mais quel est le moyen que nous avons de connaître ces faits ? Tout simplement par l'action du tribunal auquel nous avons confié le soin de s'enquérir de la vérité des accusations portées contre l'élection d'un député.

La Législature a décidé que ces causes seraient jugées sans appel par les cours de justice ordinaires. Nous ne pouvons donc pas en appeler ni ici ni ailleurs. Cette question a même été décidée par le conseil privé en Angleterre. C'était dans la cause de Landry.

**M. le Premier Ministre.**—Je suppose que c'est en vertu de cette autorité que vous avez passé une loi pour casser certains jugements ! . . .

**L'honorable M. Blanchet.**—J'arrivais dans l'instant à ce point, mais puisque l'honorable premier ministre m'y provoque, je vais répondre de suite à son interruption. Il y avait des cas dans les deux partis, de plus il n'y avait aucun intérêt de parti immédiat à servir. Une autre considération : c'est que c'était longtemps après le jugement, et ceux qui avaient été atteints, avaient subi presque en entier leur punition. On le voit, il y a toute la différence du monde entre notre cas et celui du gouvernement.

Je reviens à mon argumentation. Le jugement du conseil privé dit que la Chambre avait déclaré par sa loi, qu'il n'y aurait aucun appel possible de ces jugements.

Voici ce qui est dit :

“ Their lordships wish to state distinctly, that they do not desire to imply any doubt whatever as to the general principle, that the prerogative of the Crown cannot be taken away except by express words ; and they would be prepared to hold, as often as been held before, that in any case where the prerogative of the Crown has existed, precise words must be shown to take away that prerogative. But, in the opinion of their Lordships, a somewhat different question arises in the present case. These two acts of Parliament, the Acts of 1872 and 1875, are Acts peculiar in their character. They are not Acts constituting or providing for the decision of mere ordinary civil rights ; they are Acts creating an entirely new, and up to that time, unknown jurisdiction in a particular court of the colony for the purpose of taking out, with its own consent, of the Legislative Assembly, and resting in that Court, that very peculiar jurisdiction which, up to that time, had existed in the Legislative Assembly of deciding election petitions and determin-

ing the status of those who claimed to be members of the Legislative Assembly. A jurisdiction of that kind is extremely special, and one of the obvious incidents or consequences of such a jurisdiction must be that the jurisdiction, by whomsoever it is to be exercised in a way that should as soon as possible become conclusive, and enable the constitution of the Legislative Assembly to be distinctly and speedily known. Accordingly we find, on looking at the Act of Parliament, that after providing by the 89th section as to the matters which the Superior Court is authorised to determine, the 91st section declares that a certified copy of the judgment shall be transmitted without delay to the Speaker, and another to the prothonotary in the district in which the petition was presented, and then the 118th section provides :

“ The Speaker shall at the earliest practical moment after  
“ having received the judgments and reports, adopt all the  
“ proceedings necessary for confirming or altering the  
“ return of the returning officer, or for the issuing of a  
“ new writ for a new election within 30 days, or for other-  
“ wise carrying the final judgment into execution, as cir-  
“ cumstances may require. He may, for the issuing of such  
“ writ of election, address his warrant under hand and seal  
“ to the Clerk of the Crown in Chancery.” Then the 119th  
section is : “ He shall without delay communicate to the  
“ Legislative Assembly the judgments and the report recei-  
“ ved, and his own proceedings thereon.” And the 120th  
section is : “ When a special report has been received, the  
“ Legislative Assembly may make such order in respect of  
“ such special report as it may deem proper.” The whole  
scheme, therefore of the Act of Parliament is that, once the  
action of the Superior Court takes place, and the decision  
of the Superior Court arrived at, the machinery is to go on  
just as it had formerly gone on inside the Legislative Assem-  
bly ; — writs are to be issued, seats are to be taken, other

proceedings are to be had, as would have been the case before the Court was called into operation, and when the Legislative Assembly decided these matters by its own authority.

“Stopping there, it would be very difficult to do otherwise than conclude, from the character of these enactments, that the object which the Legislature had in view was to have a decision of the Superior Court, which once arrived at, should be for all purposes conclusive.”

Voilà ce que le conseil privé a décidé, et cette décision fait loi.

Si cette procédure est faite seulement pour savoir comment M. Whyte a mérité de perdre ses droits politiques, ce moyen est loin d'être pratique. Si on tient absolument à le savoir, on n'a qu'à lire une lettre de M. Whyte, publiée dans le journal *The Toronto Mail*, du 3 juillet courant. Cette lettre a été reproduite dans tous les journaux de la province, de sorte que l'on n'a que faire de commencer une enquête pour chercher à connaître un fait que tout le monde sait.

Veut-on faire le procès des personnes qui ont commis des fraudes ? Mais la loi dit qu'une personne ne peut être convaincue de fraude que si elle est mise en cause. Or devant le tribunal, elles ne l'ont pas été, par conséquent vous n'avez pas le droit de les inquiéter davantage.

A Ottawa, comme en Angleterre, on a fait une loi par laquelle on a décrété que la Chambre pourra instituer une enquête complémentaire quand le rapport du juge déclare que la corruption a été pratiquée d'une manière générale, ou qu'il a raison de croire qu'il y a eu fraude entre les parties pour empêcher la preuve. C'est ce qui est arrivé dans le cas de Kent, cité par l'honorable premier ministre. C'est en vertu de l'autorité de cette loi spéciale que Sir John Macdonald a fait sa procédure. Mais ici, le juge ayant dit dans son rap-

port qu'il n'était pas nécessaire d'aller plus, la Chambre des communes a accepté la parole du juge et le bref a été émané.

Notre loi dit qu'il pourra y avoir un rapport spécial. C'est la seule réserve qui a été faite, et ici il n'y a pas de tel rapport.

On sait que ces rapports d'élection sont préparés généralement par le protonotaire, comme une matière de routine ordinaire. Aussi je suis convaincu que les juges ne manqueront pas de se conformer à la demande de la Chambre.

Il y a un précédent en Angleterre qui nous montre avec quelle réserve nous devons aborder ces questions d'intervention et le soin que nous devons prendre pour ne pas affaiblir l'influence de l'action des tribunaux.

En 1860, une élection avait eu lieu et sa validité soumise aux commissaires nommés spécialement pour juger ces cas. Les deux candidats avaient été examinés et tous deux avaient réclamé le privilège de ne pas être exposés aux poursuites indiquées dans le statut, pour ce qu'ils avaient dit dans leur témoignage. L'un des commissaires avait accordé le certificat exigé mais les deux autres avaient péremptoirement refusé.

La question de ce refus fut portée devant la Chambre des communes et le procureur général, le gardien-né de la dignité de la magistrature du pays, déclara que la Chambre ne pouvait pas juger en appel sur une décision de ces commissaires. On voit que le cas était beaucoup plus favorable que celui que nous discutons, et cependant on n'a pas voulu écouter les appelants. Ce précédent prouve jusqu'à quel point on est respectueux des jugements des tribunaux et avec quel soin on évite d'entervenir dans ces matières, en se basant sur le fait que la Chambre s'étant dépouillée d'une partie de ses pouvoirs, elle ne peut plus et ne doit plus, dans

dans son propre intérêt, revenir indirectement sur ce qu'elle a fait.

L'honorable M. **Taillon**—*député de Montcalm, chef de l'opposition*.—M. le président, dans le cours de ce débat, on a cité la loi que nous avons adoptée en 1882. On se rappelle que cette loi a été passée presque sans opposition. Or la rapidité avec laquelle la procédure a été faite, même dans cette Chambre, prouve que si la chose a été faite de cette manière c'est que c'était l'opinion de tout le monde qu'il n'était après tout, que juste qu'il en fut ainsi. Au Conseil législatif, qui était assez hostile à ce qui venait du cabinet d'alors, cette loi a été adoptée unanimement, ou au moins il n'y a pas eu vote.

Maintenant voyons un peu les faits. M. Landry, l'un de ceux qui pouvaient bénéficier de cette loi de 1882, et celui contre lequel nos adversaires trouvaient, je suppose, le plus à redire, avait été élu en 1875, et le jugement en question fut rendu peu de temps après, dans la même année. Or ce n'est qu'en 1882, immédiatement après des élections générales, et lorsqu'il avait passé ses sept années tel que prescrit par la loi, que cette mesure de réhabilitation a été prise. Les circonstances prouvent que ce cas ci n'a aucune ressemblance avec celui qui nous occupe. Ici c'est au lendemain du jugement que l'on demande à la Législature d'intervenir, tandis que dans l'autre, c'est presque sept années après que le jugement a été rendu, qu'action est prise. Toute cette procédure est faite — si nous en croyons les journaux organes du gouvernement, ce sont eux qui le disent ouvertement — pour permettre à M. Whyte, qui vient d'être frappé de la peine la plus sévère qui puisse être infligée à un candidat, la perte de ses droits politiques—de se présenter de nouveau dans les intérêts de la majorité ministérielle.

J'en arrive maintenant à l'amendement. J'y vois bien moins d'objection qu'à la proposition principale, cependant je ne puis l'accepter. La seule chose qui manque dans ce



rapport, c'est la mention de la nature des fraudes commises. Cette omission ne me paraît pas grave. L'honorable premier ministre a dit que la Chambre avait intérêt à savoir quelle est la nature de ces fraudes. Je suppose que ce n'est pas par simple curiosité qu'il veut savoir cela ; il doit avoir une raison, un motif sérieux. S'il ne s'agit que de vous renseigner, je dis à l'honorable premier ministre : vous auriez pu demander au juge copie de ses notes. Comme individus, nous n'avons pas besoin de ces notes pour nous renseigner, nous savons ce qui s'est passé.

Mais l'honorable premier ministre veut-il que l'Assemblée législative prenne connaissance de tout ce qui se rapporte à cette question ; nous lui disons qu'il y a un moyen bien facile d'en arriver là, et je viens de le lui indiquer, en lui disant de faire officiellement la demande d'une copie des notes du juge qui a prononcé le jugement. Il pourra ensuite les mettre devant la Chambre.

Dans la cause de Tassé, nous avons pu déposer sur le bureau de l'Assemblée copie de toutes les remarques du juge Ramsay. Il est vrai que le juge a dit qu'il n'était pas obligé de se conformer à notre demande, mais il nous a donnés ses notes avec plaisir, après cette réserve faite sur la question de droit.

M. le président, je désire faire une suggestion que je ne veux cependant pas mettre par écrit. La voici : Si l'honorable procureur général écrivait une lettre officielle dans laquelle il exposerait que presque tous les rapports faits en vertu de cette loi ne sont pas complets, et priant les juges de se conformer d'une manière plus rigoureuse aux exigences du statut ; je crois que les juges se feraient un devoir de se conformer à une demande de ce genre.

En elle-même, la loi est parfaite et personne ne s'en plaint. Il ne s'agit que de demander qu'on s'y conforme pleinement. Si on juge à propos de suivre ma suggestion et d'écrire une

telle lettre, les honorables ministres pourront s'autoriser des remarques qui ont été faites ici.

Il y a des précédents d'omission comme de commission. S'il n'y a pas de précédent pour justifier, à prime abord, la procédure de l'honorable premier ministre, il y en a beaucoup quant à ce qui concerne les rapports qui ne sont pas plus complets que celui du juge Casault. J'ai pris la peine de faire des recherches et j'ai constaté que bien peu de ces rapports étaient strictement conformes à la loi.

Je ne profiterai pas de l'amendement pour recommencer les remarques que j'ai faites l'autre jour, seulement on me permettra bien de présenter une observation ou deux sur le mérite du précédent invoqué par l'honorable premier ministre.

Si l'honorable député de Montréal-est a lu la discussion qui a été faite à Ottawa sur l'élection de Kent, il a dû s'apercevoir que ce précédent ne s'applique pas du tout au cas actuel. Comme question de fait, nous ne sommes pas obligés de suivre l'opinion dominante à Ottawa, quand même notre cas serait semblable à celui qui a été décidé là-bas. Cependant il siège là des hommes qui ont un grand savoir et qui ont acquis beaucoup d'expérience, et je suis prêt à admettre que nous pourrions nous guider avantageusement sur leur opinion dans bien des cas. Jusqu'en 1876 la loi fédérale était semblable à la nôtre, mais à la session de 1876, on a passé une loi qui déroge au droit établi dans notre province. C'est l'honorable M. Blake qui est l'auteur de cette loi.

Elle a été passée surtout pour rencontrer les cas où les cours de justice n'ont pas pu faire une enquête complète et même pour les cas où on n'a pas jugé à propos de contester la validité d'une élection. Ici, l'enquête a eu lieu ; personne non plus s'en plaint, ou trouve à redire parce qu'elle n'a pas été assez complète. Donc, il n'y avait pas lieu pour la Chambre, en supposant que nous aurions une loi comme

celle d'Ottawa, de faire une enquête pour compléter celle faite par la cour.

Je ne crois pas que l'irrégularité que l'on a signalée soit suffisante pour faire la leçon au juge en cause. Mais pour obvier à la répétition de ces cas à l'avenir, je suggère qu'on écrive aux juges pour attirer leur attention sur la nécessité de se conformer strictement à la loi à l'avenir.

L'honorable M. Gagnon.—La loi dit formellement que le rapport doit s'occuper non seulement de ce qui concerne le député élu, mais aussi de ce qui se rapporte à celui qui a été battu, car l'un et l'autre sont mis sur le même pied. D'après l'honorable député de Québec, il ne pourrait être ici question que de M. Johnston. C'est pour répondre à cette prétention que je vais citer la loi.

L'article 92 dit :

“ Lorsque dans une pétition d'élection, il est allégué que quelque manœuvre frauduleuse a été pratiquée à l'élection, la cour transmettra en outre à l' " orateur " en même temps que sa décision, un rapport écrit constatant :

“ 1. S'il a été prouvé ou non que des manœuvres frauduleuses ont été pratiquées par quelque candidat à cette élection, ou à sa connaissance et de son consentement, mentionnant le nom de ce candidat et la nature de ces manœuvres frauduleuses ;

“ 2. Les noms de toute personne contre laquelle on a durant l'instruction de la pétition prouvé la commission de quelques manœuvres frauduleuses ;

“ 3. Si des manœuvres frauduleuses ont été pratiquées, ou s'il y a raison de croire que des manœuvres frauduleuses ont été pratiquées, dans une grande mesure à l'élection à laquelle se rapporte la pétition.”

Donc la Chambre est autorisée par cette loi à se rensei-

guier sur les décisions prises par les cours sur le compte des deux candidats.

Je voterai contre l'amendement de l'honorable député de Montréal-est pour deux raisons. La première, parce que je ne veux pas enterrer ainsi cette affaire. Or si l'on veut étouffer cette question c'est le meilleur moyen que l'on puisse prendre, car jamais on n'aura de réponse. La session est à la veille de finir, de sorte que nous n'aurions pas le temps d'avoir ce que nous demanderions si nous adoptions l'amendement. Cela n'aurait donc pas d'effet pratique.

Deuxième raison : cet amendement nous suggère un mode d'action qui est contraire à la dignité de cette Chambre et à toute espèce de précédent. L'année dernière encore, on a refusé d'entrer une pareille proposition dans les journaux de la Chambre. Je suppose qu'on nous refuse, nous nous serions exposés à être insultés dans la personne de M. le président, et nous ne pourrions pas nous protéger.

Le comité pourra suivre la suggestion de l'amendement et s'il ne réussit pas, au moins rien ne paraîtra dans les journaux de la Chambre, ce qui fait toute la différence du monde.

L'amendement de M. David est rejeté sans qu'il y ait vote.

La proposition de l'honorable M. Mercier est mise aux voix :

Ont voté pour : MM. Bernatchez, Bourbonnais, Boyer, Cameron, Cardin, Champagne, Déchène (de l'Islet), de Grosbois, Deschênes (de Témiscouata), Dumais, Forest, Gagnon, Girouard, Gladu, Goyette, Laliberté, Lemieux, Lussier, Martin (de Rimouski), Mercier, Morin, Pilon, Rinfret, Robidoux, Rocheleau, Rochon, Shehyn, Sylvestre, Tessier, Trudel et Turcotte.—31.

Ont voté contre : MM. Baldwin, Beauchamp, Blanchet, Casgrain, David, Desjardins, Duplessis, Faucher de Saint-

Maurice, Flynn, Lafontaine, Lapointe, LeBlanc, Legris, Lynch, Martin (de Bonaventure), Nantel, Owens, Picard, Poupore, Spencer et Taillon.—21.

L'Assemblée législative a adopté.

#### LA LOI DE LA PÊCHE.

L'ordre du jour appelle la délibération sur le rapport du comité général qui a examiné le projet de loi concernant la pêche en cette province.

Le projet est renvoyé de nouveau au comité général, examiné et modifié.

Il est proposé que le rapport du comité général soit maintenant adopté.

L'honorable M. **Flynn**—*député de Gaspé*.—J'ai l'honneur de proposer en amendement :

Attendu que le deuxième paragraphe de la section première du dit projet de loi, consacre le principe de la mise à l'enchère des droits de pêche appartenant à la province, dans les termes suivants :

“ 2. Ces terres, (ainsi que celles déjà réservées à cette fin) peuvent être données à bail pour une période n'excédant pas (*dix années consécutives*) : en faveur du plus haut enchérisseur, après avis d'au moins un mois dans la *Gazette officielle de Québec*, et publié en outre, de telle autre manière que le commissaire des terres de la couronne juge la plus avantageuse.”

Attendu que les paragraphes 3 et 4 de la même section contiennent les exceptions suivantes au principe général, savoir :

“ 3. Toutefois, le commissaire peut, dans l'intervalle compris entre deux ventes publiques, accorder sans enchère, des

baux pour des terres de ces réserves le long des “ rivières à saumon,” lorsque ces terres, mises à l’enchère une première fois, n’ont pas eu d’acquéreur, (ou lorsque, durant cet intervalle, le bail de quelqu’une d’entre elles a été révoqué ou résilié) ; mais alors, tels baux ne sont pas accordés pour un loyer moindre que la mise à prix dans le premier cas, (ou le taux du premier loyer dans le second cas.) 47 Vict., c. 27, s. 1.”

“ 4. Des pouvoirs analogues à ceux mentionnés au paragraphe précédent sont aussi accordés au commissaire des terres de la couronne, dans le cas où des “ rivières à saumon ” deviennent susceptibles d’être louées dans l’intervalle compris entre deux ventes publiques, et qu’il est évident que les frais d’avis requis, entraîneront des dépenses non proportionnées aux profits à retirer.”

Que le cinquième paragraphe de la même section se lit comme suit :

“ 5. Le Lieutenant-Gouverneur en conseil peut, en tout temps, si l’intérêt public le requiert, autoriser la location ou la vente par convention privée des terres réservées pour la pêche le long des lacs et des rivières.

Attendu que ce cinquième paragraphe aurait pour effet de détruire le principe général de cette section.

Que le rapport du comité sur ce projet de loi ne soit pas maintenant reçu, mais que le dit projet de loi soit renvoyé de nouveau au comité général avec instruction de l’amender en retranchant le dit paragraphe cinquième.

M. le président, ma proposition s’explique par elle-même, et il suffit de lire ce projet de loi, pour se convaincre qu’elle est fondée en fait. Il y’a deux dispositions qui sont diamétralement opposées. Je suis certain que si l’honorable procureur général veut bien se donner la peine d’examiner la question il admettra lui-même que j’ai raison.

L’honorable M. Gagnon — *député de Kamouraska, secrétaire et registraire de la province.* — Il n’y a pas de con-